

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

DE L'INTERPRÉTATION  
DES  
ACTES JURIDIQUES

« Prior atque potentior est,  
« quam vox mens dicentis. »  
(L. 7 in fine D 33-10.)

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

JULES GAUGUIER

AVOCAT DE LA COUR D'APPEL

---

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

---

1898

---











THÈSE  
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation  
aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent  
être considérées comme propres à leurs auteurs.



UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

DE L'INTERPRÉTATION  
DES  
ACTES JURIDIQUES

« Prior atque potentior est,  
« quam vox mens dicentis, »

(L. 7 in fine D 33-10.)

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

---

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera soutenu le jeudi 24 mars 1898, à 8 heures 1/2*

PAR

JULES GAUGUIER

AVOGAT DE LA COUR D'APPEL

---

*Président : M. WEISS.*

*Suffragants :* { MM. DUCROÛQ, } *professeurs.*  
                  { MASSIGLI, }

---

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

---

1898





A MES PARENTS

*Hommage de piété filiale.*

A LA MÉMOIRE DE MON ONCLE

*MEIS ET AMICIS*





## INTRODUCTION

### I. — POSITION DE LA QUESTION. — SON INTÉRÊT AUX POINTS DE VUE : HISTORIQUE, THÉORIQUE, ET PRATIQUE.

Tout acte juridique suppose l'existence de deux éléments consécutifs, se complétant l'un l'autre : un élément d'ordre purement psychologique, et intangible, qui est l'action d'une volonté, ou le concours de plusieurs ; un élément sensible et apparent qui sera l'expression objective de ces volontés, matérialisées soit par la parole, soit par l'écriture. Chacun de ces deux faits, pris isolément, est impuissant à produire un effet juridique quelconque : de même que la pensée ne devient efficace en droit, que quand elle s'est ainsi matériellement affirmée, de même aussi, une manifestation quelconque de volonté ne vaut que par l'intention qui l'a précédée. *Cette intention en est la raison d'être et la mesure*, comme l'original est la raison d'être et la mesure de la copie.

S'il y avait toujours concordance parfaite entre ces deux éléments, qui, en logique, devraient se reproduire intégralement, aucune difficulté ne pourrait naître : le juge,

saisi d'un litige, constaterait l'existence et la portée du fait apparent et il déterminerait par là, d'une façon certaine, l'existence et la portée de l'élément intentionnel.

Malheureusement ce rapport est loin d'exister. Un mot a pu être employé, qui correspond à plusieurs idées différentes, dont une seule est réellement intervenue ; ou bien le terme employé rend la pensée d'une façon soit excessive soit insuffisante ; enfin, les mots font souvent apparaître une intention tout autre et quelquefois même contraire à celle qui a existé en réalité.

Et ce désaccord entre la pensée et l'expression ne doit pas surprendre ; il résulte de la liberté complète laissée à l'homme pour manifester sa volonté, et du mauvais usage qui est généralement fait de cette liberté.

Quelques-uns des actes juridiques les plus usuels ont été, il est vrai, l'objet des prévisions du législateur (vente, louage, etc.) ; mais pour ces actes eux-mêmes, il faut remarquer que les dispositions légales qui en prévoient les conditions et les effets ne sont que des indications proposées par la loi ; et en fait, les intéressés ne manquent pas de les écarter ; ces règles posées d'une façon abstraite peuvent être, dans certaines hypothèses concrètes, en opposition avec les nécessités pratiques ; elles ne sauraient en outre prévoir toutes les situations particulières susceptibles de se produire dans telle ou telle de ces espèces. Ainsi donc, même dans les matières expressément prévues par le législateur, l'homme peut innover et innove tous les jours. Mais, pour nous servir d'une division ancienne, à côté de ces actes *nommés*, la pratique a établi peu à peu ce que l'on a appelé des actes *innommés* qui deviennent quelquefois eux-mêmes d'une importance capitale (contrat d'assurance par ex.), et dont la réglementation

est laissée entièrement à la spontanéité et à la liberté de chacun. On voit donc que la manifestation de la volonté humaine (dans un but licite bien entendu) est susceptible d'une grande originalité, et que (sous cette réserve), chacun règle ses conventions comme il l'entend.

Mais on doit constater qu'en fait, les contractants ou les testateurs laissent très souvent place à l'incertitude par leur manière de s'exprimer. D'après M. Larombière, « il faudrait en accuser beaucoup moins l'insuffisance de la langue, qu'un usage inintelligent des termes employés (1) ». Nous reconnaissons avec cet auteur que c'est de l'homme en effet que vient surtout cette incertitude. On ne saurait nier que la grande majorité des individus ignorent complètement, sinon le sens grammatical des mots, du moins leur portée juridique exacte : ignorance du droit très excusable d'ailleurs, quand on songe aux difficultés que présentent les diverses branches de l'activité humaine et qui obligent l'homme à se spécialiser de plus en plus. En outre, il faut le remarquer, les besoins d'un commerce croissant et la rapidité des transactions, qui en est la condition nécessaire, empêchent les parties qui contractent d'apporter à la rédaction de leurs actes tout le soin et toute la réflexion qu'il faudrait. Bien plus, ces parties ne peuvent elles-mêmes prévoir toutes les difficultés de fait qui surgiront par la suite et qui, pour être résolues conformément à l'intention certaine des auteurs de l'acte, auraient exigé une disposition spéciale. Enfin il faut bien avouer que ce mauvais usage de la langue est quelquefois volontaire et répond au désir fréquent de se soustraire par exemple aux obligations fiscales. Nous ajouterons spécialement comme

(1) Larombière, *Traité des obligations* sous l'art. 1156, n° 1.



cause d'obscurité dans les actes de dernière volonté le trouble causé le plus souvent par la solennité de la détermination, l'approche du moment suprême, l'âge, la souffrance, enfin le besoin du secret et l'absence de conseils. Du reste, tout en reconnaissant le génie de notre langue, nous devons constater qu'elle n'a pas encore toute l'unité et toute la clarté désirables, et que sa richesse même est quelquefois une cause d'obscurité.

Ainsi donc, et quelle qu'en soit d'ailleurs la cause, le vice dans l'expression est chose fréquente, et par suite, ce sera très souvent qu'une des parties contractantes ou intéressées viendra prétendre que la volonté n'a été qu'imparfaitement rendue. Que devra donc faire le juge saisi de cette question ? Devra-t-il s'attacher exclusivement aux termes et à leur sens apparent ou bien, au contraire, sacrifiant l'expression, devra-t-il rechercher la véritable intention pour la faire prévaloir ?

La loi répond d'une façon très formelle à cette question dans l'article 1156 : « *On doit dans les conventions rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes* ». C'est dire, en deux mots, que le juge doit interpréter et non pas seulement constater l'expression de la volonté ; et en même temps c'est définir *l'interprétation* qui sera « *l'art de découvrir les pensées qu'expriment les paroles ou les écrits* (1) ». « *Est investigatio mentis per verba aliaque signa indicatæ* (2). L'article 1156 ne poste la règle qu'en ce qui concerne les conventions, et nous ne trouvons aucune autre disposition l'étendant aux

(1) Toullier, VI, n° 304.

(2) Wolff, *Jus naturale*, Ve partie, n° 459.

actes de volonté unilatérale tels que le testament, l'acceptation de succession et autres. Mais la même solution leur est certainement applicable, car il y a même raison de décider.

En effet, la préférence donnée à l'intention sur l'expression est rationnelle et s'explique par la notion même de l'acte juridique, telle que nous l'avons indiquée en commençant. L'intention, avons-nous dit, est la raison d'être et la mesure de l'expression : ce qui donne l'âme et la vie à un acte, c'est la volonté de le produire ; la manifestation de cette volonté sera nécessaire, il est vrai, pour lui donner une forme concrète, mais elle n'est pas comme elle de l'essence même de l'acte.

Le caractère rationnel qu'on peut attribuer à la règle de l'article 1156 permet d'expliquer comment on la retrouve dans toutes les législations anciennes et modernes. Le Droit romain la formulait dans de nombreux axiomes reproduits par Justinien dans ses compilations. Papinien disait : « *In conventionibus contrahantium voluntatem potius quam verba potuit* (1) », et Paul appliquait plus pleinement encore cette règle aux testaments : « *In testamentis plenius voluntates testantium interpretantur* (2) ». Enfin toutes ces maximes étaient résumées d'une façon générale dans la loi 7. *in fine* au Digeste, livre 33, titre 10 : « *Prior atque potentior est quam vox mens dicentis* » (3). C'est de l'une de ces lois que Pothier (4) tira

(1) L. 219. D. 50, 16.

(2) L. 12. D. 50, 17.

(3) Comp. également L. 16. C. 6, 42. — L. 96. D. 50, 17. — L. 5 pr. C. 6, 27. — L. 19. D. 35, 1. L. 163, par. 1. D. 50, 17. — Comp. aussi Cicéron *Pro Cecina* C. 23. « *Scriptum sequi calumniatoris esse, boni judicis voluntatem scriptoris auctoritatemque defendere* ».

(4) *Traité des obligations*, n° 91.

sa première règle d'interprétation, recopiée presque textuellement par le Code civil, qui n'y a apporté qu'une modification insignifiante en substituant le mot « *littéral* » au mot « *grammatical* » (1). La solution de l'article 1156 se trouve d'ailleurs reproduite dans toutes les législations étrangères modernes et notamment dans les articles 133 et 242 du nouveau Code civil allemand (2).

Ainsi donc l'interprétation est chose nécessaire et elle est imposée par la notion même de l'acte juridique, du moins dans le dernier état de sa conception.

Mais on aperçoit de suite les difficultés du problème qu'elle fait naître. Celui-ci, en effet, touche aux questions d'ordre psychologique les plus délicates : il exige que le juge pénétre dans les profondeurs de l'intime pensée et qu'il analyse les sentiments et les volontés de l'être humain. Evidemment il n'arrivera jamais à cette conviction, qui ne laisse aucune place au doute et que l'on acquiert dans la constatation d'un fait matériel. L'interprétation ne saurait avoir pour but et pour résultat qu'une présomption plus ou moins forte ; le juge ne pourra jamais affirmer que telle intention a certainement existé ; il en sera toujours réduit à dire : les parties ont très probablement voulu telle et telle chose. Et pour le faire, il devra sonder le cœur et l'esprit de chacun afin de découvrir les mobiles et les motifs qui ont déterminé sa volonté.

Et cela indique bien, qu'à côté de la difficulté inhérente au problème, on rencontre une variété infinie dans la manière de le résoudre. Aussi ne saurions-nous prétendre

(1) Comp. également Domat. *Lois civiles*. Liv. I, tit I, sect. II, XIII.

(2) Comp. C. C. Espagnol, art. 1281. — C. *Fédéral suisse des oblig.* art. 16. — C. Italien, art. 1131. — *Loi russe*, art. 1539, etc.

à poser en cette matière des principes qui s'imposent et qui s'appliquent d'une façon générale. La diversité des individus et des situations, dont il faut cependant tenir compte avant tout en matière d'interprétation, interdisent l'établissement de ces règles invariables et absolues. Nous sommes dans une matière où il importe que le juge jouisse de la plus entière liberté d'appréciation.

N'est-il pas intéressant toutefois de rechercher les idées générales que peut engendrer la notion même de l'interprétation ? N'est-il pas bon de connaître ce qu'on demande au juge interprète et les conseils qui lui sont donnés par la loi et par la raison ? N'est-il pas utile enfin de savoir si ce pouvoir du juge ne reçoit pas, dans certains cas, des limitations que la loi elle-même lui impose ?

D'ailleurs, nous remarquons que le problème de l'interprétation des actes juridiques présente les trois intérêts scientifique, pratique et historique dont un seul suffirait pour attirer sur une question l'attention du juriste. Et d'abord au point de vue pratique, nous voyons par le simple examen des recueils de jurisprudence, que les procès les plus fréquents et les plus délicats roulent précisément sur des questions d'interprétation. Le problème n'est du reste pas pour cela dépourvu de tout intérêt scientifique, ainsi que le prouvent suffisamment les nombreuses difficultés juridiques qu'il fait naître et les importantes décisions de principe qu'il provoque. (Pouvoirs du juge interprète... Droit de contrôle de la Cour de cassation.... Fondement et autorité de l'interprétation légale, etc. etc....) — Enfin, au point de vue historique, nous trouvons en cette matière un exemple frappant de l'évolution que peut subir une institution ? Nous constaterons cette évolution en étudiant l'histoire de l'interprétation



aux différentes époques de la législation romaine, et nous verrons en outre, par un aperçu rapide de notre ancien droit français, que cette évolution est naturelle et se retrouve la même chez tous les peuples.

## II. — HISTORIQUE DE LA QUESTION EN DROIT ROMAIN ET DANS NOTRE ANCIEN DROIT FRANÇAIS

Nous avons dit que le principe de l'interprétation se retrouvait dans les différentes législations tant anciennes que modernes, comme résultant de la notion même de l'acte juridique, tel que nous le concevons actuellement ; mais nous devons remarquer précisément que cette notion a varié selon les époques ; l'acte juridique, que nous considérons aujourd'hui comme le seul produit d'une volonté, a eu dans les législations naissantes une tout autre nature : il était le résultat direct de certains actes matériels déterminés ; la volonté n'y apparaissait pas comme l'essence même de l'acte ; ce qui produisait, transmettait ou éteignait le droit, c'était le fait apparent et non l'intention (1). On

(1) V. à ce sujet *l'Esprit du droit romain* par R. Von Ihering. Livre II, 1<sup>re</sup> partie, titre III. Ch. II. Sect. 2. « Les lois et les idées « d'une époque barbare, dit cet auteur, sont comme les hommes « eux-mêmes, gens incultes et grossiers, qui n'ont de regard que « pour ce que leur main peut saisir ». — Et plus loin il ajoute : « Le « droit ancien concevait la direction de la volonté vers son objet « d'une manière plus extérieure, tandis que le droit nouveau le concevait d'une manière plus intime. . . . » (Parag. 48). Enfin nous reproduisons un dernier passage du même auteur, concernant le « mot » qui est l'un de ces actes extérieurs et sensibles : « L'attachement au mot est un de ces phénomènes qui, dans le droit comme « parlout ailleurs, caractérisent le défaut de maturité du développement intellectuel. En tête de l'histoire du droit on pourrait écrire

comprend, dès lors, qu'en présence de cette notion spéciale de l'acte juridique, la question de l'interprétation ne pouvait pas se poser.

Mais peu à peu cette notion se modifia. La puissance attribuée aux manifestations extérieures et sensibles s'atténua pour laisser apparaître la volonté comme le seul principe d'où procédait l'acte juridique. Alors naquit le problème de l'interprétation avec la nécessité de rechercher les intentions pour les faire prévaloir sur leur expression apparente. C'est cette évolution que nous allons constater, notamment en droit romain et dans notre ancien droit français.

## I<sup>o</sup> DROIT ROMAIN

Nous diviserons l'histoire de la législation romaine, au point de vue qui nous occupe, en trois périodes.

I<sup>re</sup> Période. — Les questions d'interprétation ne se posent pas et ne peuvent pas se poser. — Nous faisons abstraction bien entendu, de l'époque des origines romaines où l'acte juridique n'existait pas, à cause de l'organisation de la famille et de la propriété.

Considérant seulement les institutions romaines au moment où par suite des progrès de la civilisation, les rapports juridiques commencent à naître entre les familles

« cette épigraphe « *In principio erat verbum* »... Le mot, soit écrit « soit solennellement exprimé, apparaît aux peuples enfants comme « quelque chose de mystérieux et la foi naïve lui attribue une force « surnaturelle..... Pour le Romain ancien le mot est une puissance ; il *lie* et *délie*..... Il exerce un double empire, ou ce qui « revient au même, la volonté subit dans l'emploi des mots une « double restriction..... (Parag. 49).

sectionnées de plus en plus, puis entre les individus, nous remarquerons que pendant longtemps, le problème de l'interprétation y fut complètement ignoré et qu'il ne pouvait même pas se poser.

C'est qu'en effet, il suffit de parcourir les institutions juridiques des Romains, à cette époque, pour s'apercevoir que dans toutes les branches du droit civil, le formalisme régnait en maître absolu. Toute manifestation de volonté qui n'était pas accompagnée des formes solennelles et des paroles sacramentelles prescrites, devait être considérée comme non avenue, quelque certaine d'ailleurs, que parût la volonté des parties ou du testateur. Que l'on veuille transmettre la propriété, contracter ou étendre une obligation, acquérir ou modifier un droit, il fallait passer exactement par toutes les exigences d'une formalité rigoureuse.

L'organisation judiciaire primitive appelait d'ailleurs nécessairement ce formalisme. Le juge n'étant qu'un simple particulier désigné par le hasard ou par un choix arbitraire, pour ne trancher, du reste, qu'un seul procès déterminé, ne pouvait être appelé à résoudre le problème si délicat de l'interprétation. La question qui lui était posée devait être simple avant tout, et elle l'était bien, en effet, puisqu'il pouvait y répondre par oui ou par non. L'unique soin du juge devait être de constater un pur fait matériel, de rechercher et dire si les solennités prescrites avaient été accomplies, si les paroles sacramentelles avaient été réellement prononcées. Quant au fond, le juge était lié par les actes ou les paroles qu'il avait constatés, il n'en pouvait étendre le sens, ni le détourner de la signification que leur attribuait la loi. La volonté n'était rien, la manifestation de la volonté était tout.

Notre savant professeur, M. Girard, explique très bien l'effet du formalisme sur les pouvoirs d'interprétation du juge, dans son récent ouvrage de droit romain. « Au point  
« de vue de l'exécution judiciaire, le système où l'obliga-  
« tion nait, non pas d'une expression de volonté plus ou  
« moins transparente, mais de l'accomplissement d'une  
« solennité simplifiée, et précise singulièrement la tâche  
« du juge, en faisant dépendre, non pas d'interprétations  
« divinatoires ou d'appréciations variables d'équité, mais  
« de faits matériels patents, le point de savoir d'abord s'il  
« y a contrat, puis, quel est l'objet de ce contrat. Quant au  
« premier point, la question si délicate, dans le système  
« des conventions obligatoires, de savoir, si on est sorti  
« de la phase des pourparlers et arrivé à celle de l'accord  
« des volontés, ne se pose même pas : il y a contrat si la  
« solennité a été accomplie, si dans le contrat verbal les  
« paroles ont été prononcées, sinon il n'y en a pas eu.  
« Quant au second point, c'est le contrat même qui in-  
« dique à quoi le débiteur est tenu envers le créancier sans  
« que le juge puisse rien ajouter, ni rien retrancher (1)... »

Cela revient à dire que du formalisme de l'acte, est né le caractère de droit strict attribué à l'action, caractère qui restreint, au point de le supprimer, le pouvoir d'interprétation du juge : car, interpréter, ce n'est pas constater un simple fait matériel, mais rechercher la véritable intention voilée sous ce fait.

Encore sous la République, l'acte formel et l'action de droit strict qui en résulte étaient la règle générale, et peut-être même la règle exclusive, soit en matière de transmis-

(1) Girard, *Droit romain*, p. 449. — Comp. Von Ihering. *Loc. cit.*, parag. 49, pages 136 et suiv.

sion de propriété soit dans le droit des obligations. Mais ce formalisme, bien que présentant des avantages incontestables, en simplifiant la tâche du juge et en protégeant l'expression de la volonté, était appelé à disparaître avec les progrès de la civilisation qui tendaient à détacher le Romain l'élément purement matériel des actes, pour en apercevoir la cause intentionnelle. Et d'ailleurs, le formalisme offrait de graves inconvénients et aboutissait à l'injustice même, « *summum jus summa injuria* ».

« Et en effet, la rigueur d'interprétation qui est une garantie contre l'arbitraire du juge, permet des surprises au préjudice du créancier qui pourra seulement exiger ce qu'il aura eu soin de se faire promettre expressément, sans indemnité du retard ou de la mauvaise foi apportée par le débiteur à l'exécution de son engagement ; elle en permet d'autres au préjudice du débiteur qui ne pourra se soustraire à l'exécution d'un engagement considéré, en prouvant qu'il l'a pris par erreur, qu'il l'a pris même, sous l'empire de la tromperie ou de la crainte (1)... » Dès lors, rien d'étonnant à ce que, vers les derniers siècles de la République, et surtout sous l'Empire, le formalisme subit une décadence presque complète.

II<sup>e</sup> Période. — Apparition et développement du problème de l'interprétation par suite de la disparition progressive du formalisme et de l'extension des pouvoirs du juge. — Les questions d'intention commencent à se faire jour avec la *tradition*, soit d'ailleurs qu'on la considère comme mode de transférer la propriété ou comme source

(1) Girard, *Droit romain*, p. 449.



d'obligation. C'est qu'en effet la tradition n'est pas un simple fait matériel, dont on n'aurait par suite qu'à constater l'existence. Il n'y a pas dans cet acte qu'une remise matérielle de la chose. Cette remise est faite en vertu d'une *causa* qui la motive, et, d'après la plupart des auteurs (1), en droit classique du moins, cette *causa* résidait, non pas dans un fait concret, mais dans l'intention, soit d'aliéner et d'acquérir, soit de constituer seulement un prêt, un commodat, un dépôt ou un gage; selon les cas, la *res* sera translatrice de propriété ou simplement attributive de la possession avec charge de restituer. D'où, la nécessité pour le juge de rechercher les intentions des parties, ce qui l'entraîne nécessairement dans les questions d'interprétation. Et celles-ci d'ailleurs présenteront par la suite des difficultés de plus en plus graves, avec l'admission, sous l'influence de la pratique, de la tradition feinte, de la tradition *brevi manu*, et du *constitut* possessoire.

La création des *contrats consensuels* fut un autre coup porté au formalisme en faveur du problème de l'interprétation. Pour ces actes, en effet, le juge devait seulement, rechercher si le consentement, c'est-à-dire l'accord des volontés, était réellement intervenu. Et, dans cette recherche, le juge n'était arrêté par aucun fait matériel qui lui dictât impérieusement une solution. Il pouvait aussi bien sanctionner un consentement tacite que méconnaître un consentement exprès. Il jouissait d'une liberté absolue pour constater l'existence du contrat d'après l'intention des parties : la volonté seule devenant le principe générateur de l'acte juridique.

Bien plus, l'interprétation apparaît également lorsqu'il

(1) Girard, *Droit romain*, page 283.

s'agit pour le juge d'apprécier la portée du contrat et l'obligation des parties. Le caractère de bonne foi attaché aux contrats consensuels leur donne, à ce point de vue, la plus grande latitude pour déterminer l'étendue des obligations que les parties ont voulu contracter : l'*intentio* de la formule des actions de bonne foi avait en effet pour effet d'élargir considérablement les pouvoirs du juge en matière d'interprétation. C'est ainsi par exemple que, pour ces contrats, le juge pouvait dans certains cas, présumant l'intention des parties, regarder comme sous-entendues les clauses d'usage : « *ea quæ sunt moris et consuetudinis in bonæ fidei judiciis debent venire* » (1). On peut, en résumé, caractériser les contrats consensuels en disant que pour ces actes, les paroles qui exprimaient la volonté, au lieu de limiter les engagements, ne faisaient plus que les indiquer au juge, qui, pour les compléter ou les expliquer, devait rechercher la véritable intention des parties, en s'inspirant des faits de la cause et de l'idée de bonne foi.

La règle formaliste « *nuda pactio obligationem non parit* » subit d'autres atteintes dans les sanctions successives des *contrats innommés*, des *pactes prétoriens* et des *pactes légitimes*. Toutefois, cette règle ne disparaît jamais entièrement, et, en dehors des cas prévus par la loi ou admis par la jurisprudence prétorienne, la simple convention devait, pour devenir obligatoire être accompagnée d'une stipulation.

Mais nous devons remarquer que cette stipulation elle-

(1) L. 34, p. 20, D. 20, 1. Et comme par exemple on peut citer le *stipulatio duplæ* qui était considérée comme sous entendue dans les ventes d'esclaves parce qu'elle y était de style.

même a perdu de son caractère formaliste et par suite est devenue moins exclusive de toute question d'interprétation. Les formes de l'interrogation et de la réponse furent même supprimées complètement par une constitution de l'Empereur Léon, de l'an 472 (1).

D'ailleurs un rescrit de Constance, de l'an, 342 adressé à Marcellinus *præses phœnicis*, avait déjà prononcé l'abolition des paroles sacramentelles en les qualifiant de pièges tendus aux parties... (2).

En matière de testament même, le désir d'assurer une pleine efficacité aux dernières volontés des mourants était devenu depuis longtemps l'unique préoccupation du juge, celui-ci s'attacha à rechercher ces intentions sous des termes qui pouvaient être obscurs ou ambigus, puisqu'ils n'avaient plus rien de sacramentels depuis les constitutions de l'an 339 (3). L'interprétation des testaments, source de difficultés si fréquentes et si complexes, devient une véritable question que Justinien trouve déjà posée et qu'il résout d'une façon générale dans ses *institutes* en recommandant « d'assurer les volontés du défunt et de donner de l'importance aux intentions plus qu'aux mots (4) ».

III<sup>e</sup> Période. — Interprétation légale. — Mais en même temps que les pouvoirs du juge, en matière d'interprétation, prenaient peu à peu l'extension que nous venons de constater, ils étaient diminués d'un autre côté, par suite de la naissance et du développement de ce

(1) L. 10, C. 8, 38 (*Erythrio* pp.).

(2) L. 1, C. 2, 58 (*Marcellino præsidi phœnice*).

(3) L. 13, C. 6, 23.

(4) *Institutes*, Livre III, titre XX, parag. 34 — et au Code, L. 24. Livre 6, titre 23.

que nous appellerons plus tard l'interprétation légale.

En effet, dès l'époque d'Auguste, on peut considérer comme ayant un caractère officiel et pour ainsi dire législatif, les décisions de certains prudents, à qui étaient accordé le *jus publice respondendi*, décisions qui étaient pour la plupart interprétatives de volonté. Les écrits de certains jurisconsultes (Gaius, Paul, Ulpien, Papinien et Modestin) acquièrent plus tard force obligatoire à la suite d'une constitution de l'an 426. Ce fut bien pis encore, quand Adrien eut presque immobilisé le droit prétorien en donnant force de loi à l'*Edictum perpetuum* de Julien. On peut encore regarder comme une atteinte portée au droit d'interprétation du juge, l'attribution progressive des pouvoirs judiciaires et législatifs aux empereurs ; en effet, dès le début, les rescrits ou réponses faites par l'empereur sur des points spéciaux de droit, à des magistrats ou à des particuliers, enchaînaient dans une certaine mesure l'interprétation du juge. Puis, cet obstacle ne fit que grandir lorsque les rescrits perdirent leur caractère de spécialité et cessèrent d'être des *constitutiones personales*, pour devenir de véritables dispositions législatives enchaînant l'avenir : dès lors, et par suite du très grand nombre de ces rescrits, chaque espèce dut bientôt se trouver réglée par l'un d'eux et le travail du juge se borna le plus souvent à découvrir, pour chaque hypothèse, le rescrit applicable. Enfin, Justinien, en composant le Digeste avec les fragments des œuvres classiques, codifia et immobilisa plus que jamais l'interprétation à l'aide de décisions antérieures de quatre ou cinq siècles, auxquelles il donna force de loi. Et on sait que les jurisconsultes, auteurs de ces fragments, donnaient rarement la formule abstraite

des principes : ils préféreraient exposer et résoudre des espèces.

## II<sup>o</sup> ANCIEN DROIT FRANÇAIS

L'évolution que l'on vient de constater dans la législation romaine, on la retrouve également dans toute législation, du moins si nous partons de ce principe posé par M. Viollet (1), et adopté par la grande majorité des auteurs, qu'à l'origine de toute civilisation l'accord de deux volontés ne produit un effet juridique qu'autant qu'il s'y joint une forme déterminée ou une prestation, et que « partout les contrats formalistes ou réels ont précédé les contrats purement consensuels ».

Et nous remarquerons en effet que ce formalisme, exclusif de toute question d'interprétation, a dominé le droit germanique primitif dont la combinaison avec le droit romain a formé notre droit. D'après M. Viollet, en effet, les anciennes coutumes germaniques ne connaissaient comme source d'obligations que le contrat formaliste appelé *fides facta* dont les principales formes, la remise d'un fétu (*festuca*) ou de la chose elle-même, la paumée, le baiser et même les arrhes chez certains peuples, étaient non pas seulement des moyens de preuve (2), mais de véritables solennités auxquelles se trouvait subordonnée l'existence même du contrat (3).

(1) *Hist. du Droit français*, Livre III, chap. III, p. 500.

(2) Comme l'ont prétendu certains auteurs : M. Lehr, *Droit civil germanique*. M. Thévenin, *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, 1879, p. 323.

(3) V. dans ce sens : M. Esmein, *Etude sur les contrats dans l'ancien droit français*, p. 6. — M. Sohm, *Das Recht der Theseliessung*, p. 24, etc.



Ce furent cette *fides facta* et la stipulation romaine, déjà en vigueur chez les Gallo-Romains lors des invasions germaniques, qui formèrent les seules sources d'obligations dans notre très ancien droit français. Il convient de remarquer que la *cautio* elle-même, c'est à dire l'écrit constatant la stipulation, que nous ne concevons normalement que comme un simple moyen de preuve, était aux yeux des Barbares, une véritable formalité qui donnait à la convention son énergie et son effet juridique. « Les formes de l'époque franque, dit M. Esmein, considèrent la (*cautio*) qui constate le contrat comme constituant le lien même de l'obligation.... ; l'écrit par lui seul rendait les conventions obligatoires. » (1)

Les principes du formalisme qui régnaient à l'époque franque passèrent dans notre très ancien droit coutumier (2). Là aussi le consentement ne suffit point pour obliger ; le droit ne naît que d'un acte extérieur : prestation ou formules sacramentelles. Dès lors, l'interprétation ne peut encore s'exercer : à elle seule, la constatation du fait matériel ou son absence suffit pour affirmer l'existence ou la non existence de l'obligation, et il n'est nullement besoin pour cela de recourir aux intentions que ce fait a pour but de manifester.

C'est vers le xiii<sup>e</sup> siècle que le formalisme commença à s'atténuer sous l'influence de l'Église et des jurisconsultes. Le droit canonique manifestait depuis longtemps une tendance à reconnaître au consentement sa force obligatoire : « *pacta custodiantur* ». Aussi les juges ecclésiastiques

(1) M. Esmein, *Etude sur les Contrats*... page 16. Comp. M. Glanville, *Histoire du droit et des institutions de la France*, III, p. 223 et s.

(2) M. Esmein, *op. cit.*, pages 20 et 28.

tiques arrivèrent, en menaçant le parjure d'excommunication, à donner effet à de simples engagements verbaux contractés sous la foi du serment. — D'autre part l'idée que c'est la volonté seule, et non le fait matériel, qui donne naissance à l'obligation, tend à se développer dans la science du droit ; elle se trouve formulée dans plusieurs ouvrages du temps, notamment dans Beaumanoir, qui, reprenant la théorie du droit romain classique, considère le consentement comme une des sources d'obligation « Marciez est fez par l'accord des parties... ou sitôt que denier à Dieu est donné ou sitôt... » (1). Puis on alla bientôt plus loin, en sanctionnant d'une façon générale toutes les « convenances », même celles qui ne correspondent à aucun des pactes obligatoires du Droit romain. Cette réforme est complètement achevée au xvi<sup>e</sup> siècle, et formulée d'une façon très nette par Dumoulin (2). Et Loysel résume la nouvelle théorie dans cette forme originale : « On lie les bœufs par les cornes et les hommes par les paroles, et autant vaut une simple promesse ou convenance que les stipulations du droit romain » (3). Enfin nous avons vu, en parlant des origines de l'article 1136, que le principe posé par cet article, c'est-à-dire le principe de l'interprétation, était consacré d'une façon générale par Domat et Pothier.

Du reste la théorie qui exigeait des formules sacramentelles était depuis longtemps réprouvée : « L'usage les a limitées, dit Loiseau, et retranchées petit à petit, réduisant la vraie jurisprudence plutôt dans la recherche

(1) Beaumanoir, *Coutumes de Beauvoisis*, XXXIV, 60.

(2) Dumoulin, *Commentaire du titre de Verb. Oblig.*

(3) Loysel, *Institutes*, Livre III, tit. I, règle 2.

« d'une pure équité et naïveté, que d'une subtilité et fantasmagorique cérémonie » (1).

Malgré cela, l'ancienne doctrine quant à la nécessité d'expressions sacramentelles, était encore admise, en matière d'autorisation par beaucoup d'auteurs très recommandables. « L'autorisation est quelque chose de plus qu'un consentement, c'est un acte par lequel le mari habilite sa femme à faire le contrat : il est donc absolument nécessaire qu'il déclare qu'il autorise sa femme, ce terme est comme sacramentel et je ne vois que celui d'habiliter qui puisse paraître équivalent ; sans cela le consentement formel donné par le mari aux contrats de sa femme, n'empêcherait pas le contrat d'être absolument nul faute d'autorisation » (2).

### III<sup>e</sup> DROIT FRANÇAIS MODERNE

L'article 217 C. civ. relatif à l'autorisation maritale a fait disparaître ces derniers vestiges de l'ancienne doctrine formaliste, que l'article 1156 écarte de la façon la plus nette et la plus générale en disant que l'intention des parties doit prévaloir sur le sens littéral des termes. Ce n'est qu'en apparence, comme nous le verrons d'ailleurs, que les articles 1197, 1273, 1275 etc., semblent contredire cette théorie de l'article 1156 ; car ces articles ont pour but ; non pas d'exiger une formule sacramentelle en l'absence de laquelle toute intention, même certaine, serait méconnue, mais seulement d'écarter les inductions plus ou moins vraisemblables, pour ne s'arrêter qu'à une preuve positive.

Et si, même de nos jours, il y a des actes soumis à

(1) Loiseau, *Du Déguepissement*. Livre V, sommaire I, n<sup>o</sup> 21. — V. aussi Ricard, *Des Donations entre vifs*, 1<sup>re</sup> partie, n<sup>o</sup> 1502.

(2) Pothier, *De la puissance du mari*, n<sup>o</sup> 68.

certaines formes particulières (donation, contrat constitutif d'hypothèque, testament, etc.,) on ne doit pas voir là un formalisme proprement dit, puisqu'il n'y a aucune formule sacramentelle qui y soit prescrite à peine de nullité, et dont la présence suffise quelque soit la volonté réelle des parties. Ces contrats eux-mêmes, restent donc soumis aux questions d'interprétation. La forme donne bien l'existence à l'acte « *forma dat esse rei* », mais elle ne comporte pas la mesure de son effet juridique.

Toutefois il convient de signaler une tendance moderne, qui s'accroît de jour en jour, et qui ramène, dans un certain sens, à l'ancien formalisme et par suite à l'exclusion de l'interprétation proprement dite. Nous faisons allusion à la théorie de l'acte abstrait, très en honneur dans la législation allemande actuelle (1), et qui, d'après certains auteurs, se serait même introduite dans notre droit français moderne. Suivant l'un de nos éminents professeurs, M. Léon Michel (2), « dans notre droit les titres « négociables sont en réalité une application de l'acte « abstrait, mais c'est la seule application ».

Les deux théories du formalisme et de l'acte abstrait ont évidemment des fonctions différentes ; tandis que le formalisme, qui apparaît à l'origine de toute civilisation, a pour but de simplifier la tâche du juge et de protéger l'expression de la volonté, l'acte abstrait n'intervient au contraire que dans une législation avancée et progressive et il répond aux exigences du crédit, en offrant aux tiers certaines garanties de sécurité.

(1) Tant dans la matière du transfert de droit réel que dans celle des obligations. V. Saleilles : *Essai d'une théorie générale de l'obligation d'après le projet du nouveau Code civil allemand*.

(2) A son cours.

Mais si elles n'ont pas une fonction identique, les deux théories procèdent de la même façon et aboutissent au même résultat. « Toutes deux, dit M. Léon Michel, elles « dégagent absolument un acte juridique de la convention dont cet acte découle rationnellement. » Elles isolent l'effet de la cause, et pour ainsi dire l'obligation de la volonté. Le droit est incorporé dans le titre lui-même comme il l'était à Rome dans la formule. Ce titre ne prouve plus seulement le droit, il le contient. Le principe qui domine l'acte abstrait est donc la séparation complète entre la convention, c'est-à-dire l'accord des volontés, d'une part, et l'acte réel, souvent l'écrit, auquel aboutit cette convention d'autre part ; le juge, appelé à apprécier cet acte, devra faire entièrement abstraction de ce qu'on appelle sa cause, c'est-à-dire de la convention et des volontés mêmes. Ceci aboutit à exclusion, dans une certaine mesure, l'interprétation de ces actes abstraits : la volonté, en se matérialisant, en s'incorporant complètement dans l'écrit, perd nécessairement ce qu'elle avait d'incertain et qui pouvait donner lieu à interprétation. Dans ces conditions il ne peut plus être question de rechercher le rapport entre la pensée et l'expression.

Toutefois, nous devons remarquer que, par suite de la fonction toute spéciale de l'acte abstrait dans notre droit moderne, la suppression quasi-complète du problème de l'interprétation ne se produit qu'en ce qui concerne les tiers. Entre les parties elles-mêmes, le caractère particulier de l'acte abstrait disparaît et les questions de cause et d'intention subsistent entièrement, car les exigences du crédit ne naissent que par suite des garanties qu'il est utile de donner aux tiers.



## III. — ÉTENDUE DE LA QUESTION. — PLAN GÉNÉRAL

Le problème de l'interprétation, que nous nous sommes proposé d'étudier est très général. Nous avons abandonné en effet dans notre intitulé, les expressions trop restrictives employées par le Code dans son titre de l'Interprétation des conventions, où il établit cependant des règles susceptibles de s'appliquer à tout acte juridique, qu'il émane d'une seule volonté ou qu'il soit l'œuvre du concours de plusieurs.

Dès lors nous serons amené à envisager, dans une même idée générale, aussi bien les testaments, les acceptations ou renonciations à succession etc., que les conventions.

L'objet de notre étude c'est l'interprétation des actes juridiques, c'est-à-dire de toutes les manifestations de volonté ayant pour but de créer, modifier, transférer, confirmer ou éteindre un droit quelconque, réel ou personnel.

I. La première question qui se présentera tout naturellement à nous, sera celle de savoir *quand* il y a lieu à interprétation, c'est-à-dire dans quelles circonstances se pose notre problème.

II. Il conviendra ensuite de se demander *qui* va être chargé de résoudre le problème.

III. Puis, la compétence déterminée et attribuée d'une façon générale au juge, nous devons rechercher *comment* celui-ci devra s'y prendre pour arriver à une solution.

IV. Enfin, en supposant cette solution intervenue, il restera à déterminer quelle *autorité* aura la décision judiciaire qui la renferme.

Ces quatre questions qui paraissent s'enchaîner dans

un ordre pour ainsi dire chronologique feront l'objet de quatre chapitres différents.

V. Dans un cinquième chapitre, sorte d'appendice général, nous traiterons de ce que nous appelons l'interprétation légale, afin de déterminer quelle autorité et quelle utilité il convient de lui reconnaître.

## CHAPITRE PREMIER

### QUAND Y A-T-IL LIEU A INTERPRÉTATION ?

La question de savoir quand il y a lieu à interprétation peut être envisagée sous différents points de vue.

Et d'abord nous devons nous demander dans quelles conditions en droit il pourra être question d'interprétation. Puis il peut être intéressant de rechercher quelles sont en fait les causes qui provoquent l'intervention du juge, c'est-à-dire quels sont les vices de l'expression qui donnent lieu à contestation. Enfin une troisième question rentre également sous la rubrique de notre chapitre, c'est celle de savoir quelles sont les principales hypothèses dans lesquelles, en pratique, notre problème trouve surtout son application.

Nous examinerons successivement ces trois questions.

#### § 1<sup>er</sup>. — Que faut-il en droit pour qu'il y ait lieu à interprétation ?

La notion même de l'acte juridique, et la définition de l'interprétation qui ont été indiquées dans l'introduction

permettent de dire que cette interprétation, ayant pour but de mettre fin au désaccord entre la pensée et son expression, il faut, pour qu'elle puisse s'exercer, qu'il y ait au moins une contestation émanant d'une des parties et tendant à établir ce désaccord. Il n'y a d'ailleurs là qu'une simple application du droit commun d'après lequel le juge ne doit jamais statuer *ultra petita*. C'est dire que ce juge ne pourrait, sous prétexte d'équité, ou même de volonté contraire évidente, se poser lui-même la question d'interprétation. Il devrait appliquer le contrat d'après son sens littéral, que les parties ratifient par le fait même qu'elles ne le contestent pas.

Ainsi donc la première condition pour qu'il y ait lieu à interprétation, c'est l'existence d'une contestation sur le sens d'une expression. Mais cette condition nécessaire est-elle suffisante, ou ne convient-il pas d'en ajouter deux autres ?

Ne faut-il pas en premier lieu que cette contestation naisse au sujet de l'exécution même du contrat, et par suite au moment où cette exécution peut être exigée ? Et, en second lieu, ne doit-on pas dire, avec la jurisprudence et la majorité des auteurs, que la contestation seule ne suffit pas, et qu'il faut qu'elle soit tout au moins accompagnée d'une certaine obscurité dans les termes, qui la rende invraisemblable ? Il convient de répondre en détail à chacune de ces deux questions importantes.

1° La première peut se poser en d'autres termes de la façon suivante : L'action qui tend uniquement à obtenir de la justice l'interprétation d'une clause, est-elle recevable immédiatement, alors que l'exécution de cette clause n'est pas en cause ?

La jurisprudence paraît bien fixée dans le sens de la

négative. Un arrêt de la Cour de Douai du 25 novembre 1868 (1) le décide formellement : « Considérant que l'action  
 « judiciaire n'est recevable qu'à la condition d'être basée  
 « sur un intérêt né et actuel, et que les tribunaux ne sau-  
 « raient avoir pour mission de se livrer à l'interprétation  
 « de conventions dont personne ne se plaint et de pronon-  
 « cer des décisions dépourvues de sanction ; que dans  
 « l'espèce actuelle, la question soumise à la justice par l'in-  
 « timé n'a d'autre but, et ne saurait avoir d'autre résultat,  
 « que d'interpréter pour l'avenir la clause d'une conven-  
 « tion que personne ne soutient avoir été violée. Consi-  
 « dérant en effet que l'intimé n'articule pas que les appe-  
 « lants lui aient directement ou indirectement fait oppo-  
 « sition au commerce qu'il se propose de faire, que les  
 « dits appelants se sont bornés à refuser de répondre à  
 « une interpellation qui leur était faite..... qu'en agis-  
 « sant ainsi, ils ont bien montré l'intention de rester dans  
 « les termes de ladite cession dont la justice ne *saurait*  
 « avoir à rechercher l'esprit et l'étendue que si l'une  
 « des parties articulait qu'elle a été violée, ce qui  
 « n'existe pas dans l'espèce : par ces motifs infirme....

Citons encore une décision du tribunal de Bruxelles spécialement motivée et rendue dans une espèce intéressante : Les locataires d'une maison avaient assigné leur bailleur aux fins d'entendre dire qu'ils étaient en droit de donner suite à leur projet de sous-louer une partie de l'immeuble loué, contrairement à la prétention du bailleur manifestée dans une réponse à une sommation. Les juges Bruxellois se déclarèrent incompétents parce que « la con-  
 « testation était jusqu'à présent *purement spéculative et*

(1) D. 69, 2, 39.



« ne présentait à la justice aucun fait à ordonner, à défendre ou à réparer ». Et ils appuyèrent leur décision sur cette idée d'ordre public « qu'il convenait de ne pas détourner les tribunaux de leurs véritables attributions pour en faire des bureaux consultatifs et aux dépens des justiciables proprement dits (1).

Convient-il d'approuver et d'adopter ce système de la jurisprudence ? Nous ne le croyons pas, ou, du moins, il nous semble que la formule employée est trop absolue et que la solution comporte des distinctions et des appréciations de fait.

Evidemment l'exercice de toute action suppose un intérêt et un intérêt né et actuel. Mais précisément l'action en interprétation pure ne peut-elle pas offrir cet intérêt né et actuel.

La question peut être posée d'une façon plus générale de savoir s'il est possible d'intenter une action *in futurum*, par laquelle on ferait vider immédiatement en justice un débat qui ne s'annoncerait que comme possible, ou qui tendrait à conjurer, par des mesures immédiates, un péril ou un dommage possible. La doctrine (2) et la jurisprudence (3) paraissent admettre, même endroit moderne, la possibilité de cette action *in futurum* et nous

(1) Trib. civ. de Bruxelles, 5 nov. 1873. Pasierisic. Tribunaux 1873, p. 350. Compr. dans le même sens : Amiens 23 janv. 1839. D. 39, 2, 203. — Cass. 7 août 1871. D. 71, 1, 197. — Rousseau et Laisney, v<sup>o</sup> Action en justice, n<sup>o</sup> 96. — M. Garsonnet. *Traité de procéd. civile*. I, parag. 118, note 23.

(2) MM. Garsonnet. *Traité de Procéd. civ.* I, page 473. — Aub. et Rau VIII, parag. 746, note 8. — Compar. Rousseau et Laisney V<sup>o</sup> Action en justice, n<sup>o</sup> 96.

(3) Bordeaux 15 février 1831 D. 51, 2, 193. — Angers 3 juillet 1868. D. 68, 2, 154. — Nancy 5 juin 1869. D. 72, 2, 115.

approuvons cette solution (tout en y apportant une réserve que nous exposerons plus loin). C'est qu'en effet, il est évident que si cette action *in futurum* ne vise qu'un mal et un dommage à venir, elle suppose toujours certains éléments qui existent au moment où on prétend la former et qui sont précisément la base des craintes que l'on ressent pour l'avenir. Bien certainement si tout était futur, la supposition d'un tort possible serait tellement incertaine, que la prétention d'intenter à quelqu'un un procès de ce chef serait déraisonnable. Mais il en est autrement, et des hésitations sérieuses se font jour, quand il existe un fait immédiat et présent annonçant ou faisant présager un fait plus grave. Dans ce cas la supposition de l'avènement de celui-ci n'est plus une chose absolument déraisonnable ; il devient au contraire une prévision plus ou moins sensée et il se conçoit qu'une action puisse être accordée.

Pourquoi donc cette théorie de l'action *in futurum* ne serait-elle pas appliquée à l'action en interprétation qui n'en est cependant qu'une forme ? N'avons nous pas en effet ici un fait immédiat et présent dans l'obscurité des termes, dans le doute même qui peut naître sur le sens d'une expression ? Et dira-t-on qu'il n'y a pas un intérêt né et actuel à intenter immédiatement l'action en interprétation. Mais comment peut-on l'affirmer à *priori* ? Les faits peuvent au contraire établir d'une façon évidente cet intérêt certain et immédiat. Supposons un acte dont l'exécution ne peut être demandée que dans 10 ans. Une locution obscure, peut-être même une erreur matérielle, s'est glissée dans la rédaction, et les moyens de prouver cette erreur sont appelés à disparaître dans un temps plus ou moins rapproché. Le débiteur, dont l'obligation est ainsi lourdement augmentée, et auquel son co-

contractant refuserait un acte confirmatif et explicatif, n'aurait-il donc pas un intérêt bien actuel à demander au juge l'éclaircissement ou la correction de l'acte ? Devrait-il attendre l'expiration des 10 années, au risque de se voir alors impuissant à prouver le vice de l'expression, contre un adversaire qui pourrait même être de bonne foi, par exemple, l'héritier du co-contractant primitif ? Cette rigueur serait évidemment excessive et elle ne serait d'ailleurs pas autre que celle dont a fait preuve le tribunal de Bruxelles. Les locataires, dans l'espèce, n'étaient-ils donc pas en présence d'un fait actuel, et même d'un fait actuel très précis, qui était la négation par le propriétaire de leur droit de sous-location ? N'avaient-ils pas un intérêt né et certain dans leur projet même de sous-location ? Aussi, nous estimons, qu'en leurrefusant le droit d'agir immédiatement en interprétation du contrat de bail primitif, les juges se sont exagérés la portée du principe : « Pas d'intérêt, pas d'action », et se sont mépris sur ce qu'on doit entendre par là : « Cela ne signifie pas, dit M. Garsonnet (1), qu'il soit nécessaire que le préjudice à raison duquel on agit soit encore réalisé, ni que l'exercice du droit qu'on veut défendre soit dès maintenant entravé, car il peut être utile de prévenir un dommage imminent ou de mettre un droit à l'abri d'une contestation ultérieure... »

Et d'ailleurs qu'elle différence notre action en interprétation présente-t-elle avec la demande principale en reconnaissance ou en vérification d'écritures, que la loi autorise en tout état de cause ? Quelle différence avec l'action en reconnaissance ou en déclaration d'hypothèque qu'un créancier peut intenter pour interrompre la prescription

(1) M. Garsonnet. *Traité de procéd. civ.* page 473.

de l'hypothèque ? Quelle différence avec le droit qu'on attribue au propriétaire, menacé dans la jouissance de sa chose, par des travaux entrepris sur le fonds voisin, de demander une expertise pour constater l'état actuel des lieux, et l'intérêt qu'il a à le maintenir ? Quelle différence surtout avec la faculté que presque tous les auteurs (1) reconnaissent à celui qui possède la preuve de son droit et qui craint de la voir dépérir, d'agir en justice aux fins de l'administrer (2) ? Aucune, bien certainement. Enfin la jurisprudence qui admet, comme nous l'avons dit, l'action *in futurum* aboutit à des conséquences aussi graves que celles qu'on pourrait reprocher à notre théorie. C'est ainsi qu'elle décide, notamment, que la personne à qui un tiers a annoncé, même verbalement, l'intention de réclamer une somme d'argent, est recevable à faire juger qu'elle n'est pas débitrice envers ce tiers ; il n'est même pas nécessaire que la menace de poursuite ait été accompagnée d'une mise en demeure (3). Et c'est encore cette jurisprudence (4), qui décide après les auteurs (5), que celui qui est dans les liens d'un engagement est fondé à en demander la rescision ou la nullité contre ceux qui pourraient un jour s'en prévaloir, et cela avant toute poursuite.

Il faut donc dire, qu'à la règle qu'ils posent en matière d'action *in futurum* la jurisprudence et la majorité des

(1) Et notamment M. Garsonnet. Op. cité. I, page 474.

(2) L'art. 2263 ne fait qu'en prévoir un exemple spécialement, intéressant.

(3) Nancy 5 juin 1869. D. 72, 2, 115.

(4) Caen 4 août 1851. D. 52, 2, 293. — Paris 1<sup>er</sup> avril 1862. D. 62, 2, 77. — Paris 6 juillet 1893, D. 94, 2, 16.

(5) MM. Aubry et Rau, VIII, p. 119. — Garsonnet. Op. cité, I, page 474, note 21.

auteurs ont tort d'apporter une grave exception, en n'autorisant pas l'action en interprétation, et en général toutes les actions qu'ils appellent interrogatoires (V. loc. citées en note page 31). Il est impossible en effet de justifier en droit cette exception (1).

Du reste, en fait, cette solution aboutit à des résultats injustes et contraires à la bonne foi. Elle approuve en effet la conduite d'une partie qui, en présence d'une contestation soulevée par son cocontractant sur le sens douteux d'une clause, opposerait la force d'inertie et obligerait ce lui-ci à attendre bien longtemps avant d'oser exercer un droit qui cependant lui appartient bien. En passant outre, il s'exposerait en effet à une condamnation en dommages-intérêts au cas où le juge méconnaîtrait plus tard le véritable sens de la clause. Dans le doute il s'abstiendra et souffrira ainsi du silence et de la mauvaise foi de son adversaire dont la justice se sera rendue complice. Il est impossible que la loi protège ainsi la partie malhonnête. Que celle-ci s'explique donc de suite, il ne lui en coûte rien ; elle ne peut avoir pour garder le silence, aucune autre raison que celle de nuire à son cocontractant ou de réserver le champ libre à sa mauvaise foi future ; tandis que le demandeur a, nous le supposons, un intérêt certain, né et actuel à s'assurer dès maintenant du sens exact de la convention.

Aussi, nous concluons que l'action en interprétation, comme toutes les autres actions *in futurum* doit être considérée comme une véritable mesure conservatoire

(1) Comp. dans notre sens Demolombe, IV, n° 346, qui admet la possibilité d'une de ces actions interrogatoires. V. également Blondeau : *De la séparation des patrimoines*, Paris, 1840, p. 634 et suiv.



au même titre, par exemple, que l'action en vérification d'écriture et que, dès lors elle doit être autorisée en tout état de cause (1).

Toutefois, il faut nous garder de tomber dans un excès contraire à celui que nous venons de critiquer et de pousser trop loin la conclusion que nous tirons *a contrario* de l'adage : pas d'intérêt, pas d'action. Il serait inexact de dire d'une façon absolue que, dès qu'il y a intérêt, il y a action, que l'intérêt quelque minime qu'il soit, doit suffire. Il faut au contraire que cet intérêt soit sérieux et actuel. Aussi dirions-nous que l'action en interprétation ne devrait être admise que quand il est bien établi pour le juge que le demandeur a intérêt à faire interpréter immédiatement un contrat dont l'exécution ne peut être demandée ; lorsque par exemple il a juste sujet de craindre la disparition de ses moyens de preuve, ou qu'il a besoin dès maintenant du contrat dont le sens est contesté ou contestable pour passer avec un tiers un acte régulier.

Le point de savoir s'il peut y avoir lieu, de suite, à interprétation, se ramène à la question de savoir s'il existe un intérêt né et actuel. Or c'est là une question toute de fait

(1) Il est vrai qu'une question et presque une objection peut naître contre notre théorie qui admet la possibilité d'une action en interprétation pure. Elle conduit, dira-t-on, à accorder au créancier à terme un moyen de se procurer facilement et sans droit, une hypothèque judiciaire et, partant générale, contre un débiteur qui n'aurait pas voulu ébranler son crédit en donnant une hypothèque spéciale. L'hypothèque judiciaire, déjà très critiquée en général, serait particulièrement injuste et exorbitante dans notre hypothèse. C'est vrai, mais qu'on le remarque bien, notre action en interprétation n'entraînera précisément pas cette hypothèque judiciaire, qui ne résulte que des jugements de condamnation. Il a fallu un texte spécial, l'art. 2123, al. 1, pour attribuer exceptionnellement cet effet au jugement de vérification d'écriture qui ne porte pas de condamnation.

que nous proposons, quant à nous, d'abandonner à la sagesse et à la prudence des magistrats qui ne devront l'accueillir que dans des cas graves et précis.

2°. C'est encore la jurisprudence, approuvée d'ailleurs par une partie de la doctrine, qui impose une autre condition pour la recevabilité de l'action en interprétation. Celle-ci ne serait possible que quand la contestation est basée sur une certaine obscurité dans les termes. « Si « l'expression est claire, dit Larombière; si elle ne présente ni ambiguïté, ni obscurité, en vain on parlera « d'une volonté contraire (1) ». Et MM. Baudry-Lacantinerie et Barde disent à ce sujet : « C'est seulement si les « termes ne sont pas absolument clairs, qu'on doit rechercher quelle a été la commune intention des contractants. Mais si le sens littéral suffit pour déterminer la « nature et la portée de la convention, le juge n'a pas à « rechercher si la véritable intention des parties n'est pas « différente de celle que les termes supposent nécessairement (2) ». — La jurisprudence s'exprime de la même façon : « Attendu que le juge ne peut interpréter une « convention dont les termes clairs et formels n'offrent « aucune ambiguïté.... (3) ». — Enfin, certaines législations étrangères ont conservé cette théorie dans un texte positif. C'est ainsi qu'on lit notamment dans l'article 1378 C. civ. des Pays-Bas que, « lorsque les termes d'une conven-

(1) Larombière, *Traité des obligations*, art. 1156, n° 5.

(2) MM. Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, I, p. 481, n° 556.

(3) Cass., 18 juill. 1892. *Le Droit* du 7 septembre 1892. — Comp. notamment en matière de testament : Pau, 26 juillet 1886. D. 87, 2, 63. — 16 mai 1881, D. Suppl. V° Dup. entre-vifs. — Cass., 19 février 1884, D. 84, 1, 388.

« tion sont clairs, on ne peut s'en écarter par voie d'interprétation. »

Cette formule et la distinction qu'elle établit entre l'expression claire et l'expression obscure, nous paraît très critiquable ; car, outre qu'elle soulève dans son application de sérieuses difficultés et d'inutiles complications, elle ne s'appuie sur aucun texte positif et se trouve même contraire à la lettre et à l'esprit de l'article 1156 dont elle supprime presque entièrement le champ d'application.

Nous devons d'abord nous demander quel criterium les auteurs et les arrêts ont entendu adopter en autorisant l'interprétation des termes obscurs et en prohibant celle des termes clairs. On peut en effet considérer la clarté ou l'obscurité à deux points de vue différents.

La doctrine que nous combattons, entend-elle parler d'une clarté ou d'une obscurité absolue et objective, veut-elle dire qu'il n'y aura lieu à interprétation que quand les termes présenteront en eux-mêmes une certaine obscurité. Mais on doit répondre tout d'abord avec M. Boncenne qu'il eut fallu, pour cela », que la loi eut marqué le point où les lueurs douteuses disparaissent et se perdent dans les clartés de l'évidence » (1). Or nous ne trouvons cette limite tracée dans aucun texte positif. Bien plus ne peut on pas dire que, hors les cas d'ambiguïté et de contradiction dans les termes, tous les mots, pris en eux-mêmes, sont toujours clairs et précis, tels qu'ils sont définis par la science ou l'usage ? Dès lors, la théorie aboutit à réduire le domaine de l'interprétation à des cas relativement rares. Prenons des exemples : Je vous louais

(1) Boncenne, *Traité de procédure civile*, I (Ed. de 1828), page 490.

un étage de ma maison, dont j'occupais le reste ; le bail expiré, nous en repassons un nouveau en ces termes : « Je vous donne ma maison à loyer, pour tant d'années, et au prix porté au précédent bail ». Les mots : « ma maison » ont un sens littéral parfaitement clair et précis : ils désignent ma maison tout entière. Or, dans cette hypothèse, Pothier, approuvé d'ailleurs par tous les auteurs modernes (1), admettait qu'il fallait cependant s'écarter de cette signification normale et s'attacher à l'intention des parties, pour arriver à décider que ces expressions peuvent indiquer, dans telle espèce seulement, une partie de la maison, et telle partie. Citons encore l'exemple d'une convention qui contenait la clause suivante : « A droite et à gauche du mur qui sera élevé entre la propriété de M. X., et le terrain de M. Y., il ne pourra être élevé aucun bâtiment ni aucune construction, qu'elle qu'en soit la hauteur et la destination. Les juges interprétant cette clause, pourtant très claire et très précise, dirent que les propriétaires conservaient, malgré les termes apparents de la convention, « le droit de bâtir des maisons et de les clore au « moyen de murs établis même dans la zone prohibée, « mais à une hauteur inférieure à celle du mur séparatif ». La Cour de cassation décida que, dans l'espèce, il y avait bien lieu à interprétation (2), et personne ne critique cette décision. C'est qu'il y avait dans la cause des circonstances particulières, qui montrèrent que les termes clairs en apparence n'étaient pas exacts. Mais comment expliquer cette solution et bien d'autres identiques (3), avec la

(1) V. notamment Demolombe, XXV, n° 5.

(2) Cass., 9 août 1835. D. 54, 4, 82.

(3) Caen, 12 déc. 1836. Recueil, arr. Caen et Rouen, XXI. 1, p. 12. Cass., 22 nov. 1865. S. 6, 61, 23. — Paris, 30 nov. 1875 sous. Cass.,

théorie qui admet la distinction entre les actes clairs et ceux qui ne le sont pas ?

Ainsi donc, pris en eux-mêmes, et sauf le cas d'ambiguïté, tous les termes sont clairs et présentent un sens bien déterminé. Pour leur trouver une obscurité quelconque, il faut les comparer avec la volonté qu'ils ont pour but de manifester. Une expression est claire, dirons-nous, lorsqu'elle rend d'une façon exacte la pensée, elle est obscure quand son sens grammatical ne correspond pas avec l'idée que les parties ont voulu rendre (1). C'est dire que, si l'on maintient la distinction courante, il ne peut être question que d'une clarté ou d'une obscurité relative, qu'on appréciera en comparant la pensée et l'expression. Mais cela ne peut être alors qu'une question d'appréciation toute personnelle : « Ce qui est pour celui-ci une lumière « éblouissante ne présente aux yeux de celui-là qu'un jour « vague et incertain (2) ». On est donc amené à considérer la clarté au point de vue *subjectif*. Il faudrait dire alors qu'il y a lieu à interprétation et que le juge sera autorisé à trancher le sens d'une expression seulement lorsque celle-ci *lui paraîtra* obscure. Mais ne voit-on pas que, dès lors, on est amené à la négation même de la distinction ! Toutes les fois en effet que le juge interprète, c'est que l'expression lui semble ne pas correspondre exactement avec la pensée exprimée ; c'est qu'il trouve les ter-

30 août 1876. D. 79, 5, 29 (mot « suicide » entendu dans le sens de « suicide conscient ». — V. également nombreux arrêts cités : page 47, note 2 en matière de testaments ; (interprétation malgré termes clairs).

(1) Telle paraissait bien être la pensée de M. Bigot Prémeneu qui fit remarquer que l'art. 1156 était fait pour les cas où « les termes expriment mal l'intention des parties... »

(2) Boncenne. *Traité de proc. civ.*, I, p. 490.



mes obscurs. Dès qu'on voudrait interdire à ce juge de se livrer à l'interprétation d'un acte, ne pourrait-il pas dire, et avec beaucoup de raison, que les mots ne lui paraissent pas clairs étant données les intentions ou les circonstances de la cause, et inversement, cette théorie permettrait au juge de se décharger des plus délicates questions qui lui sont soumises en déclarant que, pour lui, les termes sont suffisamment clairs et précis. Que de difficultés évitées au juge, que de procès supprimés, mais aussi que de volontés méconnues dans leur substance même ! L'interprétation ne s'imposerait plus au juge que dans les cas d'ambiguïté et de contrariété dans les termes.

Ainsi donc, qu'on envisage soit au point de vue subjectif, soit au point de vue objectif la clarté ou l'obscurité dont parlent les auteurs et les arrêts, on arrive en poussant leur théorie jusqu'au bout à des résultats pratiques inacceptables ou à la négation même de la distinction qui en est la base. .

Selon nous, on ne pourrait faire cette distinction qu'en lui donnant un sens spécial. Il faudrait dire qu'il n'y a lieu à interprétation que quand l'expression est douteuse, c'est-à-dire « quand elle est entendue d'une manière toute différente par les parties (1) ». Nous revenons ainsi à la première et seule condition que nous avons reconnue nécessaire pour l'interprétation : la contestation.

Du reste, ces difficultés d'application pratique, que rencontre la théorie courante, ne sont pas les seules objections qu'on peut lui adresser. La distinction qu'elle établit

(1) C'est dans ce sens que paraît bien être intervenu le récent arrêt d'où nous extrayons les expressions citées au texte. — Cass., 23 février 1885. S. 86. 1, 414. Comp. dans le même sens. Cass., Req., 6 juill. 1891. Pand. franc. 93, 1, 54.

ne s'appuie sur aucun texte positif : nulle part, dans la loi, nous ne voyons formulée cette distinction entre termes clairs et termes obscurs. L'article 1156, qui pose le principe de l'interprétation, ne la contient pas et la repousse même implicitement, en décidant d'une façon générale qu'on doit rechercher la commune intention des parties plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes.

Mais, bien qu'aucune disposition légale actuelle ne comporte cette distinction, ne pourrait-on pas du moins la déduire par analogie d'un texte qui, s'il n'existe pas dans notre Code civil, était du moins contenu dans le Livre préliminaire du projet et qui n'a été supprimé que comme inutile et superflu. L'article 5 du titre V disait en effet : « Quand une loi est claire, il ne faut point en éluder « la lettre sous prétexte d'en pénétrer l'esprit ». Cette disposition refuse l'interprétation d'une loi *claire* ; or, pourrait-on dire : ce qui est vrai pour la loi doit l'être également pour l'acte juridique. Nous ne croyons pas ce raisonnement exact, car les motifs, qui avaient pu à juste titre dicter l'article 5 précité, n'existent plus quand il s'agit d'interpréter les conventions ou les testaments : « Dire, écrit « M. Laurent (1), que la pensée du législateur est autre « que celle qui est écrite dans un texte clair et formel « c'est accuser le législateur d'une légèreté que l'on n'est « pas en droit de lui imputer ; c'est dire en effet qu'il s'est « servi d'expressions qui ne rendent pas sa pensée. Cela « peut-il se supposer dans une matière aussi grave que « celle de la confection des lois ? Ne doit-on pas croire « plutôt que le législateur a pesé ses paroles... ? » En dirions-nous autant des actes juridiques ? Evidemment, non ; car cette légèreté, qui ne doit pas être facilement imputée

(1) Laurent. *Principes de Droit civil*. I. n° 273.

au législateur, est précisément le fait ordinaire des hommes dans l'expression de leurs volontés particulières. Nous avons vu, en effet, combien sont nombreuses les causes qui entraînent l'inexactitude dans cette expression. Nous ajouterons que la rédaction des actes privés n'est pas entourée des mêmes garanties et de la même attention que celles qui président à la confection des lois. Aussi, comme le dit encore M. Laurent dans un autre passage (1) : « les règles  
« d'interprétation ne doivent pas être appliquées aux con-  
« vention des parties avec la rigueur qui préside à l'in-  
« terprétation des lois. Celles-ci sont rédigées avec plus de  
« soin, les actes ne le sont pas toujours avec l'exactitude que  
« demande le droit. Il faut donc toujours consulter l'inten-  
« tion des parties contractantes »...

Ainsi donc, la distinction courante ne se justifie pas plus en droit qu'elle ne s'explique en fait. Ces raisons, et d'autres, que nous développerons dans notre chapitre IV, suffisent, selon nous, à la faire repousser complètement.

Toutefois, nous devons répondre dès maintenant, à une objection indiquée par la plupart des auteurs, et qui nous permettra de formuler sans équivoque la conclusion à laquelle nous aboutissons ; M. Demolombe dit en effet :  
« Ce serait un dangereux abus que de s'écarter du sens  
« littéral, pour substituer une interprétation plus ou moins  
« divinatoire et arbitraire au sens net et précis que pré-  
« sentent les termes même de la convention (2) ».

Et d'abord, à supposer même que ce soit notre théorie

(1) Laurent. *Principes de Droit civil*, XXIII, n° 418. Comp. même auteur, XIV, n° 152, où l'on voit également les doutes de cet auteur sur notre question.

(2) Demolombe XXV, n° 4. — Comp. Larombière. *Des obligations*, art. 1156, n° 4.

qui entraîne ces conséquences fâcheuses, il faut convenir qu'elles seront rares, et elles ne devraient même pas être supposées, car ce qu'on doit présumer *à priori*, c'est la science et l'impartialité du juge (1). D'autre part, si cet inconvénient peut, en effet, se produire, ne doit-on pas remarquer que la distinction courante en entraîne de plus graves, puisque, ainsi que nous l'avons constaté, elle conduirait logiquement à méconnaître des volontés même certaines, si elles sont exprimées d'une façon inexacte, mais dans des termes clairs en apparence.

Enfin, remarquons-le bien, l'objection de M. Demolombe porte, en réalité, non pas sur la question d'interprétation qui nous occupe actuellement, mais sur une question de preuve. Si le juge substitue à tort un sens simplement divinatoire au sens précis des termes, ce ne sera pas parce qu'il aura méconnu les principes de la preuve. Ce que nous disons, c'est que, dès qu'une partie contractante ou intéressée prétendra que telle expression même claire en apparence ne correspond pas exactement à la pensée qu'elle traduit, il y aura lieu à interprétation ; cela veut dire seulement que le juge devra *rechercher* ce qui doit l'emporter, de l'intention exprimée ou de celle affirmée contraire. Le problème de l'interprétation est d'ores et déjà posé. Mais alors naîtra une question de preuve et nous convenons qu'elle sera souvent très délicate.

Si la partie qui a contesté parvient à établir suffisamment sa prétention (ce que rendra du reste plus difficile, l'évidence des termes (2), si le juge se persuade que

(1) Nous verrons d'ailleurs au Chap. IV que l'abus commis par le Juge dans le pouvoir d'interprétation que nous lui reconnaissons pourrait trouver une sanction dans la possibilité de l'appel.

(2) Il y a en effet dans ce cas une présomption à détruire, car en

l'expression a trahi la pensée, c'est cette dernière qui doit prévaloir : ainsi l'exige formellement l'article 1156. Mais si, au contraire, le demandeur n'arrive pas à prouver d'une façon suffisante l'intention qu'il prétend être la la véritable, alors le juge devra bien certainement s'en tenir à l'expression telle qu'il la constate et qu'il la comprend, cela n'empêche pas le problème de l'interprétation de s'être posé et d'avoir été résolu normalement et librement par le juge qui conclut : « l'intention est conforme à la lettre » N'est-ce donc pas là interpréter ?

D'ailleurs, cette nuance, relative seulement à la question de preuve, est bien marquée dans les travaux préparatoires ; ce n'est qu'à une « simple présomption » d'intention, mais non à une intention prouvée que le sens grammatical doit être *préféré* (1). Aussi, trouvons-nous plus exacte que l'article 1156, la rédaction de la même règle qu'on rencontre dans Domat : « Si les termes d'une convention paraissent contraires à l'intention des contractants *d'ailleurs évidente*, il faut suivre cette intention plutôt que les termes. » (2)

Pour conclure, et en résumé, nous dirons : Dans tous les cas, alors même que les termes seraient en apparence clairs et précis, le juge peut être appelé à rechercher l'intention véritable des parties, c'est-à-dire à interpréter. Il faut un doute, c'est vrai ; mais ce doute résulte suffisamment de la

règle générale, on doit admettre que les mots employés par les parties sont bien l'expression exacte de leur pensée. Par conséquent, lorsque le sens de ces mots est évident et raisonnable, il est à présumer, mais seulement jusqu'à preuve contraire, que leur emploi a été exact et judicieux.

(1) Locré XII, p. 154, n° 55.

(2) Domat. *Lois civiles*. Liv. I. Tit. I. Sect. II, art. 11. Comp. l'art. 1281. C. Civ. Espagnol.



contestation. Tantôt, le juge décidera que l'intention est bien celle manifestée par l'expression. Tantôt, au contraire, il s'écartera du sens littéral pour déclarer qu'elle a été la véritable intention devenue évidente. Mais dans tous les cas il y aura eu interprétation ou recherche du rapport de l'expression à la pensée. La différence, dans la solution, ne résultera que d'une question de preuve d'ailleurs plus ou moins difficile à faire, selon que les termes paraissent plus ou moins clairs (1).

Cette conclusion est en opposition certaine avec la solution consacrée, nous l'avons dit, presque unanimement par la jurisprudence (2) et la doctrine qui nous offrent cependant de véritables contradictions et même de précieuses dissidences.

Et d'abord, disons nous, la jurisprudence n'est pas toujours conséquente avec elle-même, et en fait, elle paraît bien souvent abandonner sa théorie, devant la nécessité de tenir compte d'une volonté certaine, quoique voilée sous l'expression. De nombreux arrêts interprètent des actes malgré la clarté évidente de leurs termes. (V. exemples donnés ci-dessus page 37 et 38). C'est ainsi notamment que des tribunaux reconnaissant qu'une expression, en désaccord avec l'intention véritable constitue une erreur de rédaction, ces tribunaux rectifient l'expression (3). Or

(1) C'est donc au point de vue de la preuve que peut exister le seul intérêt de la distinction entre la clarté et l'obscurité des termes.

(2) Cons, *suprà*, arrêts et auteurs cités (note 3, page 36).

(3) Cass., 22 nov. 1865. S. 6, 61, 23. D. 66. 4. 108. (Conclusions de M. l'avocat général Paul Fabre, Nevers, 14 janvier 1884, *Gaz. Pal.* 84, 1, 382. — Riom, 2 mars 1882. D. 83, 2, 15. — Besançon, 6 juin 1882. D. 83, 2, 60. — Cass., 19 juin 1889. Pand. franc. per. 1889. 1, 354. — Seine, 4 février 1892. *Gaz. Pal.*, 92, 1, 221. — V. Pand. Franc. Répert., V. Don. et Test., n° 8144 et références.

comment savoir qu'un terme est vicieux et comporte une erreur de rédaction, si on refuse au juge le droit de le comparer avec l'intention qui l'a dicté, sous prétexte que le mot est clair en lui même?

Dans la doctrine qu'on nous oppose, mêmes contradictions. Ainsi, après avoir établi leur distinction et posé le principe que : c'est seulement si les termes de la convention ne sont pas absolument clairs, qu'on doit rechercher la commune intention des contractants, MM. Baudry-Lacantinerie et Barde cherchent aussitôt à modérer l'effet dangereux et par trop restrictif qu'il entraîne. Non seulement ils reconnaissent combien, en fait « il est rare que  
« les contractants se soient exprimés d'une façon assez  
« nette et assez précise pour ne laisser place à aucun doute » mais ils ajoutent que la règle qu'ils posent n'est pas absolue. « Il peut être évident, en effet, disent-ils, que les parties aient pris certains mots dans un sens impropre. Cela  
« résultera quelquefois, soit de la nature de la convention, « soit du rapprochement de certaines de ses clauses, soit « même de considérations puisées en dehors du contrat. « Mais, en général, le juge ne doit s'écarter du sens littéral  
« des mots que lorsqu'il est certain que les parties les ont  
« pris dans une acception impropre » (1). C'est bien abandonner, en réalité, la distinction courante, ou tout au moins, c'est la ramener et avec raison à une simple question de preuves.

D'ailleurs, à côté de ces auteurs qui adoptent, en principe du moins, la distinction entre termes clairs et termes obscurs, il en est d'autres au contraire, qui la repoussent

(1) MM. Baudry-Lacantinerie et Barde. *Traité des Obligations*. I. p. 483, n° 558. Comp. Demolombe, XXV, n° 5.

formellement. Parmi eux, nous sommes heureux de relever en premier lieu l'opinion très précieuse de notre savant et regretté maître, M. Labbé, qui pose la question et la résout en quelques lignes : « Faut-il distinguer entre les « clauses ambiguës obscures et celles qui ne le sont pas ? « Nous pensons que cette distinction est arbitraire. Certainement l'interprétation suppose un doute ; mais le « doute peut résulter des circonstances et être très sérieux « sans que la lettre du contrat soit grammaticalement « obscure et ambiguë (1) ».

Nous citerons encore l'ouvrage de MM. Aubry et Rau, dont nous reproduirons même un extrait d'autant plus volontiers qu'il résume très bien nos observations, ainsi que les différents cas d'interprétation. — « Il y a lieu à interprétation d'un contrat dans les hypothèses suivantes : « a) lorsque les termes, dont les parties se sont servies, « présentent en eux-mêmes quelque obscurité ou ambiguïté — b) lorsque le rapprochement de deux ou plusieurs clauses de la convention fait naître des doutes « sur la portée de ces différentes clauses — c) enfin lorsque, malgré leur clarté, les termes, pris dans leur sens « littéral, ne sont pas susceptibles de se concilier avec la « nature du contrat et l'intention évidente des parties ». Et, en note, ces mêmes auteurs ajoutent : « On a voulu « soutenir que, dans cette hypothèse l'interprétation n'est « pas permise et que le juge commettrait un excès de « pouvoir s'il s'écartait du sens littéral des termes. Mais « cette opinion, contraire à la disposition formelle de l'article 1156, doit être rejetée, puisque le doute naît ici pré-

(1) Note de M. Labbé, sous arrêt de Cassat. du 5 février 1863. S. 75, 4, 289.

« cisément de l'opposition qui existe entre les termes pris  
« dans leur sens littéral et l'intention des parties telle  
« qu'elle résulte de la nature du contrat (1) ».

Toutefois, MM. Aubry et Rau abandonnant leur théorie en matière d'interprétation de testament pour adopter alors la distinction faite par presque tous les auteurs : « Toute  
« clause testamentaire conçue en termes clairs et précis  
« et qui, d'ailleurs, ne présente pas, dans sa combinaison  
« avec les autres clauses du testament, de contradiction  
« de nature à rendre incertaine ou douteuse la volonté du  
« testateur, doit être prise telle qu'elle ». Et, dans une note ces deux auteurs, en expliquant leur solution, développent l'objection qu'on peut adresser sur ce point à notre théorie : « Prêter au testateur une intention différente de  
« celle qu'il a exprimée, ce serait d'une part méconnaître  
« la foi due à un testament régulier, et d'autre part déclara-  
« rer efficace une volonté qui n'aurait pas été manifestée  
« dans la forme légale des testaments. En le faisant ainsi,  
« le juge commettrait un excès de pouvoir. » (2).

L'objection porte dans une certaine mesure et nous en tiendrons compte en refusant au juge, quant aux actes solennels en général, le droit d'interprétation supplétive qui lui appartient en matière de contrats. Nous verrons que les tribunaux ont le droit de compléter, conformément à une intention certaine des parties, une expression insuffisante contenue dans une convention. Au contraire, toute disposition qui doit revêtir une forme déterminée nécessaire à son existence, ne saurait comporter l'interprétation supplétive. Aussi refuserons-nous au juge, même sous

(1) Aubry et Rau, IV, parag. 247:

(2) Aubry et Rau, VII, parag. 712.

prétex-te d'intention contraire du testateur, quelque certaine qu'elle soit d'ailleurs, le pouvoir, soit de donner effet à une disposition nulle, d'après sa teneur littérale, soit d'ajouter le montant ou l'objet d'un legs qui n'aurait pas été expressément mentionné (1).

Mais quand ils s'agit, non plus de compléter ou réformer, mais d'expliquer une disposition testamentaire qu'un héritier ou un légataire prétend et prouve ne pas concorder exactement avec l'intention véritable du testateur, nous maintenons au juge le droit de faire prévaloir cette intention, alors même que la partie adverse s'appuierait sur la précision des termes employés (2) Toute expression cesse d'être absolument claire dès l'instant qu'elle est contestée.

Et même plusieurs arrêts de cassation vont plus loin dans cette voie; ils autorisent le juge à se baser sur l'intention du testateur non seulement pour corriger des termes vicieux (3), mais aussi pour ajouter, dans un testament, des syllabes ou même des mots que la rapidité de la plume aurait omis de tracer, lorsque d'ailleurs le reste

(1) Cass. 18 novembre 1884. D. 85, 1, 316. Comp. Aix 20 mars 1833. D. rep. Vo Disp. entre vifs n° 3488. Voir également Coin-Delisle sous l'art. 1002, n° 9. — Aussi par application de ce principe, et en droit, nous critiquons une décision où les juges font résulter de l'esprit qui a dicté le testament, l'existence d'une condition qui n'y est cependant pas littéralement exprimée (Cass. 21 août 1834. S. 34, 1, 645).

(2) Voir : Pandectes Françaises Rep. Vo Donations et Testaments N°s 8144 et surtout 8210 et les références qui y sont indiquées. V. en outre; Cass. 11 avril 1838. D. 38, 1, 198, (mots « ma succession » interprétés dans le sens de « sa succession » (au légataire). — Orléans 27 février 1869. D. 70, 2, 90 (mots « légataire universel » interprétés dans le sens de « exécuteur testamentaire »). Besançon 8 juin 1882. D. 83, 2, 60. — Cass. 21 avril 1890. Pand. Franc. per 90, 1, 245.

(3) V. Arrêts de 1838, 1869, cité *supra* note 2.



du testament permet de les rétablir naturellement. C'est ainsi notamment que, dans une hypothèse où le testateur avait laissé en blanc le nom du légataire, les magistrats suppléèrent à cette omission au moyen des indications contenues dans ce testament (1).

A moins de vouloir retourner au formalisme, le principe de la solennité (2) n'est plus en question dans toutes ces hypothèses, où il s'agit de dégager le sens et la portée des termes d'une disposition.

D'ailleurs les raisons qui nous ont fait repousser la distinction courante restent entièrement applicables à l'interprétation des testaments (3).

Après bien des hésitations et même des contradictions, M. Laurent paraît adopter notre solution même en matière de testament et ce sera la dernière autorité que nous citerons à l'appui de notre thèse. « En définitive, dit cet auteur, les juges jouissent en cette matière d'une grande latitude ; ils doivent chercher à saisir la vraie volonté du testateur pour la constater, ils consulteront la lettre et l'esprit, en donnant tantôt la préférence à l'esprit sur la lettre et tantôt en faisant prévaloir la lettre certaine sur une intention toujours douteuse (4). Et plus loin il ajoute : « On doit s'écarter de la lettre de l'acte quand il est certain que celle-ci est en opposition avec la vo-

(1) Grenoble 1<sup>er</sup> décembre 1830. D. Rep. V<sup>o</sup> Dispos. entre vifs, n<sup>o</sup> 3439, 2<sup>o</sup> Comp : Angers 29 mars 1828, D. 1829, 2, 92, (mot cependant). — Cass. 7 juin 1832. D. 52, 1, 166. — Cass. 10 février 1891. *Moniteur judiciaire de Lyon* du 14 février.

(2) Qui en est cependant bien distinct.

(3) Quant à la question de savoir où le juge pourra puiser des éléments de décision c'est là une toute autre question que nous étudierons plus loin.

(4) Laurent, *Principes de droit civil*, XIV, n<sup>o</sup> 152.

« l'onté du testateur..... Les expressions dont le testateur  
« s'est servi peuvent être claires, mais si le sens qu'elles  
« présentent est en opposition avec l'ensemble de l'acte,  
« le juge a le droit de les interpréter pour les mettre en  
« harmonie avec l'intention du testateur (1) ».

## II. — Causes de contestations ou vices de l'expression

Ainsi donc, pour qu'il y ait lieu à interprétation il faut et il suffit qu'un doute, intéressant à trancher dès à présent, naisse sur la valeur d'une expression et sa concordance avec la volonté qu'elle manifeste. Et ce doute résultera non pas d'une obscurité objective ou subjective dans les termes, mais d'une simple contestation émanant d'une des parties.

Mais quelles sont donc les causes de ces contestations, sur quoi se fondent-elles ? Ces causes sont nombreuses et on peut les répartir en cinq groupes qui constituent chacun un vice spécial de l'expression : 1° l'ambiguïté des termes ; 2° l'insuffisance de l'expression ; 3° sa portée excessive ; 4° l'impropriété dans les termes ; 5° la contradiction apparente entre plusieurs mots ou plusieurs clauses.

Il convient d'ajouter une 6° cause de contestation qui est indépendante du rapport entre l'expression et la pensée : c'est le désaccord des parties sur le sens grammatical et ordinaire d'un mot.

Il est à remarquer que nous ne parlons pas dans cette énumération, de l'obscurité, que beaucoup d'auteurs op-

(1) Laurent, *Principes de droit civil*, XIV, n° 154.

posent ordinairement à l'ambiguïté. Ces auteurs, après Cujas, définissent l'expression obscure « celle qui ne présente aucun sens d'une façon déterminée ». Or il est difficile de trouver dans notre langue un mot qui n'ait aucune signification propre. Quand aux locutions, elles peuvent évidemment devenir douteuses au point de n'avoir aucun sens certain et cela peut se produire par suite de la réunion de mots incompatibles ou contradictoires ; mais on devra remarquer qu'alors ces clauses rentreront dans l'une des catégories d'expressions que nous allons étudier et principalement dans la cinquième.

1° *Ambiguïté.* — Une expression est ambiguë lorsqu'elle présente également deux sens distincts et contraires, entre lesquels on peut hésiter. « *Ambigue loquitur*, dit Cujas, *si utrum dixerit non appareat, nam ambigua est oratio quæ pluribus modis accipi potest* ». C'est qu'en effet, malgré sa richesse et son génie, notre langue possède un grand nombre de termes qui représentent chacun plusieurs idées différentes. Nous en verrons d'abord une cause dans les différences qui existent entre le langage technique, le langage juridique, le langage vulgaire etc. (1). Puis, même dans une partie déterminée, on trouve de ces termes à double entente. C'est ainsi qu'en droit, le mot *arrhes* peut être employé dans deux sens différents. Tantôt on désigne sous ce nom une certaine somme d'argent, remise au moment du contrat soit en acompte sur le prix soit en sus du prix pour indiquer la formation du contrat et prouver l'accord des parties. Tantôt au contraire on entend par là, comme le fait l'article 1590, une somme d'argent qui constitue un dédit et permet à chacune des

(1) Par exemplr le mot héritage.

parties de résoudre le contrat qu'elle a formé si elle vient à s'en repentir.

Quelquefois une même expression peut avoir à la fois un sens général et un sens spécial également acceptable l'un et l'autre suivant les circonstances. Prenons l'exemple du mot « *établissement* » Il a été jugé d'une part, que lorsqu'un testateur lègue à un tiers la jouissance de ses biens jusqu'à ce que son héritier institué s'établisse, il faut entendre par établissement, non pas seulement le mariage mais un établissement quelconque (sens général (1)). D'un autre côté, et en sens inverse, il a été décidé que dans un testament portant qu'un legs sera payé à l'époque de l'établissement du légataire, le mot établissement signifiait seulement le mariage de l'institué, (sens spécial) (2).

Enfin citons les adjectifs possessifs, *son, sa, ses* comme étant la source de très nombreuses locutions ambiguës (3).

*Remarque.* — On peut dire, ce qui n'a d'ailleurs qu'un qu'un intérêt purement théorique, que le doute provoqué par l'ambiguïté peut être de deux sortes, suivant que cette dernière porte sur les termes, c'est alors l'*équivoque*, ou sur les constructions grammaticales, on dit dans ce cas qu'il y a *amphibologie*.

2° *Expressions insuffisantes.* — Si on prenait le mot

(1) Toul. 22 niv. an X, D. Rep. V<sup>o</sup> Disp. entre vifs. n<sup>o</sup> 3501.

(2) Montpellier 13 décembre 1884. D. rep. V<sup>o</sup> Disp. entre vifs, n<sup>o</sup> 188. 2<sup>o</sup> A ce sujet comparez également les droits qui naissent et qui provoquent des solutions quelquefois contraires, au sujet du sens du mot « *enfants* » celui-ci pouvant signifier soit dans toute son extension la descendance complète, soit dans un sens restreint seulement les descendants au 1<sup>er</sup> degré. Tout dépend de l'intention des parties. V. arrêts rapportés dans Euzier-Hermann. Code civ. art. 967, n<sup>o</sup> 66.

(3) V. entre autres l'exemple cité par Pothier. *Traité des obligations*, n<sup>o</sup> 92.

« insuffisant » dans une acception générale et signifiant « non explicite » on devrait dire que l'insuffisance est la base de tous les vices d'expression. En effet pourquoi un mot qui comporte deux sens, présente-t-il de l'ambiguïté dans tel acte ? C'est parce que les parties n'ont pas corrigé ce que la langue avait d'imparfait, en indiquant dans quel sens elles voulaient employer ce mot.

Mais ce n'est pas dans cette acception générale que nous entendrons actuellement le terme insuffisance. Il désignera seulement le cas où il manque un ou plusieurs mots, pour que l'expression de la volonté soit complète. Le terme employé n'a qu'un sens (donc pas d'ambiguïté), et il le garde (donc pas impropriété), mais on doit lui adjoindre un autre terme pour rendre la pensée en entier.

Ainsi on peut donner l'exemple, déjà reproduit et extrait de Pothier, dans lequel l'expression « ma maison » employée dans un bail, était incomplète en elle-même pour indiquer que dans l'esprit des contractants, il s'agissait seulement de louer telle partie de la maison. De même encore l'exemple cité par M. Demolombe (1). « Étant dans l'usage de vendre chaque année à Paul la *seconde herbe de mon pré* pour telle somme, 200 fr. par exemple, j'ai fait avec lui la convention qu'il recueillerait pendant un certain nombre d'années « *l'herbe de mon pré* » pour une somme égale ou à peu près, pour 200 ou 220 fr. par an ». Il est évident que le sens de ces derniers mots n'est ni ambigu, ni impropre, mais il est insuffisant pour exprimer exactement ce que les parties ont voulu.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de l'insuffisance dans les termes. Or elle peut également se rencontrer dans

(1) Demolombe, XXV, n° 5.



l'ensemble de l'acte, par suite de l'absence d'une clause que l'une des parties prétend avoir été convenue, bien qu'elle ne soit pas mentionnée expressément. C'est ce qui arrive notamment pour les clauses dites d'usage que le juge peut suppléer en vertu de l'article 1160, ainsi que nous le verrons au chapitre III.

3<sup>o</sup> *Expressions excessives.* — L'expression est excessive, quand, dans un acte, des mots ou des locutions inutiles ont été employés, dont on ne doit tenir aucun compte, parce qu'elles ne correspondent à rien de particulier dans la pensée des auteurs de l'acte ; telles sont notamment les clauses de style ou cautelles que l'on rencontre encore très souvent de nos jours, et auxquelles l'une des parties refuse avec raison d'attribuer un sens. Tels sont encore les pléonasmès : non seulement pléonasmès grammaticaux, mais aussi pléonasmès juridiques, c'est-à-dire répétition et développement dans un terme ou dans une qualification et qui donnent lieu à contestation lors que l'un des contractants veut lui donner un sens et une utilité spéciale. Voici un exemple d'une expression excessive par suite de l'addition d'une clause superflue. Un contrat de bail ou de constitution d'usufruit contient une clause qui porte que le preneur ou l'usufruitier sera tenu de faire les réparations : le bailleur ou le nu-propriétaire donnant efficacité à ces derniers mots, prétend qu'il s'agit des grosses réparations. Au contraire, le preneur ou l'usufruitier demande à établir que dans leur intention il ne s'agissait que des réparations d'entretien, et que la clause dont il s'agit n'est intervenue que d'une façon superflue. Mêmes difficultés en matière de clauses de garanties.

*Remarque relative au 2<sup>o</sup> et au 3<sup>o</sup>.* — Nous n'avons pas parlé spécialement de l'expression rendue insuffisante

ou excessive, par suite de l'emploi d'un seul mot, dont le sens est plus restrictif ou plus extensif que celui qui correspondait à la pensée des parties dans l'espèce. Ainsi un acte porte que je vous vends mes « maisons » de Reims, quoique notre commune intention se soit certainement portée à la fois, sur une usine et sur les maisons d'habitation qui en dépendent ; le mot « maison » a évidemment un sens insuffisant dans l'espèce. Supposons au contraire que nous voulions traiter sur une ferme et toutes les terres ou prairies qui m'appartiennent dans le pays, mais que notre pensée ne se soit jamais arrêtée sur une maison d'habitation que j'occupe dans le même endroit. Le bail qui porterait que je vous loue : « ma ferme et mes immeubles situés à P... » serait évidemment conçu en termes trop extensifs, le mot « immeuble » ayant en lui-même un sens plus large que celui que nous avions entendu lui attribuer. Mais, qu'on le remarque bien, ces deux hypothèses rentrent surtout dans ce que nous appelons l'impropriété des termes à l'étude de laquelle nous arrivons.

4<sup>o</sup> *Impropriété*. — Un terme est impropre lorsque l'idée qu'il doit exprimer dans l'acte, n'est pas celle qui lui est attachée d'une façon générale et normale. Il s'agit d'un mot qui n'a qu'un sens et qui serait suffisant pour traduire complètement la pensée ; mais ce mot a eu, dans l'intention des parties, un sens relatif et conventionnel. C'est qu'en effet, la langue française, malgré son unité apparente, est loin d'être dans toute sa pureté la langue de toute la France. En dehors même des *patois* régionaux et des usages locaux (1), il faut tenir compte, ainsi que

(1) Voir dans Coin Delisle art. 1002, l'exemple concernant le mot « mesure ».

nous le dirons plus loin, du moins dans certains cas, des habitudes de langage propres à chaque individu.

5° *Contradictions entre plusieurs termes ou plusieurs clauses.* — Un grand nombre de contestations naissent souvent de ce que plusieurs expressions contenues dans un même acte, étant inconciliables, et non susceptibles d'être exécutées concurremment, les parties ne sont pas d'accord sur celle de ces clauses dont on devra exclusivement tenir compte, comme résultant de la véritable intention. Tel est le cas par exemple où un acte renferme deux dispositions, dont l'une a pour objet la vente d'un domaine, et l'autre la constitution d'une hypothèque sur le même fonds, au profit de la personne qui figure comme acquéreur dans la clause précédente.

Nous remarquerons qu'en fait cette contradiction de termes ou de locutions est très fréquemment prise pour base des prétentions de celui qui sollicite l'interprétation.

6° *Désaccord des parties sur le sens grammatical et ordinaire d'un mot.* — Enfin, il arrive quelquefois que l'une des parties, sans prétendre d'ailleurs que telle expression est ambiguë, insuffisante, impropre ou en contradiction avec une autre, se refuse néanmoins à l'exécution en affirmant que le sens attribué par son adversaire à un mot, n'est pas son sens naturel et ordinaire, tel qu'il est compris par la science et l'usage.

### § III. — Applications du problème de l'interprétation.

L'application des idées que nous venons d'exposer est très fréquente en pratique et nous en rencontrons des exemples dans presque toutes les branches du droit, lie n

que, cependant, toutes ne présentent pas à ce point de vue la même importance. Aussi croyons-nous utile de parcourir rapidement le domaine de notre problème afin d'en mieux montrer l'importance pratique.

Remarquons du reste que notre but ici n'est pas de relater un nombre plus ou moins grand de solutions concrètes. Ce ne serait là qu'un travail de compilation dépourvu d'intérêt juridique puisque les décisions relatives à notre matière sont presque exclusivement de fait et sont dictées à la libre conscience du juge par les circonstances de la cause et les intentions particulières qui ont présidé à l'acte, bien plus qu'elles ne sont basées sur un principe de droit pur. Ce que nous nous proposons seulement, c'est de parcourir les questions qui, *in abstracto*, peuvent appeler l'interprétation, et de constater quelle est, pour quelques-unes d'entre elles, l'intérêt particulier qui s'attache à la solution du problème.

Nous répartirons ces questions en cinq classes, suivant qu'elles sont relatives :

- 1° Aux conditions d'existence ou de validité de l'acte ;
- 2° A la nature ou au caractère même de l'acte ;
- 3° A la portée de l'acte ;
- 4° A l'exécution qui doit être donnée à l'acte ou à celle qui est intervenue en fait.

*1° Questions relatives aux conditions d'existence ou de validité de l'acte.* — Les quatre conditions posées par l'article 1108 pour la validité d'une convention, et qu'on peut étendre d'ailleurs à tout acte juridique, ne présentent pas une importance égale au point de vue de l'interprétation.

La première de ces conditions, la volonté ou le consentement, selon les cas, est la source de nombreuses diffi-

cultés relatives à l'intention. C'est ainsi que le juge est très souvent appelé à décider si une volonté, qui apparaît plus ou moins bien, a été réellement émise ; si lorsqu'il s'agit d'une convention, telle manifestation de volonté correspond bien à une offre ou à une acceptation suffisante pour constituer le consentement (1). D'autres difficultés s'élèvent encore sur le point de savoir si la volonté a été suffisamment saine, libre et consciente (2), et pour trancher ces difficultés, le juge devra rechercher si les motifs de l'acte et les circonstances de la cause établissent que la démence, le dol, l'erreur ou la violence n'ont pas été la cause impulsive de la volonté (3).

La seconde condition, la cause, soulève des questions du même genre et le juge devra se demander quel a dû être, d'après l'intention des parties, leur but immédiat, afin de pouvoir constater ensuite si ce but a réellement existé et s'il répond aux exigences des articles 1131 et 1135.

A la théorie de la cause, nous rattacherons, quant à la question qui nous occupe, celle de la condition devenue impossible ou illicite, qui a donné lieu à de très nom-

(1) V. à ce propos jugement du tribunal de Douai 10 mars 1874. D. 74, 2, 153. — Cass. 24 juin 1880, S. 81, 4, 297 (continuation tacite d'abonnement). — Trib. de paix de Moliens Vidame (Somme), du 5 juill. 1883, T. 84, 2, 190. — Cass. 11 mai 1886, S. 86, 4, 416. — Comp. en matière de testament. Cass. 19 février 1867. D. 67, 4, 391 qui décide que c'est dans l'intention du testateur qu'il faut rechercher si un écrit même daté et signé de lui constitue un testament définitif ou un simple projet qu'il se proposait de modifier.

(2) Et même certains arrêts paraissent exiger que, en matière de testament, la volonté du testateur soit suffisamment éclairée. Seine, 5 déc. 1890. *Le droit* du 11 décembre 1890.

(3) C'est surtout dans la théorie de l'erreur, soit sur la substance, soit sur la personne que presque toutes les questions qui peuvent se présenter sont de pure interprétation,



breuses difficultés, surtout depuis la loi du 30 octobre 1886. Le juge saisi d'une demande en révocation de donation ou de legs, pour inexécution de ses charges, est appelé à rechercher, dans chaque hypothèse, si telle condition, opposée à une donation ou à un testament, doit être considérée comme ayant été la cause déterminante et le but de la disposition (1).

Au contraire, le problème de l'interprétation n'a pour ainsi dire aucun rapport avec la capacité et l'objet, dernières conditions nécessaires pour la validité de tout acte. C'est qu'il s'agit ici de constater des faits, beaucoup plus que de rechercher des intentions (2).

Enfin la forme requise *ad solemnitatem* pour l'existence de certains actes, dits solennels, ne soulève aucune de ces questions, car c'est un pur fait que le juge reconnaîtra de suite, en examinant seulement la manifestation de volonté.

*2° Questions relatives à la nature et au caractère de l'acte.* — Ces questions entraînent également de nombreuses difficultés concernant l'interprétation. Et d'abord il est bien certain que l'article 1156 s'applique ici comme partout ailleurs et que, dès lors, la nature d'un acte doit résulter bien plus de l'intention des parties que de ce qui a pu être exprimé plus ou moins exactement. Mais il y a en

(1) Voir à ce sujet : Cass., 3 nov. 1886, D. 87, 1, 157. — 6 avril 1887, S. 87, 1, 151. — Cass., 28 juin 1887, S. 89, 1, 99. — Cass., 8 avril 1889, D. 90, 1, 205.

(2) En effet, le juge appelé à statuer sur une question de capacité, a seulement à rechercher si, en fait, telle personne est ou non mineure, interdite ou femme mariée. — Quant à l'objet, si on peut concevoir des difficultés d'interprétation sur le point d'en connaître l'étendue et la nature (ce qui rentre dans le 3<sup>e</sup>), du moins on n'en rencontre généralement pas sur l'existence même de l'objet.

cette matière une nuance qui n'existe pas dans les autres et qu'il importe de faire ressortir.

Evidemment on peut supposer que les parties se sont trompées involontairement dans la qualification de leur acte, que, par exemple, elles ont parlé par erreur d'une vente, alors qu'il ne s'agissait que d'un bail accompagné d'une vente conditionnelle. (1) L'interprétation du juge rétablira d'après l'intention qu'ont eue les parties, la véritable qualification de l'acte.

Mais les choses peuvent s'être passées autrement. Il est possible, que intentionnellement, les contractants ou le testateur aient faussement qualifié l'acte qu'ils passaient, et ils pouvaient y être amenés par de multiples intérêts : par exemple pour éviter des droits d'enregistrement (2), ou pour soustraire certains biens aux poursuites de leurs créanciers (3). Les juges devront-ils dans ce cas se borner à rechercher l'intention des auteurs de l'acte ? Mais cette intention paraît bien certaine, puisqu'ils ont affirmé et affirment encore tous les deux qu'ils ont voulu consentir et accepter par exemple une donation avec charges et non une vente. Le juge ne devra-t-il que confirmer cette affirmation ? Certes non, car si le principe de la concordance nécessaire entre la pensée et l'expression subsiste ici, ce n'est plus avec la simplicité que nous avons reconnue jusqu'alors. En effet, ce que le juge doit rechercher, ce n'est

(1) Bourges, 26 déc. 1887, S. 88, 2, 78. — Comp. Cass., 17 nov. 1875, S. 76, 1, 33. — Cass., 22 février 1887, S. 88, 1, 87.

(2) Cass., 17 janvier 1844. *Journal de l'Enregistrement* (année 1844, n° 13420. — Cass., 8 nov. 1878. D. 79, 1, 100. — Cass., 28 déc. 1886. S. 87, 1, 500.

(3) Trib. commerce Seine, 29 juillet 1882, *Gaz. Pal.* 83, 2, 326. — Trib. Toulouse, 12 mars 1883, *Gaz. Pal.* 83, 1, 531.

pas tant ce que les parties ont « voulu exprimer que ceux qu'elles ont vraiment voulu », c'est-à-dire *l'intention qu'elles ont dû forcément avoir*, étant données les stipulations qu'elles adoptaient et la nature des choses qui en font l'objet.

C'est que la qualification juridique des actes est quelque chose de parfaitement déterminé par la loi qui l'impose aux parties. Ainsi une personne peut vouloir procurer à une autre un avantage quelconque, sans en exiger l'équivalent; mais sa volonté même certaine et expresse est impuissante à faire que cet acte soit une vente ou un louage, c'est-à-dire un contrat à titre onéreux (1). La substance et les conséquences nécessaires et immédiates de l'acte peuvent en effet résister à sa qualification conventionnelle. Les parties ont voulu tous les éléments constitutifs et distinctifs d'un acte, elles sont censées avoir voulu l'acte lui-même, dans la nature qui découle de ces éléments.

Ce que le juge doit corriger ici, ce n'est donc pas seulement l'obscurité involontaire des termes, mais ce peut être aussi l'absence voulue de correspondance entre l'expression et l'intention première et réelle que les parties ont dû avoir. Le juge doit rechercher « *non quod scriptum est sed quod gestum est* ». Aussi tous les auteurs sont unanimes à décider que « la nature d'un contrat ne doit « pas être déterminée par la qualification que les parties « ont donnée à l'acte, quand il est certain que cette qualification est contraire au véritable caractère de la convention » (2).

(1) V. un autre exemple intéressant dans un arrêt de Bordeaux, du 6 avril 1892. *Le Droit*, 22 oct. 1892.

(2) MM. Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, I, page 482, n° 557.

Les questions de notre second groupe soulèvent des difficultés à deux points de vue différents. 1<sup>o</sup> Et d'abord le juge pourra être appelé à rechercher quel est le caractère générique ou spécifique d'un acte, c'est-à-dire dans quelle catégorie d'une classification il rentre. Ainsi il devra décider si tel acte qu'on lui soumet est civil ou commercial, ce qui entraînera des conséquences d'une importance capitale, tant au point de vue de la compétence, qu'au point de vue des règles de fond qui gouvernent différemment ces deux sortes d'actes.

Dans un ordre d'idée moins général, le juge sera consulté sur le point de savoir si tel acte est unilatéral ou synallagmatique, afin de trancher, par exemple, une difficulté née sur l'application des articles 1325 et 1326. C'est ainsi encore que le juge devra décider, d'après l'intention des parties, c'est-à-dire par suite d'une interprétation, s'il se trouve en présence d'un acte de bienfaisance ou d'un acte à titre onéreux (1), d'un contrat aléatoire ou d'un contrat commutatif (2) etc., etc.

Mais les tribunaux peuvent être appelés à distinguer les actes à un autre point de vue. C'est lorsqu'il s'agit pour eux de déterminer, non plus le genre ou l'espèce dans laquelle rentre tel acte, mais ce que nous appellerons la nature personnelle, individuelle de cet acte. Et cette détermination présentera quelquefois de très sérieuses diffi-

(1) L'intérêt de la distinction peut être considérable en ce qui concerne soit la perception des droits fiscaux, soit l'application de l'art. 1167, etc...

(2) Ce qu'il pourra être intéressant de connaître, puisque la lésion qui est une cause de nullité dans certains contrats (vente, partage), lorsqu'ils sont commutatifs, cesse de l'être lorsque ces mêmes actes deviennent aléatoires.

cultés, parmi lesquelles nous citerons spécialement la distinction entre la cession de bail et la sous-location, deux expressions employées très souvent dans la pratique l'une pour l'autre, alors que cependant elles correspondent à deux idées toutes différentes et sont régies par des règles contraires. On devra avant tout tenir compte de la volonté des parties contractantes, volonté qui révèlera surtout la manière dont le prix a été fixé. Mêmes difficultés, très fréquentes également, sur la distinction entre le bail d'immeuble et la cession d'objets mobiliers (1). Enfin nous citerons, comme dernier exemple, le cas des donations déguisées sous les formes différentes de cessions de créances, reconnaissances de dettes ou constitutions de rentes viagères. Et les décisions du juge, établissant, d'après l'intention des parties, la véritable nature des actes seront particulièrement intéressantes dans cette matière des déguisements, qui interviennent la plupart du temps en vue de tourner la loi ; par exemple pour donner effet à une libéralité faite à enfants adultérins ou incestueux, ou pour rendre irrévocable une donation entre époux. L'interprétation, dans ces cas, permettra d'assurer la stricte application de la loi, en sanctionnant ses prohibitions.

3° *Questions relatives à la portée de l'acte.* — Quoique moins fréquentes et offrant peut-être des difficultés moindres, ces questions ne sont cependant pas étrangères à notre problème de l'interprétation : Car, ainsi que nous le disons en commençant, si l'intention est la raison d'être de l'expression, elle en est en même temps la mesure ;

(1) Cass., 7 mars 1876, S. 76, 1, 280. — Cass., 28 déc. 1886, S. 87, 1, 437. — Cass., 22 février 1887, D. 87, 1, 500.



et par conséquent, pour donner à un acte sa véritable portée, et lui faire produire tous ses effets, il faut se livrer encore à une recherche de volonté.

C'est qu'à côté des effets naturels correspondant à chaque espèce de contrats, et prévus suppletivement par la loi, il y a ce qu'on pourrait appeler, avec Demolombe, des effets accidentels attribués à l'acte par les parties selon leur bon vouloir, et « c'est aux juges du fait, dit cet auteur, qu'il appartient, dans chaque espèce, de reconnaître et, s'il y a lieu, d'interpréter la volonté des parties et d'attribuer à leur convention l'effet relatif et pour ainsi dire individuel qu'elles ont entendu y attacher » (1).

C'est ainsi, notamment, que les tribunaux devront apprécier l'étendue de l'objet que les parties ont eu en vue : rechercher par exemple si le legs de tout le mobilier comprend ou non les créances, obligations, actions et autres valeurs incorporelles (2). D'autres fois, les juges devront déterminer quelle est la portée des engagements eux-mêmes ; c'est ainsi qu'ils décideront, d'après les conditions du contrat et l'intention des parties, que l'usufruitier, en assurant contre la grêle les récoltes du domaine soumis à son usufruit, n'a agi que dans son intérêt propre, et non dans celui de nus propriétaires, ce qui restreint l'obligation de l'assureur (3).

Dans cette troisième catégorie de questions, nous ferons encore entrer les difficultés d'interprétation très fréquentes,

(1) Demolombe, XXV, n° 4.

(2) Cass., 28 janv. 1862, D. 62, 1, 226. — Comp. dans le même sens : Cass., 25 mai 1875, D. 77, 1, 750 — 17 janv. 1877, D. 78, 1, 259. — 25 avr. 1877, D. 78, 1, 258.

(3) V. Toulouse, 24 mars 1885 sous Cass., 9 nov. 1887, D. 88, 1, 177.

relatives aux modalités des actes; nous signalerons spécialement celles qui concernent les conditions (1) et leur accomplissement. Quant au terme, il exige très souvent du juge la recherche de l'intention probable des parties, soit pour décider s'il y a terme tacite dans telle ou telle circonstance (2), soit pour distinguer la condition du terme incertain (3). Enfin, toujours à propos des modalités, nous signalerons la matière de l'indivisibilité comme très féconde en questions d'interprétation. L'article 1214 décide, en effet, que « l'obligation est indivisible quoique la chose ou le fait « qui en est l'objet soit divisible par sa nature, *si le rapport* « *sous lequel elle est considérée dans l'obligation* ne la « rend pas susceptible d'exécution partielle ». La loi veut parler ici de l'indivisibilité obligatoire et de l'indivisibilité *slutione tantum*, qui toutes deux sont révélées, non par la nature de l'objet, mais par l'intention des parties.

4° *Questions relatives à l'exécution qui doit être donnée à l'acte ou à celle qui est intervenue en fait.* — Le juge, dans cette matière, se bornera très souvent à constater un fait, la prestation fournie, qui, en elle-même, pour valoir paiement, ne doit remplir qu'une seule condition : correspondre exactement avec la prestation due. Dès lors donc qu'on connaît l'objet et la portée de l'acte, on sait par là même ce qui est dû, et il est facile de s'assurer, au moyen d'une simple comparaison, que l'obligation a été remplie telle qu'elle avait été convenue (4). Et s'il s'élève

(1) Cass., 28 juillet 1873, D. 74, 1, 440.

(2) Bruxelles, 28 février 1844. Pasierisie 1844, 2, 336.

(3) Comp. Aix, 15 nov. 1886. *Journal Jurisprud.* Marseille, 1881, 1, 88.

(4) Cass., 27 nov. 1877, S. 78, 1, 102.

des difficultés dans l'appréciation de faits intervenus, elles ne touchent en rien aux questions d'intention.

Il est vrai qu'à côté de cet élément matériel, le paiement comporte un élément intentionnel chez le solvens et chez l'accipiens : c'est la volonté d'effectuer ou de recevoir un paiement. Mais remarquons-le bien, la volonté ne servira qu'à distinguer, quant à sa nature, même l'acte d'exécution, d'une vente, d'un louage ou d'une donation. Aussi, croyons-nous que cette question d'interprétation rentrerait bien plutôt dans notre second groupe de difficultés que dans la matière du paiement.

Quant aux points de savoir où et quand doit se faire le paiement, c'est là vraiment une question d'interprétation. Mais outre qu'elle est l'objet d'un certain nombre de dispositions supplétives de la part de la loi, elle rentre naturellement dans l'étude relative à l'étendue et à la portée de l'acte (v. ci-dessus, 3<sup>o</sup>..)

Toutefois, et ici pourra apparaître le problème de l'interprétation, les tribunaux qui ont pouvoir de reconnaître l'existence d'une convention et de l'interpréter, peuvent aussi décider qu'elle a cessé de produire effet à la suite, par exemple, de faits graves qui permettent de conclure à une renonciation (1).

(1) Cass., 11 nov. 1831, D. Rép. V<sup>o</sup> *Obligations*, n<sup>o</sup> 5037.

## CHAPITRE II

### QUI PEUT INTERPRÉTER ?

Nous venons de voir que, toutes les fois qu'une contestation s'élève entre les parties sur le sens d'une expression (et dont la solution présente d'ailleurs un intérêt né et actuel), la question de l'interprétation se pose. Mais devant qui viendra cette question ? Qui la tranchera ?

1° On peut concevoir une première solution possible : c'est l'interprétation par les parties elles-mêmes, qui paraît bien être la plus naturelle et la meilleure, puisqu'elle émane de celui-là même qui l'a provoquée, par l'obscurité ou l'insuffisance de son expression : « *ejus est interpretari legem cujus est condere* ». Et d'abord, en matière d'acte de dernière volonté, ne voyons-nous pas le testateur prévoir d'avance les difficultés susceptibles de s'élever sur un mot ou une clause de son testament, et expliquer lui-même ce mot ou cette clause dans un codicille, véritable testament interprétatif ? De même en ce qui concerne les conventions, les parties contractantes, s'apercevant qu'une expression, par eux employée, pourrait plus tard paraître ambiguë et être appréciée différemment par leurs héri-

tiers, déterminent ensemble, dans une sorte d'acte confirmatif et explicatif, le sens qui doit lui être attribué, ou enfin ayant cessé de s'entendre elles-mêmes sur la véritable signification, elles conviennent, d'un commun accord, de s'en rapporter à un tiers, qu'elles désignent comme arbitre souverain.

2° Mais il peut se trouver que les parties ne rectifient pas ainsi, d'elles-mêmes, l'obscurité qui a pu naître de leur expression. Dès lors, une première autorité se présente pour la présenter et la faire disparaître. C'est celle qui est chargée par la loi de trancher, d'une façon générale, toutes les difficultés pouvant s'élever entre les hommes : c'est le juge. Et les parties devront s'adresser aux juridictions tantôt civiles, tantôt commerciales, tantôt administratives, suivant la nature de l'acte qui renferme l'expression douteuse, ou suivant la qualité des personnes de qui elle émane (1).

On peut dire, croyons-nous, que c'est *toujours* le juge qui *sera saisi* de ces questions, c'est toujours lui qui *prononcera*. En effet, nous ne connaissons pas en matière d'actes juridiques proprement dits, l'interprétation émanant directement soit du pouvoir exécutif, soit du pouvoir législatif. Nous ne sommes plus au temps où, comme à Rome, ces différentes autorités concouraient avec le pouvoir judiciaire à l'interprétation des actes juridiques comme à celle des

(1) Les questions de compétence relatives à l'interprétation exigeraient, notamment en matière administrative, de longs et curieux développements que ne comporte pas le cadre de notre étude. Nous nous bornons à renvoyer à l'ouvrage de notre savant professeur, M. Ducrocq, qui délimite très nettement les attributions respectives des tribunaux civils et des juridictions administratives, V. *Cour de Droit administratif*, nos 654 et 655.



lois, et où, à côté des décisions judiciaires, on trouvait les réponses des Prudents et les rescrits des Empereurs.

Mais si c'est toujours le juge qui est interrogé et qui prononce, on peut se demander du moins si c'est également lui qui *décidera* dans tous les cas. Il y a une raison de douter, quand on songe aux nombreuses hypothèses dans lesquelles la loi, usurpant, comme nous le dirons plus loin, le rôle du magistrat, interprète par avance les volontés humaines. Il ne s'agit pas ici, remarquons-le bien, de cette interprétation que l'on appelle législative ou par voie d'autorité (1), et qui, émanant directement du pouvoir législatif, a pour but de trancher une difficulté particulière, d'éclaircir un texte existant dès à présent. Nous voulons parler d'une autre interprétation, que nous appellerons spécialement : interprétation légale, qui émane encore bien du pouvoir législatif, mais non plus directement, car c'est même dans ce cas le juge et non la loi qui prononce. En outre elle intervient d'avance, d'une façon abstraite et générale sur une simple hypothèse. Nous réservons d'ailleurs un chapitre final à l'étude de cette interprétation légale (2).

Mais faut-il voir en elle un véritable agent d'interpré-

(1) Cette interprétation législative ne peut se concevoir d'ailleurs que lorsque le doute porte sur la loi générale.

(2) Nous verrons dans cette partie complémentaire de notre travail ce qu'il faut entendre exactement par cette expression, et comment on doit distinguer soigneusement les cas d'interprétation légale de ce que nous appellerons les règles légales d'interprétation. Mais surtout c'est encore là que nous montrerons quelle autorité on doit reconnaître à l'interprétation légale et, avec la grande majorité des auteurs, nous concluons qu'en dépit des prévisions et des solutions de la loi, le juge reste toujours souverainement libre de les méconnaître, pour s'attacher uniquement à la véritable intention des parties, qui auraient dérogé, ne fut-ce que tacitement, au sens prévu par la loi.

tation et par suite admettre la théorie qui consisterait à distinguer deux sortes d'interprétation, quant à l'autorité de qui elle émane, du moins indirectement. C'est toujours le juge qui prononce, dit-on dans ce système, mais ce n'est pas toujours lui qui *décide* en réalité : quelquefois il est lié par une solution qu'il trouve toute faite dans une disposition légale. Dans ce cas il n'est qu'un instrument passif de la loi, et on doit dire qu'il n'y a plus, à proprement parler, interprétation judiciaire, mais interprétation légale.

Cette théorie tombe devant le système que nous admettons(1) et qui ne reconnaît aux articles interprétatifs, aucune force impérative entraînant nécessairement la décision du juge ; et nous croyons en conséquence (sauf à justifier ultérieurement le principe que nous prenons pour base), qu'il n'y a en réalité qu'une seule interprétation, quant aux actes juridiques, c'est l'interprétation judiciaire.

Et toutefois, dans le cours de notre étude, nous reconnaitrons que, dans certains cas, la loi, si elle n'impose pas, propose du moins au juge une interprétation toute faite ; nous grouperons ces différents cas sous la dénomination générale *d'interprétation légale*, et par opposition nous appellerions par *interprétation purement judiciaire*, celle dans laquelle le juge est complètement abandonné à lui-même, et doit chercher, dans sa seule conscience, la décision qu'on réclame de lui.

*Nota* : Le sens que nous donnons ainsi au mot interprétation légale doit d'ailleurs, dès maintenant, être soigneusement distingué d'autres significations attribuées à cette même expression par le langage courant.

(1) V. note précédente, et pour les développements et justifications. V. le chap. V.

a). On pourrait en effet entendre par là l'interprétation de la loi, c'est-à-dire la détermination du sens et de la portée d'un textelégislatif. Nous éviterons d'autant plus facilement d'employer l'expression interprétation légale dans ce sens, que notre travail, ainsi que son titre l'indique suffisamment, ne comporte pas l'étude de l'interprétation des lois.

b). On serait peut-être encore tenté de dire que l'interprétation légale est celle qui *est conforme à la loi* et au droit. Dans ce sens d'ailleurs, disons-le tout de suite, toute appréciation du juge, quelle qu'elle soit, et par suite, toute interprétation doit être légale.

c). Rappelons enfin la distinction qui doit être établie entre l'interprétation légale et l'interprétation législative. (V. *ci-dessus*.)

Ce n'est dans aucune de ces trois acceptions que nous prendrons l'expression qui nous occupe et pour nous résumer nous dirons qu'il n'y a qu'une seule interprétation, celle du juge que nous appellerons *interprétation judiciaire*. Mais selon que ce juge sera plus ou moins abandonné à lui-même ou plus ou moins guidé parla loi, nous dirons qu'il y a ou *interprétation purement judiciaire* ou *interprétation légale* (en entendant par cette dernière expression l'interprétation judiciaire qui intervient dans un cas prévu et résolu par la loi).

## CHAPITRE III

### COMMENT SE FAIT L'INTERPRÉTATION ?

Cette question paraît annoncer un exposé de règles inflexibles, ou tout au moins, une théorie complète des principes qui peuvent guider les tribunaux. Mais avant de commencer, nous devons précisément détruire cette erreur : ce que nous nous proposons dans l'étude qui va suivre, ce n'est, ni d'imposer au juge une ligne de conduite, dans sa tâche d'interprète, ni même de lui indiquer toutes les idées qui peuvent entraîner sa décision dans un sens ou dans un autre. Cette prétention serait impossible à réaliser, puisque, ainsi que nous le verrons plus loin, les règles d'interprétation ne sont et ne peuvent jamais être que des conseils, et que toutes, elles découlent de la raison et de la justice naturelle, qu'on trouve gravées au fond de chaque individu. Or, il serait insensé en même temps qu'inutile, de vouloir formuler *toutes* les déductions rationnelles, et toutes les atténuations pouvant résulter de l'équité : ce qu'on peut faire seulement, c'est d'en indiquer les principales, à titre d'exemple, et c'est ce que nous tenterons.

Même limitée dans ces termes, la question qui se pose

à nous est complexe, et implique une division quant à la réponse qui doit lui être donnée.

Dans une première section, il conviendra de constater quelles sont les *méthodes* que suit le juge dans la recherche des intentions c'est-à-dire par quels procédés de raisonnements, il arrive à son but.

Dans une deuxième section, nous indiquerons les principes de raison, de droit ou d'équité, qui servent de point de départ à ces raisonnements, et que nous appellerons *règles* d'interprétation.

Les difficultés relatives à la *preuve*, en matière d'interprétation, feront l'objet d'une 3<sup>e</sup> section.

Enfin, un appendice très court sera consacré spécialement à l'interprétation en droit international privé.

#### SECTION I. — MÉTHODES D'INTERPRÉTATION

Le but de l'interprétation, nous l'avons vu, c'est de découvrir le sens caché d'une convention, en reconnaissant la véritable intention des parties. Mais par quels procédés généraux de raisonnement le juge arrivera-t-il à cette découverte ?

A ce point de vue, nous distinguerons deux grandes espèces d'interprétation, auxquelles les rhéteurs (1) et les juriconsultes romains (2) ramenaient toutes les autres : l'interprétation grammaticale et l'interprétation logique. Et nous ne pouvons mieux résumer la différence qui les sépare, qu'en définissant chacune des sciences qui leur

(1) Quintilien, Lib. XII. Institut. orat. cap. 2.

(2) Paul et Ulpien dans les lois 29. D. et 6 par 1<sup>er</sup> D.



servent de base. Tandis que la grammaire a plus spécialement pour objet le matériel et la correction du langage, la logique est « la science des formes de la pensée » et a pour objet le rapport même qui existe entre ces deux éléments : forme et pensée (1).

### § I. — Interprétation grammaticale.

Il convient tout d'abord de préciser le sens exact qui doit être attribué à ces expressions, qu'on a souvent le tort de confondre avec d'autres, la distinction présentant, en effet, des nuances assez délicates.

On peut définir, d'une façon générale, l'interprétation grammaticale, comme aussi d'ailleurs l'interprétation littéraire, celle qui s'attache aux mots et à leur sens ordinaire et normal. Nous commencerons, avant de développer cette définition, par distinguer soigneusement les deux expressions : interprétation grammaticale et interprétation littéraire, qui dans le langage courant et même dans les écrits de nombreux jurisconsultes (2) passent pour synonymes. Il faut remarquer toutefois que la section de législation à qui le projet de Code civil avait été communiqué, dut apercevoir la nuance que nous voulons établir, puisque, dans

(1) Notre distinction entre les deux méthodes d'interprétation ne correspond-elle pas bien exactement à une distinction analogue qu'on trouve dans Grosius relativement à la « manière d'expliquer une promesse ou une convention ». (Grotius. *De jure belli*, traduit par Barbeyrac, édit. 1724, tome I, livre II, chap. XVI). « La règle générale d'une bonne interprétation, dit cet auteur, c'est de juger du sens qu'une personne a eu dans l'esprit, par les signes et les indices les plus vraisemblables qu'elle en donne. Ces signes sont de deux sortes : les *paroles* et les *conjectures*. »

(2) V. notamment Demolombe, XXV. n° 4.

ses observations, elle demanda que le texte primitif qui reproduisait servilement Pothier et contenait les mots « expression *grammaticale* », fut modifié et remplacé par la phrase « plutôt que de s'arrêter au sens *littéral* des termes » (1). Cette observation fut prise en considération, et c'est avec les termes qui précèdent que l'article 1156 passa dans le texte définitif. Nous devons ajouter cependant, que quelques auteurs, tout en constatant cette différence de rédaction entre le projet et l'article 456 du Code, ajoutent qu'il n'y a là qu'une substitution de mots sans importance.

Nous croyons, au contraire, quant à nous, qu'on doit maintenir entre les expressions, interprétation littérale, et interprétation grammaticale, la différence de signification qu'elles comportent.

*Interprétation littérale*, cela signifie exactement interprétation en tout conforme au texte de l'acte, au sens rigoureux des termes. On peut, d'ailleurs, employer cette expression elle-même dans deux sens différents, selon le point de vue auquel on se place.

Et d'abord, envisageant la méthode à employer, on dit que l'interprétation doit être littérale lorsque le juge ne doit en aucune façon s'écarter des termes de l'acte et de leur sens ordinaire, malgré une contestation, même très sérieuse, ayant pour but d'établir que le mot ne rend pas exactement la pensée (2). C'est dans ce sens qu'on dit que le formalisme entraîne la méthode d'interprétation littérale.

(1) Fenet, XIII (Discussions, motifs, rapports VIII), p. 147.

(2) C'est ce qu'on appelle aussi souvent interprétation *judaïque*. Les deux expressions doivent selon nous être regardées comme synonymes (V. Dictionnaire de Littré, la définition de l'interprétation *judaïque* au mot *judaïque*).

Mais nous remarquons en passant que cette manière de s'exprimer est inexacte, étant donnée la notion même de l'interprétation : nous avons toujours dit, en faisant l'histoire de la question, que le formalisme était exclusif des questions d'interprétation. C'est qu'en effet, on ne conçoit pas une interprétation littérale dans le sens qui vient d'être défini ; ces deux mots se contredisent absolument. L'interprétation littérale signifiant : préférence à donner dans tous les cas aux mots sur la volonté non exprimée, c'est la négation même de l'interprétation, qui est précisément la recherche de cette intention, pour la faire prévaloir au besoin sur l'expression.

Si on se place au point de vue du résultat final auquel aboutit l'interprétation, au lieu d'envisager la méthode pour y parvenir, on peut définir l'interprétation littérale, celle par laquelle le juge, après avoir d'ailleurs recherché l'intention des parties, décide que cette intention est conforme à celle manifestée par les termes de l'acte. C'est une des solutions possibles de l'interprétation. Nous emploierons souvent cette expression dans ce sens. Mais pour le moment nous devons la laisser de côté, puisque nous nous attachons uniquement à la question des méthodes.

Les termes *interprétation grammaticale*, qui signifient mot à mot : interprétation ayant pour objet le sens même des mots et s'appuyant sur les principes de la grammaire seule, doivent être réservés complètement à l'idée que nous allons développer. Pour arriver à les définir d'une façon plus explicite, il faut commencer par poser l'hypothèse dans laquelle cette méthode peut intervenir. Prenant la dernière des causes de contestations, que nous avons étudiées au chapitre I<sup>er</sup>, nous supposons

qu'aucun désaccord ne s'élève sur le rapport qui doit exister entre la pensée et l'expression. Les deux parties conviennent qu'elles ont bien voulu employer tel mot dans son sens purement grammatical, technique, ou juridique. Mais l'une d'entre elles, en contestant, fait naître un doute précisément sur le sens exact de ce mot, sur sa portée absolue et intrinsèque, indépendamment de toute question d'intention. Dès lors le juge devra, pour trancher le différend, employer la méthode d'interprétation que nous appelons *grammaticale* et que nous définissons : celle qui, en présence d'une contestation née seulement sur la valeur même des mots s'attache, pour la trancher, à des considérations d'ordre purement matériel, rentrant beaucoup plus dans le domaine de la grammaire et de la syntaxe, que dans celui de la philosophie et du droit (1).

Mais ne va-t-on pas alors nous objecter que, pas plus ici que dans la méthode littérale, il ne peut être question d'une véritable interprétation, puisqu'on ne s'attache également qu'aux mots et qu'on n'envisage nullement le rapport de l'expression à la pensée ? Mais il faut remarquer qu'il y a, entre les deux cas, une différence capitale. La méthode que nous avons appelée littérale donne dans tous les cas la préférence à l'expression sur la pensée. Au contraire, la méthode grammaticale proprement dite reconnaît implicitement que c'est toujours l'intention qui doit prévaloir, puisque, nous l'avons dit, elle n'intervient précisément que lorsque cette intention n'est nullement

(1) « L'interprétation grammaticale, disent MM. Aubry et Rau, est celle qui s'attache à déterminer le véritable sens d'un acte obscur ou incomplet, en s'aidant des usages de la langue et des règles de la syntaxe » Aubry et Rau, I, parag. 40.

en question, les parties reconnaissant qu'elle a été bien traduite par les mots tels qu'ils doivent être entendus normalement. Le principe même de l'interprétation grammaticale est donc dans la volonté, puisqu'elle présuppose, entre cette volonté et l'expression, une concordance admise par les deux parties. Et le juge, en décidant que tel mot a telle signification technique, juridique ou usuelle, dira par là même que les parties en l'employant ont *voulu* dire telle chose ; et sa décision n'aura pas d'autre but que de fixer les intentions.

Toutefois, il faut convenir que, dans la méthode grammaticale, la recherche de l'intention n'est pas, comme dans la méthode logique, l'objet *direct* de l'examen du juge, qui porte seulement sur un point de lexicologie.

Nous remarquerons d'ailleurs que le caractère précis et, en général, bien défini de notre langue, rend assez rare en fait l'usage de l'interprétation grammaticale.

## § II. — Interprétation logique.

Cette méthode répond plus particulièrement au besoin de mettre fin aux contestations des cinq premières catégories que nous avons constatées ci-dessus (1) : ambiguïté, insuffisance, excès, impropriété ou contradiction dans les termes. Elle interviendra lorsque l'une des parties contractantes ou intéressées prétendra que, dans l'espèce, et conformément à l'intention des auteurs de l'acte, une expression ambiguë a été entendue dans tel ou tel sens, ou même que les mots ont été employés non plus dans leur signification ordinaire, mais dans une autre tout à fait parti-

(1) V. *suprà*, chap. I, parag. 1, 2, 3, 4 et 5.



culière, relative et conventionnelle (1). Par suite, le juge, pour arriver à découvrir ce sens spécial, devra faire œuvre non plus de grammairien, mais de psychologue et de juriste. Ne pouvant plus tenir compte de la terminologie ordinaire seule, il sera nécessairement amené à rechercher quelle a été l'intention des parties dans l'emploi d'une expression. La méthode logique correspond donc plus exactement que la méthode grammaticale avec l'idée d'interprétation telle que nous l'avons dégagée plus haut, puisque son objet *direct et immédiat* est de découvrir, au moyen de divers raisonnements, la volonté réelle qui a présidé à la rédaction d'un acte. Et nous remarquerons également, que, étant données les nombreuses causes (2) qui entraînent les hommes à rendre inexactly leur pensée, cette interprétation logique est d'application très fréquente.

Elle peut d'ailleurs revêtir plusieurs formes que nous résumerons en reproduisant les définitions qu'en donne Mailher de Chassat (3): « L'interprétation qui nous fera connaître plus d'idées que les mots n'en expriment, « s'appellera extensive; celle qui nous en fera connaître « moins, restrictive; enfin la déclarative sera celle qui « aura pour but d'éclaircir la pensée du législateur ». Nous allons parcourir successivement ces trois formes de la méthode d'interprétation logique afin d'en montrer quelques exemples pratiques et d'en déterminer la sphère d'application.

(1) Et on doit reconnaître aux hommes le pouvoir de modifier ainsi par leur volonté le sens des mots, car il ne faut pas oublier que ceux-ci ne sont que des signes et des signes conventionnels avant tout.

(2) V. *suprà*, Introduction, 1<sup>o</sup>.

(3) *De l'Interprétation des Lois*, page 101.

1° *Interprétation extensive.* — L'interprétation sera extensive, quand les termes employés, retraçant moins d'idées que les parties n'en avaient voulu exprimer, le juge remédiera à cette insuffisance en complétant l'expression. Ce droit d'interprétation extensive, que nous reconnaissons au juge, trouve son fondement dans l'article 1135 aux termes duquel « les conventions obligent non « seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes « les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature. » (1)

Le juge arrivera de deux façons différentes à révéler dans son entier la pensée insuffisamment exprimée.

A. Tantôt l'interprétation consistera à attribuer à un mot un sens plus étendu que celui qu'il a régulièrement. Ainsi, l'expression « meubles » telle qu'elle est définie par l'article 533, ne comprend pas l'argent comptant ni quantité d'autres choses énumérées par le même texte, et cependant les tribunaux décideront souvent que, dans l'intention des parties, ce mot meuble embrassait telle ou telle des choses exclues par l'article 533 ou même « était pris dans une acception générale et opposé au mot immeuble ». Citons encore un exemple d'une semblable interprétation extensive que nous trouvons dans un récent arrêt de la Cour d'appel de Lyon. En présence d'une clause portant que le bailleur s'engage à ne pas louer les magasins contigus à une autre personne exerçant le même commerce que les preneurs, la Cour donna par interprétation de la volonté des partis, une double extension à cette clause. Elle décida que, par « le même commerce »

(1) V. aussi art. 1160.

il fallait entendre non seulement un commerce identique, mais tout commerce même similaire, — et que les mots « magasins contigus » devaient comprendre même des locaux qui n'étaient pas en contact immédiat avec les magasins loués, ceux-ci formant dans le sens pratique et commercial du mot un magasin contigu, aucun autre magasin n'existant entre.... (1). »

B. D'autres fois l'extension, apportée par le juge à l'expression, sera plus accentuée, et consistera à compléter la pensée exprimée, en ajoutant telle ou telle clause que les parties sont censées avoir sous-entendues. C'est ainsi notamment, comme le dit l'article 1160, qu'« on doit suppléer dans le contrat, les clauses qui y sont d'usage, « quoiqu'elles n'y soient pas exprimées. » En outre, de nombreux arrêts nous fournissent des exemples de cette méthode, et entr'autres, nous citerons un arrêt de cassation qui décide que la cession d'un fonds de boulangerie peut, par interprétation de l'intention des parties, « être considérée comme emportant l'interdiction pour le vendeur « d'être fournisseur de pain de la troupe pour tout le département, encore bien que l'acte de vente soit muet sur ce « point » (2).

Cette dernière méthode, serait, on le voit, plus régulièrement appelée *supplétive*, en conservant la qualification *d'extensive* pour l'interprétation qui se borne à élargir le sens ordinaire des termes.

La méthode extensive, *lato sensu*, est fréquemment employée dans la pratique. Nous indiquerons rapidement les principaux cas où elle se trouve appliquée.

(1) Lyon, 16 janv. 1895, sous Cass., 15 juillet 1897, D. 97, 1, 150.

(2) Cass., 14 février 1882, D. 82, 1, 411.

a) Une chose est virtuellement comprise dans une autre, et par suite l'extension a lieu, lorsqu'elle entre essentiellement dans sa définition ; car, dit M. Mailher de Chassat (1), « la définition est l'image abrégée d'une chose avec toutes « ses propriétés ». Ainsi, lorsqu'on parle d'un testament devant donner ouverture à des droits (2), on entend un testament qui revêt les formes exigées par la loi : et, au besoin, le juge pourra suppléer au silence des parties. Ainsi encore, le droit de propriété comporte les droits d'usufruit, d'usage, etc..., ceux de vendre, de louer.

b) Même extension lorsqu'une chose, sur laquelle on ne s'est pas expliqué, fait partie d'une autre expressément indiquée. C'est ainsi que dans le silence des parties la location d'une ferme comporterait, outre les bâtiments nécessaires à l'exploitation agricole, la maison d'habitation qui fait partie de cette ferme.

c) Une chose est encore virtuellement comprise dans une autre, lorsqu'elle en est la conséquence légale. Par exemple, celui qui s'est engagé à vendre une propriété, a entendu garantir l'acquéreur des évictions de droit. Nous reviendrons d'ailleurs sur ce point.

d) Il y a aussi lieu à extension quand une chose est le moyen direct ou détourné qui conduit à une autre sur laquelle les parties se sont entendues. Ainsi nous convenons que vous qui êtes à Paris m'apporterez à Nice tel objet dans les vingt-quatre heures. Il est évident qu'il a été implicitement entendu que le voyage se ferait par voie rapide, et par suite le promettant, s'il n'a pas stipulé expressément

(1) Mailher de Chassat, *De l'Interprétation des Lois*.

(2) Par exemple une donation est ainsi conçue : « je vous donne tel « domaine A... ; si Pierre, dans son testament, vous laissait son immeuble B., situé au même pays, ma donation serait résolue... ».

des frais de déplacement, devra les supporter en entier. Le transport par voie rapide étant la condition nécessaire à l'exécution de l'obligation, a dû être tacitement convenu.

e) Enfin, nous citerons comme dernier cas d'extension celui qui résulte de la théorie de l'accessoire « *accessorium sequitur causam naturæ rei principalis* » Une chose sera donc virtuellement comprise dans une autre, lorsque cette chose pourra être considérée comme l'accessoire de l'autre. Ainsi la vente d'une pendule, sans autre spécification, emporte certainement l'obligation de livrer, non seulement le corps même de la pendule, mais aussi la clé, le socle, le globe, etc. etc. Nous relevons d'ailleurs un certain nombre de cas d'interprétation légale appliquant la théorie de l'accessoire. C'est ainsi que l'article 695 décide que « quand on établit une servitude on est censé accorder tout ce qui est nécessaire pour en user » ; et cet article ajoute, à titre d'exemple, que « la servitude de puiser de l'eau à la fontaine d'autrui, emporte nécessairement le droit de passage (1). »

Mais quelque vaste que soit la sphère d'application de la méthode extensive, elle comporte des limites. Les unes sont spéciales à l'interprétation *supplétive*, les autres sont générales aux deux espèces d'interprétation extensive (*lato sensu*) que nous venons de distinguer.

*Première catégorie d'exceptions.* — a) Et d'abord nous rappellerons que l'interprétation supplétive n'est pas possible en matière de testaments, à cause du caractère solennel de cet acte. On ne pourrait pas compléter une disposition testamentaire, même notoirement insuffisante, car les clauses qu'on ajouterait ainsi ne seraient pas revê-

(1) Comp. art. 547, 1018, 1615, 2046, 1692.



tues des formes prescrites par la loi. Ce que nous avons dit des testaments, est d'ailleurs applicable à toute espèce d'actes solennels, puisque les raisons de décider sont les mêmes.

b) Nous ajouterons une seconde exception en ce qui concerne les nombreuses matières où la loi exige que l'intention, qui fait naître le droit, soit expressément déclarée; nous en trouvons notamment des exemples dans les articles 784, 843 et 919, 884, 927, 932, 972, 973, 1036, 1202, 1273, 1275, 1208, 1285, 1392, 1405, 1439, 1514, 1552, 1772, 1928, 1988, 2015, 2054, etc... Tous les actes pour lesquels l'un de ces textes requiert une mention expresse ne sauraient être déduits d'un autre acte ou d'une clause quelconque comme y étant sous-entendus, quelque évidente que soit d'ailleurs l'intention des parties. Et toutefois, il ne faut pas conclure, ainsi qu'on le faisait autrefois (1), que, dans tous les cas, il soit nécessaire de faire emploi des termes mêmes de la loi, pour que la mention soit valablement exprimée. Depuis la disparition du dernier vestige formaliste avec la promulgation de l'article 217, tout le monde s'accorde à dire que le législateur, en exigeant dans certains cas des déclarations expresses, ne veut pas imposer de formules sacramentelles, mais seulement écarter des inductions plus ou moins vraisemblables, pour ne s'arrêter qu'à une preuve positive, soit écrite, soit même simplement verbale. Ce que la loi refuse dans ces cas c'est l'application de la méthode d'interprétation supplétive, mais elle autorise toujours la méthode déclarative et même la méthode simplement extensive (*stricto sensu*.)

(1) Ancien droit formaliste, et Pothier même, en matière d'autorisation maritale.

2<sup>e</sup> *Catégorie d'exceptions*. — Une dernière réserve doit être faite, qui porte d'ailleurs sur toute espèce d'interprétation exclusive (*lato sensu*). Elle consiste à refuser l'application de cette méthode à certaines matières : renonciations, donation, mandat, cautionnement, dotalité, et en général toutes les exceptions au droit commun : matières auxquelles la doctrine et la jurisprudence s'accordent à appliquer l'interprétation stricte. Nous verrons que ce dernier qualificatif n'est pas complètement synonyme de restrictive, quoique, dans la pratique, on emploie indifféremment ces deux mots l'un pour l'autre. Les expressions « interprétation non extensive », rendraient sans doute plus exactement l'idée qu'on doit se faire de la « stricte interprétation » ; aussi la véritable place des observations que comporte cette méthode, serait peut-être ici. Mais, pour nous conformer à la terminologie courante, et aussi, d'ailleurs, parce que la stricte interprétation, emprunte également du caractère de l'interprétation *restrictive* proprement dite, nous les exposerons après avoir étudié cette dernière méthode.

II. *Interprétation restrictive*. — L'interprétation sera restrictive lorsque, en présence de termes qui retracent plus d'idées que les parties n'en avaient voulu exprimer, le juge réduira l'expression à ce qu'elle aurait dû être réellement. De même que la précédente, l'interprétation restrictive pourra se faire de deux façons différentes, que nous allons déterminer très brièvement, et que nous compléterons ensuite par la notion de ce qu'on appelle souvent la stricte interprétation.

A. Et d'abord le juge emploiera la méthode restrictive, lorsqu'il atténuera le sens ordinaire et normal d'une expression, en décidant que les parties l'ont entendue dans

une acception moins compréhensive. Nous supposerons par exemple, que les expressions « biens meubles », « mobilier »... auxquelles l'article 535 donne un sens général, ont eu, dans l'intention des auteurs de l'acte, une signification beaucoup plus restreinte : que ceux-ci n'ont voulu faire allusion, par exemple, qu'aux meubles corporels. Le juge qui rétablirait dans ce sens la volonté des parties, ferait œuvre d'interprétation restrictive (1). Un arrêt de cassation du 5 février 1890 offre un exemple assez curieux d'interprétation restrictive telle que nous l'entendons ici, en décidant que la concession de sources, faite par un individu à un autre, se limite, d'après l'intention des parties, aux sources qui seraient découvertes durant des travaux de fouilles et fondations auxquelles donneraient lieu des bâtiments projetés, et qu'elle ne comprend pas toutes celles qui viendraient à sourdre à une époque quelconque, bien que les termes de la concession, pris dans leur sens ordinaire et général, ne fassent aucune distinction.

Le droit d'user ainsi de l'interprétation restrictive, trouve son fondement dans un texte formel, dans l'article 1163 qui dit en toutes lettres : « Quelque généraux que soient les termes dans lesquels une convention est conçue, elle ne comprend que les choses sur lesquelles il paraît que les parties se sont proposé de contracter. » C'est de ce principe que la jurisprudence a déduit d'importantes conséquences, notamment en matière de cession de propriété littéraire et du droit de reproduction des œuvres d'art. Quelque généraux que soient les termes de ces actes, il a été décidé que la durée du droit cédé se trouve

(1) V. deux arrêts de cass. *Req.* du 10 février 1873. S. 73, 4, 106.  
— Id. p. 357.

limitée par la loi existante au moment du contrat, et la prolongation accordée par des lois postérieures profite, à moins de stipulation contraire, aux héritiers de l'auteur, et non à l'éditeur cessionnaire (1). Enfin il faudrait voir des exemples d'interprétation légale basée spécialement sur cet article 1163 ; et employant par conséquent la méthode restrictive, dans les dispositions des articles 2048 et 2050 relatives aux transactions et, aussi dans les articles 1543 et 1988 (2).

B. Une seconde forme de la méthode restrictive consiste à retrancher des mots ou même des locutions entières qui, bien que pouvant avoir en soi un sens grammatical, déterminé, n'ont été pris en aucune considération dans la pensée réelle des auteurs de l'acte (3). Telles peuvent être par exemple, les clauses d'estimation. Il s'agira pour le juge de rechercher si une évaluation, contenue dans une acte, a eu pour objet de restreindre la disposition à la valeur estimative, ou si au contraire elle ne change rien aux conséquences de cette disposition ; et dans ce dernier cas, il déclarera qu'on ne doit en tenir aucun compte. Nous en dirons de même et avec les mêmes réserves de l'indication accidentelle du motif. Ainsi un testateur dit dans son testament : « Je donne à Paul la somme de....., en souvenir du service qu'il m'a rendu ». Or il se trouve qu'en

(1) Cass. 20 nov, 1877. D. 78, 1, 309.

(2) Et toutefois nous devons remarquer que l'application de l'article 1163 est limitée par un principe relatif aux conventions portant sur des universalités, principe qu'avait formulé Pothier, mais que n'a pas reproduit le Code, bien qu'il y ait là une véritable règle d'interprétation dont l'étude appartient par suite à la section II.

(3) V. notamment un exemple dans Laurent, XXV, n° 319 qui commente un arrêt de Cass. du 19 juin 1839. D. Repert. V° Louage, n° 475, 1.

réalité ce service n'avait pas été rendu ; le juge devra-t-il, sur la demande de l'héritier, décider que le legs est nul ou caduc ? Tout dépend à la vérité de l'intention qui a guidé le testateur. Mais s'il apparaît au juge que cette indication du motif est plutôt une explication qu'une véritable condition d'où le testateur ait voulu faire dépendre l'effet de sa disposition, il devra la tenir comme non écrite. C'est encore au même point de vue qu'il sera intéressant de distinguer en fait, les clauses limitatives, de celles qui sont simplement démonstratives et qui par suite, n'ayant eu dans la pensée des parties aucune portée spéciale, pourront être retranchées de l'acte sans que la substance en soit atteinte. C'est d'ailleurs l'application du principe posé par l'article 1164. « Lorsque dans un contrat on a exprimé un cas pour l'explication de l'obligation, on n'est pas censé avoir voulu par là restreindre l'étendue que l'engagement reçoit de droit aux cas non exprimés ». Et sans vouloir commenter ici cet article 1164, qui rentre dans les règles d'interprétation, nous emprunterons cependant l'exemple de Pothier qui éclaircira notre proposition. Dans un contrat de mariage il est dit que le mobilier qui adviendra aux époux par voie de succession entrera en communauté. Cette clause peut n'être pas exclusive du mobilier qui, de droit commun, doit y tomber aux termes de l'article 1401 ; elle peut n'avoir été insérée que pour l'explication de la convention, en vue d'un doute possible sur la question de savoir si le mobilier arrivant par succession aux époux, tombait dans leur communauté. Enfin c'est toujours la même méthode qu'appliquera le juge, lorsqu'il supprimera l'une de deux clauses contradictoires, en disant que cette clause n'a eu aucun sens particulier dans l'intention des parties.

Nous remarquerons d'ailleurs que l'expression « restrie-



tive » n'indique pas suffisamment le caractère exact de cette seconde forme d'interprétation restrictive ; et tout en regrettant l'obligation ou nous sommes de créer un néologisme, nous l'appellerions spécialement « méthode suppressive », pour la distinguer de la méthode purement restrictive, qui consiste seulement à restreindre la signification ordinaire des mots.

La sphère d'application de ces deux modes d'interprétation restrictive (*lato sensu*) est d'ailleurs aussi large que possible, et ici, ni la loi ni la science n'en limitent l'étendue ; à la différence de ce que nous avons constaté pour l'interprétation extensive, elle est donc applicable à tous les actes et à toutes les hypothèses et son emploi est abandonné à la prudence du juge.

*De la stricte interprétation.* — A côté de ces deux formes qui viennent d'être reconnues à l'interprétation restrictive, le langage courant se sert de cette expression dans un troisième sens. Aussi on dit très souvent que les renonciations, les donations, les exceptions.... comportent l'interprétation restrictive ou plutôt sont de *stricte interprétation*. « *Exceptio est strictissimæ interpretationis* ». Que faut-il donc entendre par ces expressions ?

Et d'abord, nous remarquerons qu'il ne s'agit ici ni de l'interprétation restrictive (*stricto sensu*) ni de l'interprétation que nous avons appelée suppressive, ces deux méthodes ne pouvant pas être appliquées *a priori* à telle ou telle hypothèse générale. En effet, on ne comprendrait pas comment, par exemple, l'adage « *Exceptio est strictissimæ interpretationis* » pourrait signifier que lorsqu'il s'agit d'une exception il y a toujours lieu de donner aux termes un sens plus restreint que celui qu'ils ont d'ordinaire ou de supprimer telle ou telle clause exprimée. Mais

est-ce à dire pour cela qu'il y ait une troisième méthode d'interprétation restrictive que nous appellerions « *stricte interpretation* » pour la distinguer des deux autres ? Nous ne le croyons pas, car en disant que les renonciations, donations, exceptions ou autres matières comportent l'interprétation restrictive, on énonce plutôt une règle d'interprétation, qu'une véritable méthode à proprement parler. On veut dire par là que, dans ces hypothèses, la recherche de l'intention devra se faire au moyen de présomptions spéciales appuyées sur des motifs particuliers à chacun des actes en question. Ainsi on remarque qu'en fait l'homme ne se dépouille pas facilement d'un bien, d'une façon irrévocable et sans en exiger l'équivalent. On en conclut que, dans le doute, l'intention d'un donateur devra plutôt être présumée dans le sens d'une non libéralité, ou d'une libéralité moindre. Et c'est cette idée qu'on exprime en disant que les donations sont de stricte interprétation. Mais alors, on doit le remarquer, il s'agit ici de véritables règles d'interprétation destinées à guider le juge dans sa mission, bien plus que d'une méthode à appliquer à telle hypothèse déterminée. Tous les actes auquel on reconnaît le caractère de stricte interprétation sont soumis aux mêmes méthodes que les autres actes ; ce qui les distingue, c'est qu'un principe spécial les gouverne, indiquant au juge la tendance qui doit dominer dans sa manière de rechercher l'intention des parties.

Mais quelle est donc cette tendance signalée au juge pour un assez grand nombre de cas, soit par le législateur, soit seulement par la jurisprudence ?

Selon nous, énoncer qu'un acte est de stricte interprétation, c'est dire qu'en présence d'un doute sur la portée

de cet acte le juge devra *éviter autant que possible* (1), *d'employer la méthode extensive* et au contraire *user, dans une large mesure, de la méthode restrictive*. Et nous croyons que, ce qui domine, c'est le conseil donné au juge de se montrer difficile pour étendre la portée de l'acte. Ainsi prenons l'exemple de la donation que tout le monde reconnaît être de stricte interprétation. Et d'abord, bien certainement la clause qui, au dire du donateur, aurait plusieurs sens d'étendue différente, devrait, dans le doute, être entendue, de préférence, avec le sens qui restreindrait le plus l'effet de la donation, ou même qui le supprimerait complètement (3). Mais le caractère de stricte interprétation a une autre portée ; il signifie surtout que si le juge est appelé, dans la donation, comme dans tous les autres actes, à rechercher avant tout l'intention des parties, il doit, en présumant précisément l'intention du donateur, se montrer particulièrement exigeant, au point de vue de la preuve, lorsque l'interprétation aurait pour objet d'étendre les obligations du donateur. C'est dire, en un mot, que ce juge ne devrait se livrer que difficilement à la méthode extensive.

En résumé, énoncer par exemple que les donations sont de stricte interprétation, ou de droit étroit, c'est poser une règle d'interprétation, et non indiquer une méthode spé-

(1) Nous disons « autant que possible » parce qu'il n'y a là aucune prescription impérative ; c'est, nous l'avons dit, une simple règle d'interprétation, et à ce titre, elle ne saurait être qu'un conseil adressé au juge. (V. plus loin. Section II. Généralités).

(2) On voit qu'il n'y a là qu'une règle d'interprétation tout à fait subsidiaire.

(3) Sauf à voir si une telle interprétation serait conforme à l'article 1157, qui d'ailleurs, nous le verrons, ne pose lui-même qu'une règle subsidiaire.

cial ; c'est dire que dans la recherche des volontés qu'il doit tenter, le juge devra se laisser guider par tel ou tel principe de raison, par telle ou telle présomption, qui aboutira, d'ailleurs, soit à l'exclusion de la méthode extensive, soit à l'application de la méthode restrictive.

Quels sont donc les principaux cas où la stricte interprétation, telle que nous venons de la définir, trouve son application (1) ? La pratique nous en fournit de nombreux exemples qui, selon nous, peuvent presque tous se résumer et se formuler dans un adage romain déjà cité et ainsi conçu : « *Exceptio est strictissimæ interpretationis.* » Ce principe, qui est une véritable règle d'interprétation, est lui-même la conséquence, et pour ainsi dire, la contre-partie d'un autre principe beaucoup plus général, d'après lequel dans le doute, les parties sont censées s'être référées au *droit commun*. C'est que l'effet de l'habitude, et, peut-être aussi, un sentiment de prudence, poussent les hommes à adopter cette règle générale, qu'ils ont eux-mêmes posée dans la loi, ou consacrée dans l'usage comme étant la plus conforme aux sentiments humains, en même temps qu'à l'idée de justice.

L'adage romain précité trouve d'ailleurs dans les plus importantes questions de droit, des applications constantes, dont nous allons indiquer les principales.

a). *Renonciations.* — Nous avons déjà constaté que

(1) Évidemment, d'après ce que nous avons indiqué plus haut, cette étude trouverait plutôt sa place dans la Section II consacrée aux règles d'interprétation, puisque pour chacun des actes qui vont être énumérés le principe de stricte interprétation constitue une véritable règle. Mais nous avons cru préférable de traiter d'ensemble cette question assez délicate, de la stricte interprétation.

quelques renonciations (1) devaient être expresses, et même revêtir certaines formes particulières, et nous en avons conclu qu'elles excluait par la même la méthode supplétive. Le caractère de « droit étroit », attribué à tous les actes de renonciations, entraîne une autre restriction à l'interprétation possible de ces actes, en conseillant et l'emploi de la méthode extensive et l'emploi de la méthode restrictive. Cela résulte de ce qu'en général on ne renonce que difficilement à un droit « *nemo res suas jactare præsumitur* » et que, dans le doute, le renonçant doit être présumé n'avoir consenti à abandonner que le moins de droit possible. Ainsi le juge, guidé par cette idée, sera amené à conserver aux expressions leur sens restreint, plutôt que de supposer une extension dans l'effet de la renonciation. Il a été décidé par exemple qu'un vendeur d'immeuble, qui a renoncé au profit d'un créancier au rang de priorité de son privilège, n'est pas censé avoir renoncé par là à demander la résolution de la vente, bien que par cette résolution, il rende sans effet la subrogation par lui consentie. Et l'arrêt qui statue ainsi, motive sa décision par cette idée que « les renonciations sont de droit étroit » (2).

(1) Renonciations à succession (art. 784), à communauté (art. 1457). Comp. art. 884, al. 2, 1275, 2054.

(2) Bordeaux, 11 juillet 1832. S. 33, 2. 556. — Comp. Douai, 12 janvier 1891. D. 91, 2, 221, qui exprime la même règle, sous une autre forme d'ailleurs souvent employée. « Attendu dit cet arrêt, que la « renonciation à un droit *ne se présume pas* ; que si cette renonciation peut être tacite (nous ajoutons sauf dans certains cas), et « résulter implicitement de l'accomplissement d'un acte sans qu'elle « soit exprimée, c'est à la condition qu'elle résultera clairement, et « sans équivoque, de l'acte duquel on prétend l'inférer. » — Comp. MM. Aubry et Rau, IV, parag. 323. — La renonciation ne se présume



C'est encore par application de ce principe qu'on décide que, si deux actions sont ouvertes à une personne à raison d'une même cause, le choix de l'une de ces actions ne saurait, en général, être considéré comme une renonciation à l'autre ; ainsi l'acheteur d'une chose entachée d'un vice caché qui a d'abord formé l'action *quantum minoris*, peut, en s'en désistant, revenir à l'action rédhibitoire.

Enfin signalons une dernière conséquence du principe que les renonciations sont de droit étroit. La doctrine et la jurisprudence (1) décident que l'interprétation stricte doit être admise en matière d'acquiescement qui emporte renonciation à un droit positif, celui d'attaquer une sentence. Certains arrêts (2), quelques auteurs (3) et la loi elle-même (4), expriment cette idée en disant que « l'acquiescement doit être formel ». Cela ne signifie pas d'ailleurs qu'il doive être exprès, car tout le monde admet la possibilité et reconnaît l'importance pratique de l'acquiescement tacite. Mais on veut dire par là que « la partie qui acquiesce doit avoir manifesté, d'une façon certaine et non équivoque l'intention qu'elle a à cet égard, soit par une déclaration expresse, soit par un

pas : il serait plus exact de dire, croyons-nous, ainsi que l'indiquent bien d'ailleurs les considérants qui précèdent : la renonciation *ne se présume pas facilement*, car le juge devra se montrer difficile pour l'admettre ou pour en étendre l'effet, si elle est constante.

(1) Cass., 20 août 1883, D. 84, 1, 361. — Aix, 4 mai 1883, D. 86, 2, 129.

(2) Cass., 29 mai 1843, D. *Rép.* Acquiescement, n° 88

(3) Pothier, *Traité des obligations*, n° 860. — Dalloz, *Rép.* V. Acquiesc., nos 84 et suiv.

(4) Comp. art. 241, C. *Procéd. civ.*

« acte (1) ou un fait (2) qui suppose nécessairement cette « intention (3). ».

b) *Actes de libéralité.* — Nous nous sommes servis précisément de la donation, comme exemple, pour préciser nos explications sur ce qu'on devait entendre par stricte interprétation. Sans vouloir y revenir, nous nous bornons à remarquer que certaines législations ont formulé d'une façon positive le principe de stricte interprétation qui, chez nous, n'est reconnu aux donations que par la doctrine et qui résulte de cette idée, que les sentiments de bienfaisance, de pitié ou de reconnaissance ne dominent pas chez l'homme, qui ne consent généralement à se dépouiller d'un droit que par l'espoir d'en obtenir l'équivalent. C'est ainsi que dans l'article 1289 du Code civil espagnol, nous lisons : « Lorsqu'il aura été absolument « impossible de résoudre les doutes avec les circonstances « accessoires d'un contrat à titre gratuit, on les résoudra « dans le sens de la moindre transmission ». De même l'article 260 du titre V du Code Prussien dit que : « Si « l'intention d'exécuter une libération n'est pas claire, il « sera supposé qu'aucun n'a voulu donner ni faire plus « qu'il n'a reçu de l'autre (4). »

Bien entendu, ce que nous avons dit de la donation doit être étendu, pour cause d'identité de motifs, à tous les actes de libéralité ou de bienfaisance quels qu'ils soient, et notamment au dépôt et au prêt sans intérêt, en tant

(1) Par exemple des actes d'exécution ou le paiement volontaire des frais (13 nov. 1871, D. 71, 1, 175).

(2) Par exemple le simple silence de la partie qui laisse écouler les délais pour attaquer les jugements.

(3) V. *Pandectes françaises, Rép.* V<sup>o</sup> Acquiescement, n<sup>o</sup> 96. V. aussi Grenoble, 18 février 1854, D. 55, 2, 31. — Colmar, 18 juillet 1856, D. 57, 2, 54.

(4) Comp. art. 269, au même titre du même Code prussien.

du moins qu'ils établiraient des obligations à la charge du dépositaire ou du prêteur.

c) *Régimes matrimoniaux*. — Les contrats de mariage sont l'objet d'une application constante de notre règle « *Exceptio est strictissimæ interpretationis* ». Et tout d'abord, le Code ayant formellement établi la communauté comme régime de droit commun dans l'article 1393, les époux sont censés l'avoir choisi, et l'avoir choisi intégralement, lorsqu'ils n'ont pas manifesté une intention contraire. Par suite, toutes les fois que le contrat laissera quelque incertitude sur le régime adopté, il faudra l'interpréter dans le sens de la communauté légale, les clauses qui y dérogent devant être interprétées restrictivement comme exception au droit commun. Ainsi, notamment, la stipulation d'une communauté universelle, constituant une double dérogation au droit commun, d'abord au droit des sociétés (art. 1837), puis au droit de la communauté légale, (art. 1401), la clause qui l'exprime est de trictie interprétation (1). Même observation pour toutes les clauses prévues par les articles 1498 à 1540, et notamment pour celle qui établit le préciput, dérogation à l'égalité du partage.

C'est ainsi enfin et surtout, que la même interprétation stricte sera applicable en matière d'adoption du régime dotal, qui offre une grave exception, non seulement au régime de droit commun, mais aussi au principe de la libre circulation des biens. Aussi le doute portant sur la qualité des biens que la femme se serait constitués en dot, doit être tranché en faveur de la paraphernalité, contre la dotalité (2). Et la loi elle-même donne un exemple de cette

(1) M. Guillouard, *Du Contrat de mariage*, III, n° 1644.

(2) Pau, 17 déc. 1888, D. 89, 2, 290. Comp. M. Guillouard, *Op. cit.* IV, n° 1728.

interprétation restrictive, dans l'article 1542, al. 2 qui dispose que « la constitution en termes généraux de tous les biens « de la femme ne comprend pas les biens à venir. »

La même règle d'interprétation stricte s'appliquerait d'ailleurs, entraînant quelquefois des résultats contraires, lorsqu'il s'agit d'une clause qui viendrait déroger à un régime reconnu dominant ; car on doit croire qu'en adoptant tel régime, même exceptionnel, les parties ont voulu en admettre toutes les conséquences (1). Ainsi en présence d'une dotalité bien certaine, la clause qui renfermerait la faculté d'aliéner des immeubles dotaux, devrait, dans le doute, être interprétée restrictivement, c'est-à-dire dans le sens de l'inaliénabilité qui est devenue la règle, par suite de l'adoption du régime dotal (2). C'est par application de cette idée, que la jurisprudence a décidé que la faculté d'aliéner les immeubles dotaux n'entraînerait pas le droit de les hypothéquer (3). Cette solution est d'ailleurs approuvée par la majorité des auteurs (4).

*d) Mandat.* Le principe de la stricte interprétation, en ce qui concerne cette matière, est posé dans l'article 1989 qui en indique en même temps une application. « Le mandataire ne peut rien faire au-delà de ce qui est porté « dans son mandat : le pouvoir de transiger ne renferme « pas celui de compromettre » (5). La jurisprudence d'ailleurs nous en fournit d'autres exemples très nombreux :

(1) Cass., 19 nov. 1888, D. 90, 4, 55.

(2) Lyon, 8 avril 1881. Rec. arrêts Lyon, 1881, p. 304. — Douai, 13 août 1879, *Jurisprudence*, Douai, 1879, p. 236.

(3) Cass., 1<sup>er</sup> déc. 1868, S. 69, 4, 59. — Lyon, 30 déc. 1888. *La Loi* du 1<sup>er</sup> février 1889.

(4) Guillouard, IV, n° 1943. Laurent, XXIII, n° 517.

(5) Comp. art. 1988, al. 1.

C'est ainsi notamment, qu'il a été jugé, que le mandat de recevoir le remboursement d'une créance ne confère pas au mandataire le pouvoir de faire remise au débiteur d'une partie de cette créance (1). C'est encore par application de ce principe, que du moins d'après l'opinion la plus accréditée, le mandat de vendre a pu être regardé comme n'emportant pas pouvoir pour le mandataire de recevoir paiement (2).

Et toutefois, il ne faudrait pas s'exagérer la portée du principe de stricte interprétation, et refuser par exemple au mandataire le pouvoir d'user des moyens nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Et, si l'on ne doit pas étendre facilement le sens des mots, on doit toujours leur conserver l'étendue qu'ils comportent normalement (interprétation grammaticale), ou même leur reconnaître celle que l'intention des parties leur a manifestement attribuée malgré les termes employés (interprétation logique).

Le principe, d'après lequel le mandat est de stricte interprétation, peut s'expliquer de la façon suivante: en général le peu de confiance que les hommes ont les uns pour les autres, les entraîne à réaliser eux-mêmes leurs opérations, et ce ne sont que les nécessités pratiques, l'activité humaine dépassant ses moyens, et enfin les distances sépa-

(1) Cass., 24 juin 1867. D. 68, 1, 29. Comp. Cass., 23 nov. 1857. D. 58, 1, 173.

(2) Châteaubriant, 19 nov. 1868 D. 69, 3, 30. Comp. toujours dans le même ordre d'idée, la solution admise, après une célèbre controverse, par la plupart des auteurs et d'après laquelle le commis-voyageur chargé de procurer des affaires à un négociant n'a pas le pouvoir de contracter définitivement des marchés sans la ratification de celui-ci. Aix, 12 avril 1872. D. 73, 5, 315.



rant les individus, qui parviennent à dominer le sentiment de défiance et à donner naissance au mandat ; mais, malgré tout, ce mandat reste une véritable exception, qui, par suite, doit être interprétée strictement. Et d'ailleurs le mandat est gratuit, de sa nature du moins, et, à ce titre encore, il comporte l'interprétation stricte relativement aux obligations qu'il crée à la charge du mandataire.

e) *Cautionnement*. — Le cautionnement est soumis à la même règle d'interprétation que le mandat (1). « Ce principe de stricte interprétation, dit M. Laurent, est fondé sur la nature même du cautionnement : celui qui cautionne le débiteur rend un service gratuit au débiteur, et il rend aussi au créancier un service..... La caution seule n'a aucun intérêt à la transaction à laquelle elle accède ; elle s'expose à devoir payer, sans avoir un recours utile contre le débiteur principal. Quand cette mauvaise chance se réalise, le cautionnement est la plus désavantageuse des conventions. La caution se trouve avoir donné le montant de la dette qu'elle a cautionnée, bien qu'elle n'ait pas eu l'intention de faire don de cette somme au débiteur : elle est donatrice malgré elle. C'est une raison de plus, pour interpréter le cautionnement dans un sens restrictif (2) ».

L'article 2015 ne fait que consacrer ce principe : « Le cautionnement ne se présume point ; il doit être exprès et on ne peut pas l'étendre au-delà des limites dans lesquelles il a été contracté (3) ». C'est ce qu'un arrêt

(1) MM. Troplong, *Du Cautionnement*, nos 133-134. Aubry et Rau, IV, par. 426.

(2) M. Laurent, *Principes de droit civil*, XXVIII, n° 167.

(3) Il est facile de remarquer que la rédaction de cet article met

reconnaît en disant que « le cautionnement est un contrat  
« de droit étroit (1) ».

Mais, ainsi que le dit encore M. Laurent, « si le juge doit  
« interpréter restrictivement les obligations contractées  
« par la caution, en ce qui concerne l'étendue du caution-  
« nement, il conserve le droit, qui est en même temps un  
« devoir d'interpréter la convention ; il a donc le droit et  
« le devoir d'interpréter les termes par l'intention des  
« parties (2) ». Ce n'est donc, ainsi que nous l'avons déjà  
fait remarquer, qu'un conseil, qu'une direction, que la loi  
indique au juge dans la recherche de cette intention. C'est  
dans ce sens seulement, qu'on doit entendre l'arti-  
cle 2015, al. 1. Tout ce qu'il *défend*, c'est de créer un  
cautionnement, c'est-à-dire d'interpréter supplétivement.  
Mais lorsque le cautionnement est exprimé, il ne saurait  
être interdit au juge de rechercher, d'après la commune  
intention des parties, quelle est la valeur relative qu'elles  
ont voulu attribuer aux termes ; tout ce que l'article 2015,  
al. 2 fait à ce sujet, c'est conseiller au juge de ne pas  
étendre l'obligation de la caution.

*f). Servitudes personnelles et réelles.* — De jurispru-  
dence constante l'usufruit et les services fonciers sont  
de droit étroit, et par suite, les actes qui les établissent  
doivent être interprétés restrictivement. Et d'abord le ca-  
ractère général du droit de propriété, c'est d'être un droit  
utile pouvant s'exercer presque jusqu'à l'abus, et donnant  
à son titulaire des satisfactions immédiates et continuel-

bien en lumière le caractère de non-extension qui domine la stricte  
interprétation telle que nous l'avons définie en commençant.

(1) Douai, 12 déc. 1854. D. 55, 2, 138. — Cass., 3 juill. 1872. D.  
73, 1, 230.

(2) M. Laurent, *Principes de Droit civil*, XXVIII, n° 169.

les. Rien d'étonnant alors à ce que l'usufruit subisse le sort des exceptions, puisqu'il apporte une restriction au droit de propriété, en le rendant inutile dans les mains du propriétaire, restriction tellement grave qu'elle a fait dire à certains auteurs que l'usufruit, comme d'ailleurs toute servitude, était un véritable démembrement de la propriété.

Même solution et mêmes raisons de décider en ce qui concerne les services fonciers, où, dit un arrêt, « tout est de droit étroit » (1). C'est qu'ils constituent également l'exception en restreignant la liberté des immeubles, liberté qui forme le droit commun toutes les fois qu'il s'agit d'exercer un droit quelconque.

g) *Obligation du débiteur*. — Et cette dernière formule, relative aux servitudes, nous permet de considérer comme une véritable application de la règle : « *Exceptio est strictissimæ interpretationis*, » l'article 1162 que nous développerons plus loin (2) et qui décide qu'en présence d'un doute (impossible à résoudre autrement) on doit interpréter la convention contre le créancier et en faveur du débiteur. Cela revient à dire que l'obligation d'un débiteur sera toujours de stricte interprétation, parce que, par sa définition même, elle est un *lien* de droit et constitue à ce titre une véritable restriction au principe général de liberté qui constitue le droit commun.

*Remarque*. — On pourrait même ramener à cette idée le principe de stricte interprétation reconnu en matière d'actes de libéralité. Le donateur, le dépositaire, etc. .,

(1) Cass., 16 mai 1838. D. Répert. V. *Servitudes*, n° 1161, 1°.

(2) Voir section suivante consacrée aux règles d'interprétation. Nous remarquerons toutefois, que logiquement peut-être, sa place eut été plutôt ici.

sont débiteurs et dès lors les clauses qui créeraient à leur charge une obligation devraient être de droit étroit. Mais nous avons reconnu en leur faveur quelque chose de plus, c'est que ces personnes sont seules débitrices, et que pour elles, comme d'ailleurs pour toutes celles qui sont liées par un des actes cités dans cette section ( (a) à (g) ), le juge doit se montrer encore plus difficile à admettre ou à étendre leur engagement.

À côté des cas de stricte interprétation qui résultent de la règle « *Exceptio est strictissimæ interpretationis* » et de ses nombreuses applications que nous venons de parcourir, il faut citer une autre hypothèse qui, en dehors de toute idée « d'exception » entraîne l'interprétation restrictive telle que nous l'entendons ici. C'est lorsqu'il s'agit d'un acte ou d'une simple clause, que la loi voit avec défaveur pour une raison quelconque.

Et tout d'abord, on pourrait peut-être rattacher à cette idée, le caractère de stricte interprétation attribué aux donations. Le législateur a montré en effet, à maintes reprises, qu'il ne voyait qu'à regret un individu se dépouiller irrévocablement, lui et toute sa famille, d'un bien dont il ne reçoit pas l'équivalent. La société, elle-même, est intéressée à ce que les biens ne soient pas détournés de leur destination naturelle qui est de revenir, après la mort de chacun de nous, à ses plus proches parents. On peut attribuer à ces différentes causes de défaveur les nombreuses entraves que la loi a apportées aux donations, et notamment celles résultant des règles sur les formes particulières et sur la capacité que nécessitent ces actes. Dès lors quoi de plus naturel que de décider, en cas de doute sur la portée d'une donation, que les parties ont entendu

suivre le législateur dans ses idées de défaveur (1), et d'user par suite dans une large mesure de l'interprétation restrictive.

Et même, sans recourir à l'idée d'interprétation proprement dite, sans présumer aucune intention, on peut baser le caractère de stricte interprétation simplement sur cette idée : qu'on doit se montrer difficile à étendre la portée d'une clause ou d'un acte que la loi n'admet qu'à regret. C'est par application de ce principe qu'un arrêt a pu décider, que l'adoption du régime matrimonial organisé par les articles 1536 à 1539, ne devait jamais se présumer ; qu'en d'autres termes la clause de séparation de biens, était de stricte interprétation, plus encore que toute autre clause dérogeant à la communauté légale (2).

III. *Interprétation déclarative.* — L'interprétation sera purement déclarative, lorsque le juge se bornera à déterminer la signification particulière qui doit être attribuée à une expression, dans telle hypothèse spéciale, mais sans étendre ou restreindre le sens ordinaire que comporte cette expression. On peut définir d'un mot, l'interprétation purement déclarative : toute interprétation logique qui n'est ni extensive, ni restrictive.

C'est qu'en effet, les deux méthodes qui précèdent (extensive et restrictive), n'ont remédié qu'à l'insuffisance, ou à l'excessive portée de l'expression. Elles n'interviennent pas relativement aux autres causes de contestation. C'est ainsi, qu'au cas d'ambiguïté dans les termes, le juge usera

(1) C'est une application de la règle que nous énoncerons plus loin à savoir que les parties doivent être censées s'en être référées à la loi (art. 1134), aussi bien d'ailleurs à l'esprit qu'au texte de cette loi.

(2) Cass. 18 février 1868. D. 68, 1, 278.



de l'interprétation déclarative, en recherchant lequel des deux sens possibles, les parties ont entendu adopter. Nous supposons, bien entendu, que ces deux sens diffèrent dans la nature même, et non pas seulement quant à la quotité de la chose, qu'ils désignent. Même interprétation déclarative lorsqu'il s'agira, soit de corriger une contradiction dans les termes, soit de rectifier une erreur matérielle, soit enfin de remédier à l'impropriété d'un mot, lorsque la décision qu'on réclame du juge, ne doit avoir pour but ni d'étendre, ni de restreindre la portée de ce mot, mais de le remplacer par un autre tout différent.

Dans tous ces cas les tribunaux prennent l'expression telle qu'elle est, pour en *déclarer* le sens. On peut dire, il est vrai, que dans les interprétations extensive et restrictive, le juge aboutit également à déclarer le sens spécial que doit revêtir un mot dans tel acte. Mais nous distinguons ces deux méthodes de l'interprétation purement déclarative en ce que cette dernière se borne à éclaircir une expression simplement obscure sans y rien ajouter, et sans en rien retrancher.

Nous ne parlerons pas de la sphère d'application de cette méthode purement déclarative qui, étant la plus naturelle et, (en apparence du moins) la plus respectueuse de la lettre, peut être employée dans tous les cas en dépit même des règles de la solennité et du caractère de stricte interprétation que nous avons reconnu à certains actes

## SECTION II. — RÈGLES D'INTERPRÉTATION

Avant d'aborder l'exposé de ces règles d'interprétation nous aurons à parcourir quelques idées qui leurs sont générales soit à toutes soit du moins à tel ou tel groupe d'entre elles (règles légales...). C'est ainsi qu'après avoir déterminé ce qu'on doit entendre exactement par règle d'interprétation, nous verrons quelle en est la nature et la portée et quelle est l'opportunité des principes établis par la loi à ce sujet dans les articles 1156 à 1164. C. civ.

La section II se divisera donc en deux paragraphes.

Parag. I. Généralités relatives aux règles d'interprétation.

Parag. II. Exposé des principales règles d'interprétation.

## § I. — Généralités relatives aux règles d'interprétation.

I. *Définition.* — Les règles d'interprétation sont des principes d'ordre grammatical ou rationnel qui, entraînant de sérieuses présomptions, servent de point de départ aux raisonnements du juge interprète (1). Nous les distinguerons ainsi des méthodes d'interprétation que nous venons d'étudier et qui sont les formes techniques que revêtent ces raisonnements.

Nous trouverons par la suite deux sortes de règles d'interprétation. *a)* D'abord celles qui sont expressément indiquées par le Code civil, non pas d'une façon générale pour tous les actes juridiques, mais seulement en matière de conventions dans les articles 1156 à 1164. C'est ce que nous appellerons des règles légales d'interprétation

(1) Rapprochez la définition donnée par Toullier, VI, n° 305 : « Les règles d'interprétation ne sont que les moyens offerts par la raison pour découvrir le véritable sens des actes obscurs ou ambigus. »

qu'il ne faut d'ailleurs pas confondre avec les nombreuses dispositions de notre Code qui constituent des cas d'interprétation légale. Nous verrons plus loin (chap. V) la différence essentielle qui existe entre ces deux catégories de textes. *b)* La liste très restreinte des règles égales d'interprétation doit être complétée par un certain nombre de principes que la loi a négligé d'insérer dans son texte, et qui découlent naturellement de la science grammaticale ou de la raison aidée de l'équité.

II. *Caractère et nature des règles d'interprétation.* — Quelles soient d'ailleurs légales ou non, ces règles jouissent d'une nature spéciale qu'il convient de mettre dès maintenant en lumière. C'est qu'en effet on peut se demander si les règles que nous allons exposer constituent de rigoureuses prescriptions imposées au juge, ou si au contraire elles ne sont que de simples indications proposées à ce juge. Nous avons déjà laissé pressentir la réponse qui doit être donnée à cette question. Cependant le doute pouvait naître, du moins relativement aux règles posées par la loi dans les articles 1156 à 1164 qui sont bien rédigés sous une forme impérative.

Mais la doctrine et la jurisprudence ont toujours été unanimes à reconnaître que « les dispositions de ces articles sont plutôt des conseils donnés aux juges en « matière d'interprétation des contrats, que des règles « rigoureuses et impératives, dont les circonstances, même « les plus fortes, ne les autoriseraient pas à s'écarter (1). »

(1) Cass. 18 mars 1807. Sir. 1807, 1, 241. — Cass. 24 février 1868. D. 68, 1, 308. Cass. Req. 16 février 1892. D. 92, 1, 248. — Adde. Demolombe, XXV, n° 37. — Laurent, XVI, n° 500. — Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations* I, page 478, n° 555. V. toutefois un arrêt du 7 janvier 1833. D. 35, 1, 167, duquel il paraît

Et cela est d'évidence même, car la solution contraire aboutirait à contredire l'article 1156, qui prescrit de rechercher avant tout l'intention des parties, et les articles 1134 et 1135 qui, en disant que les obligations doivent être exécutées de bonne foi et d'après l'équité, donnent des pouvoirs sans réserves au juge chargé d'assurer cette exécution, et, de la régler par interprétation du contrat, en cas de contestation. Comme le fait fort bien remarquer M. Larombière (1) « en matière d'interprétation la nécessité contraint la loi de faire une large part à l'arbitraire du juge. C'est à lui à se pénétrer d'abord des véritables principes qui doivent le guider dans l'appréciation des faits et dans l'intelligence des actes ».

Les règles établies par la loi n'étant que de simples conseils, nous en concluons notamment que l'inobservation des dispositions établissant ces règles ne peut donner ouverture à cassation (2).

D'autre part, nous remarquerons, après de nombreux jurisconsultes, dont M. Larombière, que toutes les règles d'interprétation que nous développerons ci-après, sont « bien moins des articles de droit que des règles de raisonnement; moins des principes de législation que des axiomes de logique. L'on dirait Solon écrivant ses Tables avec la plume d'Aristote... » (3).

III. *Opportunité des règles d'interprétation.* — Aussi a-t-on pu élever quelque doute sur l'opportunité des règles établies par la loi. A quoi bon formuler des principes qui

résulter par *a contrario* que les juges ne peuvent se mettre en contradiction avec les règles légales d'interprétation.

(1) Larombière, *Traité des obligations*, sous l'art. 1164, n° 4.

(2) V. Cass. 16 février 1892. D. 92, 1, 248, (précité).

(3) Larombière, *Traité des obligations*, sous l'art. 1156, n° 2.

étant des « axiomes de logique » sont gravés chez tous les hommes, et qui, assurément, auraient pu être mis en œuvre par eux, même en l'absence de dispositions expresses de la loi (1) ?

Avant de refuter cette objection nous en tirerons un enseignement c'est que, comme nous l'avons déjà supposé, les règles d'interprétation ne sauraient être nullement limitées à celles reproduites dans les articles 1156 à 1164, et que le juge pourra dès lors appliquer toute règle quelle qu'elle soit et notamment celles que le Code n'a pas reproduites de Pothier et de Domat. Le législateur de 1804, en gardant le silence sur ces règles, n'a obéi à aucune idée d'exclusion. Il s'est borné à reproduire les principaux des axiomes contenus dans Pothier, et les travaux préparatoires nous montrent d'ailleurs que cette reproduction n'a eu lieu que par déférence pour le droit romain qui les avaient consacrés (2). Le Tribun Favart disait devant le corps législatif : « Eux seuls (les juges) peuvent, exempts « de passions, lire dans l'intention des parties ; mais ils « doivent suivre dans cette pénible recherche certaines « règles universelles. Le projet de la loi en présente *plu-* « *sieurs* qui ont reçu l'approbation de tous les siècles » (3) : Ainsi donc l'énumération faite dans les articles 1156 à 1164, n'a rien de limitatif, et le juge pourra recueillir dans nos

(1) Et cette objection contre l'utilité de formuler les règles d'interprétation, pourrait même se généraliser et rejaillir alors contre notre étude. On lui reprocherait en effet de n'exposer que des préceptes tellement rationnels, qu'ils se retrouvent gravés dans tout homme, et qu'il était par suite superflu de signaler.

(2) Bigot-Préameneu, *Exposé des motifs*, Locré, XII, p. 336, n° 50.

(3) Locré, XII, page 436, n° 47.



anciens auteurs, ou encore dans les législations étrangères, les principes qui y sont mentionnés.

Mais est-ce à dire pour cela que l'indication, même incomplète, qu'a faite le Code des principales règles, soit à critiquer et à considérer elle-même comme inutile. Certains auteurs l'enseignent (1) et quelques législations étrangères, se laissant convaincre par l'objection que nous venons d'exposer, adoptent la même solution. C'est ainsi que les rédacteurs du Code Fédéral des Obligations n'ont posé aucune règle d'interprétation proprement dite et se sont bornés à dire d'une façon générale que : « pour « apprécier la forme et les clauses d'un contrat, il faut « rechercher la commune intention des parties, sans s'ar- « rêter aux dénominations ou aux expressions inexactes « dont elles se sont servies, soit par erreur, soit pour dé- « guiser la nature véritable de la convention. » Cet article 16 du Code Fédéral est seulement la reproduction (quoique un peu développée) de notre article 1156 et, comme celui-ci, il se borne par suite à poser le problème de l'interprétation.

Le projet du Code civil de l'Empire d'Allemagne était lui aussi très laconique sur les règles d'interprétation proprement dites (2), et l'exposé des motifs expliquait cette sobriété en disant que des prescriptions semblables à celles de nos articles 1157 et suivants ne sont que des règles d'appréciation sans aucune valeur juridique positive ; elles donnent au juge une simple leçon de logique pratique. Mais, ajoute cet exposé, « il est fort à craindre qu'on

(1) Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, I, p. 480, n° 535.

(2) Une seule disposition : le parag. 73 (parag. 90 en seconde lecture).

« ne les prenne pour de véritables textes législatifs et  
« qu'on ne se croie autorisé à ne s'écarter du sens littéral  
« que dans la mesure étroite où le législateur l'a expres-  
« sément permis dans lesdites prescriptions. » Si le Code  
civil qui vient d'être voté semble contraire à cette idée  
par suite des nombreuses dispositions relatives à l'inter-  
prétation qu'il contient, et qu'il appelle même « règles  
d'interprétation », ce n'est là qu'une apparence, car ces  
textes ne sont, ainsi que nous le verrons plus loin, que  
des cas d'interprétation légale. Le nouveau Code civil  
allemand, ne contient pas de règles légales d'interpréta-  
tion : tout au plus pourrions-nous relever dans l'arti-  
cle 2084 le pendant de notre article 1157.

Evidemment, en principe, et au point de vue purement  
théorique, la disposition de notre article 1156 (et de l'art.  
16 du Code fédéral), suffirait, puisque l'homme trouve en  
lui-même ces axiomes qui font l'objet de nos articles 1157  
et suivants. Mais, selon nous, notre législateur ne mérite  
pas le reproche qui lui est adressé ; et, s'il aurait pu gar-  
der le même silence que le Code fédéral, on doit se félici-  
ter qu'il ne l'ait pas fait. Voici ce que dit M. Huc à ce  
sujet (1) : « Les auteurs du Code civil, en reproduisant pres-  
« que textuellement ces règles, semblent avoir fait œuvre  
« de doctrine plutôt que de législateurs. Il faut cependant  
« reconnaître que ces règles ont rendu quelques services  
« et ont contribué, dans la jurisprudence, à éviter sur cer-  
« tains points des divergences qui sans elles auraient pu  
« se produire ».

C'est qu'en effet tout en constatant la liberté d'interpré-

(1) M. Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*,  
T. VII, n° 175.

tation qui doit être laissée au juge, on doit reconnaître qu'il est bon d'indiquer à celui-ci dans quel sens il doit porter ses recherches, et de quelle manière il est utile qu'elles soient exercées, en vue de découvrir plus sûrement la vérité. C'est là une sorte d'éducation juridique, ou mieux peut-être rationnelle, qui est donnée au juge, et il n'est pas mauvais que cette éducation émane du législateur, car elle n'en aura que plus de poids et sera ainsi revêtue du caractère d'unité auquel doit tenir toute bonne justice (1).

Si les articles 1157 à 1164 n'étaient pas indispensables, nous devons donc convenir qu'ils étaient au moins très utiles ; et cela seul doit justifier leur insertion dans notre Code. Il est à remarquer d'ailleurs que toutes les législations ont suivi en cela le Code civil français, car nous aurons à mentionner, à propos de chacune de nos règles légales, les dispositions étrangères qui leur correspondent, et nous verrons même que certaines de ces législations ont été plus loin que la nôtre dans cette voie.

IV. *Généralité d'application.* — Il convient de rappeler que les règles d'interprétation que nous allons exposer sont générales, bien que toutes celles qui ont été établies par la loi n'aient été écrites que pour les contrats. Nous verrons en effet que, sauf quelques réserves à faire, les motifs de les appliquer sont les mêmes, qu'il s'agisse d'actes de volonté unilatérale, ou de conventions. Ces principes de raison et d'équité auraient dû être formulés d'une façon générale en tête d'une partie consacrée spé-

(1) V. aussi dans ce sens un discours de rentrée prononcé par M. Caron à l'audience solennelle du 16 octobre 1890, à la Cour d'appel de Riom.

cialement à l'acte juridique étudié en lui-même et abstraction faite des différentes formes qu'il peut revêtir.

Une seule différence peut être relevée *a priori* selon qu'il s'agit d'un concours de volonté ou d'une manifestation unilatérale, c'est que dans le premier cas c'est l'intention commune des parties qu'il s'agit de découvrir, alors même qu'une seule d'entre elles profiterait de la convention (par exemple pour le cautionnement) : tandis que dans le second, une seule volonté doit être recherchée : celle du testateur, du renonçant ou de l'acceptant. Et M. Larombière explique cette différence de la façon suivante : « Si dans un contrat toutes les expressions appar-  
« tiennent et sont acquises aux parties, dans un testament  
« elles sont la propriété du défunt, comme elles sont son  
« œuvre personnelle. L'héritier et le légataire n'ont de  
« droits acquis que suivant l'étendue de la signification  
« que le testateur a attachée lui-même aux mots dont il  
« s'est servi. Comme il n'y a pas de volontés diverses  
« mises en rapport ou en conflit, l'interprétation a des  
« allures plus libres, plus indépendantes. Elle n'a pas à  
« se débattre dans l'espace étroit où des intentions rivales  
« et qui ne s'appartiennent plus la resserrent et l'enchaî-  
« nent, lorsque c'est une convention que l'on doit expli-  
« quer ». (1) C'est ainsi d'ailleurs que l'on doit, selon nous, expliquer le texte romain : « *In testamentis plenius voluntates interpretantur* » (2).

Il convient de remarquer également, au point de vue du caractère de généralité des règles d'interprétation, qu'elles sont applicables, quelle que soit la juridiction civile, com-

(1) Larombière, *Traité des obligations*, art. 4136, n° 12.

(2) L. 12, D. *De Reg. juris*, 50-17.

merciale ou administrative, à laquelle appartienne le juge chargé d'interpréter un acte.

*Remarque I.* — L'exposé qui va suivre ne comprendra que l'étude des principes qui constituent véritablement des règles d'interprétation. C'est qu'en effet, si le Code ne formule pas toutes les règles de l'interprétation, et si, par suite, on est amené à la compléter dans une certaine mesure, ce même code fait figurer à tort dans la Section V du Chapitre III, des dispositions qui ne constituent nullement des règles d'interprétation, et sur lesquelles, dès lors, notre étude ne portera pas. C'est ainsi que nous laisserons de côté les articles 1156 et 1163 qui ne font que poser le problème de l'interprétation sans indiquer en aucune façon le moyen de le résoudre. L'article 1162, nous le verrons, ne constitue pas lui-même une véritable règle d'interprétation, et si nous devons l'étudier à cause de son importance pratique, nous ne le ferons du moins que tout à fait à la fin de la section et comme complément aux règles d'interprétation.

*Remarque II.* — D'ailleurs il faut remarquer aussi que le législateur n'a suivi aucun ordre logique dans l'énumération des règles d'interprétation et qu'on ne peut pas par conséquent juger de l'importance de chacune d'elles, d'après le rang qu'elle occupe dans cette énumération.

Cette remarque nous permettra également de ne tenir aucun compte dans notre exposition de l'ordre adopté par le Code, et de classer, autant que possible, les dispositions des articles 1157 et suivants.

## § II. — Exposé des principales règles d'interprétation.

Les règles d'interprétation, avons nous dit, sont en dé-



finitive les principes qui servent de points de départ au raisonnement du juge et qui conduisent à l'emploi et à tel emploi déterminé des méthodes d'interprétation. Aussi est-il bon que ces règles soient exposées suivant un plan qui soit en correspondance aussi exacte que possible avec le plan suivi dans la section I, concernant les méthodes d'interprétation.

C'est dire que nous aurons à étudier successivement :

I<sup>o</sup> Les règles relatives à l'interprétation grammaticale.

II<sup>o</sup> Les règles relatives à l'interprétation logique.

I<sup>o</sup> Règles relatives à l'interprétation grammaticale. —

L'interprétation grammaticale a pour objet l'appréciation de la valeur matérielle des mots et des locutions. Ce sont donc surtout des règles de grammaire et de terminologie que nous avons à étudier pour le moment. Nous devons nous demander quelle est, d'une façon abstraite, le sens absolu et intrinsèque qui doit être attribué aux expressions.

En pure logique l'interprétation grammaticale ne devrait pas exister, car les mots n'ayant en soi qu'un sens, le sens lexicologique ou académique, le dictionnaire qui définit ces mots devrait entraîner la précision et l'unité dans la langue. Mais de même que nos Codes, en dépit de l'idée dominante qui les a inspirés, n'ont pas fait disparaître complètement la diversité de législation résultant des coutumes, de même aussi les travaux académiques n'ont pu aboutir d'une façon absolue à cette unité cherchée. Dans l'état actuel de notre terminologie nous trouvons souvent des mots qui peuvent être raisonnablement entendus de plusieurs façons différentes, suivant le point de vue auquel on se place, et auquel on doit se placer, en tenant compte exclusivement de l'intention des parties.

1° Et d'abord nous nous trouvons en présence d'une première complexité résultant de la différence qui existe entre la langue ordinaire et la langue juridique, différence qui amènera quelquefois l'exclusion même du sens vraiment grammatical des mots (1).

La science du droit, en effet a détourné de leur signification habituelle et technique un grand nombre de termes, soit qu'ils aient reçu de la loi elle-même une définition déterminée, expresse ou tacite, soit que la différence de terminologie résulte seulement du langage habituel employé dans les ouvrages de doctrine ou dans les décisions de la pratique.

Comme exemple de définitions légales qui s'écartent sensiblement des définitions académiques et de l'acception ordinaire, nous citerons notamment l'article 102 qui définit le domicile au point de vue du droit : « le lieu du principal établissement », tandis que le langage courant, conforme en cela d'ailleurs à la lexicologie, entend simplement par domicile la demeure quelle qu'elle soit d'une personne. Mentionnons encore les articles 533 à 536 qui donnent au sens spécial et juridique aux expressions « meubles, meubles meublants, biens meubles, mobilier, effets mobiliers (2) ».

(1) Ceci montre bien qu'il ne faut pas se méprendre sur le sens exact du mot « grammaticale » que nous adjoignons aux termes « méthode d'interprétation ». Comme nous l'avons déjà dit plus haut (sect. I, parag. 1<sup>er</sup>) : interprétation grammaticale ne signifie pas toujours interprétation absolument conforme au sens grammatical des expressions, mais seulement méthode portant exclusivement sur le sens des mots pris en eux-mêmes et indépendamment de toute idée d'intention.

(2) Nous renvoyons au chapitre V, de l'*Interprétation légale*, quant aux développements relatifs à ces définitions légales.

D'autres fois, sans que la loi définisse expressément certaines expressions, ou leur trouve, dans le langage juridique, et même implicitement dans celui du législateur, un sens tout différent de celui qu'elles possèdent dans la terminologie courante. Nous en trouvons un exemple frappant dans la matière du louage, où les articles 1736 et 1737, supposent aux locutions « bail non écrit » et « bail par écrit » la signification spéciale et anormale de : bail à durée illimitée, bail à durée limitée. — De même le mot fruit, tel qu'il est entendu par le jurisconsulte, perd son sens habituel, et désigne, non plus seulement le produit naturel du sol, mais en même temps tout produit périodique quel qu'il soit et entre autres les loyers des maisons et l'intérêt des sommes d'argent. — Enfin on décide, d'une façon générale, que, dans le langage de la loi, comme dans les dispositions de l'homme, les expressions *postérité* ou *descendants* n'embrassent pas les enfants naturels (1).

Cette divergence, entre le langage ordinaire et la langue juridique, entraînera de sérieuses complications dans l'interprétation, et il sera souvent très difficile au juge de décider laquelle des deux terminologies, les parties ont entendu adopter. Bien certainement, la logique pure voudrait que celui qui traite une affaire de droit emploie le langage du droit. Dès lors et aussi par application du principe que « nul n'est censé ignorer la loi » la première

(1) Bordeaux 4 décembre 1851. D. 54, 2, 177. Compar. également l'exemple de l'expression « mort » qui avait dans l'ancien droit et même pendant longtemps (jusqu'en 1854), dans notre Code civil, un sens juridique différent du sens usuel. Au point de vue du droit, ce mot comprenait en effet dans la plupart des cas non seulement la mort naturelle, mais aussi la mort civile dont les effets prévus par l'art. 25 étaient considérables.

présomption que l'on devrait admettre, c'est qu'en présence d'un tel doute, il faudrait supposer que les parties ont employé les expressions dans leur sens juridique.

Mais, il s'en faut que cette présomption réponde exactement à la réalité, et comme, dans ces questions, l'intention doit prévaloir quelle qu'en soit l'expression, le juge sera amené à détruire cette première présomption par d'autres plus puissantes en fait. C'est ainsi qu'il *devra tenir compte des connaissances et des aptitudes juridiques des contractants ou du testateur, en un mot du rédacteur de l'acte* ce qui l'amènera notamment à faire une distinction souvent intéressante entre les actes notariés, rédigés par des spécialistes dans l'art du droit, et les actes sous signature privée, abandonnés à l'inexpérience juridique de la plupart des hommes. Il est évident que, vis-à-vis de ces derniers, le juge se montrera plus porté à s'écarter du sens juridique, pour rentrer dans le langage courant.

2°. Cette première difficulté n'est pas la seule, et parmi les nombreuses causes qui peuvent rendre douteux le sens absolu des termes et introduire la complexité dans leurs significations, il faut placer en première ligne *l'usage*, « ce législateur et arbitre souverain de la langue » comme l'appelle M. Larombière (1).

a) Et d'abord cet usage, faisant parfois complètement échec à la science, sera *général* et montrera ainsi que cette dernière a fait fausse route, en voulant faire violence à des sentiments ou à des habitudes profondément enracinés dans une civilisation. Une première règle d'interprétation doit être posée relativement à cet usage de la langue, c'est *qu'il doit prévaloir* (en général) *sur la pro-*

(1) Larombière, *Traité des obligations*, art. 1156, n° 7.

*priété des termes tels qu'ils sont définis par la science.* En effet, il est très probable que l'on a parlé suivant l'usage, car si les paroles ne sont destinées qu'à exprimer les pensées, la vraie signification d'une expression, ce doit être l'idée que l'on a coutume d'attacher à cette expression. Ainsi donc, le juge, presumant que les parties ont voulu parler comme tout le monde, *attribuera aux mots leur sens usuel plutôt que leur sens scientifique* ; et nous formulons cette règle d'une façon générale, car les auteurs sont unanimes pour reconnaître qu'elle est applicable aussi bien aux conventions qu'aux testaments.

*Remarque.* — Mais pour qu'un usage ait cette influence sur l'interprétation, il faut qu'il remplisse certaines conditions que nous résumerons dans les quatre idées suivantes. Il doit : 1) être uniforme, c'est-à-dire que le sens détourné doit être le même partout ; 2) être répété, c'est-à-dire se composer d'emplois multipliés de l'expression dans le même sens ; 3) être observé par la généralité des citoyens ; 4) enfin être réitéré pendant un assez long espace de temps.

b). D'autres fois l'usage sera plus restreint et se localisera dans une région, dans une province ou même dans une ville. La persistance de cette langue vicieuse et anti-scientifique sera souvent le résultat de l'ignorance et de l'habitude. Prenons l'exemple cité par M. Coin-Delisle : le mot « *masure* » tel qu'il est définie par l'Académie signifie : « ce qui reste d'un bâtiment tombé en ruine » (*Dictionnaire de Littré*). A Paris, et généralement en France, dans le langage courant, on entend par là un vieux bâtiment menaçant ruine. Eh bien, dans le département de l'Eure, et en général dans la Normandie, ce mot est détourné de son acception générale, et s'entend « d'une



habitation « à la campagne, entourée d'une cour plantée d'arbres fruitiers ».

Les usages locaux de la langue qui, prenant de l'importance, deviennent alors de véritables patois sont malheureusement encore très nombreux, et méritent par suite une attention particulière au point de vue de l'interprétation. Faut-il leur étendre la règle que nous venons de poser pour l'usage général ? Nous croyons que la réponse à cette question comporte une distinction.

Et d'abord nous constaterons que, de l'avis de tous les auteurs, en matière de testaments et en général pour tous les actes *de volonté unilatérale, on doit tenir compte du langage usuel employé dans le pays du testateur ou de l'acceptant*. « Si dans la province où il a été « élevé, où il a vécu, l'expression que le testateur a employée est pervertie de son sens propre, alors, à moins « que la loi n'en ait donné elle-même la définition, on peut « légitimement penser qu'il s'en est servi dans le sens populaire quoique vicieux. Il y a eu même nécessité pour « lui de s'en servir car l'erreur commune la lui a imposé « comme la plus juste pour lui-même et la plus intelligible pour les autres » (1).

Mais cette règle doit-elle être étendue à tous les actes juridiques ? D'après Larombière elle ne serait pas applicable aux conventions pour lesquelles on doit s'arrêter à la signification propre et technique des termes, si rien dans l'acte n'indique l'acception dans laquelle les deux contractants les ont entendus ; et cela résulterait en effet, de la différence que nous avons déjà indiquée plus haut, et qui

(1) Larombière, *Traité des obligations*, II, art. 1156, n° 9. V. aussi *Pand. Franc. Répert. V° Obligations*, II, n° 8102.

fait que dans un concours de volontés, chacune d'elles est enchaînée par l'autre. Il ne suffit pas que l'un des contractants prétende avoir employé une expression avec tel sens vicieux usité dans une localité, il faut en outre que l'autre partie ait accepté ce sens spécial. Cela est parfaitement vrai, mais ne pourrait-on pas à ce sujet tirer précisément une présomption de ce fait que les deux parties appartiennent à la même région ? Nous le croyons, et selon nous il conviendrait de n'admettre la distinction de Larombière que sous une réserve, et de tenir compte, même en matière de conventions, aussi bien des usages locaux que des usages généraux, *lorsqu'ils sont communs aux deux parties qui ont consenti*. Rappelons-nous en effet, qu'il s'agit avant tout de scruter des intentions et d'établir des présomptions qui permettent de les faire reconnaître. Or ces présomptions se présentent avec la même force dans le second cas que dans le premier.

c) Enfin la langue peut sortir de son sens ordinaire et technique par suite d'un usage beaucoup plus restreint encore. Nous voulons parler des habitudes de langage particulières à certaines personnes. C'est qu'en effet, il peut arriver souvent qu'un individu, ignorant la juste portée d'un terme, l'emploie ordinairement dans un sens que ni la grammaire ni l'usage n'autorisent. Pourra-t-on tenir compte de ces habitudes de langage ? Il convient de distinguer suivant qu'il s'agit d'actes de volonté unilatérale ou de conventions.

1) Pour les premiers, l'affirmative s'impose. En effet, puisqu'on a uniquement à chercher qu'elle a pu être la volonté que manifeste une expression, on peut présumer que l'individu en question n'a pas dérogé à ses habitudes, et qu'en utilisant telle expression, il lui a laissé le sens

qu'il lui attribuait généralement. Aussi, et tout le monde est d'accord sur ce point, c'est une règle à poser *en matière de testaments, que l'on doit tenir compte, dans leur interprétation, des habitudes de langage du testateur.*

Mais la plupart des auteurs apportent à cette règle une réserve qui ramène à la distinction, déjà critiquée, entre les termes clairs et ceux qui ne le sont pas. Cette réserve rappelle la célèbre controverse qui s'était élevée entre les jurisconsultes romains, précisément au sujet de la question qui nous occupe, controverse que révèle la loi 7, D. 23, 10.

Servius pensait qu'il ne fallait s'arrêter au sens dans lequel le testateur avait coutume d'entendre certains mots, que lorsque ces mots étaient équivoques et ambigus. Car, disait-il, l'acception des mots ne dépend pas des opinions individuelles mais de l'usage commun. Et Celsus qui rapporte cette opinion l'adopte et l'argumente de la façon suivante: « un homme ne peut être censé avoir dit une chose s'il ne l'a pas désignée par son véritable nom; et, bien que la pensée précède et domine la parole, cependant on ne saurait prétendre qu'un homme ait dit quelque chose s'il n'a point parlé (1) », qu'il ait eu une pensée s'il ne l'a pas rendue par sa véritable expression. C'était là attribuer à la parole, copie de la pensée, une portée exagérée, et c'était se mettre en contradiction avec l'idée même d'interprétation, car si la pensée était toujours rendue par sa véritable expression, il n'y aurait jamais de difficultés pour la reconnaître. Malgré la faiblesse de ses arguments, la théorie de Servius et de Celsus

(1) « Itam, et si prior atque potentior est, quam vox, meus dicentes, tamen nemo sine voce dixisse existimatur. »

paraît avoir été reprise par la majorité des auteurs, particulièrement par Larombière qui l'adopte d'ailleurs surtout au point de vue pratique : « Si l'on pouvait, dit-il, sous le « prétexte d'un usage vicieux de la part du testateur en ap-  
« peler d'une expression claire et non équivoque à une in-  
« tentation quine se produit nulle part et qu'il faut présumer  
« outre et contre la teneur de l'acte, ce serait se livrer à une  
« interprétation, dont les écarts peuvent bien être justifiés  
« d'une manière plausible dans leurs motifs, mais jamais  
« dans leurs périlleuses conséquences » (1).

Nous ne reviendrons pas sur la distinction entre les expressions claires et celles qui ne le sont pas, distinction qui selon nous ne se conçoit pas (2) ; et comme il est un principe certain et absolu, d'après lequel ce qu'on doit avant tout rechercher dans l'interprétation d'un testament, c'est la volonté du testateur telle qu'elle a existé dans son esprit, nous nous rangerons à l'opinion contraire, que professait le jurisconsulte romain Tubéron, et d'après laquelle on doit s'en tenir, de préférence, et sans distinction, au sens que le testateur avait coutume d'attacher à une expression, parce que les mots ne servent qu'à manifester les pensées et n'ont de valeur que comme expression de la pensée « *nam quorsum (inquit) nisi ut demonstrarent voluntatem dicentis* » (3).

(1) Larombière, *Traité des obligations*, art. 1156, n° 14. — V. dans le même sens, Toullier, VI, n° 312.

(2) V. *suprà*, chap. 1<sup>er</sup>.

(3) Même fragment précité. — Voir dans le sens de cette solution, Aubry et Rau, VII, parag. 712. — Nous rappellerons du reste que ce que nous essayons de poser ici, ce ne sont que des conseils, des indications, et que, par suite, la question reste toute de fait. Le juge est libre, d'après les circonstances, ou de s'en tenir au sens propre des mots ou de céder à la présomption, assez forte, d'ailleurs, que le tes-

D'ailleurs Larombière lui-même, après avoir posé son principe rigoureux, y apporte des tempéraments et semble en réduire l'application au seul cas où la preuve de l'habitude du testateur ne résulterait pas du testament lui-même. C'est reproduire l'opinion qu'émettait Domat (1) : et dire que lorsque l'habitude de langage est suffisamment établie par l'acte, on doit en tenir compte avant tout. On est amené dès lors à conclure que tout ce qui est interdit, c'est d'user de preuves extrinsèques pour prouver cette habitude (2). C'est là un point que nous étudierons plus loin (3), et nous admettrons précisément, avec presque tous les auteurs, que les preuves extrinsèques sont toujours autorisées, même en matière de testaments, pour dégager le sens des termes et préciser leur portée.

*Remarque.* — Ce ne sont pas seulement les habitudes de langage du testateur qui fourniront des présomptions utiles à l'interprétation, quant au sens à attribuer aux mots, mais ce seront même quelquefois ses habitudes de faire. C'est ainsi que les termes d'un testament devront être interprétés dans le sens que leur donne l'usage fait par le testateur des objets contenus dans sa disposition. Pomponius cite comme exemple un legs de vêtements qui pouvaient convenir aux deux sexes. Si le testateur a légué ses « vêtements d'homme » (*virilia vestimenta*), tous ceux dont il se servait seront compris dans la disposition (4).

tateur doit avoir employé les mots dans le sens qu'il avait l'habitude de leur attribuer.

(1) Domat, *Lois civiles*. De l'interprétation des testaments, sect. VI, parag. XV.

(2) V. Dalloz, *Répert.* V<sup>o</sup> Disposit. entre vifs... n<sup>o</sup> 3496.

(3) Section III.

(4) L. 23, D. 34, 2.



2) La règle relative aux habitudes personnelles de langage, que nous venons d'admettre en matière de testaments, doit-elle être appliquée à l'interprétation des conventions ? Nous répondrons par la négative et d'une façon absolue. C'est qu'en effet ces habitudes personnelles de langage, si elles permettent de présumer l'intention de celui à qui elles appartiennent, ne font nullement ressortir, à elles seules, l'intention de l'autre contractant. Or nous savons qu'on doit rechercher l'intention *commune* des parties, sans sacrifier l'une à l'autre, et que, dans le doute, l'erreur nuit à celui-là seul qui s'est trompé « s'il a « mal expliqué sa pensée, dit M. Larombière, tant pis pour « lui. L'expression du contrat ne lui appartient plus ; elle « est acquise à l'autre contractant avec le sens et la portée « qu'elle donne à la convention » (1), C'est qu'en effet, ainsi que le dit fort bien Toullier (2) « la parole ayant été « donnée à l'homme pour être le signe de ses pensées et « pour les communiquer aux autres, il est rigoureusement « obligé en traitant avec eux d'employer les mots dans le « sens que leur donne l'usage reçu, c'est-à-dire dans le « sens où ils les entendent eux-mêmes ; autrement il les « tromperait ».

3° L'usage, quel qu'il soit d'ailleurs, (général, local ou particulier) n'est pas le seul facteur pouvant modifier le sens grammatical et scientifique des mots. On remarque en effet que *le temps*, lui aussi, joue quelquefois un rôle assez considérable, et que la valeur d'un mot peut se trouver changée d'un moment à un autre, On sera dès lors en face de deux significations ; l'ancienne et la nouvelle.

(1) Larombière, *Traité des obligations*, art. 1156, n° 9.

(2) Toullier, VI, n° 309.

Laquelle doit-on préférer ? La raison même répond que *les termes doivent être entendus avec le sens qu'ils avaient au moment où ils ont été employés, c'est-à-dire au moment même du contrat ou de la confection du testament.* « C'est en effet, dit Demolombe, une règle générale « d'interprétation, que le moment du contrat est celui où se « trouvent fixés de part et d'autre, les droits et les obligations des parties d'après les termes employés par elles « et l'opinion, vraie ou fausse, qu'elles se formaient ensemble de leur situation commune (1)... Aussi, ajoute cet « auteur, si le sens des mots venait à se modifier, il ne « faudrait pas dans l'interprétation des volontés tenir « compte de ces modifications, fussent-elles meilleures et « plus correctes (2) ».

4° Sur la valeur absolue des mots nous ferons également une remarque qui constitue une véritable règle d'interprétation grammaticale. On décide habituellement *« qu'une « phraséologie conçue au masculin se rapporte au sexe « féminin, tandis qu'une locution au féminin ne comprend pas le masculin »*. Cette règle était consacrée en droit romain par un texte formel, la loi 195 pr. (D. 50, 16). *« Pronunciatio sermonis in sexii masculino ad utrumque sexum plerumque porrigitur »*. Et un autre fragment du Digeste en fournissait un exemple. Une institution d'héritier était grevée d'une clause de substitution au profit des frères de l'héritier institué. On demandait si les sœurs seraient fondées à réclamer une part des biens substitués. On a décidé qu'elles y étaient fondées (à moins, bien entendu, que les circonstances ne révèlent une volonté

(1) Comp. Cass., 25 août 1856, D. 56, 1, 342.

(2) Demolombe, XXV, n° 6.

contraire du testateur) (1). Merlin dans ses « Questions de Droit » déclare que cette règle du droit romain est suivie en droit français (2) et tous les jours en effet nous en trouvons des applications (3).

5° Enfin nous devons mentionner un principe de syntaxe posé par Pothier dans sa douzième règle d'interprétation qui d'ailleurs n'a pas été reproduite par le Code, et qui est ainsi conçue : « *Ce qui est à la fin d'une phrase, se rapporte ordinairement à toute la phrase, et non pas seulement à ce qui précède immédiatement, pourvu néanmoins que cette fin de phrase, concienne en genre et en nombre à toute la phrase* (4). » Si par exemple, dans le contrat de vente d'une métairie, il est dit qu'elle est vendue avec tout ce qui se trouve de blé, menus grains, fruits, et vins *qui y ont été récoltés cette année*. Ces termes. « qui y ont été récoltés cette année », se rapporte à toute la phrase, et non pas seulement aux vins ; et en conséquence, les blés, tout comme les vins de l'année précédente, échapperaient à la vente. Mais la solution serait évidemment différente, s'il était dit : « et le vin qui a été recueilli cette année » ; car d'autres principes de grammaire, s'opposent à ce qu'un membre de phrase au singulier, se rapporte à un sujet au pluriel, ou à plusieurs sujets même au singulier.

*Remarque.* — Nous terminerons l'étude des règles d'interprétation grammaticale, en reproduisant un principe indiqué par Domat. « *Les expressions qui ne peuvent*

(1) L. 93. § 3, D. 32, 4.

(2) Merlin, *Questions de Droit*, V<sup>o</sup> Sœur, par. 1<sup>er</sup>. — Comp. Pothier, Introduction au titre XVI de la *Coutume d'Orléans*, n<sup>o</sup> 170.

(3) V. notamment Aix, 6 mars 1854, D. 56, 2, 40. — Bordeaux, 14 juin 1859, D. 59, 2, 201.

(4) Pothier, *Traité des obligations*, n<sup>o</sup> 102.

*avoir aucun sens, sont rejetées, comme si elles n'avaient pas été écrites* (1). » Et ce même auteur ajoute d'ailleurs, qu'elles n'empêchent pas toutes les autres d'avoir leur effet.

Nous nous bornerons à faire deux observations sur ce principe. Et d'abord il ne saurait être relatif qu'aux locutions, car on ne conçoit pas un mot n'ayant aucun sens. D'autre part, il ne constitue pas, à proprement parler, une véritable règle d'interprétation. C'est l'aveu d'impuissance du juge interprète.

II<sup>o</sup> Règles relatives à l'interprétation logique. — L'interprétation logique, nous l'avons dit plus haut, consiste dans l'attribution à une expression d'un sens particulier anormal qu'elle ne comporte pas habituellement, et cela au moyen de raisonnements, ou plutôt de présomptions fondées sur des idées générales qu'il est assez difficile de classer dans un ordre rationnel à cause des points de vue tout différents auxquels chacune d'elles se place. Et toutefois on ne peut concevoir un exposé sans plan, et comme le Code n'a suivi aucune méthode dans l'énumération des huit règles qu'il indique, il nous sera bien permis de disjointre ces règles pour essayer de les répartir en plusieurs groupes et de les compléter au besoin par d'autres règles non écrites.

Et d'abord l'article 1135 nous suggère l'idée de trois premières sources de présomptions : « *Les conventions, dit ce texte, obligent non seulement à ce qui y est ex-* »  
« *primé mais encore à toutes les suites que l'équité,*

(1) Domat, *Lois civiles*, livre I, titre I, sect. II, XXI et livre III, titre I, sect. VI, III. — Comp. Larombière, *Traité des obligations*, art. 1161, n<sup>o</sup> 5. — Aubry et Rau, VII, page 9.

« *l'usage ou la loi* donnent à l'obligation d'après sa nature ». On peut dire, il est vrai, que cette disposition concerne l'effet des conventions et non pas leur interprétation. Mais, remarquons-le bien, si elle dit que les conventions obligent non seulement... » c'est qu'elle suppose que l'intention des parties, quoique non exprimée a été de s'en rapporter à l'équité, à l'usage ou à la loi : Ce texte a donc nécessairement rapport à l'interprétation.

Nota. L'article 1135 ayant pour but de compléter une expression insuffisante se rattache surtout à la méthode extensive et plus spécialement à la méthode que nous avons appelée supplétive (1).

Ainsi donc la *loi*, l'*équité*, et l'*usage*, tels sont les premiers moyens qui permettront de découvrir une intention mal exprimée ou insuffisante. Mais ce ne sont pas les seuls, et nous y ajouterons d'abord l'*acte* lui-même, qui

(1) Nous rappellerons à ce sujet la critique qui a été adressée à cet article par M. Lacuée dans la discussion devant le Conseil d'État, (Lochré XII, page 140) ou il lui reprochait d'étendre les engagements bien au-delà des bornes que le débiteur a consenti de leur donner, et de soumettre le débiteur à des obligations qu'il n'a pu prévoir. Mais en même temps, nous observerons que cette critique paraît bien excessive, quand on songe que l'art. 1135 se borne à indiquer les moyens de découvrir, sans vouloir la forcer, une volonté insuffisamment exprimée. Aussi dès qu'il sera établi que celle-ci n'a pas entendu suivre l'usage... (ce qui sera d'ailleurs exceptionnel), les présomptions indiquées par l'art. 1135 disparaîtront par le fait. « Il ne s'agit pas de permettre que l'usage ajoute aux engagements, mais seulement de l'en constituer l'interprète » (réponse de Cambacérès). (V. dans ce sens Douai 9 août 1856. Jurisprud. Douai, 1857, p. 34). Et d'ailleurs à supposer même que notre texte aboutisse dans certaines hypothèses aux inconvénients signalés par M. Lacuée, l'utilité qu'il présente dans la plupart des autres cas, en remédiant à la confiance excessive et à l'inexpérience ordinaire des contractants, suffit pour en justifier l'insertion dans notre Code.



comprend la clause litigieuse. Cet acte, par sa nature ou par les autres dispositions qu'il contient, peut être d'un très grand secours pour éclairer une expression. La *raison* à elle seule, peut également conduire à la découverte des intentions, car on peut et on doit penser qu'elle préside toujours aux actes humains. Enfin, la *possession ou l'exécution volontaire* permettront de savoir comment les parties elles-mêmes ont entendu leurs conventions.

L'étude de ces différentes bases d'interprétation sera complétée par quelques règles qui, pour des raisons spéciales, ne rentrent point dans le classement qui vient d'être indiqué.

*Remarque.* — En énonçant la loi, l'équité, l'usage, l'acte, la raison et l'exécution volontaire comme les principaux moyens d'interprétation, nous voulons dire qu'on doit se servir de ces éléments d'appréciation, parce que les parties sont naturellement censées avoir contracté suivant la loi, l'équité et l'usage, conformément à la raison en même temps qu'à la nature et à la teneur de l'acte, et qu'enfin, l'exécution peut être considéré comme le reflet de la convention.

1° *La loi.* — Nous n'aurons que très peu de choses à dire sur cette première source. La plupart des développements que nous devrions en donner se retrouvent dans d'autres parties de notre travail auxquelles, pour éviter des répétitions, nous nous bornerons à renvoyer en énumérant les principales utilités que présente l'étude de la loi au point de vue de l'interprétation des actes juridiques.

A. Tout d'abord, nous avons déjà vu (chap. III, sect. I, page 10) combien il pouvait être intéressant de savoir si la loi (dans son esprit comme dans son texte) était favorable ou non à la clause qu'il s'agit d'interpréter. Sui-

*vant les cas, on devra utiliser ou non ce que nous avons appelé l'interprétation stricte.* Et nous avons constaté notamment, par application de cette idée, que la clause de séparation de biens devait être interprétée plus restrictivement que toute autre clause dérogeant à la communauté légale (1).

B. En second lieu, nous verrons que, dans un certain nombre de dispositions, la loi s'est faite elle-même interprète. Tantôt elle a déclaré le sens qui doit être attribué à certaines clauses pouvant prêter au doute (Ex. : art. 620). D'autres fois, voulant éviter des surprises à des contractants inexpérimentés ou négligents, et désirant aussi faciliter la rapidité des transactions, elle a suppléé au silence des parties pour les actes les plus usuels de la vie juridique (dispositions relatives aux successions *ab intestat*, à la communauté légale, à la vente, au louage, etc...). Nous n'insisterons pas ici sur l'opportunité de ces dispositions ni sur l'autorité qui doit leur être reconnue. Cela fera l'objet du chapitre V spécialement consacré à l'étude de l'interprétation légale. Nous constaterons seulement à ce sujet combien la loi peut être utile, dans certains cas, pour découvrir le sens des actes juridiques. C'est que si le législateur a prévu l'obscurité des actes ou le silence des parties contractantes, ces dernières, par le fait même, s'en sont remis à lui du soin d'expliquer leurs conventions et dès lors, nous poserons la règle d'interprétation dans les termes suivants : *Les parties sont censées avoir voulu se référer à la loi par cela seul qu'elles n'y ont point dérogé* et par suite, le juge interprète, devra recourir soit directement, soit par analogie aux dispositions de

(1) Cass., 18 février 1868. D. 68, 1, 278.

la loi pour expliquer ou compléter les actes juridiques.

C'est ainsi qu'en présence d'un contrat de vente rédigé en quelques lignes, les droits et les obligations respectives des parties contractantes doivent être déterminées d'après les règles posées par le Code pour le contrat de vente : Le vendeur sera tenu à la garantie de droit (art. 1625 à 1650); l'acheteur sera exposé à l'action résolutoire (art. 1654). — Ainsi encore il a été décidé, qu'en cas de doute sur l'intention du testateur, le juge doit suivre l'interprétation qui se rapproche le plus des dispositions de la loi pour la succession *ab intestat*.

Toutefois nous devons faire ici une remarque, concernant une exception à la règle, que, dans le doute, les parties sont censées s'en être référées à la loi, et que par suite on doit diriger l'interprétation dans ce sens. Cette exception est relative au contrat de concession qui, d'après la jurisprudence se suffit à lui-même et ne saurait être complété ou interprété par une référence au droit commun (1). C'est ainsi que le Conseil d'État a infirmé la décision d'un conseil de Préfecture qui en matière de concession de Chemins de fer avait pensé que les stipulations du cahier des charges pouvaient être complétées et interprétées par application des principes de droit commun et notamment les articles 1143 et 1147. Code civil (2).

2° L'équité. — A. Dire, avec l'article 1134, que les conventions doivent être exécutées de bonne foi, et, avec l'article 1135, qu'elles obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité

(1) V. Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, VII, n° 176.

(2) Conseil d'État, 11 janvier 1884, Lebon, 84, p. 39 et la note.

donne à l'obligation, c'est reconnaître que cette équité doit jouer un rôle considérable dans l'interprétation des actes juridiques. On a dit que la bonne foi était l'âme du commerce « *spiritus vivificans commercii* » et on doit étendre cette idée aux relations civiles. « *In omnibus quidem maxime tamem in jure, æquitas spectanda est* (1) ».

Et on peut dire qu'il y a là une véritable règle d'interprétation à cause de la tendance vers le juste et l'équitable qui domine chez la plupart des hommes (2), et qui permet de présumer qu'ils ont agi conformément à cette tendance. Si les conventions doivent être exécutées et par suite interprétées de bonne foi, c'est parce qu'elles ont été contractées de bonne foi et que *tout ce qui touche à l'équité peut être sous-entendu*.

Mais que veulent dire exactement ces mots bonne foi, équité ? Nous trouvons dans Larombière la meilleure réponse que l'on puisse faire à cette question : « Les mots « bonne foi, dit cet auteur, expriment tous les sentiments « honnêtes d'une droite conscience. Sans exiger un raffinement de délicatesse qui pousse le désintéressement « jusqu'au sacrifice, la loi bannit des contrats les ruses et « les manœuvres astucieuses, les procédés malhonnêtes, « les calculs frauduleux, les dissimulations et les simulations perfides, la malice enfin, qui, tout en se déguisant « sous les apparences de la prudence et de l'habileté spéciale sur la crédulité, la simplicité et l'ignorance (3) ».

(1) L. 90. D. 50, 17.

(2) Le président Bouhier appelait l'équité : « cette lueur de raison que la nature a imprimée dans tous les hommes ». *Observations sur la coutume de Bourgogne*, ch. II, n° 44.

(3) Larombière, *Traité des obligations*, art. 1134, n° 5.

Ainsi donc, dire que *les parties sont censées avoir contracté sous l'empire de la bonne foi et de l'équité*, c'est présumer qu'elles n'ont usé d'aucun de ces procédés mal-honnêtes et qu'elles n'y ont nullement songé. C'est présumer qu'elles se sont conduites comme il convient de le faire entre gens de bien « *ut inter bonos bene agier oportet* », disait Trebatius. L'intention mauvaise, dolosive et frauduleuse qui constituerait la mauvaise foi ne doit pas être supposée.

La loi a appliqué elle-même très souvent, la règle que nous venons de poser et c'est ainsi notamment qu'elle permet à chacun des contractants d'obliger l'autre à exécuter son engagement en exécutant le sien. De même c'est l'équité seule qui exige que chacun réponde, dans l'accomplissement de ses obligations, des fautes ou des négligences commises, et non des cas fortuits, et c'est elle qui permet de le sous entendre dans toutes les conventions (1). Enfin on peut citer l'article 701, comme contenant un cas d'interprétation légale, basée sur l'équité. Ce texte décide,

1) On trouve notamment un exemple très intéressant de cette idée dans la théorie qui admet le principe de la responsabilité contractuelle du patron en matière d'accidents. Les partisans de cette théorie disent en effet, que le contrat de louage de services, engendre à la charge du patron l'obligation de garantir la sécurité de l'ouvrier et de répondre même de la qualité des engins qu'il met à sa disposition. (Trib. comm. Anvers, 21 sept. 1885. S. 88, 4, 6). Or ces obligations, ajoutent ces auteurs, ne sont pas de l'essence du louage de services ; mais elles résultent de cette idée que les contrats doivent être exécutés de bonne foi, et qu'ils obligent à toutes les suites que l'équité donne à l'obligation. (Saintelette. Responsabilité et Garantie. Ch. V, n° 2. — M. Glisson. Mémoire lu à l'Académie des sciences morales et politiques. (Séance des 27 mars et 3 avril 1886.) *Revue pratique*. T. 53, p. 556. — Enfin, dans une note (sous arrêt : Cass., Belgique, 8 janvier 1886. S. 86, 4, 23), M. Labbé adopte cette opinion.



que deux propriétaires qui ont établi une servitude sont présumés avoir tacitement convenu, ainsi que l'exige l'équité, que l'assiette de cette servitude pourrait être modifiée, si cette modification devait rendre la servitude moins onéreuse pour le fonds servant, tout en conservant la même utilité pour le fonds dominant (1).

Le juge mettra lui aussi très souvent à profit cette idée que les parties sont présumées avoir contracté selon l'équité. Ainsi supposons que *Primus* ait cédé à *Secundus* son fonds de commerce, avec la clientèle et l'achalandage qui en dépendait ; même en l'absence d'une clause expresse, il ne pourra établir dans le voisinage de son cessionnaire un commerce semblable à celui qu'il lui a cédé ; et cela en vertu de l'article 1625 qui l'oblige à garantir la possession paisible à son acheteur. C'est l'application d'une règle précédemment émise, à savoir que, par cela même que les parties n'ont pas dérogé à la loi, elles sont censées s'y être tacitement référées. Mais du moins le cédant, *Primus*, ne pourrait-il pas louer une autre maison, qui lui appartient dans le voisinage de son ancien fonds de commerce, à un individu qui aurait l'intention d'établir le même commerce. Aucune clause expresse ne l'en empêche nous le supposons, et les simples principes de la garantie légale ne paraissent pas s'y opposer. Mais alors intervient l'application de notre règle d'équité. Il est probable que les parties, qui ont traité conformément à cette équité, ont entendu que, non seulement le cédant ne pourrait pas créer lui-même un fonds de commerce identique dans le voisinage, mais qu'il ne devrait même pas contribuer en quoi que ce soit à l'établissement d'un tel fonds (2).

(1) Comp., également art. 1022 et 1046.

(2) V. également, Seine, 15 février 1886. *Le Droit*, 28 mars 1887.

La bonne foi, l'équité ont fait décider également que, nonobstant l'article 2004 qui reconnaît au mandant le droit de révoquer le mandat quand bon lui semble, la personne qui représentait à la commission une maison de commerce depuis plusieurs années a droit, en dehors même des principes du mandat, à une indemnité en cas de renvoi intempestif « les parties étant obligées aux suites que l'équité donne à la convention » (1).

B. On peut encore déduire de ce premier principe très général d'« interprétation conforme à l'équité » la règle suivante : « *On doit choisir l'interprétation qui ne tendrait pas au préjudice d'un tiers* ». Il est en effet de la plus stricte justice de ne pas rendre une personne, restée étrangère à l'acte, victime d'une obscurité qui ne lui est pas imputable ; les parties, en contractant, n'ont certainement pas pu vouloir qu'il en fut ainsi (2).

C. Enfin la théorie des corrélatifs peut être rattachée au principe qui nous occupe. C'est en effet une règle d'équité toujours sous-entendue dans les conventions que « *celui qui supporte les charges en retire les profits* » (3) *Secundum naturam est cujusque rei eum sequi, commoda, quem sequuntur incommoda* (4) On peut encore, formulant

— Un récent arrêt a jugé que ce vendeur ne pourrait pas louer son autre maison à une personne exerçant un commerce *similaire*, « attendu dit l'arrêt que les clauses doivent être interprétées de bonne foi ». Lyon, 15 janvier 1895, sous Cass., 15 juill. 1896. D. 97, 1, 149 ; un arrêt de Toulouse, 28 avril 1885. S. 87, 1, 273, qui dans un autre ordre d'idée base son interprétation sur ce principe que les contrats doivent être exécutés de bonne foi.

(1) Lyon, 6 avril 1895. D. 95, 2, 432.

(2) Caen, 28 mai 1849. D. 52, 2, 105. — Rouen, 4 juillet 1874. D. 76, 5, 134.

(3) Toullier, VI. n° 338.

(4) L. 10. D. *De reg. juris.*, 50, 16.

cette règle d'une autre façon dire que la plupart du temps, à l'attribution d'un droit, se joint, tacitement une charge, et réciproquement, à une charge se joint tacitement l'attribution d'un droit. « *Qui sentit onus sentire debet commodum et contra* » Les articles 870 et 871 notamment sont des applications légales de cette dernière règle (1).

3° **L'usage.** L'influence de l'usage sur l'interprétation des actes juridiques, qui était considérable dans notre ancien droit, à raison de la variété des coutumes, est encore très grande de nos jours, à cause de la survivance de nombreux usages locaux en dépit de l'œuvre d'unification tentée par nos Codes. Nous avons déjà apprécié le rôle important joué par l'usage dans l'interprétation grammaticale. Les articles 1159 et 1160 attestent que son rôle n'est pas moindre en matière d'interprétation logique. Et d'ailleurs il s'explique rationnellement : chaque homme participant plus ou moins à fonder l'usage, il est naturel que lorsqu'il contracte, il soit censé s'y reporter. D'autant mieux qu'il n'y a aucune raison de supposer qu'il ait voulu stipuler ou s'obliger autrement que les autres hommes.

La force de l'usage est telle qu'on peut se poser la question de savoir si, même en présence d'une loi positive contraire, il ne doit pas prévaloir sur celle-ci, quant à l'interprétation d'une convention. D'après M. Demolombe (2), il convient de faire une distinction que nous adoptons et que nous résumons ainsi : s'il s'agit d'une loi d'intérêt général, elle doit certainement l'emporter sur l'usage (art. 6, Code civil). Mais ce dernier devrait au contraire pré-

(1) Comp., art. 1282, C. civ. Espagnol et art. 685, C. civ. Portugais.

(2) Demolombe, XXV, n° 19 bis.

valoir sur une loi d'intérêt privé, à laquelle il est toujours possible de déroger par des conventions particulières qui, d'ailleurs, peuvent être tacites aussi bien qu'expresses. Il en serait ainsi d'un usage, qui, établi dans une localité, dérogerait en matière de vente ou de louage par exemple, aux articles du Code civil ou du Code de commerce qui ont réglé les effets de ces sortes de conventions.

Et en effet, nous verrons qu'il y a là une interprétation légale simplement supplétive, se bornant à prévoir ce que les parties ont vraisemblablement voulu, et laissant à celles-ci la liberté de manifester une volonté contraire. Or, on peut bien admettre que cette volonté, quoique tacite, a été de s'en référer, pour les suites du contrat à l'usage plutôt qu'à la loi, les parties connaissant généralement mieux le premier que la seconde. En somme on est en présence de deux conventions tacites possibles. Est-ce à la loi ou à l'usage que les parties se sont tacitement reportées? La réponse doit être en faveur de ce que les parties ont le mieux connu, c'est-à-dire en général de l'usage. C'est dans ce sens que se sont prononcés la plupart des auteurs (1). Quant à la jurisprudence de la Cour de Cassation, elle a varié sur ce point. Dans un arrêt du 5 décembre 1842 (S. 43, 1. 89), elle admettait la solution que nous venons de développer et d'admettre, et elle faisait prévaloir l'usage sur la loi. Mais par un arrêt plus récent, la Cour

(1) V. notamment, Pothier, *De la vente*, n° 311. — Duranton, XVI, n° 73. — Duvergier, *De la vente*, I, n° 101. — Bédarride, *Achats et ventes*, n° 41. — Troplong, *De la vente*, I, n° 99 et suiv. — Pardessus, *Droit commercial*, I, n° 203. — Laurent, XVI, n° 183. — *Pandectes Françaises. Répert. Obligat.*, n° 7922. — V. en sens contraire Larombière, *Traité des obligations*, art. 1160, n° 3. — MM. Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, n° 564, note.

Suprême semble adopter la solution contraire, et maintenir les effets légaux des contrats en dépit d'usages locaux contraires. « Attendu, dit cet arrêt, que si les usages du commerce peuvent être invoqués dans le silence de la loi ou de la convention, ils ne peuvent autoriser le juge à méconnaître les effets que la loi attache à une convention dûment constatée » (1). Nous ne pouvons, quant à nous, admettre cette solution, car elle tend à reconnaître une certaine force obligatoire et impérative à l'interprétation légale, contrairement à ce que nous déciderons dans notre chapitre V. La loi n'impose pas son interprétation, elle la propose seulement aux parties qui peuvent s'en écarter, même tacitement.

Si, du moins dans l'opinion dominante, l'usage doit en général prévaloir sur la loi, en ce qui concerne l'interprétation, par contre, tous les auteurs admettent, avec la jurisprudence, que les clauses explicites du contrat feraient échec à l'emploi de l'usage comme élément d'appréciation (2). C'est qu'en effet, si, comme le décide l'article 1135, les conventions obligent à toutes les suites que l'usage donne à l'obligation, ce n'est que par interprétation de la volonté présumée des parties. Or cette présomption devient inutile et disparaît lorsque ces parties ont manifesté expressément leur volonté.

Et toutefois si nous avons mentionné cette idée, qui paraît toute naturelle, c'est que la jurisprudence y a dérogé pour certains contrats chez lesquels l'usage parvient à prévaloir sur les clauses mêmes de l'acte. C'est ainsi qu'on admet aujourd'hui, d'une façon constante, que la

(1) Cass., 26 mai 1868. D. 68, 1, 471. — Comp., dans le même sens, 30 déc. 1879. D. 80, 1, 108.

(2) Voy. notamment, Cass., 8 janvier 1894. S. 95, 1, 174.



Compagnie d'assurances, qui fait toucher habituellement la prime au domicile de l'assuré, n'est plus recevable à invoquer la clause de la police suivant laquelle la prime devait, à peine de déchéance, être payée au siège de cette société.

Avant de détailler les règles d'interprétation résultant de l'usage, il convient de faire une dernière observation sur ce moyen d'interprétation, considéré d'une façon générale. En effet les usages varient suivant les différentes régions et même avec des localités souvent assez proches. Et notamment ces usages peuvent n'être pas identiques dans les divers pays d'origine des parties, dans celui où le contrat est passé et dans celui où il doit être exécuté. Lequel de ces différents usages devra-t-on prendre en considération ? (1). L'article 1159 donne la préférence à celui du pays dans lequel le *contrat est passé* ; et en cela, il reprend la solution romaine du jurisconsulte Ulpien qui parle « *de eo quod in regione, in qua actum est, frequentatur* ». En principe cette décision est assez rationnelle, mais en fait il se trouve très souvent que les parties se sont tacitement référées à l'usage en vigueur, non pas dans le pays où le contrat a été passé, mais dans celui où il doit être *exécuté* (2). Ainsi, nous trouvant tous deux à Reims, je vous loue un immeuble que j'ai à Paris ; il est naturel de présumer que ce sont les usages de cette

(1) Nous verrons une question analogue, dans l'appendice qui doit terminer ce chapitre.

(2) A ce sujet, le C. civ. Prussien, dans l'art. 256, du titre V, porte : « Lorsque dans un contrat, il sera question de poids et de mesures, on présume qu'il s'agit de ceux en usage dans l'endroit où la remise de l'objet doit être faite » même idée dans l'article suivant qui statue en matière de somme d'argent.

dernière ville, en matière de baux, que nous avons voulu adopter. Comme il s'agit avant tout de découvrir la véritable intention des parties, le choix entre celui des deux pays qu'il faut prendre en considération, doit être laissé à la prudence du juge, qui s'inspirera des circonstances (1). Mais on conçoit combien sont nombreuses dans la pratique les difficultés auxquelles donne lieu à ce point de vue la diversité des usages. Aussi pour parer à ces inconvénients qui peuvent être graves, surtout en matière commerciale où les usages abondent et ont grande autorité, la loi du 13 juin 1866 a cherché à introduire une certaine unité en disposant que « dans les ventes commerciales, « les conditions, tares et autres usages indiqués dans le « tableau annexé à la présente loi, sont applicables dans « toute l'étendue de l'Empire, à défaut de convention contraire ». Mais, on le voit, il n'y a là qu'une réforme de portée restreinte et la question qui vient d'être étudiée et résolue ne se pose pas moins très souvent de nos jours encore.

A. Le Code civil indique dans l'article 1159 une première règle d'interprétation basée sur l'usage « *Ce qui est ambigu s'interprète par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat est passé.* » Ce texte qui reproduit presque littéralement la quatrième règle de Pothier (2), est la traduction d'un fragment du Digeste : *semper in stipulationibus et in cæteris contractibus id sequimur quod actum est, aut si non appareat quod actum est, erit con-*

(1) V. dans ce sens Larombière, *Traité des obligations*, art. 1159, 402. — Demolombe, XXV, n° 17. — Laurent, XVI, n° 508. — Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, I, p. 485, n° 562

(2) Pothier, *Traité des obligations*, n° 94.

*sequens ut id sequamur quod in regione, in qua actum est, frequentur* (1).

Aussi, pour prendre l'exemple de Pothier, j'ai fait marché avec un vigneron, à une certaine somme par an, pour *cultiver* une vigne, sans m'expliquer sur le nombre de labours qu'il donnerait ; nous sommes censés être convenus qu'il fournirait le nombre de labours qu'on a coutume de donner dans le pays. Autre exemple : si dans un prêt ou dans une vente les contractants avaient employé un nom de monnaie qui existe dans plusieurs pays, mais qui correspond dans chacun d'eux à des valeurs différentes, on doit présumer qu'elles ont eu en vue la valeur représentée par ce nom de monnaie, par exemple, dans le pays où la convention est faite. L'usage a parlé pour les deux contractants (2).

Mais c'est surtout en ce qui touche le louage, que l'article 1149 intervient d'une façon constante notamment dans l'interprétation de baux. (3) C'est qu'en effet, ces actes, étant d'un emploi constant, il s'est formé partout des usages locaux qui déterminent les droits et les obligations des parties contractantes.

La règle de l'article 1159 est évidemment applicable à l'interprétation des testaments (4). Toutefois il est juste de faire observer avec M. Duranton (5) que l'on doit surtout s'attacher aux habitudes connues du testateur pour pénétrer sa pensée. Cette sorte d'usage particulier doit même prévaloir sur l'usage général et cela s'explique

(1) L. 34, D. 50, 17.

(2) Comp. Bordeaux, 23 mai 1894, S. 95, 2, 142.

(3) V. notamment Paris, 8 janvier 1856, D. 56, 2, 75.

(4) Pothier, *Traité des donations testamentaires*, n° 362.

(5) Duranton, *Traité des testaments*, n° 363.

par le caractère d'intime individualité que revêt le testament.

B. Une seconde règle relative à l'usage, est posée par l'article 1160, qui s'exprime ainsi : « *On doit suppléer dans le contrat les clauses qui y sont d'usage, quoi- qu'elles n'y soient pas exprimées.* » — *In contractibus tacite veniunt ea quæ sunt moris et consuetudinis* » dit la loi 31, § 30, D 21, 1 (1).

Duranton cite l'exemple suivant : L'usage à Paris étant d'accorder quelques jours à un locataire après l'expiration du terme, pour déménager, cette clause est toujours sous-entendue.

Par suite de la même règle, on décide que dans les ventes de marchandises, l'acheteur doit payer en sus du prix fixé, les gratifications d'usage, celles-ci étant réputées avoir été tacitement convenues (2).

Mais c'est encore dans la matière du louage que se rencontrent les plus nombreuses applications de l'article 1160. Ainsi l'usage suppléera au silence des parties concernant les termes du paiement, les délais pour vider les lieux ou pour donner congé, la fixation des réparations locatives. Les articles 1736, 1745, 1754, montrent que la loi elle-même, a mis en pratique l'article 1160 en confiant expressément aux « usages des lieux », le soin de déterminer les délais dont s'agit, ou la nature de ces réparations locatives.

De même, les contrats entre patrons et ouvriers, fournissent des exemples de ces obligations supplémentaires, qui tirent leur origine et leur étendue de l'usage seul (3).

(1) Comp. art. 1287 du C. civ. Espagnol. — Art. 1135 du C. civ. Italien. — Art. 684 du C. civ. Portugais. — Art. 1283 du C. civ. Hollandais.

(2) Cass., 15 février 1868, D. 60, 1, 403. — Comp. Caen, 3 août 1876. Rec. arr. Caen et Rouen, 76, 1. 255, Comp. art. 1647.

(3) Voy. *le Code civil et la question ouvrière*, mémoire lu par M. Glasson à l'Académie des sciences morales et politiques, page 29.

D'après ce qui vient d'être dit sur l'article 1160, on constate donc que l'usage n'a pas pour seule fonction d'expliquer les clauses obscures ou ambiguës. Souvent il complète un engagement, en en déterminant les conditions secondaires, et quelquefois même, il engendre des obligations, qui viennent s'incorporer à la convention (arrêt du 15 février 1860 précité). Et on peut dire qu'il est d'une égale utilité, soit pour l'interprétation purement déclarative soit dans la méthode extensive.

4<sup>o</sup> L'acte. — Interpréter l'acte par l'acte est-il rien de plus rationnel ? Nous allons parcourir les principales règles d'interprétation que l'on peut en déduire.

a). Et d'abord nous trouverons dans la *nature* de l'acte un puissant élément d'appréciation, ainsi que le dit l'article 1158, ainsi conçu : « *Les termes susceptibles de deux sens doivent être pris, dans le sens qui convient le plus à la matière du contrat* ». Cette disposition est la copie, presque textuelle, de la troisième règle, posée par Pothier, dans son paragraphe 93 (Traité des obligations), sauf toutefois une modification insignifiante, faite par le Code qui parle de « la matière du contrat », alors que Pothier disait, « la nature du Contrat », et Domat « le sujet de la convention ». Ces différentes expressions rendent d'ailleurs la même pensée. Le principe indiqué par Pothier, et par l'article 1158 avait déjà été posé en droit romain par le jurisconsulte Julien : « *Quotiens idem sermo duas sententias exprimit, ea potissimum accipiatur quæ rei gerendæ aptior est* (1), » et il se trouve reproduit dans la plupart des législations modernes (2).

(1) L. 67, D. 50, 17.

(2) Art. 1134, C. civ. Italien. — Art. 1287, C. civ. Espagnol. — Art. 157, C. civ. Allemand. — Art. 1539, Loi Russe.



La loi, interprétant par avance la volonté des parties, détermine, nous le verrons, les effets des actes qui sont le plus fréquemment usités dans la pratique (vente, louage...) Nous avons déjà dit, en parlant de la « loi » que cet interprétation légale servait, étant donnée la nature de l'acte, à suppléer au silence des parties (V. notamment art. 1719). Mais à côté de ce principe qui applique la méthode supplétive, l'article 1158 pose une règle qui rentre dans l'interprétation déclarative. Par la simple inspection du contrat, on le classe dans telle catégorie quant à sa nature, ou pour parler le langage du Code, « quant à sa matière », et si une clause est douteuse on l'explique en supposant que les parties ont entendu lui donner le sens qui lui est attribué normalement par la loi. « Il est logique, disent MM. Baudry-Lacantinerie et Barde « de décider que les « parties ont entendu laisser leur convention sous l'empire « du droit commun et par suite lui maintenir ses effets « naturels » (1).

En somme l'article 1158 pose une règle d'interprétation qui se rattache tout à la fois à *l'acte* et à la *loi*, dans la comparaison de l'un avec l'autre.

Rappelons l'exemple cité par Pothier : Il est dit dans un acte que je vous ai louée pour 9 ans un certain immeuble, moyennant la somme de 300 livres ; ces termes « la somme de 300 livres » ne s'entendent pas d'une somme une fois payée, mais d'une somme annuelle de 300 livres pour chacune des 9 années que durera le bail « étant de la nature du contrat de louage, dit Pothier, que le prix consiste dans une ferme annuelle (2) ». Autre

(1) Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, n° 561.

(2) C'est ainsi notamment que le prix sera déterminé de telle ou telle façon selon que l'acte aura été qualifié cession de bail ou sous-

exemple emprunte au même jurisconsulte : Par un bail à ferme, je vous ai loué un certain immeuble, à la charge de 1000 fr. de rente annuelle et des réparations ; ces termes « et des réparations » doivent s'entendre des locatives, les fermiers et les locataires n'étant tenus que de celles-là, suivant la nature du contrat.

La nature proprement dite de l'acte c'est-à-dire l'ensemble des qualités qui l'individualisent et font que c'est une vente, un louage, ou un mandat, cette nature n'est pas la seule chose qu'il soit utile de connaître au point de vue de l'interprétation et notamment au point de vue de l'application de l'article 1158. Il peut être également très intéressant de savoir quel est le caractère de cet acte, (1) c'est-à-dire à quelle catégorie d'une classification générale il appartient, et quelles en sont les diverses qualités. Ainsi, en présence d'un contrat à titre onéreux, le doute devra se résoudre en faveur de la plus exacte réciprocité (2). Ce n'est d'ailleurs qu'à cette sorte d'actes que s'applique la règle déduite de la théorie des corrélatifs, et posée ci-dessus. — Le caractère d'acte de libéralité pourra de son côté, produire certaines conséquences. Ainsi supposons que, dans un acte de dernière volonté, le testateur a chargé

location ; et nous remarquerons à ce propos qu'il y a par suite une réciprocité assez curieuse, puisque conformément à une idée développée plus haut, le prix peut-être un élément très utile pour déterminer le caractère d'un acte. On peut donc dire que la règle de l'article 1168 appliquée à cette nature est la contre-partie de celle qui détermine la nature d'un contrat par les clauses qui y sont contenues.

(1) V. ci-dessus, ch. I, la distinction entre la nature et le caractère d'un acte.

(2) Cette règle est même posée expressément par l'art. 1289 du Code civil espagnol.

son légataire universel de payer une certaine somme à un tiers. Cet ordre doit être entendu plutôt dans le sens d'un legs particulier, c'est-à-dire d'une libéralité, que dans celui d'une reconnaissance de dette. Coin-Delisle le décide ainsi par application de l'article 1158 (1). Et c'est encore de cette façon qu'on peut expliquer l'interprétation légale contenue dans l'article 1023 : le testament étant un mode de disposer à titre gratuit, il est naturel de présumer que celui qui insère dans un acte de ce genre une disposition au profit d'un créancier a l'intention d'exercer envers lui une libéralité plutôt que de lui faire un paiement. Enfin ne peut-on pas voir encore un exemple d'interprétation légale, basée sur la même idée, dans l'article 1015 al. 2, qui suppose, qu'à raison de son caractère d'urgence, le legs d'une rente viagère ou d'une pension à titre d'aliments est censée renfermer une clause autorisant (exceptionnellement v. art. 1014), le légataire à bénéficier du legs dès le moment même de l'ouverture de son droit, c'est-à-dire dès le décès du testateur.

*Remarque.* — M. Murlon, (2), prétend que la règle de l'article 1158, n'est pas toujours en harmonie avec celle de l'article 1157, que nous développerons ci-après. D'après cet auteur, « du moment que les choses qui sont de la « nature du contrat y sont toujours sous-entendues, il est « évident qu'il est inutile de les y faire entrer au moyen « d'une clause expresse, d'où il résulte qu'interpréter un « mot amphibologique dans le sens qui convient le mieux « à la nature du contrat, c'est l'entendre dans le sens

(1) Coin-Delisle, *Donations et testaments*, art. 1002, n° 41. — Comp. Dalloz *Répert.* V° Disposit, entre vifs, n° 3500.

(2) Murlon, *Répétitions sur le Code civil*, II, n° 1163.

« avec lequel il ne peut produire aucun effet (spécial), c'est  
« supposer que les parties ont voulu ajouter au contrat  
« une clause inutile, et par conséquent violer l'excellente  
« règle de l'article 1157 ».

Ainsi, ajouterons-nous, en reprenant un des exemples précités, les mots « et des réparations » sont inutiles si, on leur donne seulement le sens de réparations locatives conformément à la nature du contrat de louage (art. 1158); les choses se seraient passées de la même façon, si cette expression n'avait pas figuré dans l'acte. C'est donc attribuer à la clause un sens qui lui retire tout effet particulier, contrairement à l'article 1157.

Nous convenons, avec M. Mourlon, que l'application simultanée de ces deux textes peut présenter, dans certains cas, quelque difficulté. Mais faut-il pour cela accuser les rédacteurs du Code de s'être contredits dans deux dispositions qui se suivent immédiatement? La négative résulte de ce que nous dirons plus loin sur le caractère subsidiaire de l'article 1157. Malgré sa place en tête des règles d'interprétation, ce texte ne s'applique que quand la découverte de l'intention des parties a résisté à tous les autres moyens d'investigation, et notamment à celui de l'article 1158 (1).

b) On trouve dans l'article 1161, une autre règle d'interprétation logique basée sur l'étude même de l'acte qui contient la clause douteuse. Ce texte est ainsi conçu :  
« *Toutes les clauses des conventions s'interprètent les  
« unes par les autres, en donnant à chacune le sens qui  
« résulte de l'acte entier* ». Ce n'est plus la nature ni le

(1) Voy. Demolombe, XXV, n° 14, *in fine*. — *Pand. Franc. Rep. V. Obligations*, n° 8145.

le caractère de l'acte qui éclairera le sens d'une expression, c'est l'ensemble de ses dispositions. Cette règle avait déjà été formulée en droit romain par Celsus en matière d'interprétation des lois. « *Incivile est nisi tota lege perspecta, una aliqua particula proposita, judicare vel respondere* (1) ». Et il est bien certain qu'elle était applicable également à l'interprétation des actes juridiques, car il y avait mêmes motifs de décider. Aussi avait-elle été reproduite, du moins en ce qui concerne les conventions, par Domat (2) et par Pothier (3) que le Code civil n'a fait que copier presque littéralement.

Le motif de l'article 1161, se découvre aisément. Ainsi que le dit fort bien M. Demolombe, « la convention forme « un tout indivisible, et il faut la prendre tout entière « pour connaître aussi tout entière l'intention des parties. « Il serait impossible de comprendre séparément les différentes clauses dont elle se compose ; car ces clauses se « lient et s'enchaînent entre elles ; et elles réagissent « presque toujours les unes sur les autres pour s'expliquer réciproquement. ».

Il y a là pour ainsi dire une véritable règle de grammaire, car ce qui est vrai de la proposition simple, qui ne peut être bien comprise que dans son intégralité, est également vrai d'un ensemble de propositions réunies dans une convention, en vue d'un but unique. Mais il ne faudrait pas pour cela rattacher notre règle à la méthode d'interprétation grammaticale, car, si elle a pour résultat de découvrir le sens d'un mot ou d'une clause, elle n'y

(1) L. 24. D. 1, 3.

(2) *Lois civiles*, livre I, titre I, sect. II, règle XII.

(3) *Traité des obligations*, n° 96.



arrive qu'en sortant de ce mot ou de cette clause, qui ne sont pas envisagés seuls et en eux-mêmes, mais dans leur rapport avec le reste de l'acte.

Pour appuyer d'un exemple la règle posée par l'article 1161, citons celui que Pothier indique : Dans un contrat de vente, il est dit par une première clause que l'immeuble est vendu franc de toutes charges réelles « *uti optimus maximus* » ; mais, par une seconde clause, il est dit que le vendeur n'entend être garant que de ses faits. Cette seconde clause sert à l'interprétation de la première et restreint la généralité des termes à ce sens que « le « vendeur par cette première clause n'a entendu promettre et assurer autre chose, sinon qu'il n'avait imposé « aucunes charges sur cet héritage et qu'il était franc de « toutes celles qu'il eût pu y imposer mais non pas assurer « qu'il fut franc de celles qui avaient été imposées par ses « auteurs ».

Les tribunaux ont eu souvent à appliquer l'article 1161 et nous nous bornerons à renvoyer à quelques arrêts spécialement intéressants (1). Et d'ailleurs bien que ce principe n'ait été posé par la loi qu'en matière de convention, il n'est pas douteux qu'il gouverne également tous les autres actes, notamment les contrats de mariage (2) et les testaments (3).

(1) Cass. 24 févr. 1868. D. 68, 1, 308. — Cass. 20 avril 1885. D. 86, 1, 9. — Cass. 20 avril 1887. S. 87, 1, 381. — Nancy, 29 août 1879. Rec. arrêts. Nancy, 1880. p. 135. — Lyon, 8 juillet 1893. D. 94, 2, 257. — Cass. 10 février 1892. D. 93, 1, 82. — Cass. 8 janvier 1894. S. 95, 1, 174, Paris, 13 février 1894. D. 94, 2, 430.

(2) Cass. 22 avril 1857. D. 57, 1, 207. — Cass. 1<sup>er</sup> août 1867. S. 68, 1, 16.

(3) Cass. 5 février 1839. D. Rep. V. Disp. entre vifs, n<sup>o</sup> 4215, 4<sup>o</sup>

La loi, elle-même, paraît avoir fait application de cette règle, en matière d'interprétation supplétive, dans l'article 1758 qui décide que « le bail d'un appartement meublé « est censé fait à l'année quand il a été fait à tant par an ; « au mois quand il a été fait à tant par mois, au jour s'il a « été fait à tant par jour . . . » Ainsi donc, dans certains baux, la clause concernant la fixation du prix peut permettre d'interpréter la volonté tacite des parties relativement au terme du bail et par suite de sous-entendre une clause à ce sujet.

En comparant l'article 1161 avec les textes de nos anciens jurisconsultes, auxquels il a été emprunté, on le trouve beaucoup moins explicite que ceux-ci. Domat, en effet ajoutait : « Et même de ce qui est énoncé dans les *préambules* » et Pothier disait qu'une clause devait s'interpréter par les autres, soit qu'elles précèdent ou qu'elles suivent. » Il n'est pas douteux qu'il doive en être de même aujourd'hui. Et tel est notamment l'avis de Larombière, suivi sur ce point par la plupart des auteurs : « Le préambule de l'acte, « les actes qui ont précédé, accompagné ou suivi celui « qu'il s'agit d'interpréter, pourront fournir d'utiles indications sur la commune intention des parties et manifester « le sens et la portée de leur convention » (1). Il a été jugé dans ce sens que l'autorisation judiciaire, donnée à la femme, sur le refus du mari, à l'effet de transiger avec toutes personnes et aux conditions qui lui paraîtront les plus avantageuses », doit, malgré la généralité de ses termes, être considérée comme suffisamment spéciale, par suite de l'examen d'un *projet de traité à faire par la femme*, projet qui aurait été transcrit dans les conclusions afin

(1) Larombière, *Traité des obligations*, art. 1161, n° 2.

d'autorisation, et rappelé dans le point de droit du jugement d'autorisation (1).

Mais il faut se garder d'exagérer la portée de la règle contenue dans l'article 1161. Ce n'est qu'entre clauses d'une même convention ou de conventions corrélatives qu'existe ce lien permettant d'user de l'une pour éclairer l'autre. Or un seul et même acte peut contenir plusieurs conventions entièrement distinctes et indépendantes les unes des autres. Dans ce cas on doit les apprécier séparément, sans que l'interprétation de l'une ait aucune influence sur le sort des autres. C'est bien cette idée que Larombière veut exprimer, quand il exige que les actes qui précèdent, accompagnent ou suivent une convention, aient un « *rapport direct* » avec elle, pour qu'on puisse les employer à son interprétation (2).

Lorsque ce rapport direct existera, l'article 1161, permettra d'utiliser une clause pour l'intelligence d'une autre. Et toutefois il s'en faut que deux clauses qui se suivent s'éclaircissent toujours. Il arrivera au contraire bien souvent que leur comparaison fera naître le doute et l'obscurité. Cela arrivera lorsqu'on se trouvera en présence de deux clauses absolument contradictoires. Et tout d'abord on ne devra les juger telles que quand elles ne seront en aucune façon susceptibles d'être exécutées concurremment, ne fut-ce que pour partie. On devra chercher, par application de l'article 1157 à leur donner à toutes deux une application spéciale. — Mais enfin il peut arriver que ces clauses soient complètement inconciliables. Tel serait le cas d'un acte qui renfermerait deux clauses, dont l'une a pour

(1) Cass. 30 juin 1844. D. 44, 1, 264.

(2) Cass. 18 octobre 1827. Pal. chronol.

objet la vente d'un domaine, et l'autre la constitution d'une hypothèque sur le mêmes fonds, au profit de la personne qui figure comme acquéreur dans la clause précédente. Que va décider le juge dans cette hypothèse ? La doctrine paraît fixée en ce sens, que c'est la clause énoncée la première qui doit être réputée avoir été consentie la première et qui doit recevoir tout effet par préférence à la seconde. Cela a été jugé par un arrêt de Bordeaux (1), et les arrêstistes généralisent cette solution (2), bien qu'elle nous paraisse, quant à nous, moins rationnelle que celle qui ferait prévaloir la clause écrite la dernière ; car on peut toujours supposer que celle-ci a eu pour but de détruire la première (3). Il faut d'ailleurs se rappeler qu'il n'y a là pour le juge qu'une simple question de fait, qu'il tranchera en s'inspirant avant tout des circonstances de la cause.

Nous terminerons l'étude de l'article 1161 en faisant une courte remarque en ce qui touche l'*ordo scripturæ*, et nous dirons, avec toute la doctrine, que, d'ailleurs dans l'interprétation des actes juridiques, on ne doit pas s'y attacher. C'est qu'en effet, « ce n'est pas en général par « la méthode que nos actes, sous seing privé ni même « parfois nos actes notariés se distinguent ; et il n'est pas « rare de trouver au milieu ou au commencement, des « clauses qui devraient être à la fin ou vice-versa. Aussi

(1) Bordeaux, 5 janvier 1833. Sir. 33, 2, 188.

(2) V. notamment *Pandectes Françaises Repert. V. Obligations*, n° 8176.

(3) Telle était d'ailleurs l'opinion de Pothier en matière d'interprétation de testament. « Ce qui est écrit en dernier lieu, est présumé « contenir la volonté en laquelle le testateur a persévéré, et contenir « une dérogation à ce qu'il a écrit auparavant de contraire. » Introduction au titre XVI. *Coutume d'Orléans*, n° 175. — « In testamentis novisse scripturæ valent. »

« arrive-t-il souvent que les dernières clauses se trouvent  
« modifiées, restreintes ou étendues par les premières. (1) »

5° **La raison.** — En émettant cette idée que la raison doit servir à l'interprétation juridique, nous ne voulons pas dire, ce qui serait presque une naïveté, que le juge doit interpréter conformément à la raison. Car à ce compte il faudrait poser le principe général que toutes les règles d'interprétation relèvent de la raison, puisqu'elles ne sont toutes que des procédés de raisonnement. Ce que nous voulons indiquer dans le paragraphe qui nous occupe, c'est que la raison, devant présider à tous les actes des hommes, il sera quelquefois utile de rechercher ce que cette raison a pu leur inspirer, au moment où ils passaient un acte juridique.

A. Une première règle se rattachant à la raison, sera la suivante : *On devra choisir l'interprétation qui évite l'absurde* car il est certain que les parties ont voulu, en contractant, faire quelque chose de raisonnable. C'est par application de ce premier principe qu'on devra supposer la stipulation d'un terme tacite, quand il résulte de la nature des choses qui font l'objet de l'engagement, ou du lieu dans lequel l'exécution doit se faire, que ce terme était matériellement nécessaire pour que la convention put aboutir à quelque chose de raisonnable. C'est ainsi notamment que si je vous vends aujourd'hui, livrable à Paris, un chien que je déclare se trouver à Rouen, il est tacitement convenu que vous m'accorderez le temps nécessaire pour transporter l'animal à Paris ; sans quoi la convention en elle-même serait absurde, puisqu'elle n'aurait pour objet

(1) Demolombe, XXV, n° 22.



qu'une exécution impossible. Même raisonnement s'il s'agissait de la vente d'une chose qui est en fabrication. Les parties étant toujours censées se référer à la raison, ne peuvent avoir voulu une chose impossible, ce qui serait absurde.

B. Mais ce n'est pas seulement à l'absurde que répugne la raison ; elle s'oppose également à ce que les parties aient voulu faire quelque chose d'*inutile*. C'est qu'en effet, toute activité humaine tend à un but déterminé : on ne conçoit pas un homme raisonnable qui agisse sans vouloir produire un résultat quelconque, et sans faire tout ce qui lui est possible pour y aboutir.

a) D'où l'article 1157 C. civ. qui ne fait qu'appliquer ce principe de raison aux actes juridiques : « *Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet, que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait avoir aucun* ». Cette règle est extraite entièrement du Traité des obligations de Pothier (n° 92), qui lui-même l'a traduite de la loi 12 (D. 34. 5.) : « *Quotiens in actionibus..... ambigua oratio est, commodissimum est accipi quo res de qua agitur magis valeat quam pereat* ». (1) Il est tout naturel, dit Larombière (2), de penser que les parties en contractant ont entendu faire quelque chose de sérieux et d'utile.

Ainsi la clause portant que l'acquéreur d'un immeuble supportera les servitudes passives à ses risques et périls, signifie que les parties ont voulu décharger le vendeur de la garantie des servitudes occultes, car entendue autrement, elle ne produirait aucun effet, le vendeur étant de

(1) V. de même la L. 80, D. 45, 1.

(2) *Traité des obligations*, art. 1157, n° 1.

plein droit, aux termes de l'article 1638, affranchi de toute garantie relativement aux servitudes apparentes (1). On peut encore rapporter, comme une curieuse application de cette règle, l'article 1023 dans lequel le législateur, interprétant par avance la volonté des parties, décide que « le legs fait au créancier ne sera pas censé en compensation de sa créance, ni le legs fait au domestique, en compensation de ses gages. »

b) Mais on ne doit pas s'en tenir à l'idée assez étroite qui est seule exprimée littéralement par les termes de l'article 1157. A côté de cette règle, on doit en poser une autre qui part du même principe, et qui, calquée sur la précédente, peut-être formulée ainsi : *Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel l'acte qui la contient peut avoir quelque effet, que dans le sens avec lequel cet acte n'en pourrait produire aucun.* » S'il n'est pas à présumer d'une façon générale que l'homme écrive une clause à laquelle il n'attribue aucun sens, il est encore bien moins vraisemblable que cet homme fasse un acte, lorsqu'il a l'intention de le détruire immédiatement en y introduisant une clause ou en donnant à une des clauses un sens qui vicie l'acte tout entier. Cette seconde forme de la règle posée par l'article 1157 reçoit dans la pratique de très nombreuses applications, dont nous indiquerons les principales.

1) C'est ainsi d'abord que quand la loi exige une mention expresse, et que les termes employés dans l'acte sont susceptibles d'être entendus dans des sens différents, tels

(1) En ce sens décision du tribunal de Gannat, 7 juin 1889, sous Riom, 4 juillet 1890, D. 91, 2, 166.

cependant que de l'un d'eux résulte la mention expresse requise par la loi, ils doivent être entendus dans ce dernier sens. Ainsi un testament se terminait par la formule suivante. « Ce fut ainsi fait et dicté par la testatrice audit notaire qui a entièrement écrit le tout de sa main, en présence desdits témoins, lecture faite à la dite testatrice ; elle a déclaré... » En faisant rapporter l'incise « en présence desdits témoins » aux expressions qui la suivent, on trouve dans le testament la mention expresse exigée par la loi, de la lecture du testament au testateur en présence des témoins ; mais cette mention n'existe pas si l'on fait rapporter l'incise à ce qui précède. On s'est prononcé pour le premier sens et on a ainsi validé le testament (1).

Et toutefois l'application de l'article 1157 à notre hypothèse est très contestée par certains auteurs (2), d'après lesquels, autre chose est rechercher l'intention du testateur en présence d'un testament valable, autre chose de décider si les formalités prescrites pour l'existence d'un testament ont été remplies, Chaque acte doit commencer par remplir toutes les conditions de forme qui en assurent la validité, et ce n'est qu'après la constatation de cette validité, que l'interprétation se met à l'œuvre. « L'accomplissement des formalités ne s'interprète pas, il se prouve » dit Larombière.

2) Par application de la même idée en présence d'une clause ainsi conçue « le débiteur paiera quand il le pourra »

(1) Cass., 21 oct. 1812, *Palais Chron.*, 12 juillet 1827, S. 27, 1 523. — 3 déc. 1827, D. 1829, 2, 234. — Dans le même sens, Toullier, V, n° 427 et suiv. — Aubry et Rau, VII, p. 429.

(2) Larombière, art. 1157, n° 3. — Demolombe, XXI, n° 282. — Laurent, XIII, n° 330.

qui peut constituer aussi bien un terme incertain, qu'une condition suspensive purement potestative, on doit décider plutôt en faveur du terme incertain que de la condition purement potestative qui rendait la convention illusoire.

3) Encore en vertu du même principe, lorsqu'un individu à deux qualités, on doit présumer qu'il a voulu traiter en celle qui lui donne le droit de stipuler (1).

4). En matière d'interprétation supplétive, nous trouvons une autre espèce d'application de l'article 1157, application que consacrent de nombreuses décisions et notamment un arrêt de la cour de Nancy, qui proclame la cession tacite d'une action, parce que, dit-il, « décider « autrement serait interpréter l'acte dans un sens où il « n'aurait produit aucun effet » (2).

5) Enfin un acte dont le caractère est douteux doit être interprété dans le sens qui permet de le considérer comme valable, plutôt que dans celui où il serait nul. La Cour de Rennes a appliqué ce principe au cas d'un acte entièrement écrit daté et signé de la main du disposant et ainsi conçu : « je fais don à ma femme de tout ce que je possède en propriété ; qu'elle en fasse ce qu'elle voudra ». La Cour a validé l'acte comme testament. Elle aurait dû le déclarer nul au contraire si elle lui avait reconnu le caractère de donation entre vifs, lequel paraissait résulter de ses termes (3).

La combinaison des articles 1119 et 1120, très fréquemment employée dans la pratique en vue de valider des engagements pris pour autrui, fournit encore un exemple

(1) Rouen, 15 juillet 1833, sous Cass., 19 nov. 1834, D. 35, 1, 33.

(2) Nancy, 12 février 1895, D. 96, 2, 260.

(3) Rennes, 22 juin 1881, D. 81, 2, 238.

de cette ou me idée. Dans le doute, on suppose que le promettant s'est porté fort, ce qui donne effet à la convention.

Mais la plus importante des applications que rencontre notre règle, envisagée sous la dernière forme que nous venons de lui donner (n° 5), se rencontre dans la matière des substitutions, dont l'interprétation est dominée toute entière par l'article 1157. Il convient d'insister quelque peu sur cette application à cause de son importance pratique.

Les actes de disposition avec charge de conserver et de rendre, que notre ancien droit autorisait et favorisait même comme soutien de son organisation politique, ont été proscrits par l'article 896 alinéa 1 du Code civil. Mais quelquefois les termes des dispositions, attaquées comme renfermant une substitution, pourront être susceptibles de deux interprétations, l'une d'après laquelle la disposition réunirait les caractères constitutifs de la substitution, l'autre qui tendrait à établir qu'elle ne les contenait pas. Par application de l'article 1157, on devrait de préférence accepter la seconde interprétation, qui conduit au maintien de l'acte. C'est qu'en effet, la sanction de l'article 896 n'est pas seulement la nullité de la substitution, c'est-à-dire de la clause contenant charge de conserver et de rendre (1) mais même celle de l'institution ou disposition principale tout entière. Or on doit supposer que le donateur ou le testateur, qui a inséré dans un acte de libéralité une de ces clauses douteuses, lui a attribué un sens qui n'entache en rien la validité de l'acte principal, et qui, bien plus,

(1) L'art. 1157 sous sa forme première et littérale (a) serait d'ailleurs applicable dans ce cas.



doit avoir en elle-même une signification et une portée spéciales.

Or, en même temps qu'elle prohibe les substitutions fidéicommissaires, la loi autorise d'autres actes, semblables en apparence à ces substitutions, mais ne comportant pas comme elles la charge de conserver et de rendre, qui est la seule cause de la prohibition écrite dans l'article 896. Toutes les fois donc qu'une clause pourra être interprétée dans le sens de l'un de ces actes, on devra préférer ce sens à celui qui engendrerait une substitution fidéicommissaire. La jurisprudence est unanime pour adopter cette solution (1), qui est d'ailleurs également celle de tous les auteurs (2).

Ce principe d'interprétation conduit à de très nombreuses conséquences pratiques. C'est ainsi, qu'au lieu de voir dans une disposition une substitution prohibée, on devra plutôt l'interpréter, autant que possible, dans le sens, soit d'une substitution vulgaire (3), soit d'un legs conjoint, donnant lieu à accroissement (4), soit d'un legs

(1) V. notamment : Cass., 16 juillet 1885, D. 86, 1, 289. — Limoges, 23 juin 1886, D. 87, 2, 78. — Cass., 10 février 1891, D. 93, 1, 417.

(2) Toullier, V. nos 44 et 50. — Demolombe, *Traité des donat.* I, n° 157 et suiv. — Laurent, XIV, nos 393 et 488. — Aubry et Rau, VII, parag. 694, page 317. Nous remarquerons que le nouveau Code civil allemand a posé d'une façon expresse une règle complètement opposée; mais cette solution ne doit pas surprendre quand on songe que la législation allemande autorise les substitutions.

(3) Ainsi on ne devra voir qu'une substitution vulgaire et, par suite, autorisée dans la disposition suivante : « je lègue tous mes biens à Primus et en cas de décès ou après sa mort (mais sous-entendu avant la mienne), à ses enfants. — V. Cass., 6 février 1889, *Pand. franc.* 89, 1, 471.

(4) Exemple : un legs est fait conjointement à plusieurs personnes avec la clause qu'en cas de prédécès d'un ou de plusieurs des légat-

conditionnel (1), soit d'une disposition de *eo quod supererit* (2), soit d'un acte ayant pour but de séparer l'usufruit de la nu-propriété (3).

Et on pourrait même dire que ces nombreuses applications de l'article 1457 à la matière des substitutions, ren-

taires, les survivants recueilleront la totalité des legs. On doit présumer que le testateur a eu en vue l'hypothèse où l'un ou plusieurs des légataires décéderaient de son vivant à lui testateur. Paris<sup>4</sup> 12 mars 1813, sous Cass., 19 juillet 1814. D. Rép. V. Substitutions, n° 220.

(1) V. Colmar, 8 août 1819, D. Substit. n° 416, 1°. — Caen, 11 août 1823, D. Rép. Subst. n° 485. Cass., 29 juillet 1873, S. 74, 1, 5 et la note détaillée de M. Labbé. — Comp. Cass., 25 février 1883, S. 85. 1, 816. — 20 déc. 1892, D. 93, 4, 417.

(2) Exemple : Un testateur commence par dire : Je donne et lègue mes biens à mon neveu pour, par lui en disposer en toute propriété et jouissance à compter du jour de mon décès. Puis il ajoute : « Je veux et entends que, dans le cas où mon neveu viendrait à décéder sans postérité, les biens que je viens de lui léguer retournent à mes héritiers ». Cass., 27 février 1843, D. Substitutions, n° 69, 6°. — V. dans le même sens, Cass., 20 nov. 1849, S. 50, 4, 81. — 3 mars 1864, S. 64, 4, 167.

Le fidéicommis *de eo quod supererit* ou encore *de residuo* est surtout très usité en Belgique, entre époux qui n'ont pas d'enfants ; et quelques auteurs souhaitent qu'il se généralise en France dans cette hypothèse, parcequ'il répond aux exigences de la situation. Baudry-Lacantinerie, *Précis de Droit civil*, t. II, n° 678.

(3) Exemple : Un testateur a dit : « Je laisse à mon cousin telle maison pour en jouir sa vie durant, bien entendu qu'après sa mort la maison retournera à Pierre ou à ses héritiers ». Les termes sont douteux. Laisser veut dire léguer, c'est-à-dire transmettre la propriété. Mais les expressions « pour en jouir sa vie durant » semblent indiquer un usufruit, ce que confirme le mot « retourner » qui suppose que Pierre avait déjà la propriété de la chose. La Cour de Liège, saisie de ce doute a décidé que la maison était léguée au premier légataire en usufruit et au second en nue-propriété, Liège, 23 février 1817, *Pasicrisie*, 1817, p. 357. — V. dans le même sens, Paris, 7 nov. 1890, *Pand. franç.*, 91, 2, 100.

dent presque illusoire la prohibition de l'article 896, lequel n'interviendrait plus que dans les cas, assez rares, où aucun doute ne pourrait être élevé sur l'existence de la charge de conserver et de rendre.

Cette tendance à exagérer l'application de l'article 1157, et à valider le plus de dispositions possible, au risque de sanctionner même des substitutions fidéicommissaires, cette tendance a été longtemps celle de nos tribunaux, et elle ressort très nettement d'une formule vicieuse, employée par la Cour de Cassation elle-même, qui dans un arrêt du 5 juillet 1833 (*Journal du Palais. Chron.*) disait que, « l'obligation de conserver et de rendre, n'étant pas littéralement exprimée dans le testament, cet acte ne pourrait être annulé que dans le cas où, contenant une substitution, il serait impossible de lui donner un autre sens, le doute devant toujours être interprété en faveur de la disposition (1) ».

D'après cette proposition, la simple possibilité d'un doute sur la portée d'une clause suffit pour qu'on décide contre la substitution fidéicommissaire, sans s'attacher à savoir si ce doute existe en réalité. La plupart des auteurs, critiquent d'ailleurs cette formule (2); et c'est à juste titre, car elle entraîne dans l'excès contraire à celui dont se plaignait Furgole, et qui s'était produit dans notre ancien droit avec la théorie des substitutions conjecturales. Ainsi que le dit fort bien M. Laurent, « on n'invoque plus les conjectures, pour prouver une substitution, on a recours à une interprétation forcée, pour prouver qu'il

(1) V. absolument les mêmes termes dans un autre arrêt de Cass., 24 mars 1829, D. Rép. V. Subst. n° 258, 20.

(2) V. notamment *Pand. franç., Rép. Donat. et Test.* n° 10287.

« n'y en a point. » Et plus loin, le même auteur ajoute :  
« S'il est prouvé que le disposant, a voulu faire une substitution, on doit annuler l'acte, car il ne faut pas permettre aux particuliers de violer une loi d'ordre public par l'espérance qu'ils ont d'échapper à la prohibition, en donnant à leur pensée une tournure équivoque qui permettra de la maintenir, le juge l'interprétant dans un autre sens »... «... Il ne suffit point qu'une disposition soit compendieuse, et qu'elle puisse s'interpréter comme substitution vulgaire, pour qu'elle soit maintenue. Il faut voir qu'elle est l'intention du disposant. C'est l'élément décisif, dont, pendant longtemps, la jurisprudence n'avait guère tenu compte (1). »

Aussi dans la jurisprudence elle-même, dès 1812, un conseiller rapporteur signalait le danger de cette interprétation. Pour soustraire l'acte à l'annulation, disait-il, on le dénature sous prétexte de l'interpréter, et de cette manière il n'y aurait pas de substitution fidéicommissaire qui ne put être maintenue. Et la Cour de Cassation adoptait les conclusions de son rapporteur dans l'arrêt du 22 juin 1812 (2). Ces véritables principes, qui furent ensuite un moment oubliés par les tribunaux et la Cour de Cassation elle-même, ont été repris solennellement dans un arrêt de Cassation du 4 décembre 1865 (3), et reproduits d'une façon très nette par un autre arrêt de la Cour de Metz du 7 juillet 1869 (4), dont nous citerons l'un des considérants comme conclusion. « La règle d'interprétation.... (celle de l'art. 1157)..... ne doit être appliquée toutefois

(1) Laurent, XIV, n.º 487, 493.

(2) D. Rep. substitut, n.º 203, 2.

(3) D. 66, 1, 38.

(4) D. 69, 2, 227.

en matière de substitution que lorsque le doute est invincible et résiste à tous les efforts de l'interprétation ».

C'est dire, et nous rentrons ainsi dans l'étude générale de notre règle d'interprétation, que l'article 1157 n'est qu'une règle *subsidaire*. Certains auteurs expriment la même idée en disant que le principe de l'article 1156 doit l'emporter sur celui de l'article 1157 (1). Et par là on entend qu'il vaut mieux déclarer certaines clauses inutiles ou rendant un acte inutile, que de violer l'intention des parties en voulant leur faire produire quelque effet. Il faut se rappeler en effet que le Code n'ayant suivi aucun ordre logique dans l'exposé des règles d'interprétation, la première place que tient l'article 1157 n'a aucune portée particulière. Nous dirions au contraire, qu'il ne doit s'appliquer que quand tous les autres moyens ont été vainement employés pour découvrir l'intention des parties, et qu'il devrait dès lors être écarté, lorsqu'il apparaît, comme conséquence de la nature de la convention ou de l'ensemble de ses clauses, que d'après cette intention, telle expression n'étant qu'une clause de style, n'a pu avoir aucun sens spécial. C'est d'ailleurs ce qui permet l'interprétation restrictive dite suppressive (2).

Nous terminerons l'étude de l'article 1157, en remarquant qu'il a son équivalent dans toutes les législations étrangères qui posent cette règle à peu près dans les

(1) V. Demolombe, XXV, n° 14. — Cette formule ne nous paraît d'ailleurs pas très exacte, car comment peut-il être question de préférence à donner, c'est-à-dire par suite, d'une opposition existant entre deux textes dont l'un, l'art. 1157 est la conséquence et la simple application de l'autre.

(2) Demolombe, XXV, n° 14. — Aubry et Rau, VII, parag. 694 — Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, I, p. 484, n. 560.



mêmes termes que la nôtre. Voir notamment les articles 1132 du Code civil italien, 1284 du Code civil espagnol ; 685 du Code civil portugais ; 2084 du nouveau Code civil allemand. Et d'ailleurs comme principe de raison et de bon sens, il serait applicable partout et toujours même dans le silence de la loi.

Toutefois nous devons constater que notre législateur de 1804 a donné une solution contraire à cette règle, solution qu'il est du reste difficile d'expliquer. Dans l'article 843, en effet, il soumet au rapport, même les legs, en décidant que l'héritier « ne peut retenir les dons ni réclamer les legs à lui faits par le défunt à moins... » C'est compléter ainsi le testament en présumant que le testateur a sous-entendu une clause, par laquelle il imposait à son héritier le rapport de legs qu'il lui faisait par le même acte ; mais alors cette interprétation supplétive a pour effet, comme le remarquent MM. Aubry et Rau (1), de neutraliser complètement la disposition testamentaire, qui est, dès lors, à considérer comme non avenue. C'est décider en un mot, que le testateur a voulu faire quelque chose d'inutile.

Mais faisant abstraction de cette exception, nous dirons en résumé qu'à tout acte juridique on peut et on doit rattacher un but et que par suite il faut en général repousser toute interprétation qui rendrait inutile une clause ou un acte.

C. Et précisément ce *but* ne peut-il pas nous fournir un autre élément d'interprétation, non plus quant à son existence, mais quant à sa nature même ? En d'autres termes, le juge ne pourra-t-il pas, dans les recherches des inten-

(1) Aubry et Rau, VI, p. 634.

tions, tenir compte des motifs qui les ont provoquées ? La réponse affirmative à cette question constitue, selon nous, une troisième règle d'interprétation se rattachant à la raison. Et Domat le pensait ainsi puisqu'il a érigé cette idée en principe dans son parag. IV de la sect. VII relative à l'interprétation des testaments ; et nous trouvons même cette règle établie d'une façon positive par certaines législations étrangères et notamment par la Loi Russe, dont l'article 1539 dispose, que les *passages douteux d'un acte doivent être expliqués parce qu'il est clairement établi et en général par le but que les parties avaient en vue*.

Notre jurisprudence a consacré cette règle, et c'est ainsi notamment, que la clause d'un acte de partage réservant le libre accès, pour l'un des copartageants, à un bâtiment qui est attribué par le partage à l'autre copartageant, et dans lequel était placé un pressoir resté commun aux deux parties, cette clause a été entendue en ce sens « que le droit « de libre accès doit être limité aux époques où l'on presse « les vendanges ou les pommes (1) ». Le tribunal de commerce de la Seine a également fait application de la même idée dans un arrêt célèbre du 4 février 1892, où il est dit que, « pour rechercher l'intention commune des parties il convient de rappeler les circonstances à la suite desquelles la convention est née ». Et tous les jours, les tribunaux décident de même en matière de testament, lorsqu'ils admettent que dans l'interprétation de ces actes, il faut tenir compte des liens de parenté ou des sentiments d'affection qui ont pu dicter la libéralité du testateur (2), en donnant

(1) Cass, 9 janvier 1888. S. 88, 1, 112.

(2) Comp. Domat. *Lois civiles. Interprétation des testaments*. Sect. VII, parag. II.

même la préférence aux seconds sur les premiers sous prétexte que ce sont eux qui entraînent le plus souvent les libéralités (1).

D. Enfin, nous indiquerons une dernière règle qui se rattache tout à la fois à la loi et à la raison, et que nous formulerons de la façon suivante : *Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle est conforme à la loi ou aux bonnes mœurs que dans le sens qui la rendrait illicite ou immorale.* C'est qu'en effet si le bon sens ordinaire des hommes veut qu'ils agissent rarement d'une façon inutile, les idées de justice et de moralité, qui, en dépit du pessimisme, constituent encore le fond même de l'humanité, permettent de présumer, qu'en employant telle expression, l'homme n'a pas dû lui donner un sens qui put produire des résultats contraires à ces idées, et qu'il l'aurait écartée s'il en eut connu le vice ; d'autant mieux que ce vice peut conduire à la nullité et par suite à l'inutilité de la clause ou même de l'acte tout entier.

6° La possession ou l'exécutoin volontaire. Nous venons de voir par tout ce qui précède qu'on se reportait utilement aux circonstances qui avaient précédé ou accompagné la passation d'un acte pour découvrir l'intention qui s'y cachait. Nous arrivons maintenant à un acte ou fait postérieur, qui peut également nous mettre sur la trace de cette intention. C'est la possession ou l'exécution volontaire.

L'article 1338 cite un premier effet très énergique de l'exécution volontaire, qui contient la confirmation ou ratification tacite d'une obligation susceptible d'être annulée ou rescindée. Mais une autre conséquence peut être dé-

(1) Colmar, 2 juin 1844. D. 42, 2, 172.

duite de l'exécution volontaire, au point de vue de l'interprétation. On peut en effet poser la règle suivante formulée par Dumoulin : « *Talis est enim præsumitur præcessisse titulus qualis apparet usus et possessio* » (1). L'acte doit être présumé fait dans le sens et avec l'étendue que lui attribuent l'usage et la possession, c'est-à-dire l'exécution postérieure.

La loi a fait elle-même, en matière de mandat, application de ce principe quant à la formation du contrat. C'est ainsi que l'article 1982, alinéa 2, dispose : « L'acceptation du mandat peut n'être que tacite et résulter de l'exécution qui lui a été donnée par le mandataire (2) ».

Les tribunaux eux aussi se servent fréquemment de la règle qu'indiquait Dumoulin ; et la Cour de Cassation a posé en principe que « lorsque les actes présentent quelque incertitude, l'interprétation la plus sûre, en est l'exécution volontaire, formelle et réitérée que leur ont donnée les parties intéressées, qui se rendaient ainsi non recevables à méconnaître ensuite leurs propres faits (3) ». Il a même été décidé, par analogie, qu'une clause douteuse dans un contrat pourrait être interprétée

(1) Dumoulin, sur l'ancienne *coutume de Paris*, parag. 46, n° 23.

(2) Cela nous rappelle la théorie romaine des contrats réels et des contrats innommés chez lesquels la tradition et l'exécution émanant d'une des parties faisaient naître des obligations à la charge de l'autre. Mais nous remarquerons en passant que si les résultats paraissent être les mêmes dans les deux hypothèses ils procèdent de causes dont la nature diffère essentiellement. En effet la tradition, l'exécution volontaire étaient dans le formalisme romain de véritables solennités, et non simplement comme chez nous l'expression, le signe manifestant une volonté antérieure. Aussi est-il facile de comprendre que les questions de tradition et d'exécution n'avaient pas l'importance que nous leur attribuons au point de vue de l'interprétation.

(3) Cass. 7 Avr. 1840. D. 40, 1, 226. — Comp. également, 8 jan-

en recherchant l'exécution donnée, par la partie qui conteste, à une clause similaire ayant existé dans un contrat antérieur fait par elle (1). Et cette décision serait surtout vraie quand la partie dont s'agit est l'État qui doit traiter de la même façon tous les citoyens avec lesquels il contracte.

La règle qui vient d'être reproduite s'explique d'ailleurs fort bien : Les parties, en exécutant la convention dans tel sens, ont interprété elles-mêmes dans ce sens le doute ou l'ambiguïté qui pouvaient s'y être glissés. « L'exécution de la clause » dit Demolombe, « c'est l'interprétation vivante et animée ! C'est en quelque sorte l'aveu de la partie ! » La présomption que nous venons d'établir, ne tomberait qu'au cas où l'une des parties prouverait que l'exécution qu'elle a donnée à l'acte, a été le résultat d'une erreur.

Nous avons dit possession ou exécution volontaire. C'est qu'en effet, lorsque l'acte engendre une obligation, il peut bien être question d'une véritable exécution ; mais, en présence d'un acte établissant un droit réel, l'exécution prend une forme spéciale dans la possession. Un arrêt de Cassation du 27 février 1882 a d'ailleurs consacré l'application de notre règle à ce dernier cas, en décidant que « lorsqu'un droit d'usage est reconnu en vertu de titres formels et qu'il s'agit seulement de fixer les limites dans lesquelles doit s'en borner ou s'en étendre l'exercice... Les tribunaux peuvent considérer la possession comme un des éléments les plus propres à éclairer sur l'intention des parties (2) ».

Il convient de remarquer en terminant que le Code civil 1856. D. 56, 2, 76. — Molinier, 19 mai 1881, *Belg. judic.* 1882, p. 508. — Cass. 9 avril 1895. D. 95, 1. 430.

(1) Liège, 5 février. *Belg. judic.* 1886, page 51.

(2) D. 1882, 1, 415.



vil espagnol renferme dans son article 1282 une disposition qui consacre expressément l'importance de l'exécution ultérieure du contrat, au point de vue de son interprétation. Pour juger de l'intention des contractants, dit ce texte, on devra s'attacher principalement à leurs actes contemporains et *postérieurs* au contrat.

7° Règles diverses. — Nous devons compléter cette énumération des règles d'interprétation, par l'indication de quelques autres principes, que nous n'avons classés dans aucune des six catégories qui précèdent, pour différentes raisons que nous allons exposer.

Et d'abord, on a pu remarquer que parmi les règles mêmes établies expressément par notre Code, nous en avons omis quatre. C'est que trois d'entre elles ne constituent pas à proprement parler des règles d'interprétation. L'article 1156, nous l'avons dit tout au début de notre étude, n'indique nullement le moyen de résoudre le problème de l'interprétation, il se borne à le poser et lui sert de fondement légal en proclamant la prépondérance du sens intentionnel sur le sens littéral d'une expression. L'article 1163, dont l'utilité est d'ailleurs contestable, ne fait que reproduire le principe posé par l'article 1156, pour autoriser spécialement la méthode restrictive, lorsque celle-ci doit aboutir à faire prévaloir la véritable intention sur le sens littéral, mais on n'y trouve trace d'aucun principe qui puisse diriger le juge dans sa tâche. Enfin, nous verrons plus loin que l'article 1162 n'est pas, lui non plus, une règle d'interprétation proprement dite, et qu'il n'est qu'une simple application des principes sur la preuve.

A. Quant à l'article 1164, il pose une véritable règle d'interprétation dans les termes suivants : « *lorsque dans*

« un contrat on a exprimé un cas pour l'explication de l'obligation, on n'est pas censé avoir voulu par là restreindre l'étendue que l'engagement reçoit de droits aux cas non exprimés (1) ». Mais si nous n'avons pas cité cette règle en même temps que les autres principes, c'est que nous ne sommes pas ici en présence d'une règle positive. La loi indique non pas comment il faut s'y prendre pour interpréter, mais ce qu'il faut éviter.

Et ce qu'il faut éviter, c'est d'employer inconsidérément l'argument *a contrario*, lorsqu'il doit conduire à l'exclusion du droit commun. C'est un des cas, une des faces de la règle beaucoup plus générale que nous avons développée plus haut, et qui conseille de ne s'écarter que le moins possible du droit commun. Aussi n'insisterons-nous pas beaucoup sur l'article 1164.

Toutefois il convient d'éclaircir les explications qui viennent d'être données par un exemple. Dans un contrat de mariage où les époux ont adopté le régime de la communauté, une clause porte que « le mobilier qui leur adviendra par succession, tombera dans la communauté ». En invoquant l'argument *a contrario* qu'expriment les maximes romaines « *qui dicit de uno, negat de altero* » — « *Inclusio unius est alterius exclusio* » un des époux ou son héritier pourrait dire que les autres choses, qui, de droit commun, entrent dans la communauté, en sont exclues, les futurs époux ayant paru imiter la communauté aux biens héréditaires. Mais l'article 1164 prohibe ce raisonnement qui serait faux, car, si les parties ont parlé spécialement du mobilier échu par succession, ce peut

(1) Comp. L. D. 81, 50, 16. — Pothier, *Traité des obligations*, n. 100.

être ou bien par ignorance des effets du régime de la communauté, ou bien simplement à titre d'exemple, ou enfin parce que les parties y attachaient une importance particulière.

Ainsi donc, tout ce que l'article 1164 veut éviter et proscrire, c'est l'interprétation restrictive basée sur ce fait, que les parties ont spécifié un cas particulier.

Et toutefois ce n'est qu'avec une certaine prudence qu'on devra appliquer l'article 1164 car, ainsi que nous l'avons déjà constaté, il sera souvent très difficile de distinguer ce qui n'est que simplement explicatif de ce qui est vraiment restrictif et limitatif. Ainsi que le dit Larombière c'est dans l'analyse de l'acte lui-même, de toutes les « circonstances qui l'ont précédé, accompagné et suivi » que l'on doit rechercher si l'on a entendu donner seulement une explication, ou bien apporter une restriction, une limitation (1). Ainsi le legs général des meubles pourrait être limité, si le testateur y avait ajouté spécialement une seule des choses comprises sous l'une des espèces particulières du genre. Par exemple, vous me léguez les meubles de votre maison et vos recueils de jurisprudence, cette dernière addition d'une seule espèce des livres de votre bibliothèque, paraît bien faite bien plus pour exclure les autres livres, du legs général des meubles, que pour expliquer ou énoncer (2).

B. Le même motif qui a fait exclure l'article 1164 du classement général, empêchait qu'on y fit rentrer une règle, que nous ne trouvons pas, il est vrai, dans notre Code civil, mais que Pothier formulait de la façon suivante dans sa

(1) Comp. L. 18, p. 41, D. 33, 7. — V. Pothier, *Introduct. au titre XVI de la Coutume d'Orléans*, n° 161.

(2) Pothier, *Traité des obligations*, n° 101.

onzième règle : « *Dans les contrats, de même que dans les testaments, une clause conçue au pluriel se distribue souvent en plusieurs clauses singulières* » (1). Il ne faut pas voir là une règle *positive* d'interprétation. Pothier ne disait pas : « une clause au pluriel doit se distribuer en plusieurs clauses singulières » ; non, il mettait seulement le juge en garde contre une interprétation par trop littérale. Voici une application de la règle posée par Pothier : Je lègue à Pierre et à Jacques telle chose s'ils sont encore à mon service « lors de mon décès » ; quoique l'un d'eux ait quitté mon service, le legs ne laissera pas d'être valable à l'égard de celui qui y sera demeuré et cette disposition équivaut à celle-ci : « Je lègue à Pierre telle chose s'il est à mon service lors de mon décès. Je lègue à Jacques telle chose s'il est à mon service lors de mon décès. » La locution au pluriel ne doit donc pas toujours être prise à la lettre, et c'est là tout ce que signifie notre règle.

C. Il est encore un autre principe, dont nous n'avons pas parlé dans notre énumération, et qui figure dans le traité de Pothier sous la rubrique 9<sup>e</sup> règle ; si nous l'avons omise c'est, que loin de poser un principe d'interprétation, elle va pour ainsi dire contre la théorie même de l'interprétation qui, avant tout, a pour principe de ne tenir compte que de l'intention des parties, c'est-à-dire de ce qu'elles ont prévu. Or d'après cette règle de Pothier, « *Lorsque l'objet de la convention est une universalité de choses, elle comprend toutes les choses particulières qui composent cette universalité, même celles dont les parties n'avaient pas connaissance.* » (2) C'est

(1) Pothier, *Traité des obligations*, n<sup>o</sup> 101.

(2) Pothier, *Traité des obligations*, n<sup>o</sup> 99.

que l'universalité est une sorte d'être de raison, qui doit être distinguée des biens individuels dont elle se compose. Quand on traite sur une universalité, on la considère comme telle et en elle-même. C'est ce qui permet de déroger dans une certaine mesure à la règle essentielle des articles 1156 et 1164. C'est ce qui autorise à faire porter l'intention des parties sur des choses qu'elles n'ont peut-être même pas pu prévoir. Ainsi, ayant cédé ma part dans une succession qui m'est échue, je suis censé avoir cédé tous les objets qui y sont compris, même ceux que je n'aurais pas connus (1).

Et toutefois il faudrait apporter à cette règle certaines exceptions. La première résulterait de l'intention bien manifestée par les parties, de ne traiter que sur les choses qu'elles connaissent, comme si je vous ai cédé pour une certaine somme ma part dans le mobilier de la succession compris dans l'inventaire. Une seconde réserve devrait être apportée pour le cas, où l'ignorance dans laquelle une partie se trouve des choses qui composent l'universalité, résulterait du dol ou de la dissimulation de l'autre partie.

D. Rappelons pour mémoire la règle « *Exceptio est strictissimæ interpretationis* » que nous avons étudiée à propos de la méthode d'interprétation stricte et dont nous avons parcouru quelques-unes des nombreuses applications. Nous renvoyons donc quant à cette règle à notre section I. p. 88 et suivantes.

E. De même nous ne faisons ici que renvoyer aux quelques règles d'interprétation que nous avons dû indiquer en étudiant la sphère d'application de la méthode extensive. (V. Supra, p. 80 et suivantes).

(1) Comp. L. 29, D. *De transact.*



F. Enfin il nous reste à parler d'une règle, que nous aurions peut-être pu classer dans celles qui résultent de l'équité, mais dont nous avons renvoyé l'étude après celle de toutes les autres, parce que, ainsi que nous allons le constater, elle est essentiellement subsidiaire et ne constitue même pas, à proprement parler, une règle d'interprétation.

Il s'agit de l'article 1162 ainsi conçu : « *Dans le doute la convention s'interprète contre celui qui a stipulé, et en faveur de celui qui a contracté* » (1). C'était déjà un principe admis d'une façon constante par le droit romain, qui le consacre dans plusieurs passages du Digeste, « *In stipulationibus cum quaeritur quid actum sit*, écrivait Ulpien, *verba contra stipulatorem interpretanda sunt.* » (2) La loi 99 du même titre disait également : « *.... fere secundum promissorem interpretantur* ». Et nos anciens juriconsultes, Domat et Pothier le reproduisirent dans leurs ouvrages (3).

Mais quel est donc le sens exact de cette disposition, présentée par tous sous forme de règle d'interprétation. Pour répondre à cette question, nous devons commencer par déterminer, d'une façon très précise, quel est le fondement juridique de l'article 1162.

a) *Fondement juridique de l'article 1162.*— Quelques auteurs l'ont expliqué en disant que le doute doit s'interpréter contre le stipulant, parce que c'est à lui que ce doute est imputable, puisqu'il dictait la loi du contrat ;

(1) V. notamment comme application de cette règle, Paris, 13 février 1894, D. 94, 2, 430.

(2) L. 38, p. 18, D. 45, 1.

(3) Domat, *Lois civiles*, livre I, titre I, sect. II, parag. XV. — Pothier, *Traité des oblig.* n° 97.

et qu'il est aussi équitable que naturel de lui faire subir les conséquences de la négligence par lui commise, en ne s'expliquant pas plus clairement : *quia potuit re integra legem apertius dicere* (1). On ne saurait méconnaître complètement cette explication, qui est d'ailleurs la seule donnée par Pothier et Domat (2), et qui répond bien à l'idée que Loysel se faisait de notre règle. « L'entente est au diseur », écrivait cet auteur (3). Mais nous croyons qu'elle ne suffit pas. C'est qu'en effet si le stipulant dicte souvent les diverses conditions du contrat, il est de nombreux cas où celles-ci sont l'œuvre du promettant.

C'est pourquoi d'autres auteurs ont proposé, pour expliquer l'article 1162, un fondement d'ordre plus général, et ils disent que la libération est favorable, et qu'on doit dès lors toujours présumer dans le sens du moindre engagement : « *semper in obscuris quod minimum est sequimur* » (4). Évidemment cette explication est fondée en principe, et tient compte dans une certaine mesure de l'intention des parties, car il est présumable que celui qui s'oblige ne veut que le moins (5). On voit d'ailleurs très souvent la loi favoriser indirectement la libération des personnes et des biens. Mais cette seconde raison elle-même ne suffirait pas, selon M. Demolombe, à fonder l'article 1162, car, en équité même, les deux parties sont dans une

(1) L. 21, D. *De contrahenda emptione*.

(2) Domat, *Lois civiles*, Interprétation des testaments, n° XV, Comp. de même dans le sens de cette explication, l'art. 1288, C. civ. Espagnol.

(3) *Institutions coutumières*, livre III, titre I, règle XIV.

(4) L. 9, D. 50, 17.

(5) Aussi, avec cette explication, l'art. 1162 constituerait vraiment une règle d'interprétation.

égalité de position devant la loi, qui veut que l'on rende le sien à chacun quel qu'il soit, débiteur ou créancier » (1).

Aussi insisterons-nous davantage sur une troisième raison dont la plupart des auteurs se servent pour appuyer la règle qui nous occupe. Celle-ci ne serait qu'une conséquence de cette autre règle, plus générale, en matière de preuve, à savoir que c'est à celui qui affirme l'existence d'un fait juridique, que doit être imposée la preuve de son affirmation « *onus probandi incumbit ei qui dicit*. Et en effet, aux termes de l'article 1315, « celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver. Réciproquement celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit sa libération » (2).

Prenons un exemple. Un bailleur qui réclame de son fermier le paiement d'un loyer ou fermage devra prouver l'obligation du preneur qui le rend créancier (art. 1315). Si, dans le contrat qu'il invoque, il y a doute par exemple sur le montant du loyer, le bailleur qui ne pourrait pas faire la preuve qui lui incombe, serait débouté de la demande, du moins jusqu'à concurrence de ce qu'il n'a pu établir. La preuve limite, en même temps qu'elle fonde la prétention du demandeur : « *actore non probante, reus absolvitur* ».

b). *Sens exact de l'article 1162.* — Nous arrivons

(1) Demolombe, XXV, n° 24.

(2) Ce texte ne fait lui-même qu'indiquer les conséquences d'un principe que l'on a parfaitement résumé en ces termes : « la nécessité de prouver s'impose à celui qui avance un fait contraire à l'état normal et habituel des choses, ou bien à une situation acquise ». Ce qui nous a permis en définitive de rattacher l'art. 1162 à une règle précitée d'après laquelle l'exception au droit commun, étant d'origine stricte, doit être formellement établie.

ainsi à donner à l'article le sens suivant. Toutes les fois que l'un des contractants se portera créancier ou plutôt demandeur, le doute et l'ambiguïté qui se trouverait dans le contrat, et qu'il ne parviendrait pas à soulever, devrait s'interpréter contre lui. Et dès lors on est amené à donner une large acception au mot » débiteur », contenu dans l'article 1162, en y comprenant tous ceux contre lesquels on veut faire reconnaître l'existence d'une obligation passive, où la perte et l'anéantissement d'un droit ou d'une obligation active.

Ce nouveau fondement de l'article 1162 avec sa très large portée permet aussi d'étendre, même aux contrats synallagmatiques, une règle dont le texte paraît bien ne devoir embrasser que les contrats unilatéraux (1). Le doute s'interprétera tantôt contre l'un, tantôt contre l'autre des contractants ; chacun d'eux ayant la double qualité de créancier et de débiteur. Ainsi pour reprendre l'exemple du bail, nous venons de voir plus haut un cas où le doute était tranché en faveur du preneur, défendeur à une demande en paiement. Mais supposons maintenant que ce preneur réclame par exemple des réparations nécessaires, en vertu de l'article 1719 et 1720, ou l'indemnité prévue par l'article 1721. Dans ce cas, agissant en qualité de créancier, il devra établir le droit qu'il allègue ; faute de quoi, il fera naître dans l'esprit du juge, non pas une conviction, mais un simple doute qui dès lors devra profiter au bailleur. Et bien plus, tout en restant débiteur en apparence, si à une demande en paiement des loyers, in-

(1) Dans certaines législations étrangères, d'ailleurs, la distinction existe à ce sujet entre les contrats synallagmatiques et les contrats unilatéraux, et cette distinction entraîne des solutions différentes suivant les cas (Autriche-Hongrie, Code civil, article 915).

tentée et prouvée par le bailleur, le preneur répond qu'il est libéré, il devient pour ainsi dire créancier de sa libération, il se porte demandeur : « *reus excipiendo fit actor* »; et en conséquence il devra fournir une preuve complète de son affirmation, c'est-à-dire de sa libération (art. 1315 al. 2). Si dans la quittance qu'il produit il subsiste quelque ambiguïté, celle-ci se résoudra en faveur du bailleur devenu défendeur, et le preneur ne sera pas libéré, faute de preuve (1).

« Ce n'est donc pas toujours contre la même partie, conclut Demolombe, que le doute s'interprète dans une convention. Il doit s'interpréter, tantôt contre l'une, tantôt contre l'autre, pour ainsi dire alternativement, suivant que l'une ou l'autre y joue le rôle de demandeur et produit une affirmation à son profit, »

Du dernier fondement attribué à l'article 1162, et que nous admettons quant à nous, on peut tirer la conclusion suivante : Bien que ce texte figure dans une section intitulée : *De l'interprétation des conventions*, il appartient bien moins à la matière de l'interprétation, qu'à celle de la preuve. Et on a dit avec raison que ce texte ne fournissait point en réalité une règle d'interprétation, car « interpréter, c'est employer certains procédés de raisonnement pour découvrir le sens caché d'une convention et pour reconnaître la véritable intention des parties. Or, l'article 1162 ne fournit aucun procédé de ce genre (2). » Ce n'est, nous venons de le voir, que la simple application du prin-

(1) Cette solution, on le voit, est loin de favoriser la libération et elle se trouve par suite en contradiction avec le 2<sup>e</sup> fondement proposé pour expliquer l'article 1162. Ceci prouve une fois de plus que cette explication doit être repoussée.

(2) Demolombe XXV, n° 23. — Marcadé (1892), IV, n° 471 et 472.



cipe « *actori incumbit probatio.* » Aussi, pour mettre l'article 1162 tout à fait au point avec cette explication, nous proposerons d'en modifier ainsi le texte : « A défaut de preuve suffisante, la convention s'interprète contre celui qui en demande l'exécution et au profit du défendeur. » Là où il y a doute, en effet, c'est qu'il n'y a pas preuve suffisante (1).

c). *Caractères subsidiaires de l'article 1162.* — C'est donc seulement à défaut de preuve suffisante, c'est-à-dire dans le doute absolu, que le débiteur doit être favorisé contre celui qui se porte créancier. C'est reconnaître, en d'autres termes, le caractère tout à fait subsidiaire de l'article 1162. Et en effet, pour qu'il soit applicable, il faut que le juge n'ait pas pu découvrir l'intention, bien qu'ayant épuisé tous les moyens d'interprétation. « L'application de l'article 1162, disent MM. Baudry-Lacantini-rie et Barde (2) est un moyen suprême, et si on peut « s'exprimer ainsi, un moyen brutal de supprimer ainsi « la difficulté. » Pour reprendre une image employée par M. Demolombe, nous dirons que cet article propose de *trancher* le nœud, mais c'est seulement dans l'impossibilité absolue de le dénouer : « C'est l'interprétation s'avouant « impuissante devant l'impénétrable obscurité du contrat (3). »

Aussi non seulement on peut regretter de voir figurer l'article 1162, dans notre matière de l'interprétation, mais même et surtout, on doit critiquer la place qu'il occupe dans la section V, et reconnaître qu'il eut été du moins

(1) Voir dans ce sens, Marcadé IV sur l'article 1612, n° 471.

(2) *Traité des obligations*, n° 571.

(3) Demolombe, XXV, n° 23.

préférable de renvoyer cette disposition à la suite de toutes les autres règles d'interprétation.

Ainsi donc lorsque les tribunaux peuvent découvrir d'une façon quelconque la volonté des parties, ils ne doivent pas mettre en œuvre l'article 1162 et favoriser le débiteur aux dépens du créancier sous prétexte d'équité. Domat disait à ce sujet « Quand l'engagement est assez entendu « on ne doit ni l'étendre ni le restreindre au préjudice « de l'un pour favoriser l'autre (1) ». Aussi n'est-il pas surprenant de trouver de nombreuses décisions où une clause même obscure est interprétée contre le débiteur. Nous citerons à cet effet l'application très intéressante qui a été faite de ces idées dans une importante affaire de ces dernières années. Nous voulons parler du procès des chemins de fer de l'Est, dans lequel les tribunaux et, après eux, la Cour de cassation, ont refusé d'appliquer l'article 1162, dont la compagnie, débitrice, se prévalait. Et on lit ce qui suit dans l'un des considérants de l'arrêt du 21 avril 1896, que nous reproduisons en partie parce qu'il résume très bien ce qu'il faut entendre par caractère subsidiaire de l'article 1162 : « Attendu que la « présomption qui résulte de l'article 1162, est loin d'être « absolue ; que si le législateur, favorable au principe de la « libération du débiteur, l'a édicté dans la première partie « du texte (art. 1187), il a pris le soin de déclarer aussitôt « qu'elle *doit disparaître, lorsqu'il résulte de la stipula-* « *tion ou des circonstances* que le terme a été également « convenu en faveur du créancier (2) ; qu'il charge bien les

(1) Lois civiles, *loc. cit.* Parag. XV.

(2) En effet voici le texte de l'art. 1187 : « Le terme est toujours présumé, stipulé en faveur du débiteur, à moins qu'il ne résulte de la

« tribunaux de rechercher dans chaque espèce quelle a  
 « été la commune intention des parties et de ne tenir le  
 « terme pour stipulé qu'en faveur du seul débiteur, qu'à  
 « défaut de toutes indications résultant soit des termes  
 « même du contrat, soit de tout autre élément de fait  
 « qui puisse en préciser le sens et la portée ; que dans  
 « cette appréciation, le juge doit tenir compte tout aussi  
 « bien de la nature du contrat et du but dans lequel il a  
 « été formé, que de toutes circonstances qui sont de nature  
 « à l'éclairer (1) ».

d) *Application de l'article 1162.* — On a pu constater une première application dans l'article 1187 : « Le terme est toujours présumé stipulé en faveur du débiteur ». C'est là, un cas d'interprétation légale, dans lequel le législateur a mis en œuvre l'article 1162 (2). On peut encore en voir d'autres, également en matière d'interprétation légale, dans l'article 1190 aux termes duquel, dans les obligations alternatives, le choix appartient au débiteur, s'il n'a pas été expressément accordé au créancier ; — dans l'article 1247 qui décide que le paiement se fait au domicile du débiteur, quand il s'agit de choses indéterminées ; — enfin dans l'article 1327, ainsi conçu : « Lorsque la somme  
 « exprimée au corps de l'acte est différente de celle expri-  
 « mée au bon, l'obligation est présumée n'être que la

« stipulation ou des circonstances qu'il a été aussi convenu en faveur  
 « du créancier. » C'est une application de l'art. 1162, dans laquelle le législateur a expressément indiqué le caractère subsidiaire.

(1) *Pand. françaises*, 1896, 1, 325.

(2) Toutefois, au sujet de cet article 1187, nous remarquerons que les articles 146 et 187 du Code de commerce lui apportent des exceptions qui dérogent par suite aussi à l'article 1162. Et même d'après certains auteurs (Larombière, Laurent), cet article 1187 ne serait pas applicable au prêt à intérêt.

« somme moindre lors même que l'acte, ainsi que le bon, sont écrits en entier de la main de celui qui s'est obligé, à moins qu'il ne soit prouvé de quel côté est l'erreur ».

Quant aux cas d'interprétation purement judiciaire basée sur l'article 1162, ils sont très nombreux et nous nous bornerons à renvoyer à quelques arrêts. C'est par application de l'article 1162 qu'il a été décidé par exemple, que la clause par laquelle il est stipulé que le preneur ne pourra pas faire d'emballages dans la cour des lieux loués, ne saurait s'étendre à la faculté d'y faire des déballages et des déchargements de marchandises (1).

En matière d'assurance nous trouvons plusieurs décisions rendues conformément à l'article 1162 (2). Et son application pure conduit à dire qu'en cas de doute le juge doit se prononcer tantôt pour, tantôt contre l'assureur, suivant que dans la clause ambiguë il est obligé ou au contraire stipulant. Et toutefois la majorité des arrêts décident, d'une façon générale, et sans faire cette distinction, que, lorsqu'il y a obscurité, c'est toujours contre l'assureur qu'elle doit être interprétée. par cette raison qu'il est présumé avoir rédigé la police (3). Cette jurisprudence motive ses décisions en supposant précisément à l'article 1162 le fondement que nous lui avons reconnu il est vrai, mais que

(1) Paris, 10 août 1841. D. *Repert.*, v<sup>o</sup> Louage, n<sup>o</sup> 147. — V. dans le même sens, Orléans, 25 avril 1882. D. 83, 2, 124, et en matière de contrats administratifs. Conseil d'État du 2 juillet 1863. D. 76, 5, 433.

(2) V. notamment, Rouen, 26 mai 1840. Pal., 40, ., 208. — Rennes, 14 août 1872, rapporté dans le recueil de Bonneville de Marsangy, II, 441.

(3) Cass., 12 juill. 1883. D. 37, 4, 457. — Paris, 1<sup>er</sup> août 1844, D. 43, 2, 7. — Paris, 19 décembre 1849. D. 50, 2, 40.

nous avons cru nécessaire de compléter par un autre plus juridique.

Nous insisterons davantage sur l'application de l'article 1162 dans deux matières où elle fait naître des difficultés et des controverses.

1) Et d'abord on trouve, en ce qui concerne la vente, une disposition spéciale qui pose une règle du même genre que celle de l'article 1162, c'est l'article 1602 ainsi conçu : « *Le vendeur est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige. Tout pacte obscur ou ambigu s'interprète contre le vendeur* » Des dissidences se sont élevées dans la doctrine, sur le point de savoir si cet article n'était qu'une simple application du premier, ou si au contraire il était intervenu précisément pour y déroger.

D'après Larombière, l'article 1602 ne fait qu'appliquer au contrat de vente en particulier la règle que l'article 1162 a posée pour tous les contrats en général et cet auteur en déduit cette conséquence que le doute s'interprète, tantôt contre le vendeur, tantôt contre l'acheteur, suivant quel'un ou l'autre joue dans le contrat le rôle de débiteur ou celui de créancier « Et en effet, dit-il pourquoi les mêmes principes ne s'appliqueraient-ils pas au contrat de vente ? Chacun des contractants ne s'impose-t-il pas des obligations réciproques ? Chacun ne crée-t-il pas mutuellement des droits, qu'il doit pleinement justifier vis-à-vis de l'autre quand il les exerce ? » (1).

Selon la majorité des auteurs (2), au contraire, l'arti-

(1) Larombière, *Traité des obligations*, n°97, V. aussi dans cet auteur l'argument d'analogie tiré de ce qui se passe en matière de louage.

(2) Demolombe, Aubry et Rau, IV, p. 361, note 3. — Laurent, XXIV, n° 155. — Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, I, p. 489, n° 572.



cle 1602 a été rédigé spécialement en vue de déroger à l'article 1162. Bien certainement le premier ne sera que l'application du second toutes les fois que le doute portera sur une clause établissant une obligation à la charge de l'acheteur, un droit au profit du vendeur. Mais quand au contraire la clause obscure aura pour objet de rendre le vendeur débiteur, l'article 1162, s'il était seul, voudrait que le doute fut résolu contre l'acheteur créancier, demandeur. Mais l'article 1602 vient déroger à cette règle, exposant que tout pacte obscur devra être interprété contre le vendeur, fut-il débiteur. Et d'après M. Demolombe (1) notamment, c'est bien là le sens absolu qui doit être attribué à l'article 1602. Les travaux préparatoires autorisent et même dictent cette solution (2). Ce même auteur suppose l'exemple suivant : un fonds est vendu avec le cheval qui s'y trouve. Or au moment de l'exécution, il y a sur ce fonds deux chevaux d'inégale valeur. A qui appartiendra le choix ? Le doute provenant de l'insuffisance du contrat s'interprétera contre le vendeur, bien qu'il soit obligé. Dès lors l'acheteur aura le choix entre les deux chevaux (3).

Ainsi donc, d'après cette deuxième opinion, nous sommes ici en présence d'une règle particulière au contrat de vente, règle qui s'explique comme l'indique l'al. 1 de son texte par cette idée que le vendeur étant en fait le maître du contrat, c'est lui qui est présumé en avoir dicté les conditions. « Qui vend le pot dit le mot » écrivait Loysel dans

(1) Demolombe, XXV, n° 27.

(2) Comp. ce que disent Portalis dans l'Exposé des motifs au Corps Législatif. — Fenet, XIV, p. 424 et Faure dans le Rapport au Tribunal. — Fenet, XIV, p. 159.

(3) V. autre application de la même idée dans arrêt de Riom, 5 janvier 1829. D. 29, 2, 208.

ses Institutes. Dès lors si ce vendeur ne s'est pas exprimé clairement, lui seul doit en subir les conséquences (1). Nous reconnaissons avec M. Demolombe que le texte de l'article 1602, étant très formel, doit être entendu et appliqué comme une exception à l'article 1602 ; mais du moins, nous pouvons en regretter l'existence, à cause de l'insuffisance du motif qui l'a dictée (2). Entendue avec cette généralité, la disposition de l'article 1602 est d'ailleurs contraire à la vérité des faits. En quoi donc le vendeur est-il appelé à « *legem apertius conscribere* » « Les deux parties, dit M. Guillouard, sont placées sur un pied complet d'égalité, l'acheteur discute avec la même liberté que le vendeur, les conditions du contrat, et souvent même avec une liberté plus grande, car il y a plus de personnes forcées de vendre que de personnes forcées d'acheter (3) ». Il est donc injuste d'interpréter toujours contre le vendeur des clauses qui ont été librement discutées par l'acheteur, et acceptées par lui (4).

Et d'ailleurs tous les auteurs (5) et presque tous les arrêts (6) sont obligés de reconnaître que l'article 1602 va

(1) On le voit, ce motif (expiation d'une certaine négligence) que nous avons déjà critiqué plus haut comme insuffisant, ne saurait fonder qu'une règle incomplète comme l'est bien celle de l'art. 1602, puisqu'il est reconnu, qu'en fait, l'acheteur dicte les conditions du contrat tout aussi bien que le vendeur.

(2) V. note précédente.

(3) D'ailleurs, si l'action en rescision a été donnée aux vendeurs, mais non aux acheteurs, c'est qu'on a supposé à juste titre que le vendeur n'était pas toujours le maître du contrat, contrairement à ce que présume l'art. 1602.

(4) Guillouard, *Traité de la Vente*, I, n° 200.

(5) Demolombe XXV, p. 28. — Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des oblig.* n° 572. — Aubry et Rau, IV, p. 360, note 3. — Laurent, XXIV, n° 155, 156.

(6) V. toutefois Bourges, 15 décembre 1868, D. 69, 2, 36.

trop loin en exprimant que « *Tout* pacte obscur s'interprète contre le vendeur. » Des travaux préparatoires eux-mêmes, il résulte qu'on ne devrait interpréter contre le vendeur, que les clauses relatives à l'état de la chose vendue. Après avoir dit que le vendeur connaissant particulièrement la chose qu'il vend et ses accessoires doit savoir parler clairement, l'orateur du tribunal, M. Grenier, ajoutait « C'est relativement à ces objets que se borne la règle  
« d'interprétation contre le vendeur, car par rapport aux  
« autres clauses de la vente, qui seraient autant du fait de  
« l'acquéreur que de celui du vendeur, en cas d'obscurité  
« ou d'ambiguïté, la manière de les entendre serait soumise  
« aux règles générales de l'interprétation des conven-  
« tions. (1) »

C'est donc seulement pour les clauses qui concernent l'état de la chose vendue, ou qui modifieraient les obligations légales du vendeur, que l'article 1602 conserve son caractère absolu. Pour les autres, pour les clauses que certains auteurs (2) appellent alors « exceptionnelles » (par exemple une clause établissant un terme de paiement au profit de l'acheteur) l'article 1162, reprendrait son empire, et elles seraient par suite interprétées en faveur du vendeur, si elles devaient avoir pour effet de le rendre débiteur.

Mais alors, qu'on le remarque bien, il n'y a plus qu'une différence de principe entre les deux théories que nous venons d'exposer successivement ; et en fait elles aboutissent toutes les deux au même résultat. Car Larombière

(1) Fenet, XIV, page 494. — Loaré, VII, p. 110. — Voir dans le même sens. Domat, Lois civiles, livre I, titre III, sect. XI, parag. XIV, p. 52.

(2) Demolombe, Aubry et Rau.

fait lui-même de son côté, des concessions sérieuses. S'il part de cette idée que l'article 1602 ne déroge pas à l'article 1162, qu'il ne fait que le consacrer dans une matière spéciale, il convient cependant que cet article 1602 s'appliquerait à la lettre et d'une façon absolue, c'est-à-dire que le doute s'interpréterait contre le vendeur, même débiteur, s'il s'agissait d'une clause ayant seulement pour but de soustraire ce vendeur à une des obligations dont il était tenu légalement. Ainsi en présence d'une clause qui établirait, à la charge du vendeur, une obligation de garantie moindre que celle que la loi lui imposait de droit, le doute devrait se résoudre en faveur de l'acheteur. Et d'après Larombière cette solution résulte de l'article 1162 lui-même, sainement interprété, car il s'agit ici pour le vendeur de justifier de sa libération eu égard à une obligation tacite et légale.

En résumé, nous inspirant des travaux préparatoires, nous concluons que l'article 1162 est applicable en matière de vente comme partout ailleurs, sauf une limitation spéciale apportée par l'article 1602 et faisant retomber les conséquences du doute sur le vendeur même débiteur, mais seulement lorsqu'il s'agira de la description ou détermination de la chose vendue ou d'une restriction à une obligation dont le vendeur était tenu légalement. Et, même entendu dans ce sens restrictif, nous croyons que l'article 1602 n'est pas à l'abri de toute critique, et c'est peut-être à tort qu'il est venu, sous un motif d'équité, déroger aux règles sur la preuve. Supposons, en effet, qu'un acheteur prétende que la chose doit lui être livrée dans tel état, mais que la preuve qu'il apporte au juge à l'appui de sa prétention laisse un certain doute dans l'esprit de celui-ci ; la règle *actore non probante reus absolvitur*

exigerait normalement que cet acheteur fut débouté de sa demande. Mais l'article 1602 qui s'applique ici, dans son sens absolu, permet et conseille au juge de trancher le doute contre le vendeur, sous prétexte que celui-ci pouvait et devait s'expliquer clairement sur la chose qu'il vendait.

Du reste, en raison de son caractère exceptionnel, l'article 1602 ne saurait être étendu à un contrat autre que la vente et notamment au louage, malgré l'assimilation que le droit romain faisait sous ce rapport entre le bailleur et le vendeur, et en dépit de l'analogie qui existe entre ces deux contrats. Comme d'autre part aucun texte spécial n'existe à ce sujet au titre du louage, on rentre dans la règle générale de l'article 1162 et par suite le doute sera tranché selon les cas, soit en faveur du bailleur, soit contre lui. Telle est bien l'opinion de la grande majorité des auteurs (1). Et cependant Duvergier professe une théorie opposée, et il pense que dans tous les cas, les clauses obscures ou ambiguës d'un contrat de louage doivent s'interpréter contre le bailleur, lors même qu'elles seraient relatives aux obligations contractées par lui envers le preneur (2). La jurisprudence paraît même avoir suivi cet auteur ainsi qu'en attestent plusieurs arrêts (3).

*Caractère subsidiaire de l'article 1602.* — Il est à peine utile de dire que l'article 1602 suppose, comme l'article 1162, que tous les moyens d'investigation ont été vainement employés pour découvrir l'intention des parties.

(1) Demolombe, XXV, n° 29. — Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, n° 572. — Laurent, XXV, n° 99. — Larombière, *Traité des obligations* sous l'art. 1162, n° 7.

(2) Duvergier, *De la Vente*, I, n° 262.

(3) Paris, 10 août 1841. D. *Répert.* v° Louage, 447. — Angers, 23 avril 1842. D. *Répert.* v° Louage, n° 87.



Aussi, si la disposition qui vient de nous occuper, déroge dans une certaine mesure aux articles 1156 et suivants ; et quand l'interprétation d'un acte de vente est conforme à l'un de ces derniers textes, elle ne viole aucunement l'article 1602, alors même qu'elle profiterait au vendeur (1).

2) Nous trouvons d'autres difficultés relatives à l'article 1162, dans son application aux testaments. En présence d'un doute persistant, et donnant lieu à deux interprétations possibles, l'une en faveur de l'héritier, l'autre en faveur du légataire, à laquelle de ces deux interprétations, le juge devra-t-il donner la préférence ?

D'après Coin-Delisle, la règle de l'article 1162 « qui « prononcerait en faveur de l'héritier débiteur, n'est pas « applicable en matière de testaments, parce que cet article, dit-il, est fondé sur ce que celui qui stipule à son « profit, manque à la bonne foi, s'il insère dans le contrat un pacte obscur. Cette raison, ne milite ni contre « le testateur, ni contre le légataire. La règle n'est donc pas « faite pour tous les testaments.

Mais cette conclusion absolue, n'est pas admise par la doctrine ni la jurisprudence, qui résolvent généralement la difficulté par une distinction : S'agit-il d'un doute portant sur l'existence même du legs, on l'interprétera en faveur du légataire. Et cela est nécessaire, pour respecter la règle de l'article 1157 que nous avons reconnue applicable aux testaments. On maintient donc le legs pour donner effet à la volonté du testateur (2). Mais si l'exis-

(1) Cass., 3 avril 1872. D. 73, 1, 431.

(2) Dans ce sens, Cass. 23 juillet 1834. D. 34, 1, 417. — Grenoble, 19 juin 1846. S. 47, 2, 394. — Douai, 18 mai 1854. S. 54, 2, 435. — Cass. 20 décembre 1865. S. 65, 1, 25. — Grenoble, 16 mai 1870. S.

tence du legs, étant reconnue, son étendue seule est contestée, c'est en faveur de l'héritier, ou plus généralement du débiteur du legs, qu'il faut répondre (« *In dubio pro herede respondendum* »). C'est alors l'application aux testaments de la règle, que l'article 1162, consacre en matière de conventions. En ce sens, il a été jugé que le legs d'une même somme, fait deux fois dans le même testament à la même personne, et mis à la charge du même légataire universel, est présumé n'avoir été répété que par inadvertance, s'il n'apparaît pas que le testateur ait réellement voulu faire profiter le légataire particulier de deux libéralités (1). De même c'est par application de cette idée qu'on décide par analogie de l'article 1190 en matière de contrat, que, en cas de legs d'une chose indéterminée ou même de plusieurs choses sous une alternative, le choix sous le Code Civil, comme dans les anciens principes, appartient au débiteur du legs à moins d'une déclaration de volonté contraire.

La distinction que nous venons d'établir était déjà admise dans notre ancien droit (2), et elle est adoptée par presque tous nos auteurs modernes (3).

Et toutefois elle est combattue par Laurent (4) d'après qui le doute doit toujours être interprété en faveur de

70, 2, 207. L'art. 1023 déjà cité plusieurs fois ne fait qu'appliquer la même idée.

(1) Bordeaux, 28 janv. 1875. D. 74, 5, 306. — V. autres exemples : Angers, 11 mars 1878. D. 71, 2, 24. — Cass. 8 déc. 1852. S. 53, 1, 293. — Cass. 20 déc. 1865 et Grenoble, 16 mai 1870, précités.

(2) D'Aguesseau, IV, p. 631. — Merlin, *Répert.* V<sup>o</sup> Legs sect., IV, parag. n<sup>o</sup> 4.

(3) V. notamment Duranton, IX, n<sup>o</sup> 368. — Aubry et Rau, VII, par. 712. — Demolombe, XXI, n<sup>o</sup> 742.

(4) Laurent, XIV, n<sup>o</sup> 163.

l'héritier, même et surtout quand ce doute porte sur l'existence du legs. « Dans la théorie du Code sur les « successions, dit cet auteur on ne conçoit pas de legs « douteux, en ce sens qu'il y ait doute sur le point de « savoir si le défunt a voulu faire un legs. La succession « légitime étant la règle et la succession testamentaire « l'exception, il faut pour qu'il y ait lieu à l'exception « qu'elle soit clairement établie, sinon, on reste dans la « règle... Donc dans le doute c'est l'ordre légal qui doit « l'emporter et l'héritier doit passer avant le légataire ».

Nous sommes portés à adopter cette théorie, car si elle sacrifie l'article 1157, c'est pour satisfaire à une autre règle très importante d'interprétation que nous avons développée plus haut. La règle « *exceptio est strictissimæ interpretationis* ». Or nous savons en effet que l'article 1157 est une règle subsidiaire, qui ne doit intervenir que quand les autres moyens d'investigation ont échoué.

Nous en aurons fini avec la règle de l'article 1162 quand nous aurons remarqué qu'elle se trouve reproduite dans presque toutes les législations étrangères ; nous nous bornerons à renvoyer notamment aux articles 268 du Code civil Prussien, 1187 est du Code civil Italien. 1388 et 1289 Code civil du Espagnol, 1589 de la loi Russe.

### SECTION III. — DIFFICULTÉS RELATIVES A LA PREUVE EN MATIÈRE D'INTERPRÉTATION

Les questions concernant la preuve ont donné lieu, en ce qui touche l'interprétation, à de sérieuses difficultés et à de vives controverses. Tous les auteurs il est vrai sont unanimes à reconnaître que les règles ordinaires de

la théorie de la preuve s'appliquent normalement à la matière de l'interprétation. Mais les divergences naissent dès qu'il s'agit de savoir auxquelles de ces règles il faut recourir.

Nous avons vu que l'acte étudié, soit dans sa nature, soit dans son ensemble, était un des plus sûrs éléments d'appréciation pour interpréter son contenu. Mais faut-il en conclure que cet acte seul doit être employé ? La conviction du juge interprète ne peut-elle pas être entraînée par des éléments même *extrinsèques* : soit par d'autres actes antérieurs ou postérieurs, soit par la preuve testimoniale elle-même. Il convient de n'étudier cette question assez délicate qu'en distinguant suivant qu'il s'agit d'interpréter un acte non solennel ou au contraire un acte solennel.

I. *Actes non solennels*. — Nous croyons, avec la plupart des auteurs (1) et la jurisprudence, que tous les modes de preuve sont admissibles pour établir le sens exact et la portée d'un tel acte, quelle que soit d'ailleurs la valeur de l'objet sur lequel porte la convention et quel que soit le signe qui ait constaté cette convention.

Toutefois quelques auteurs paraissent ne pas admettre entièrement cette solution. C'est ainsi que Larombière notamment dit (2) que « la manifestation d'une volonté contraire au sens ordinaire des termes, doit commencer par l'acte même qu'ils s'agit d'interpréter. Il faut y trouver, ajoute-t-il, au moins un commencement de preuve de son existence, sauf à compléter la présomption et à l'élever à la hauteur d'une certitude par tous les moyens exté-

(1) V. notamment Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, n° 558.

(2) Larombière, *Traité des obligations* sous l'art. 1156, n° 5.

« rieurs et pris en dehors des termes mêmes de l'acte. » Demolombe reproduit cette opinion pour l'adopter. Tout en admettant la possibilité des « moyens auxiliaires d'interprétation » cet auteur exige, pour l'emploi de la preuve testimoniale et des présomptions, un commencement de preuve par écrit, émanant d'ailleurs des deux parties ou tout au moins de celle à qui il est opposé (1).

Ces auteurs prétendent ne faire ainsi que l'application des règles ordinaires sur la preuve. Mais-selon nous il y a dans cette théorie une confusion quant à la nature des choses à prouver, et par suite quant à l'application des principes posés par les articles 1341 et suivants.

Ceux-ci en effet, il faut bien se le rappeler, n'ont été posés qu'en ce qui concerne la preuve des *actes juridiques*. Ceci résulte des travaux préparatoires qui reconnaissent que « pour les *faits*, il est nécessaire de se confier à la preuve testimoniale » (2). Or, que s'agit-il donc de prouver dans notre hypothèse ? est-ce à proprement parler l'existence d'une convention ou sont-ce des faits ? Evidemment il n'est pas question ici d'établir l'existence d'une convention ; nous la supposons suffisamment prouvée d'une façon ou d'une autre : elle est par exemple rédigée par écrit, ainsi que le supposent d'ailleurs Larombière et Demolombe dans leur discussion. Ce qu'il faut prouver, c'est le sens spécial attribué par les auteurs de l'acte à telle ou telle expression, sens spécial qui peut, nous l'avons dit après le Code, résulter notamment, soit de l'usage, soit des motifs qui ont inspiré les parties, soit d'autres circonstances toutes de fait telles que l'exécution volontaire.

(1) Demolombe, XXV, nos 8 à 12. — Comp. Laurent, XVI, n° 503.

(2) V. le rapport de Jaubert au tribunal — Fenet, XIII, page 396.



Ce qu'on doit établir en définitive, ce sont ces usages, ces motifs, ces circonstances, en un mot ce sont de purs *faits* matériels. D'ailleurs à quoi bon poser des règles telles que les articles 1159 et 1160, si par la suite on leur retire toute efficacité, en interdisant pour ainsi dire la preuve de l'usage, qui résulte toujours de faits extérieurs à l'acte, et étran-gers la plupart du temps aux parties elles-mêmes.

Ces faits pourront donc être établis dans tous les cas par la preuve testimoniale, même en l'absence d'un com-mencement de preuve par écrit émanant de la partie con-tre qui on veut prouver (1).

Mais une objection peut nous être adressée, lorsque l'acte juridique qu'il s'agit d'interpréter a été rédigé par écrit. Cette objection paraît bien se trouver développée chez quelques auteurs. C'est que, disent-ils, aux termes de l'article 1341, « aucune preuve par témoins n'est reçue « outre et contre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait « allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes » (2). La réponse à cette objection résulte suffisamment de ce qui précède pour que nous n'y revenions pas. Encore une fois il ne s'agit pas de prouver contre un écrit. L'écrit qui peut constater l'acte n'établit qu'une chose (et cela suffit d'ailleurs pour satisfaire aux exigences de la preuve). Cette chose, c'est l'existence d'une expression. Mais l'é-crit ne prouve rien de plus, et notamment il n'attribue à cette expression aucun sens particulier contre lequel la preuve testimoniale ne puisse rien ; et c'est précisément

(1) V. notamment dans ce sens arrêt du 10 avril 1872. S. 72, 1, 374.

(2) Domat, livre III, titre VI, sect. II, n° 7. — Pothier, *obliga-tions*, n° 796. — Larombière, *obligations*, art. 1156, n° 5. V. tou-tefois même auteur, sous l'art. 1341, n° 33. — Laurent, XVI, n° 503.

parce qu'on admet que l'écrit ne donne à l'expression aucun sens irréfragable, que le problème de l'interprétation peut se poser. Tout ce qu'interdit l'article 1341 c'est de contredire l'écrit et de rien ajouter à la convention qu'il constate. Or peut-on dire qu'interpréter une expression c'est la contredire ? Bien au contraire, on doit reconnaître que c'est l'affirmer tout entière, puisque c'est rechercher non pas ce qu'elle paraît être mais ce qu'elle est en réalité, c'est-à-dire quelle pensée elle a été appelée à manifester. Telle est l'opinion de M. Marcadé. « Ce ne serait pas vouloir modifier l'écrit, que de discuter sur le sens et la portée que présente telle clause plus ou moins obscure, telle expression plus ou moins vague, et par conséquent, on peut entendre des témoins pour se renseigner sur certaines circonstances de nature à faire comprendre la véritable pensée de l'acte » (1).

C'est ainsi d'ailleurs que la jurisprudence paraît comprendre l'article 1341. Un arrêt de la Cour de Paris (2) formule expressément que « la disposition de l'article 1341... n'est pas applicable aux faits de nature à fixer l'interprétation des clauses obscures ou ambiguës d'un acte ». Cet arrêt décide spécialement que la preuve par témoins est admissible, à l'effet d'interpréter les clauses d'un bail relatives à la désignation des lieux loués, lorsque la désignation faite dans le bail est obscure ou incomplète (3). Et cette décision est d'autant plus intéressante qu'elle statue

(1) Marcadé, *Explication du code civil*, art. 1341, n° 6. — Comp. Aubry et Rau, XIII, parag. 963 et note 10. — Larombière, *Traité des obligations* sous l'art. 1341, n° 33 et 34.

(2) Paris, 4 mars 1887. S. 90, 2, 60.

(3) Cass. 14 mars 1876. S. 76, 1, 276. — Cass. 23 mai 1881. S. 81, 1, 396. — Cass. 31 mars 1886. S. 86, 1, 260.

dans une matière, pour laquelle la preuve testimoniale est proscrite, quelque minime que soit la valeur de l'objet du contrat. Aussi la solution que nous proposons et qui consiste à admettre tous les modes de preuve en matière d'interprétation serait-elle applicable à tous les actes quels qu'ils soient, et notamment aux transactions et à l'antichrèse qui cependant, comme le bail, ne comportent jamais la preuve testimoniale quand il s'agit d'établir leur existence.

Ainsi donc la plus grande partie de la doctrine et la jurisprudence admettent que l'article 1341 ne trouvant pas son application dans la question qui nous occupe ne s'oppose pas à l'emploi des preuves extrinsèques pour l'interprétation des actes non solennels. Mais quelques auteurs paraissent faire une réserve qui déroule d'une distinction que nous avons déjà rencontrée et critiquée. On dit que lorsque les termes de l'acte sont clairs, l'emploi de la preuve testimoniale devrait être prohibé, car il aurait alors pour but d'aller outre et contre la teneur d'un acte ayant un sens précis, contrairement à l'article 1341. Nous renvoyons à ce qui a été dit sur cette distinction entre les actes clairs et ceux qui ne le sont pas, distinction qu'il nous paraît impossible d'admettre logiquement.

II° *Actes solennels*. — Ces grandes facilités de preuve, que la majorité des auteurs admet pour l'interprétation des actes non solennels, doivent-elles être maintenues quand il s'agit de rechercher le sens et la portée d'une clause contenue dans un acte que la loi soumet à des règles spéciales de forme ? Ne doit-on pas notamment restreindre cette latitude quant à la preuve, en ce qui touche l'interprétation des testaments ?

Ce qui provoque des doutes particulièrement graves

dans cette question, c'est le caractère de solennité que revêt le testament. La loi établit des formes, qu'elle prescrit sous peine de nullité, pour l'existence des dispositions testamentaires. Ce principe empêche qu'on puisse établir la volonté du testateur par toute espèce de preuves légales ; la volonté de tester n'existe aux yeux de la loi que si le défunt l'a manifestée dans les formes quelle détermine. Il est bien certain qu'en matière de testament, l'intention ne peut pas se prouver par témoins, elle ne peut résulter que d'une déclaration écrite. Le principe de la solennité exige que ce soit dans l'écrit même que le juge recherche la volonté du testateur.

Mais d'un autre côté en matière de testament, comme et peut-être plus que partout ailleurs (1), l'expression ne valant qu'autant qu'elle correspond à une intention certaine, le juge investi de la mission d'interprète, doit avant tout rechercher cette intention ; et tout le monde est d'accord pour admettre qu' « on peut juger de ce que le testateur a eu en vue par les différentes *circonstances* « tirées de *l'usage du testateur*, de *celui du pays* où il « vivait, de la *qualité de la personne* du légataire, de « l'amitié que le testateur lui portait et autres (2) ». Or ces usages, ces qualités, ces liaisons ne sont que des faits matériels qui peuvent, qui doivent même presque toujours, être prouvés par témoins. C'est dire que la preuve testimoniale est admissible pour interpréter les testaments.

Comment concilier ces deux principes aussi nécessaires

(1) « In testamentis plenius voluntates testantium interpretantur. L. 12. D. De reg. juri.

(2) Pothier, Introduction au titre XVI, de la *Coutume d'Orléans*, n° 151.

l'un que l'autre, et qui paraissent se contredire ? La doctrine y arrive au moyen d'une distinction classique, qui établit en même temps le sens exact et la portée du principe de la solennité, et empêche de la confondre avec l'ancien formalisme. Coin-Delisle (1) exprime très nettement cette distinction : « Tant qu'il n'est pas encore déterminé  
« si la partie obscure, ambiguë ou incomplète du testa-  
« ment contient une disposition, c'est le testament seul qu'il  
« est permis d'interroger ; car, puisqu'on ne peut disposer  
« à cause de mort que, par testament (art. 893 et 895),  
« c'est dans le testament seul que peut se puiser la preuve  
« de la disposition, sous peine de violer ces textes (2).  
« Mais quand les tribunaux ont reconnu dans l'écrit une  
« disposition certaine, et qu'il reste quelque obscurité de  
« détail, la preuve peut s'en faire par tous les moyens  
« propres à dissiper cette obscurité ; tel serait le cas où le  
« nom d'un légataire serait commun à deux personnes qui  
« toutes deux prétendraient au legs, et dont l'une justifie-  
« rait par ses liaisons d'amitié ou de parenté avec le testa-  
« teur qu'à elle seule appartient le legs (3) ».

Ainsi donc ce qu'on ne peut faire, ce à quoi le caractère solennel des testaments s'oppose, c'est de recourir à des

(1) Coin-Delisle, *Donations et testaments* sous l'art. 1002, n° 15.

(2) Ainsi doit-on approuver une décision du tribunal de Riom du 17 janvier 1821. (D. *Rép.* V° Disp. entre-vifs, n° 2513) qui refuse d'admettre la preuve testimoniale pour établir qu'un père a voulu donner à l'un de ses enfants beaucoup plus que ce qui est exprimé en son testament, sous prétexte que celui-ci lui a rendu de grands services, et à cause de l'accroissement de sa fortune. Comp. également Cass. 19 février 1884. D. 84, 1, 388.

(3) Comp. Demolombe, XXI, n° 37. — Baudry-Lacantinerie et Colin, II, n° 1846 et 1848. *Pandectes françaises, Donations et testaments.* n° 6171 et suiv.



preuves extrinsèques pour créer, modifier ou altérer une disposition de dernière volonté, Et d'ailleurs, dans ce cas, remarquons bien qu'il ne s'agirait plus à proprement parler, pour le juge d'interpréter, c'est-à-dire de rechercher si la volonté a existé réellement ou non. La loi veut qu'en matière d'actes solennels le juge n'ait, quant à cette question, qu'à constater un fait matériel ; la volonté a-t-elle été ou non exprimée dans les formes prescrites ? Si oui la disposition, doit exister, en dépit de toute prétention contraire, sauf toutefois le cas où la volonté ainsi exprimée n'aurait pas été libre par suite de faits que la loi réprouve. La volonté est-elle au contraire dépourvue de ces formes solennelles, elle doit être méconnue quelque certaine qu'elle puisse être. Le juge n'interprète plus dans ces cas, il se borne à constater l'existence d'une forme déterminée, d'un fait purement matériel, et non plus de l'acte interne et psychologique qui constitue la volonté.

Au contraire l'interprétation apparaîtra lorsque le juge aura pour mission de dégager le sens des termes obscurs ou de préciser la portée d'une clause douteuse. Cette question présuppose d'ailleurs résolue celle relative à l'existence des formalités prescrites. Pour interpréter un acte testamentaire, il faut d'abord qu'il existe l'également, c'est-à-dire qu'il soit parfaitement régulier et conforme aux exigences de la loi.

Aussi pourrait-on, selon nous, formuler la règle suivante : *même en matière de testament, toutes les fois qu'il y aura interprétation proprement dite, c'est-à-dire recherche d'une volonté (exprimée d'ailleurs dans sa forme prescrite) les preuves extrinsèques seront admises.*

Si l'on examine l'état de la jurisprudence sur cette question, on constate que, sous des expressions assez

indécises et parfois même inexactes, elle paraît toutefois aboutir à la solution que nous venons d'admettre,

Un ancien arrêt de la Cour d'Orléans appliquant notre théorie avait décidé que « lorsque les clauses d'un testament présentent des ambiguïtés ou quelque apparence de contradiction, le soin de les éclaircir est confié à un magistrat qui, dans ce cas, est *regardé par la loi comme un second testateur...*, qu'alors son premier devoir est de rechercher soigneusement la volonté du testateur, et qu'il doit puiser tous les éléments de sa conviction *dans tous les genres de preuves non prohibés par la loi...*, que l'article 1341 n'est pas applicable, car ils s'agit, non de prononcer outre et contre le contenu en un testament, mais d'interpréter l'ambiguïté, l'obscurité de diverses clauses testamentaires, puisque alors *ce n'est pas contre et outre le contenu en un acte, mais au contraire pour et en faveur de son contenu* que la preuve testimoniale est invoquée ». Et en conséquence la Cour avait admis la preuve par témoins (1).

Cette décision était évidemment très exacte, mais le premier des considérants que nous venons de reproduire allait beaucoup trop loin, du moins dans ses expressions, en comparant le juge à un véritable testateur. Aussi cet arrêt fut-il cassé par la Cour suprême et provoqua même de la part de celle-ci une décision inverse formulée en des termes au moins aussi excessifs et encore plus inexacts : « Attendu, disait l'arrêt de Cassation, que c'est dans le testament lui-même que les magistrats doivent puiser les raisons de décider et non dans la déposition de témoins,

(1) 23 janvier 1818, reproduit. sous Cass., 28 déc. 1818. *Journal de Pal. chronol.*

« même sous le prétexte d'un commencement de preuve  
 « par écrit. Qu'en effet la loi n'admet la preuve testimo-  
 « niale ni pour créer des dispositions qui ne sont pas écrites  
 « dans le testament, *ni pour expliquer celles qui sont*  
 « *obscuras...*, *ni en un mot pour rechercher la vo-*  
 « *lonté du testateur* (1) ». Cette formule est trop  
 absolue. Le juge ne peut certainement pas créer des dis-  
 positions par n'importe quelle preuve, car il n'est pas tes-  
 tateur. Mais quand le testateur a parlé, le juge ne peut-il  
 pas expliquer ce qui est obscur ? Ne peut-il pas rechercher  
 la volonté du testateur ? Et s'il ne la trouve pas dans le  
 testament, pourquoi ne pourrait-il pas la chercher dans les  
 circonstances ? La lui refuser ce serait entraver son pou-  
 voir d'interprétation.

Aussi la Cour de cassation s'est-elle départie un peu  
 de cette doctrine absolue et rigoureuse formulée dans l'ar-  
 rêt de déc. 1818. Le 13 août 1840 (D, 40, 1. 335) la Cour  
 Suprême rejetait un pourvoi en se fondant sur ce que le  
 jugement avait recherché « d'abord et principalement dans  
 « les expressions de l'acte la volonté du testateur, et que ce  
 « n'était que surabondamment et accessoirement, qu'il  
 « s'était fondé sur des circonstances extrinsèques ». Le  
 9 juillet 1869 (D. 70, 1, 76) elle disait que « l'intention  
 « du testateur lorsqu'elle est basée sur les dispositions  
 « de l'acte ne saurait être viciée par la circonstance, que  
 « le juge aurait fortifié cette intention par des présomp-  
 « tions tirées de la situation des parties » (2). En un mot  
 le juge pourra bien emprunter des éléments de conviction

(1) Cass., 28 déc. 1818. *Journ. Pal. chronol.* — Comp., Amiens, 13 juill. 1822. D. Rép. Disp. ent. vifs, n° 2474. — Caen, 8 déc. 1840, sous Cass., 8 mars 1842. D. 42, 1, 147.

(2) Comp. Cass., 1<sup>er</sup> décembre 1879. D. 80, 4, 134. — Cass. 10 fé-  
 vrier 1885. *Gaz. Pal.*, 85, 1<sup>re</sup> partie, p. 454.

aux circonstances extrinsèques, sans s'exposer à vicier par là la décision qu'il rend. Mais c'est seulement à la condition qu'il ait trouvé dans le testament lui-même une première et sérieuse présomption. En réalité le progrès réalisé sur la jurisprudence de 1818, est bien minime, car il faudra toujours que le testament fournisse des indications sur l'intention que l'on cherche à découvrir.

Mais, nous l'avons déjà dit, l'esprit de la jurisprudence moderne sur cette question n'apparaît pas d'une façon bien évidente. Et en effet, si la plupart des arrêts emploient la même formule, et décident que les circonstances étrangères au testament ne peuvent être prises en considération pour reconnaître l'intention du testateur, qu'autant que d'abord et principalement cette intention résulte des termes mêmes du testament, ces arrêts semblent vouloir dire seulement par là que « le pouvoir d'interprétation des juges « du fait ne va pas jusqu'à leur permettre de substituer « leur volonté à celle du testateur, et en particulier de dis- « poser de tout ou partie de ses biens » (1). En d'autres termes les circonstances étrangères au testament ne peuvent être prises en considération pour reconnaître l'intention du testateur, qu'autant que « d'abord et principalement », l'existence de cette intention n'est pas en question et résulte des termes mêmes du testament. C'est reproduire simplement la distinction faite par la doctrine et que nous avons adoptée ; c'est dire qu'avant qu'il y ait lieu à interpréter une volonté, il faut que cette volonté existe légalement.

Du reste, enfin, il se trouve un certain nombre de décisions qui admettent d'une façon très nette l'emploi des

(1) Cass., 18 novembre 1884. D. 83, 4, 317.

preuves extrinsèques pour « *interpréter* » les testaments. « Attendu que pour interpréter une disposition de dernière « volonté les juges peuvent recourir aussi bien aux preuves « extérieures qu'aux énonciations mêmes du testament » (1).

Ce que nous venons de dire pour le testament doit être étendu à tous les actes solennels dont l'interprétation proprement dite peut dès lors se faire à l'aide de preuves extrinsèques. C'est ainsi notamment qu'en matière de contrat de mariage, il a été décidé « que les clauses du contrat de mariage d'un mineur passé avec l'assistance du conseil de famille qui en avait précédemment arrêté les conditions, devaient être interprétées dans le sens déterminé par la délibération du conseil de famille » (2).

(1) Cass., 31 juillet 1872. D. 73, 1, 104. Comp. Nîmes, 4 mai 1875. D. 76, 2, 181. Cet arrêt se sert d'un projet de testament pour déterminer le sens d'un testament qui n'indiquait la personne des légataires que par leurs prénoms et le montant des legs que par des unités. V. également : 10 février 1873, S. 73, 1, 106. — 21 juin 1886. *Pand. françaises*, par. 86, 1, 197. — Saint Claude, 13 juillet 1881. D. 83, 1, 60. — Gand, 13 février 1892. *Pasicrisie*, 1892, p. 235.

(2) Bordeaux, 21 août 1848. D. 49, 2, 40.



## APPENDICE

### L'INTERPRÉTATION DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

De nombreuses et sérieuses difficultés relatives au droit international privé, s'élèvent en matière d'interprétation. Nous ne pouvons évidemment entrer dans leurs détails, malgré le grand intérêt juridique qu'elles présentent. Toutefois la généralité de notre étude nous oblige à les indiquer brièvement, et à résumer les diverses solutions qui leur ont été données.

Le problème qui va nous occuper dans cet appendice porte sur des actes juridiques passés, soit à l'étranger, soit en France mais par des étrangers, et il a simplement pour objet l'*interprétation* des clauses que ces actes renferment, sans que nous ayions à nous occuper ni des questions de validité, ni des questions de capacité relatives à ces actes. Les articles 1134 et 1135 étant applicables à ces actes, on doit dire qu'ils obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que la loi, l'équité et l'usage leur donnent, les parties étant censées s'y être référées tacitement.

Mais de quelle loi, de quels usages s'agit-il ? C'est qu'en effet plusieurs pays sont en cause qui peuvent les fournir : les parties appartiennent peut-être à des nationalités différentes et le contrat peut même être passé dans une troisième région alors que son exécution devra avoir lieu dans une quatrième. Quel sera celui de ces quatre pays à la loi ou aux usages duquel le juge devra se reporter, pour éclairer une expression obscure, ou pour en compléter une qui serait insuffisante ?

Quelquefois les parties ou le testateur se seront expliqués, et auront indiqué à quelle loi ils entendaient se soumettre. Dans ce cas, aucun doute, on doit respecter ce choix qu'ils ont fait eux-mêmes en toute liberté. Mais cette indication se trouvera rarement dans le testament ou dans la convention, et alors le juge devra rechercher, surtout dans les circonstances de fait, quelle a été l'intention des parties contractantes ou du testateur ; et dans le doute il devra s'aider de présomptions. Quelles sont donc ces présomptions ? Nous remarquerons d'abord qu'elles diffèrent suivant qu'il s'agit d'actes de volonté unilatérale ou de conventions.

### § I. — Interprétation des testaments.

On admet d'une façon générale qu'en matière de testaments, on doit s'en référer à la *loi nationale du testateur* ; c'est en effet celle qu'il est supposé connaître le mieux (1). Cette règle ne cesserait de s'appliquer, que si les circonstances du fait démontraient clairement que le *de cuius* a eu l'intention de se conformer à une autre loi, par exem-

(1) V. notamment, Aubry et Rau, I, parag. 31, page 107.

ple à celle de son dernier domicile établi depuis très longtemps dans un pays autre que celui auquel il appartient quant à son origine. Mais nous estimons qu'on ne devrait pas, ainsi que l'ont cependant pensé quelques bons auteurs<sup>(1)</sup> considérer, d'une façon absolue et générale, le lieu du dernier domicile, comme étant celui auquel le testateur s'est tacitement référé ; car selon nous, l'intime caractère de nationalité que la naissance imprime dans chaque homme est très puissant, et le lien qui l'unit avec les institutions et les usages de son pays d'origine est plus résistant que celui que font naître accidentellement le besoin des affaires ou des intérêts pécuniaires passagers. Ce n'est que le temps, et quelquefois un espace de temps fort prolongé qui peut seul effacer insensiblement le premier pour faire place au second. Comment supposer que le défunt, après un an, deux ans même de domicile dans un pays, en ait connu la législation, au point de vouloir régler d'après elle les effets de son testament. Surtout qu'il s'agit ici d'un acte qui touche de plus près aux sentiments intimes d'une personne qu'aux intérêts pécuniaires d'un patrimoine. En tous cas si l'on admettait la théorie du domicile, il faudrait décider qu'il s'agit du domicile du testateur au moment de la confection du testament, et non comme l'ont prétendu certains auteurs (Savigny et Fœlix) du dernier domicile du testateur.

Nous avons d'ailleurs laissé de côté une troisième opinion d'après laquelle il faudrait se référer à la loi et aux usages du lieu où le disposant a testé. C'est qu'en effet ce

(1) Laurent, *Droit civil international*, VI, par. 306. — De même Bouhier, observations sur la coutume du Duché de Bourgogne, chap. XXII, nos 220-222. — Savigny, VIII, parag. 378.

lieu peut être déterminé par le pur hasard, le testateur surpris par la maladie ou une crainte subite de la mort pouvant rédiger ses dernières dispositions dans un endroit dont il a ignoré les lois et les coutumes (1).

## § II. — Interprétation des conventions

Peut-on ici encore tenir compte de la nationalité des parties ? La réponse à cette question comporte une distinction.

I. Si les parties appartiennent au même pays d'origine, l'affirmative ne fait aucun doute. Dans ce cas en effet, c'est à la loi nationale, qui leur est commune, et dont en général elles connaissent mieux les dispositions, que les parties sont censées, à défaut de manifestation contraire, s'être référées (2). Et toutefois nous rappelons qu'il s'agit là d'une simple présomption laquelle peut céder devant d'autres plus fortes, et notamment devant celle qui résulterait d'un domicile commun et très prolongé dans un pays étranger.

II. Mais si les parties appartiennent à deux nationalités différentes, on voit de suite quelles difficultés présente la solution que nous avons admise jusqu'ici. Et en effet, à laquelle de ces deux nationalités faudra-t-il donner la préférence. A celle du débiteur ? ou à celle du créancier ?

Quelques auteurs voulant garder malgré tout une solution unique disent que dans ce cas on devra tenir compte

(1) Bordeaux, 17 juillet 1883. *Journ. de droit international privé*, 1883, p. 631.

(2) Comp. Besançon, 11 janvier 1883. *Journal de droit international privé*, 1883, p. 153. — Cass., 19 mai 1884. D. 84, 1, 286. — Aubry et Rau, I, parag. 31 (note 65). A. Weiss. *Traité de Droit international privé*. Éd. 1890, p. 629.

la loi personnelle du débiteur. C'est en somme une application de l'article 1162 et il est assez rationnel que le débiteur n'ait entendu se soumettre qu'à des obligations qu'il connaissait (1). Mais on aperçoit le point faible de ce système, dont la conséquence immédiate serait de soumettre un même contrat synallagmatique, à deux lois différentes d'interprétation. Un de nos savants professeurs à l'École de Droit, M. André Weiss, dit en effet que ce serait là, sous prétexte d'interprétation, « aller contre la volonté des parties, en presumant qu'elles ont entendu se référer pour le même acte à, deux législations qui se contredisent et qui s'excluent » (2). Et d'ailleurs comment concevoir une convention portant sur une chose qu'une seule des parties est censée avoir connue et voulue ? Les deux termes de cette proposition sont inconciliables.

Aussi, d'autres systèmes ont été proposés, qui maintiennent l'unité dans la base de l'interprétation. D'après l'un deux, on devrait appliquer à cet effet, comme ayant été présomptivement acceptée par les parties contractantes, la loi du pays où l'obligation doit être exécutée, car c'est là, a-t-on dit, que se trouve le véritable siège de l'obligation, c'est là que ses effets réalisent. La tradition paraît en effet venir à l'appui de cette solution : la Loi 21 D. *des obligationibus et actionibus* portait en effet « *Contraxisse unus quisque ut in eo loco intellegitur in quo ut solveret se obligavit* » (3). Et la loi 3 D. *De rebus autor... jud...* disait *Contractum autem non utique eo loco intelli-*

(1) Dans ce sens, Demante I, n° 10 bis, V. — Durand, *Etude historique sur les conditions des étrangers en France*.

(2) Nous remarquerons d'ailleurs, que ce fragment du Digeste résout une question de compétence judiciaire, beaucoup plus qu'une question d'interprétation. (A. Weiss, *Tr. de Droit international privé* p. 63).

(3) A. Weiss, *Tr. de Dr. intern. pr.*, p. 630.



*tur quo negotium gestum sit, sed quo solvenda est pecunia* ». Aussi M. de Savigny (1) n'hésitait-il pas à admettre le système qui se reporte au lieu de l'exécution, système qu'admettait déjà Dumoulin (2). Enfin la doctrine et la jurisprudence allemande sont dans ce sens.

Mais nous ne croyons pas que ce système réponde bien au véritable but de l'interprétation, qui est de rechercher quelle a pu être l'intention des parties au moment où elles ont consenti. « Est-il vraisemblable, en effet, dit M. A. Weiss (3), que les parties aient songé à prendre la loi du lieu de l'exécution pour base unique de leurs conventions ? Cette loi leur sera presque toujours inconnue au jour où leurs volontés s'accorderont, et souvent les moyens d'en interroger les prescriptions leur feront défaut... »

Aussi trouve-t-on un dernier système, plus généralement admis par la doctrine et par la jurisprudence, non seulement en France, mais dans la plupart des législations étrangères. Il consiste à décider que, pour interpréter la convention intervenue entre deux personnes de nationalités différentes, il faut surtout tenir compte de la loi du pays où la convention a été conclue. C'est la théorie de la « *Lex loci contractus* ». Cette doctrine, qui recueille tous les jours de nouveaux adhérents, comprend parmi ses défenseurs, les auteurs les plus autorisés en matière de droit international. Nous citerons notamment, M. A. Weiss à son cours et dans son ouvrage (3), MM. Lyon Caen et Renault (4).

(1) *Droit romain*, VIII, p. 372.

(2) V. aussi dans le même sens, Aix, 9 juillet 1887. *Revue de droit maritime*, 1887-1888, page 177.

(3) A. Weiss, *Tr. Droit international privé*, p. 632.

(4) Lyon, Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, II, n° 2000.  
Demolombe, I, n° 105, 2° Calvo, *Droit international*, II, p. 171.

Nous adhérons, quant à nous, à cette solution, par suite des excellentes raisons qui militent en sa faveur. Et en effet, il est à présumer que l'intention des parties a été de s'en remettre tacitement à la loi ou aux usages du lieu où le contrat a été passé, loi dont les parties connaissent ou sont réputées connaître les dispositions. Et d'ailleurs, ce système n'est qu'une application par analogie de notre article 1159 C. civ. aux termes duquel « ce qui est ambigu s'interprète d'après ce qui est en usage dans le pays où le contrat a été passé ». Telle est aussi la solution de la jurisprudence (1).

Mais après avoir posé ce principe de la « *lex loci contractus* » on doit reconnaître qu'il comporte quelques exceptions. C'est ainsi notamment qu'en matière de *contrat de mariage*, on admet, d'une façon générale que c'est la loi du *domicile matrimonial* plutôt que celle du lieu où le contrat de mariage a été passé, ou celle du lieu où le mariage même a été célébré, qui régit les conventions matrimoniales des époux, et qui doit servir à les interpréter ou à y suppléer (2). Certains auteurs voient

(1) V. Dans ce sens, 23 février 1864. D. 64, 1, 166. — 4 juin 1878. S. 80, 1, 428. — Paris, 28 février 1881. La Loi du 23 mars 1881. — Cass., 24 juin 1884. D. 85, 1, 137. — Douai, 10 nov. 1885, *Revue internationale maritime*, 1885-86, p. 360. etc.

Comp. *Jurisprudence étrangère*, Cass., Turin, 11 mars 1871 et 6 mars 1872. Annali, 1872, 1, 107. — Cour de Stockholm, 14 mai 1873. *Journal de droit international privé*, 1874, p. 400. — Cass. Belge, 30 janvier 1879. Pasirisie, 1879, 1, 183. Cass., Naples, 1<sup>er</sup> mars 1883, *Journ. de droit international privé*, 1885, p. 457. — Cour d'appel d'Angleterre, 23 février 1884, *Journ. de dr. internat. privé*, 1885, p. 102. — Lisbonne, 3 nov. 1885. *Revue internat. maritime*, 1886, p. 230,

(2) Aubry et Rau, I, parag. 31. — Demol. I, n<sup>o</sup> 87.

même une exception beaucoup plus large dans les contrats unilatéraux, pour lesquels il faudrait se référer surtout à la loi personnelle du débiteur plutôt qu'à la « *lex loci contractus* » (1). Enfin, M. Weiss ajoute quelques autres exceptions, notamment au cas où il n'y aurait pas de *lex loci contractus*, ou lorsque l'application de cette *lex loci contractus* compromettrait l'ordre public international, etc.. (2).

A part ces rares exceptions, le principe c'est que lorsqu'il s'agit d'une convention passée entre deux individus de nationalité différente, on doit présumer qu'ils se sont référés à la *lex loci contractus*, quant au sens et à la portée de leurs expressions. Mais que faut-il donc entendre par ce « *locus contractus* » ? La réponse ne fait aucun doute lorsque le contrat se forme *entre présents* : dans ce cas, il est évident que le lieu du contrat est celui où les parties ont échangé leur consentement, sans qu'il y ait d'ailleurs aucunement à se préoccuper du point de savoir dans quel endroit a été rédigé l'écrit qui constate le contrat, ce dernier point rentrant exclusivement dans les questions de preuve (2). Au contraire, la réponse n'est plus aussi facile quand il s'agit de contrats passés *entre absents* et nous signalons, à ce sujet, de sérieuses difficultés qu'ont soule-

(1) Fœlix, I, p. 159. Nous nous bornons à indiquer la controverse et à renvoyer pour la discussion de cette théorie à Demangeat sur Fœlix, I, p. 230, note 6.

(2) A. Weiss. *Tr. de Dr. international privé*, pages 636 et suiv.

(3) Et toutefois il conviendrait peut être de faire à ce sujet quelques réserves. Mais nous nous bornerons à renvoyer pour les développements qu'elles comportent à ceux qui se trouvent très complètement exposés dans les *Pandectes françaises. Répert.*, v° Obligat. v° 998 et suiv. — Comp., Laurent, *Droit international privé*, VII, n° 443 et suiv.

vées les contrats par correspondance ou par mandataire. Doit-on en présence de ces contrats entre absents, se référer à la loi du lieu où l'offre a été faite et où l'acceptation est parvenue au pollicitant ? (1). — Ou bien faut-il envisager la loi du pays où le concours de volonté s'est réalisé, c'est-à-dire où l'offre a été acceptée, sans se préoccuper de la signification de l'acceptation au pollicitant ? (2) Sans vouloir approfondir cette question qui nous conduirait à de trop longs développements, nous donnerions peut-être la préférence à cette seconde opinion qui se justifie non seulement au point de vue purement juridique (la convention n'étant que le *concours* de deux volontés), mais aussi au point de vue de ses conséquences pratiques. En effet, il se peut que l'acceptant, *ne consente aux conditions de l'offre que sous certaines réserves et qu'il* les soumette en même temps que son acceptation au pollicitant. Dans ce cas, si on admettait le premier système on serait amené à placer le contrat sous l'empire de deux lois d'interprétation différentes, selon qu'il s'agirait des conditions consenties par l'acceptant ou des réserves acceptées par le pollicitant.

*Remarque.* — En terminant tout ce que nous venons de dire sur l'interprétation en droit international privé, nous remarquerons que les différentes présomptions, qui viennent d'être établies, ne sont que des indications proposées au juge pour le guider dans ses recherches. Par suite, ce juge

(1) Larombière, *Traité des obligat.*, art. 1101, n° 20. — Laurent, *Droit international privé*, VII, n° 447. — Fiore, I, n° 181.

(2) A. Weiss, *Droit international privé*, p. 635. Mussigli, à son cours. — Demolombe, XXIV, n° 75. — Aubry et Rau, IV, parag. 343. — Comp., Dunkerque, 27 mars 1885 et Douai, 10 nov. 1885, *Revue internationale de Droit maritime*, 1885-1886, p. 360.

n'en reste pas moins absolument libre de se rendre à d'autres considérations, pour en tirer une intention quelquefois toute contraire à ce qu'auraient pu faire penser les présomptions dont il s'agit (1).

(1) V. notamment dans ce sens Boullenois, *De la Personnalité et de la réalité des statuts*, I, p. 503. — Laurent, *Droit international privé*, VI, n° 305. — Comp. Cass., 19 mai 1884, D. 84, 1, 286 — Cass., 15 juillet 1885, *Journ. de Droit internal. privé*, 1886, p. 93.



## CHAPITRE IV

### AUTORITÉ DE LA DÉCISION DU JUGE EN MATIÈRE D'INTERPRÉTATION

La question de l'interprétation est née entre les parties par suite d'une contestation élevée sur le sens objectif ou subjectif d'une expression. Cette question a été soumise au juge, qui, s'éclairant des règles grammaticales, légales ou simplement rationnelles, a déclaré que l'expression à lui soumise devait être entendue dans son sens ordinaire (qu'il détermine au besoin), ou bien au contraire il a décidé que, dans l'intention des parties, cette expression avait eu un sens spécial plus extensif ou plus restrictif que celui qu'elle possède habituellement.

Nous devons nous demander maintenant quelle autorité on devra attribuer à cette décision.

Et d'abord il est bien certain que, sauf les cas où les tribunaux jugeront exceptionnellement en dernier ressort (1), la partie qui se prétendra lésée par la décision du juge pourra réclamer d'un tribunal d'appel la correction de l'erreur ou de l'injustice. Les jugements relatifs à l'interprétation des actes juridiques sont bien certainement soumis au droit commun du double degré de juridiction.

Mais est-ce là toute la garantie qui soit offerte contre un

mal jugé en cette matière ? Ne doit-on pas ajouter au pouvoir de révision des tribunaux d'appel, le contrôle possible de la Cour Suprême ?

C'est là une question qui a été résolue différemment suivant les époques par la doctrine et la jurisprudence ; et encore aujourd'hui elle fait l'objet des plus graves controverses.

Avant d'entrer dans la discussion des différents systèmes, nous croyons utile de résumer en quelques lignes la mission exacte de la Cour de Cassation, et de délimiter ainsi ses attributions.

*Attributions générales de la Cour de Cassation.* — On peut dire que la Cour de Cassation, poursuit un double but : 1° Le maintien de la loi ; 2° l'unité et la fixité de la jurisprudence dans le sens de cette loi : On peut dès lors caractériser d'un mot sa mission, en disant que le législateur l'a préposée à la sauvegarde de la loi. Elle doit protéger celle-ci contre les empiètements des tribunaux. La Cour de Cassation n'est donc pas un 3<sup>e</sup> degré de juridiction semblable aux deux autres. Elle constitue une juridiction tout à fait spéciale ne jugeant plus les procès, mais les jugements ou arrêts. Pour reprendre la distinction entre le droit et le fait, c'est dire que la Cour de Cassation ne doit réformer qu'une erreur de droit, et qu'elle n'a nullement à s'occuper des faits. Bien plus elle ne doit même pas entrer dans leur examen, car ils ont été appréciés souverainement par les premiers juges (1). La seule question qui puisse la préoccuper est celle de savoir

(1) « Sous aucun prétexte et dans aucun cas le tribunal de cassation ne pourra connaître du fond des affaires » (art. 3, loi du 27 nov. 1790. Comp. art. 66 de la Constitution du 22 frimaire, an VIII).

si la loi a été régulièrement appliquée aux faits, tels que les juges les ont constatés (1).

En outre après ce que nous venons de dire sur la mission de la Cour Suprême, il est bien certain que ses attributions doivent être limitées à tout ce qui touche aux intérêts généraux, à tout ce qui « attaque les bases de l'ordre et du repos public ». Elle ne doit donc jamais s'abaisser à la protection d'intérêts purement privés, si méconnus qu'ils aient été, et si intéressants qu'ils soient (2). « Cette « théorie, dit Boncenne fait voir à sa majestueuse hauteur l'institution de la Cour Suprême. S'il est permis aux « particuliers d'implorer son autorité, c'est uniquement « lorsque leur intérêt se trouve lié à l'intérêt général, au « maintien des lois du pays et à l'uniformité de leur application (3) ». L'intervention de la Cour de Cassation ne sera donc admissible, que quand le juge aura eu à interpréter ou à appliquer une disposition législative (4).

Tous les auteurs paraissent bien d'accord pour admettre ces principes. Mais là où naissent les difficultés et les controverses, c'est quand il s'agit d'appliquer ces règles à la pratique, surtout relativement à notre problème de l'interprétation.

(1) « La Cour ne doit pas aller chercher ailleurs que dans la décision attaquée, les éléments de sa censure. La violation de la loi « doit résulter des termes mêmes de cette décision... qui porte en « elle-même la preuve de la violation de la loi (Demante et Colmet « de Santerre), » V, n° 79 bis. — Comp. *Traité de procéd. civile* de Boitard et Glasson, II, page 200. — Bonfils, *Organisation judiciaire et Procédure*. II<sup>e</sup> partie, livre III, ch. IV.

(2) Voir décret en forme d'instruction pour la procédure criminelle du 29 sept. 1791, reproduit en partie dans Dalloz, *Répert* V<sup>o</sup> Cassation, n° 13, page 24, note 7.

(3) Boncenne, *Traité de procédure civile*, I, page 484.

(4) Nous trouvons dans un réquisitoire du procureur général Dupin,

§ 1er. -- **Théorie de l'interprétation souveraine des juges du fond.**

Faisant quant à nous aux jugements interprétatifs l'application absolument rigoureuse des principes que nous venons d'exposer, nous formulerons la règle générale qui suit.

La Cour de Cassation n'est *jamais* compétente, *l'appréciation des juges du fond est toujours souveraine relativement aux questions purement interprétatives* ; et cela, parceque ces questions sont toutes de fait (1) et que le mal jugé qui s'y rencontrerait ne pourrait froisser qu'un intérêt privé et jamais la loi. Nous nous réservons de justifier plus amplement notre principe, et de développer les arguments que nous venons de résumer, tout en exposant et en critiquant les systèmes qui ont été formulés sur notre question.

Mais d'abord nous devons écarter du débat deux idées qu'on a souvent voulu y introduire et qui sont absolument étrangères à la question de la cassation, dans les limites où elle est posée par notre Chapitre IV. Pour les bien comprendre nous distinguerons avec Bonnier trois parties distincts qu'on rencontre dans tout procès, et qui appellent successivement l'attention du juge.

a) Et d'abord celui-ci est appelé à *constater des faits*,

la formule qui résume toute la théorie de la cassation : Pour que la Cour Suprême puisse contrôler les raisonnements qui constituent les jugements déferés à sa censure, il faut que la loi soit un des termes du syllogisme. Réquisit. du 23 mai 1834, D. *Répert.* V. Cassat., n° 1227.

(1) V. dans Demolombe, XXIV, n° 388. — Delangle, *Encyclopédie du Droit*, V. Cour de Cass. ch. IV, p. 348 et suiv.

par exemple l'existence d'une convention intervenue entre deux personnes.

b) Ces faits constatés, il doit en déterminer la nature par rapport aux dispositions de la loi, en un mot, il doit *qualifier* l'acte dont il vient de reconnaître l'existence. Il l'appellera vente, louage selon les cas.

c) Enfin après avoir constaté et qualifié les faits, il sera appelé à tirer les *conséquences légales* qui en résultent, c'est-à-dire à appliquer les règles que la loi a prévue pour cette hypothèse.

Or il est facile de se convaincre que parmi ces trois phases du procès, la première seule concerne l'interprétation proprement dite, les deux autres n'intervenant que lorsque celle-ci est achevée. Et en effet, ce que nous avons appelé la constatation des faits est-ce autre chose, en matière de convention ou de testament que la recherche des intentions ? En reconnaissant l'existence d'un concours de volonté, en déclarant que ces volontés doivent être entendues de telle ou telle façon, en dépit de l'expression inexacte, en décidant que la teneur de l'acte ou les circonstances de la cause permettent de compléter une expression insuffisante, le juge constate seulement des faits, sinon des faits matériels et tangibles. du moins des faits d'ordre psychologique. Interpréter une volonté, c'est donc constater un fait, une intention, — et on peut ajouter que ce n'est que cela, et que, dès qu'on ne constate plus un fait, c'est qu'il ne s'agit plus d'interpréter.

En effet qu'est-ce que la qualification *légale* (1) des faits,

(1) Nous écrivons et nous soulignons le mot « *légale* » reprenant ainsi dans un certain sens une distinction très nettement établie par M. Chénou (dans ses *Origines, conditions et effets de la cassation*, n° 51), entre l'appréciation morale et l'appréciation légale d'un fait,



(2<sup>e</sup> phase du procès) ? C'est l'attribution, à une volonté déjà constatée, des caractères que la loi lui reconnaît. Le juge ne se demande pas ce que les parties ont voulu faire, il le sait, il l'a décidé dans la première phase ; il a constaté par exemple que l'une des parties entendait acquérir la propriété d'une chose, en fournissant une somme en argent, et que l'autre consentait en effet à transférer la propriété moyennant ce prix. Dès lors, en décidant qu'il y a là une vente, le juge ne fait que comparer les éléments qu'il a reconnus exister en fait, avec ceux que la loi indique *a priori* pour telle ou telle qualification. Ce n'est plus là interpréter, c'est appliquer la loi (1). Aussi, dire comme on doit le faire, que l'erreur commise par le juge dans cette deuxième phase est susceptible d'être réparée par la Cour Suprême, ce n'est pas contredire le principe que nous avons posé, à savoir que l'interprétation des juges du fond était toujours souveraine. Cette 2<sup>e</sup> phase ne rentre pas

qui peuvent, toutes deux, suivre l'appréciation matérielle de ce fait. Nous entendons par qualification purement légale, l'attribution au fait constaté, du nom et des caractères que la loi attache à ce fait. Ainsi le juge dira que le concours de volonté, tel qu'il existe, constitue un acte à titre onéreux ou plus spécialement une vente. Au contraire, l'appréciation morale serait l'attribution à ce même fait de certaines qualités spéciales ; elle a lieu, par exemple, quand le juge décide que telle volonté était libre et saine... ou au contraire entachée de dol ou de violence. On voit par ce simple exemple que la qualification morale rentre dans la constatation des faits, dont elle est une des faces, bien plus que dans la qualification proprement dite, que nous n'emploierons dès lors qu'avec la seule signification de qualification légale.

(1) Nous dirions même volontiers que c'est là, en définitive, tirer une conséquence légale de faits reconnus ; et nous croyons que les deux dernières phrases énoncées par M. Bonnier, pourront être réunies en une seule, la qualification donnée par la loi à tel acte n'étant qu'une des conséquences légales de cet acte.

dans notre étude : L'interprétation était terminée quand elle a commencé. Ce que la Cour de Cassation censure dans ce cas, c'est une application inexacte de la loi, et non pas une fausse interprétation.

Enfin, pour prendre la troisième partie reconnue par Bonnier à tout procès, il faut convenir que les questions d'interprétation lui sont complètement étrangères. En attribuant à un acte ses conséquences légales, le juge sort de sa tâche d'interprète : il recherche non plus l'intention des parties, mais la loi applicable à tel ou tel acte déterminé et déjà interprété. Et la Cour de Cassation, justement saisie d'une fausse application de la loi, ne touche en rien à l'interprétation, en cassant le jugement ou l'arrêt

Ainsi donc la question de recours en cassation, ne devant nous occuper ici, qu'au point de vue de l'interprétation, nous devons écarter ce qui peut concerner la qualification légale d'un acte et la détermination de ses conséquences légales, et nous attacher uniquement aux décisions du juge, concernant la recherche des intentions. Et comme il s'agit toujours là, nous l'avons dit plus haut, de la constatation d'un simple fait, il est rationnel et conforme à l'institution même de la Cour Suprême, de conclure que l'interprétation des actes juridiques, par le juge du fond, est toujours souveraine.

## § II. — Théorie courante.

Est-ce bien là, la solution admise généralement par la doctrine et la jurisprudence.

Il est du moins permis d'en douter, car, chez quelques auteurs et aussi dans la plupart des arrêts, nous voyons

apparaître une distinctions, que nous avons déjà eu l'occasion de critiquer, et sur laquelle nous devons forcément revenir, en l'état de la question.

Supposons que le juge appelé à reconnaître l'intention des parties, se soit mépris sur cette intention, l'ait mal interprétée. Eh bien pour savoir si cette décision erronée peut être censurée par la Cour de Cassation, il faudrait, d'après la théorie à laquelle nous faisons allusion, distinguer suivant que les termes de l'acte ainsi interprété étaient *clairs et précis*, ou au contraire *obscurs et ambigus*. Dans le premier cas la Cour de Cassation pourrait intervenir, tandis que dans le second, les juges du fond auraient interprété souverainement. M. Massigli, à son cours, résumait très bien cette théorie, sans l'approuver d'ailleurs, en ces quelques mots : « Interpréter la convention, est une « question de fait, mais qui n'appartient souverainement au « juge, qu'à la condition que la convention puisse être « entendue de différentes façons. »

Avant d'aborder l'examen de cette théorie, et d'en étendre les arguments, nous rappellerons les critiques générales qu'on peut adresser à la distinction sur laquelle elle est basée.

*Critique générale.* — Nous avons déjà vu dans notre Chapitre I<sup>er</sup> que rien dans les textes, et notamment dans l'article 1156, n'autorisait à faire cette distinction.

Nous remarquerons en outre que, au point de vue spécial du recours en Cassation, la théorie que nous critiquons se heurte à de graves difficultés, et aboutit forcément à la violation des principes juridiques admis en la matière. Et d'abord la Chambre des requêtes pour savoir si la Cour de Cassation est compétente, et si elle doit par suite renvoyer l'affaire devant la Chambre civile, devra rechercher

si les termes interprétés par le juge étaient clairs et précis. Mais de quelle clarté s'agit-il ici ? Est-ce d'une clarté absolue et intrinsèque, résultant du sens attribué aux mots et aux locutions en eux mêmes ? Mais alors, nous rappellerons ce que nous disions au Chapitre I<sup>er</sup>, que, sauf le cas d'ambiguïté ou de contradiction entre eux, tous les mots ont en eux mêmes un sens certain et positif ; et qui oserait cependant réduire à ces seuls cas le pouvoir qui appartient au juge d'interpréter souverainement ? Nous croyons donc qu'il ne saurait être question, dans la distinction qui nous occupe, que d'une clarté ou d'une obscurité relative, intrinsèques. Sera claire l'expression qui, étant donnés les usages et les circonstances de la cause, aura rendu exactement la pensée de son auteur. Mais alors on voit dès maintenant la Chambre des requêtes, sortant de ses attributions légales, examiner des intentions, c'est-à-dire des faits, et entrer par suite dans le fond même du débat. De plus, si on ne considère que la clarté relative des expressions on voit par là même cette clarté, d'objective qu'elle était, devenir purement subjective, c'est-à-dire soumise aux manières de voir et aux impressions différentes de deux juges, qui peuvent ne pas se placer au même point de vue. Aussi se trouve-t-on exposé à voir la Chambre des requêtes déclarer absolument claire une expression qui avait pu paraître, et à juste raison, obscure au juge du fond. « Ce qui est pour celui-ci une lumière éblouissante, ne présente aux yeux de celui-là qu'un jour vague et incertain. » (Boncenne). C'est dire à nouveau que la distinction entre termes clairs et termes obscurs est arbitraire (1). Enfin si l'on admet que

(1) Aussi rien d'étonnant que, au sein même de la Cour de Cassation, des divergences naissent sur le point de savoir si telle expres-

la Cour de Cassation doit prendre comme critérium une clarté relative et subjective, on est amené en fin de compte à supprimer la distinction elle-même, car il est facile de s'apercevoir que la Cour de Cassation, par l'organe de la Chambre des requêtes, pourra se rendre compétente toutes les fois qu'elle le désirera. Il lui suffira pour cela, de dire que l'expression interprétée est claire, ou lui semble claire, et cela lui est permis en somme puisqu'il n'existe aucun critérium certain entre la clarté et l'obscurité. « Au point de vue pratique, dit M. Massigli, à son cours, « ce système permet à la Cour de Cassation d'intervenir « dans tous les cas » (1).

Mais supposons, (ce qu'il est cependant difficile d'admettre), que la Chambre des requêtes se base sur une clarté absolue et objective. Décidant que les termes étaient clairs en eux-mêmes, elle soumet à la censure de la Chambre civile l'interprétation que les juges du fond en ont faite. Alors va renaître, pour la Chambre civile, presque identique, mais beaucoup plus grave encore, l'alternative dans laquelle s'était déjà trouvée la première Chambre : Ou bien la Chambre civile devra s'en tenir à la lettre du contrat, ce qui l'exposera à annuler une interprétation qui paraît s'en écarter, tout en étant peut être au fond l'expression exacte de la pensée des contractants (2). Ce serait

sion déterminée contenue dans un acte litigieux est claire ou obscure. La Chambre des requêtes et la Chambre civile n'ont pas toujours été d'accord sur ce point, et c'est ce qui explique quelquefois (comme nous le verrons plus loin) un désaccord apparent dans la doctrine des deux Chambres en la même matière (transaction, par exemple).

(1) Comp. Charmont, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1894, p. 78.

(2) Car, nous l'avons vu, une interprétation pour être très large et



alors revenir à l'ancien formalisme, et violer manifestement l'article 1156 qui fait prévaloir à bon droit les intentions secrètes sur le sens littéral des termes. — Ou bien, au contraire, la Chambre civile voudra vérifier par elle-même l'exactitude de cette interprétation, en apparence contraire aux termes employés, et cela la conduira à pénétrer dans l'examen des intentions et à entrer par suite dans le fond même du débat; elle devient alors, contrairement à son institution, un troisième degré de juridiction.

*I. Théorie de Carré.* — Le premier auteur, qui ait adopté la théorie que nous venons d'exposer et de critiquer, d'une façon générale, celui qui a pour ainsi dire imaginé la distinction entre les conventions claires et précises et celles qui ne le sont pas, c'est Carré dans son *Traité des lois de l'organisation judiciaire*.

Cet auteur pose d'abord en principe que, en matière d'appréciation d'actes, la Cour de Cassation est toujours compétente, même quant à l'interprétation, et il base son affirmation sur l'article 1134 qui assimilant la convention légalement formée à une véritable loi permet d'assimiler par suite la violation de cette convention à la violation de la loi; et de conclure que, dans un cas comme dans l'autre, la décision du juge qui contiendrait cette violation, devrait tomber sous la censure de la Cour Suprême.

Nous remarquerons tout de suite que ce point de départ est faux, et que l'article 1134 ne saurait être invoqué, car il est absolument hors du débat. A la vérité ce texte compare la convention légalement formée à une

sembler même en désaccord avec les termes du contrat, pourra néanmoins être conforme à l'intention des parties qui ont eu le tort d'employer des expressions mal appropriées à leurs volontés.

véritable loi. Mais il ne faut pas s'exagérer l'importance de cette assimilation. Le législateur a bien pu reconnaître à la convention la force obligatoire d'une loi, mais il n'a pas voulu, et il ne pouvait pas vouloir, en faire une loi générale. En dépit des termes de l'article 1134, la convention ne saurait jamais constituer qu'une loi privée et nous avons vu que la Cour de Cassation n'avait été instituée que par souci pour le bien public, intéressé au respect des *lois générales*, et non pas pour protéger l'intérêt particulier d'un justiciable, qui peut seul se trouver lésé par une fausse interprétation. L'erreur de Carré vient donc de ce qu'il a confondu la loi privée avec la loi générale, dans une matière où il importait précisément de les distinguer (1). Et toutefois il serait possible que la loi générale se trouvât violée en même temps que la loi privée, ce qui pourrait entraîner par suite un recours en cassation, basé sur la violation par exemple de l'article 1134. Cela se produirait si le juge refusait, sous prétexte d'équité (2), d'attribuer à une convention, d'ailleurs précédemment reconnue et interprétée, la force obligatoire que lui reconnaît l'article 1134 (3). C'est dans ce cas seulement qu'on

(1) Comp. la note de Victor Foucher dans Carré. *Lois sur l'organisation judiciaire*, édition de 1834, tome VIII, page 159. — Toulhier, *Traité des jugements*, II, p. 1244.

(2) Sauf l'exception apportée par l'art. 1244, al. 2.

(3) « Quand un arrêt décide qu'une convention reconnue pour « avoir été légalement formée, n'oblige pas les parties contractantes, « alors ce n'est pas seulement la loi particulière du contrat, c'est la « loi commune qui est violée, cet arrêt doit être cassé. » (Boncenne, *Procédure civile*, édit. de 1828, I, page 488). — Tel est le véritable sens de l'art. 1134 et tel est aussi, le seul cas où sa violation donne lieu à cassation. « Pour qu'il puisse y avoir violation de l'art. 1134, « il faut que le juge, après avoir déclaré que l'intention des parties a « été de faire telle convention, ajoute néanmoins que lui, juge, par

peut concevoir un recours en cassation pour violation d'une loi générale, formulée notamment dans l'article 1134. Mais alors, remarquons-le bien, ce n'est plus l'interprétation proprement dite qui est censurée, c'est l'application inexacte de la loi à une convention précédemment interprétée ou non contestée dans ses termes. L'article 1134 ne peut intervenir que quand le problème de l'interprétation ne se pose pas, ou quand il a été résolu auparavant.

La doctrine (1) et la jurisprudence s'accordent à reconnaître que tel est le sens exact qui doit être attribué à l'article 1134, et qu'il ne saurait être question de l'invoquer, pour porter devant la Cour Suprême une décision interprétative, même erronée. D'abord, avons-nous dit, parce que la convention ne saurait être qu'une loi privée qui échappe par suite au contrôle de la Cour Suprême, et ensuite parce que si l'article 1134 constitue lui une véritable loi générale, dont la violation entraîne cassation, ce texte n'a aucun rapport avec l'interprétation qu'il présuppose pour pouvoir s'appliquer (2).

L'article 1134, qui sert de point de départ à la théorie de Carré, doit donc, de l'avis d'un grand nombre d'auteurs et d'arrêts, être complètement écarté. Carré lui-

« des raisons d'équité croit d'avoir modifier la convention faite... »  
Cass. 22 nov. 1865. D. 66, 1, 108. (Cons. Conclusions de l'avocat général, Paul Fabre).

(1) V. page précédente, note 1. Adde notamment Demolombe, XXIV, n° 388. — Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, VII, n° 88. — Toutefois M. Crépon. Du Pourvoi en cassation, III, section V, n° 316 paraît avoir repris l'idée de Carré.

(2) V. Cass. 22 Nov. 1865, D. 66 1. 108. *Req.* 18 juill. 1871. D. 71, 1, 283. — 28 mai 1873, D. 73, 1, 416. — 2 février 1886. D. 86, 1, 469. — 20 avril 1887. D. 87, 1, 241 et note. — Comp. Dalloz, supplément. V° Cassation, n° 342.

même, apercevant d'ailleurs les difficultés et les faiblesses de son système, l'atténuaît en pratique par une distinction qui se comprend encore moins que le principe, et qu'il n'explique d'ailleurs en aucune façon.

D'après lui, l'article 1134 comporterait une exception, et les juges du fond interpréteraient souverainement, lorsque les clauses de la convention sont obscures.

A côté des critiques que nous avons déjà adressées, d'une façon générale, à la distinction entre les conventions claires et précises et celles qui ne le sont pas, il convient d'ajouter le reproche que Victor Foucher adresse tout spécialement à la doctrine de Carré. « En théorie, une fois l'article « 1134 admis comme point de départ, comme basant l'ouverture à cassation, on ne comprend plus ces restrictions, « car l'article 1134 ne les renferme pas.... Pour que cet « article soit obligatoire pour les parties il suffit qu'il y ait « convention légalement formée » (1).

Aussi donc la théorie de Carré est absolument inacceptable.

*H. Théorie de la jurisprudence.* — Mais si le principe d'où cet auteur est parti n'a été adopté par personne et n'a été consacré d'ailleurs par aucune décision pratique, ne peut-on pas dire du moins que la distinction qu'il a créée a été reprise par la jurisprudence française moderne ? Seulement celle-ci, au lieu de prendre son point de départ dans l'article 1134, poserait le principe contraire à celui de

(1) Note dans Carré, *Lois de l'organisation judiciaire*. VIII, page 159. Aussi dirions-nous que M. Lavaux, qui professait la même théorie que Carré, était plus conséquent avec lui-même, en maintenant que la Cour de Cassation était compétente dans tous les cas. (Lavaux, *Exposition de l'Esprit des lois concernant la Cour de Cassation*. ch. VI, p. 70.

Carré. En règle générale, les juges du fond auraient un pouvoir souverain d'appréciation, en tout ce qui concerne l'interprétation des actes juridiques. Mais à cette règle la Cour de Cassation apporterait une exception, en se déclarant compétente, toutes les fois que la convention, interprétée par les juges du fond, était conçue en termes clairs et précis. Cette théorie a-t-elle été et est-elle actuellement celle de la jurisprudence française ?

1<sup>o</sup> *Historique*. — Et d'abord, la théorie admise par le Tribunal de Cassation, dans les premières années de son institution, ne fait aucun doute. La fausse interprétation d'un contrat donnait lieu à cassation, ainsi qu'il résulte de nombreux arrêts rendus dans ce sens (1). L'apparition du Code civil et de l'article 1134 fortifia cette théorie.

Mais quoique universellement consacrée, cette jurisprudence avait des adversaires redoutables, et entre autres, le procureur général Merlin, qui essaya à plusieurs reprises de la mettre en échec (2). Celui-ci prétendait en effet que, jetant nécessairement la Cour de Cassation dans l'examen du fond, cette théorie la faisait sortir du cercle de ses attributions. Merlin profita et argumenta d'une loi qui parut le 16 septembre 1807 (3), pour faire triompher définitivement son

(1) V. notamment 22 messidor an IX. D. A. 3, 63. — 1<sup>er</sup> ventôse. an. X. D. *Répert.* V. Cassation, n<sup>o</sup> 1569. — 26 pluviôse, an XI. D. A. 2, 277.

(2) 21 Fructidor, An X. Merlin, *Questions de droit*, V. Papier monnaie, parag. 2.

(3) Aux termes de cette loi de 1807, la Cour de Cassation pouvait après un 2<sup>e</sup> pourvoi, et devait après un 3<sup>e</sup>, fondé sur les mêmes moyens, s'adresser au gouvernement pour obtenir un décret déclaratoire. C'était l'interprétation réglementaire. Dès lors, disait Merlin, si la Cour cassait pour violation de la loi du contrat, on était conduit à demander au gouvernement d'interpréter les conventions des par-



système dans un arrêt solennel du 2 février 1808, qui, sur ses conclusions, décida, qu'en matière d'interprétation d'actes, les tribunaux avaient un pouvoir discrétionnaire et sans contrôle, et que la prétendue violation du contrat n'étant pas une ouverture à cassation, « même quand la « décision attaquée avait dénaturé le contrat et substitué des conventions imaginaires aux véritables conventions des parties ». C'est dans le sens de cette nouvelle jurisprudence que furent rendus de nombreux arrêts (1).

Mais la loi de 1807, et l'interprétation réglementaire qu'elle instituait, devaient disparaître avec les lois du 30 juillet 1828 et du 1<sup>er</sup> avril 1837. L'argumentation disparaissant, la jurisprudence qu'elle avait fait naître ne devait-elle pas également disparaître ? En principe non, car le motif de pur fait, tiré de la loi de 1807, n'avait pas été certainement le seul qui eut inspiré la décision de la Cour de Cassation. Celle-ci avait reconnu que la violation de la loi privée du contrat ne devait pas être assimilée à celle de la loi générale, et que d'ailleurs son institution même lui défendait de pénétrer dans les faits.

Aussi la Cour de Cassation paraît bien avoir persisté dans sa jurisprudence de 1808 (2), jugeant d'une manière

ties. Cela était impossible car « un décret déclaratoire de la loi, suppose nécessairement une loi préexistante. » (Merlin, *Répert.* V<sup>o</sup> Société, p. 273.

(1) V. notamment Cass. 29 juillet 1812. S. chr. — 9 juin 1812. S. chr. — 23 février 1825. S. chr. — Cass. 18 juin 1828. D. 28, 1, 280. — 28 nov. 1831. S. 32, 1, 26. — 11 novembre 1834. S. 35, 1, 31.

(2) Jurisprudence approuvée d'ailleurs par tous les auteurs. V. Merlin. *Rép.* V<sup>o</sup> Société, sect. III, parag. III, art. 2, n<sup>o</sup> 3. — Toullier, *Droit civil*. VI, n<sup>o</sup> 494. — Poncet, *Traité des jugements*, I, Introduction, p. 500. — Boncenne. *op. cit.* I, p. 501 et s.

constante que l'interprétation des actes, basée sur l'appréciation de leurs clauses, échappait à la censure (1).

Toutefois, à ne consulter que le Répertoire de M. Dalloz, il semblerait résulter d'un certain nombre de décisions, notamment d'un arrêt du 26 juillet 1823 (D. Rép. V<sup>o</sup> Cass. N<sup>o</sup> 1628), que déjà à cette époque, la Cour de Cassation paraissait vouloir reprendre sa jurisprudence antérieure à 1808 et consacrer avec certaine réserve son pouvoir de contrôle sur les décisions purement interprétatives des juges du fond (D. Répert. V<sup>o</sup> Cassation, N<sup>os</sup> 1574 et suivants).

Mais nous remarquerons, qu'en examinant de près les arrêts qui sont cités à l'appui de cette affirmation, on s'aperçoit qu'ils n'ont pas statué sur la question d'interprétation proprement dite. Il suffit pour s'en convaincre de lire les considérants de l'arrêt du 26 juillet 1823 qu'on invoque surtout. La Cour de Cassation s'y reconnaît seulement « le droit d'apprécier le mérite des arrêts des Cours Royales, lorsque ces arrêts déterminent le caractère des contrats dans leurs rapports avec les lois qui en assurent la validité ; qu'il serait contraire au but de son institution qu'elle dut s'abstenir d'annuler ces arrêts, lorsque, ayant donné de fausses qualifications aux contrats, et les ayant placés dans une classe à laquelle ils ne devraient pas appartenir, il les auraient affranchis des règles spéciales auxquelles ils étaient soumis, ou les auraient soumis à des règles qui ne pouvaient pas leur être appliquées (2) ».

(1) V. notamment 20 avril 1841. D. 41, 1, 233. — 28 mai 1856. D. 57, 1, 261, sauf toutefois pour certaines matières, substitutions, transactions, contrat de mariage, etc. V. plus loin.

(2) D. Répert. V<sup>o</sup> Cassation, n<sup>o</sup> 1628. — Comp. également Cass.

La Cour de Cassation ne fait ici que se reconnaître un droit, que nous ne lui avons pas contesté d'ailleurs, en ce qui concerne la qualification légale des actes ou la détermination des effets que la loi leur attribue. Mais elle ne parle nullement dans ces arrêts de la question d'interprétation proprement dite, c'est-à-dire de la recherche des intentions, qui, d'après d'autres décisions au contraire, reste exclusivement soumise à l'appréciation souveraine des juges du fond.

C'est cette doctrine très juridique, et en tout conforme au but et aux attributions de la Cour de Cassation, qui fut consacrée solennellement par un arrêt du 22 novembre 1865, rendu sur les conclusions de l'avocat général Paul Fabre, et destiné à faire cesser toute ambiguïté sur le sens exact de la jurisprudence : « Attendu, dit la Cour de Cassation que, si hardie que puisse paraître l'interprétation par laquelle il est jugé que l'énonciation de 180 paires de bœufs était une erreur de rédaction, et que les parties avaient seulement voulu dire 80 paires, cette interprétation de l'intention des parties, en admettant même qu'elle contint un mal jugé, ne constituerait ni un excès de pouvoir, ni une violation de l'article 1134. Attendu qu'il ne peut y avoir violation de l'article 1134 qu'autant que le juge, après avoir constaté l'existence et le sens d'un contrat, croirait pouvoir modifier, sous un prétexte quelconque, ce qu'il reconnaîtrait avoir été convenu entre les parties, et non lorsqu'il se borne à fixer le sens de la convention, par interprétation de l'intention des parties ; que, si erro-

24 avril 1844. D. *Répert.* Vo Cassat. n° 1581 très explicite dans ce sens : « la Cour de Cassation doit rechercher si des Cours royales « n'ont pas méconnu les caractères de la convention dans ses « rapports avec la loi qui en a défini les éléments constitutifs. »

née qu'elle puisse être, une telle interprétation ne constitue qu'un mal jugé, qui ne tombe pas sous la censure de la Cour de Cassation... rejette... » (1).

Mais est-ce encore cette même jurisprudence que nous retrouvons dans de nombreux arrêts subséquents. La plupart des auteurs qui les citent, y voient des exemples de la distinction de Carré, adoptée par la jurisprudence. Un arrêt du 15 avril 1872, décide en effet « qu'il n'est pas « permis aux juges, lorsque les termes de ces conventions « sont clairs et précis, de *dénaturer* les obligations qui en « résultent, et de modifier les stipulations qu'elles renfer-  
« ment » (D. 72, 1, 176). Un autre arrêt de la même année, après avoir posé le principe du pouvoir souverain des juges du fond, en matière d'interprétation, ajoute « que « cette règle ne reçoit aucune exception et que la Cour de « Cassation n'exerce son contrôle que quand les tribunaux « au lieu d'interpréter des actes obscurs, ont dénaturé ou al-  
« téré des actes exprès et positifs... (2) » Il semble bien en

(1) S. 66, 1, 23 où on trouvera également les éclaircissements et les développements de cette idée dans les conclusions de l'avocat général Paul Fabre, ainsi que son approbation par l'arrêtiste dans une note très détaillée. Ce dernier affirme d'ailleurs que la solution reproduite par l'arrêt de 1865 a toujours persisté depuis 1808. — Comp. Cass. 24 février 1868. D. 68, 1, 308 et la note. « La Cour de Cassation reconnaît aux tribunaux le droit de constater souverainement « les termes dans lesquels les parties ont contracté, soit en repro-  
« duisant les expressions dont elles se sont servies, soit en les modi-  
« fiant même par l'interprétation la plus hardie. Mais elle se réserve  
« le droit de rechercher quelle qualification légale convient à la con-  
« vention constatée par le juge du fait, et quels effets juridiques il  
« faut lui reconnaître. »

(2) *Req.* 22 juillet 1872. D. 73, 1, 111. Comp. comme conçus à peu près dans les mêmes termes et en tous cas dans la même idée : 15 juillet 1875. D. 76, 1, 239. — 11 juillet 1876. D. 77, 1, 176 (« mal-

effet à lire les considérants de ces arrêts que la Cour de Cassation adopte la théorie de Carré, puisqu'elle se sert précisément des mêmes expressions que cet auteur : « termes clairs et précis ».., « actes obscurs ».

Mais nous croyons que ce n'est là qu'une apparence, et que, dans ces arrêts, la Cour de Cassation, loin d'abandonner son ancienne jurisprudence ne fait au contraire que l'affirmer d'avantage. C'est qu'en effet il faut bien comprendre le sens des expressions : « altérer des termes clairs et précis, ou dénaturer le sens des actes exprès et positifs ». Selon nous, dans ces différents arrêts, la Cour de Cassation entendait établir la distinction, non pas entre l'interprétation des actes clairs et celle des termes obscurs, mais entre l'interprétation proprement dite et la qualification ; — le mot « *dénaturer* » doit-être entendu dans son sens technique qui signifie « *changer la nature* », et non pas dans le sens de mal interpréter. La Cour Suprême ne veut pas dire que la censure pourra s'exercer, quand les juges du fond auront attribué à des termes précis une intention contraire à celle qu'ils expriment en apparence. La Cour de Cassation prévoit le cas où les tribunaux auraient « dénaturé » c'est-à-dire changé la nature, le caractère, la qualification et les effets de conventions claires et précises, c'est-à-dire telles qu'ils les avaient constatées.

Et le sens que nous donnons à ces différentes expressions, ressort en effet très clairement de l'examen des espèces mêmes sur lesquelles ont statué ces arrêts. En effet pour ne prendre que celui du 15 avril 1872 que l'on cite

gré sa formule inexacte » dit la note), — 28 mai 1883. D. 83, 1, 466. — 29 avril 1885. D. 86, 1, 239 et note. — 3 février 1886. D. 86, 1, 469, (v<sup>o</sup> les considérants).



le plus fréquemment, qu'y voit-on ? La Cour Suprême cassant un jugement de conseil de prud'hommes, qui avait condamné une société à payer des primes à un ouvrier, malgré l'affichage, dans l'établissement, d'une clause expresse et formelle, aux termes de laquelle « il était bien entendu que n'importe pour quel cas, la prime demeurerait facultative. » La Cour, disons-nous, a cassé ce jugement et, avec tous les arrétistes et la majorité des auteurs, nous ajouterons qu'elle a bien fait. Mais il faut voir exactement ce qu'elle a censuré par là. Or il est bien certain que ce n'est pas l'interprétation des juges du fond, mais une fausse application, faite par eux, des conventions qu'ils avaient reconnues (art. 1134). En effet il n'y avait eu dans l'espèce aucune interprétation. Le Conseil des Prud'hommes n'avait jamais recherché ce que voulait dire dans l'intention des parties, la clause ci-dessus relatée. Il n'avait pas interprété, parce que, dirions-nous, aucune contestation ne s'était élevée et ne pouvait en effet s'élever sérieusement sur le sens à donner à la clause. Mais le Conseil des Prud'homme, pour des raisons d'équité ou autres, avait attribué à un acte les conséquences légales contraires à celles qu'il devait produire, étant donné le sens que tout le monde reconnaissait et devait reconnaître à cet acte. En refusant à une convention la force obligatoire, il violait ouvertement l'article 1134. Ainsi donc, si l'arrêt de 1872 a cassé le jugement du Conseil des prud'hommes, ce n'est pas parce que celui-ci avait *interprété* une clause conçue en termes *clairs et précis*, c'est parce qu'il n'avait *pas appliqué* cette convention telle qu'elle était reconnue. Les considérants de l'arrêt le prouvent (1).

(1) « Attendu qu'en vain pour ne point faire *l'application* de

Toutefois il convient de reconnaître que les expressions vagues, employées par la Cour de cassation, dans ces arrêts, pouvaient prêter au doute, et entraîner de la part des auteurs, une interprétation contraire à l'esprit général de sa jurisprudence. S'il est exact d'accorder à la Cour de cassation le droit d'intervenir quand le juge a « *dénaturé la convention* », il devient faux au contraire, de dire, en employant une formule en apparence identique, que la Cour de cassation peut contrôler les décisions du juge, quand celui-ci a « *dénaturé le sens d'une convention* » (1). Peut-être cette terminologie, insuffisamment précise, a-t-elle contribué à modifier peu à peu le fond même des idées de la Cour Suprême.

2° *Théorie actuelle*. — Quoiqu'il en soit, depuis quelques années nous voyons cette juridiction, abandonnant une pratique presque séculaire, adopter très nettement la distinction de Carré (tout en partant d'un point de vue différent), et décider que, lorsque les termes d'un acte sont clairs et précis, l'interprétation qui en serait donnée par les tribunaux, contrairement au sens apparent, pourrait tomber sous son contrôle. L'interprétation, par les juges du fond, n'est donc souveraine que quand elle porte sur des clauses dont le sens était douteux ou ambigu.

« cette clause au litige... le Conseil des Prud'hommes s'appuie d'une « part sur ce que Pringault... (considérations d'équité et autres. » — Comp. les notes des arrêtises sous ces décisions et notamment sous celles des 15 juillet 1872 et 22 juillet 1872 précités. Nous trouvons très bien résumée dans l'une de ces notes, la théorie de la jurisprudence à cette époque : « Le juge du fait est souverain pour *cons-* « *tater* les conventions des parties. Il n'est pas souverain pour les « *qualifier*, c'est-à-dire pour déterminer le caractère juridique et les « effets légaux des conventions qu'il a constatées. »

(1) Cass. 22 déc. 1886. S. 87, 4, 112.

Cette distinction avait déjà été consacrée depuis un certain temps en matière de testaments ; de nombreux arrêts décidaient que les juges, qui remplaceraient une clause claire et précise d'un testament par une autre, seraient soumis au contrôle de la Cour de cassation ; car agir ainsi, disait la Cour Suprême, ce n'était plus interpréter, mais refaire le testament (1).

En matière de convention, nous trouvons cette même jurisprudence, affirmée d'une façon certaine, dans un arrêt de cassation du 25 juin 1883 (D. 84, 1, 79) : « Attendu, « y est-il dit, que si les juges du fond n'ont pas le droit, « sous prétexte d'interprétation, de refaire les conventions « des parties, et de supprimer une clause claire et précise, « pour la remplacer par une autre qui produirait des résultats différents, il appartient aux tribunaux d'interpréter « les clauses obscures des actes, et de rechercher, en combinant leur texte et leur esprit, quelle a été la véritable « intention des parties »... Et dans un autre arrêt du 22 novembre 1892, nous voyons la Cour Suprême casser un arrêt de la Cour de Besançon parce que, « s'il appartient aux juges du fond de rechercher l'intention des parties, ce pouvoir ne saurait aller jusqu'à dénaturer des conventions claires et formelles..., et que la convention étant expresse, et ne laissant aucun doute, il n'appartenait pas au juge du fait d'en méconnaître les termes, pour s'attacher à l'intention présumée des parties (2) ».

Telle est bien la jurisprudence actuelle de la Cour de

(1) Cass. 28 janv. 1868. S. 68, 1, 100. -- 2 déc. 1879. S. 81, 1, 118. — 19 février 1884. D. 84, 1, 388. — 27 février 1884. D. 84, 1, 353. — 7 juillet 1886. D. 87, 1, 75. — 15 mai 1889. D. 89, 1, 378. — 11 mars 1890. *Pand. franc.* 91, 1, 75.

(2) Comp. dans les mêmes termes, 21 déc. 1891. D. 92, 1, 104.

cassation, jurisprudence pour ainsi dire constante (1). Il est vrai qu'on peut relever un assez grand nombre d'arrêts qui, sans y déroger, posent cependant, en ne faisant aucune distinction, le principe du pouvoir souverain des juges du fond, en matière d'interprétation (2). Et même il faudrait voir une véritable dérogation à cette jurisprudence, dans un arrêt du 3 février 1886 (D. 86, 1, 469), qui a décidé que les juges du fond doivent appliquer toutes les stipulations claires et précises, et qu'ils s'exposent au contrôle de la Cour de cassation quand ils refusent cette application « en se basant sur un motif qui *n'est fondé ni sur une appréciation des clauses du contrat, ni sur l'interprétation de la commune intention des parties...* » C'est reconnaître implicitement, dit Dalloz (3), que si l'arrêt attaqué avait jugé par interprétation de la volonté des contractants, la Cour de cassation n'aurait eu qu'à s'incliner devant une appréciation qui eut été sou-

(1) V. notamment. Cass. 27 juillet 1880. S. 81, 1, 245. — 20 février 1883. S. 85, 1, 148. — 23 juin 1883. D. 84, 1, 79. — 9 janvier 1884. D. 84, 1, 208. — 24 déc. 1888. D. 89, 1, 415. — 3 juillet 1889. S. 92, 1, 379. — 21 janvier 1890. D. 90, 2, 483. — 10 novembre 1891. S. 91, 1, 529. — 28 novembre 1892. D. 93, 1, 62. — 14 janvier 1893. D. 93, 1, 281. — 18 décembre 1893. D. 94, 1, 263. 15 juillet 1896. D. 97, 1, 150.

(2) V. notamment. Cass. 27 juillet 1880. S. 81, 1, 245. — 22 novembre 1880. D. 81, 1, 58. — 14 février 1882. D. 82, 1, 445. — 31 mars 1884. D. 84, 1, 366. — 4 août 1885. D. 86, 1, 194. — 20 avril 1887. D. 87, 1, 421 et note. — 21 février 1887. S. 87, 1, 273. — 14 février 1888. S. 90, 1, 477. — 12 novembre 1889. S. 91, 1, 341. 12 décembre 1893. D. 94, 1, 340, etc... Toutefois il serait peut-être possible de dire que ces décisions ne contredisent pas, du moins directement, la nouvelle théorie de la jurisprudence ; si elles ne consacrent pas expressément la distinction courante, elles ne le nient pas davantage.

(3) D. Supplément V<sup>o</sup> Cassation, n<sup>o</sup> 348.

veraine, bien que s'exerçant sur des termes dont le sens n'était pas douteux.

Mais en faisant abstraction de cette décision exceptionnelle et des cas où le silence de la Cour Suprême sur la distinction de Carré, pourrait faire croire tout au moins à des hésitations, on peut affirmer que la jurisprudence moderne est établie dans le sens de cette distinction entre les actes clairs et les actes obscurs. Mais, quand il s'agit de justifier cette théorie, et d'en établir le fondement juridique, les difficultés et même les contradictions naissent au sein de la doctrine qui l'approuve.

3<sup>e</sup> *Critique de la jurisprudence actuelle.* — A. Nous avons vu en effet que la Cour de Cassation, interprétant sainement l'article 1134, avait abandonné et critiqué le point de départ de la théorie de Carré. Ce n'est que tout a fait exceptionnellement que nous voyons la Cour Suprême, s'appuyer sur la violation de l'article 1134, pour censurer la fausse interprétation de volontés clairement exprimées (1) ».

Mais, une autre idée intervient, car la violation de la loi n'est pas la seule cause d'ouverture à cassation. Pour que le juge puisse interpréter souverainement, dit-on, il faut tout au moins qu'il y ait lieu à interprétation ; sinon le juge qui s'y livrerait commettrait un *excès de pouvoir*. Or, nous avons vu dans notre chapitre I<sup>er</sup>, que la jurisprudence, suivant en cela une grande partie de la doctrine, posait ce principe : qu'il ne peut pas y avoir lieu à interprétation quand les termes sont clairs et précis. Dès lors, le juge commettant un *excès du pouvoir* dans l'interprétation de ces termes clairs, il y a lieu à recours en

(2) V. notamment Cass. 21 déc. 1891. D. 92, 1, 101.



cassation. Et c'est bien, en effet, le motif qui paraît avoir inspiré un grand nombre de décisions de la jurisprudence moderne. « Attendu, disent les arrêts, qu'il *appartient* aux juges du fond d'interpréter les clauses obscures..... Attendu qu'il ne leur est *pas permis* d'interpréter les termes clairs et précis (1) ».

Nous nous sommes suffisamment expliqués dans notre chapitre 1<sup>er</sup> sur ce qu'il fallait penser de ces restrictions, apportées au pouvoir d'interprétation des tribunaux et nous avons conclu qu'il fallait en faire complètement abstraction, et dire qu'il y a lieu à interprétation, et que par suite les juges du fond restent dans les limites de leur pouvoir en interprétant, toutes les fois qu'il s'élève une *contestation* entre les parties sur le sens à attribuer à une clause ou à un acte. Le simple désaccord des parties constitue le doute nécessaire à toute interprétation. Dès lors, en matière d'interprétation, il ne saurait y avoir excès de pouvoir et par suite recours en cassation, que quand les juges, statuant pour ainsi dire *ultra petita*, ont modifié le sens d'une expression qui n'était contestée par personne, qui était vraiment claire pour tous. Mais en dehors de ce cas, comment réduire le pouvoir du juge au moyen d'une distinction que nous avons déclarée arbitraire, et alors que d'avance le juge *ne peut savoir* en aucune façon s'il a ou non le pouvoir de décider. Tout dépendra en effet de l'appréciation de la Cour suprême, appréciation qui, nous l'avons dit, est toute subjective.

Et d'ailleurs comment concevoir un excès de pouvoir du fait des juges du fond, alors que ceux-ci *avaient le*

(1) V. notamment Cass., 24 décembre 1888, D. 89, 1, 415 et note. Telle paraît bien être également la raison invoquée par M. Crépon, dans son ouvrage, pour justifier le système de la jurisprudence.

*droit* de considérer comme obscure l'expression qui paraît maintenant claire et précise à la Cour de cassation ? Il ne saurait y avoir excès de pouvoir, que là où il existe une prohibition actuelle et certaine. Enfin, toutes les expressions pouvant paraître claires, le pouvoir d'interprétation des tribunaux serait réduit à néant, et la prudence indiquerait aux juges, comme seul moyen d'échapper à la possibilité d'une cassation, la consécration de la lettre du contrat, aurisque de méconnaître par là les volontés même certaines des parties.

B. La solution de la jurisprudence actuelle, avec sa distinction, ne s'explique donc pas *en droit* puisqu'on ne peut faire intervenir dans la question, ni l'article 1134, ni l'idée d'un excès de pouvoir. Mais ne se justifie-t-elle pas au moins par des considérations de fait ? Si elle n'offre aucun fondement juridique, ne présente-t-elle pas une certaine utilité pratique qui suffise à l'excuser ?

La plupart de ses défenseurs le prétendent en effet (1), et disent qu'il eut été aussi contraire au vœu manifesté du législateur, que périlleux pour les intérêts et la sécurité des parties, d'abandonner ainsi aux tribunaux un « pouvoir discrétionnaire et sans contrôle, pour interpréter à leur gré ces conventions que le Code déclare devoir tenir lieu de loi à ceux qui les ont faits ». En un mot l'intervention de la Cour de Cassation se justifie pour corriger l'*arbitraire* du juge.

D'abord nous demanderons s'il est possible de dire quand et où cet arbitraire existe. Les questions d'intention sont tellement subtiles et délicates, qu'il sera souvent difficile

(1) V. notamment Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, VII, n° 88.

d'affirmer quelle décision est arbitraire, de celle du juge, ou de celle de la Cour de Cassation, statuant en fait. En outre, s'il se peut que les tribunaux commettent une erreur ou une injustice sur le sens à attacher à une expression, les droits des parties ainsi lésées ne sont-ils pas protégés, la plupart du temps, par la possibilité de faire renaître la question, et vérifier la solution par des juges d'appel, qui, plus âgés, plus expérimentés et soustraits par leur éloignement aux influences locales, sont à l'abri des causes d'erreur ou d'injustice. Est-il donc besoin pour la garantie complète des justiciables, d'établir un troisième degré de juridiction qui, d'ailleurs comme les deux autres et peut-être plus encore est sujet à l'erreur (1). Et enfin, c'est Carré lui-même qui nous le dit, « il faut opter entre  
« l'inconvénient probable de voir quelques intérêts privés  
« froissés par le défaut de sagacité, d'attention ou de lumière des tribunaux inférieurs, dont certains jugements  
« ne seraient point susceptibles d'être réformés par la Cour  
« Suprême, et l'inconvénient qui résulterait de ce que la  
« Cour, surchargée par des attributions qu'elle n'exerce-  
« rait que dans l'intérêt privé, veillât avec moins d'efficacité à la stricte exécution des lois, dont l'observation  
« intéresse la société tout entière » (2). Quant à nous, nous n'hésitons pas à sacrifier quelques intérêts privés, et nous le faisons surtout en considération du très grand nombre

(1) Et en effet, pour connaître des mille détails qui ont pu entourer l'émission d'une volonté, les tribunaux, et notamment ceux de 1<sup>er</sup> ressort, sont beaucoup mieux placés que la Cour de Cassation, celle-ci se trouvant forcément éloignée du milieu où les parties vivaient, et étrangère aux conditions de fait dans lesquelles elles ont consenti.

(2) Carré, *Lois sur l'organisation judiciaire*, page 161.

de procès d'interprétation qui, en effet, encombrant les travaux de la Cour Suprême, et la plupart du temps, sans résultat, ainsi qu'on peut s'en rendre compte facilement, en comparant la grande quantité des rejets au petit nombre des cassations.

C. Mais si aucun argument général, soit de droit, soit de fait, ne milite en faveur du droit de contrôle que la Cour de Cassation se reconnaît sur l'interprétation des juges du fond ce droit ne peut-il pas au moins s'expliquer par des considérations spéciales à certaines matières ? Nous venons de voir qu'en principe le système de la jurisprudence actuelle doit être critiqué, il nous reste à examiner s'il ne se justifie pas du moins exceptionnellement dans quelques cas particuliers.

Certains auteurs, avec la jurisprudence, prétendent notamment que le contrôle de la Cour Suprême doit s'exercer, même en ce qui touche l'interprétation, dans les questions relatives aux substitutions, aux transactions, aux contrats de mariage, et surtout en matière d'enregistrement. Tantôt la Cour de Cassation conserve la distinction que nous avons critiquée, tantôt, allant plus loin, elle se reconnaît un droit absolu de contrôle (1). Nous allons étudier très rapidement les principales de ces situations particulières, afin de constater si les raisons, qu'on prétend y trouver spécialement à l'appui de la jurisprudence actuelle, existent réellement.

(1) Nous remarquerons, d'ailleurs, que si cette dernière solution ne doit pas nous satisfaire, elle paraît du moins plus rationnelle que la première, car, du moment où il y a une raison spéciale, une considération d'ordre public, par exemple, qui nécessite l'intervention de la Cour Suprême, cette intervention doit se produire sans qu'il y ait aucune distinction à faire. L'obscurité que revêt une expression ne retire rien au caractère de gravité spéciale que comporte l'acte.

a) *Substitutions*. — La jurisprudence relative aux attributions de la Cour de Cassation, en matière d'interprétation d'une clause, d'où l'on veut faire dériver une substitution prohibée, a subi des changements considérables depuis un siècle. Et d'abord une lutte s'est soutenue longtemps entre deux courants contraires. Le premier réservait aux juges du fond un pouvoir souverain quant à l'interprétation de ces dispositions entachées soi-disant de substitution. C'est dans ce sens que furent rendus un certain nombre d'arrêts (1).

L'autre courant attribuait à la Cour Suprême un droit absolu de contrôle en cette matière (2).

Ce fut ce dernier qui s'affirma et s'accentua avec les arrêts du 25 janvier 1865 (D. 65, 1, 74,) 21 août 1866. (D. 67, 1, 30). « Ces deux arrêts, dit M. Crépon, s'emparent des actes, en examinent les clauses, fixent le sens et la portée des dispositions testamentaires, dans des conditions qui se rapprochent tellement des errements suivis par les Cours d'appel, qu'il est assez difficile de comprendre en quoi la Cour de Cassation s'en différencie, et comment elle n'est pas un nouveau degré de juridiction, revisant non seulement la loi, mais aussi les actes et les contrats. »

Toutefois, à peu près à la même époque, nous trouvons deux arrêts, dans lesquels la Cour Suprême semble abandonner sa théorie absolue, pour appliquer aux substitutions

(1) Cass., 19 juillet 1814, S. 1815, 1, 14. — 27 avril 1819, 1, 313. — 12 mai 1819, *Pal. chr.* — 25 janvier 1827, S. 1827, 1, 142. — 29 mars 1829. S. 1829, 1, 293.

(2) Cass., 22 juin 1812, S. 1813, 1, 24. — 3 juin 1823, S. 23, 1, 309. — 20 janvier 1852, S. 52, 1, 169.



la distinction de Carré (1). Le juge du fond qui se borne à interpréter une clause qu'on prétend entachée de substitution, use d'un pouvoir souverain, mais seulement lorsque cette clause présente un certain doute, une certaine obscurité. Quand, au contraire, les termes en sont clairs et précis, la Cour de Cassation peut exercer son contrôle sur l'appréciation que les tribunaux en auraient donnée sous prétexte d'interprétation. C'est en réalité la doctrine courante et générale de la jurisprudence en matière d'interprétation d'actes juridiques, et elle a continué à être consacrée en effet par de nombreux arrêts (2).

Mais ce qui est particulier à la matière qui nous occupe, c'est que, dans la plupart des arrêts, nous voyons justifier le droit de censure de la Cour Suprême par un motif spécial, *l'ordre public* (3).

On doit repousser cette idée, car on ne comprend pas bien, en quoi l'interprétation des clauses d'un acte qu'on prétend contenir une substitution prohibée, peut intéresser l'ordre public. Ce qui importe à l'ordre public et à la société, c'est que les substitutions prohibées ne soient pas exécutées ; or il est bien évident qu'il ne s'agit pas ici d'exécuter ou de ne pas exécuter une substitution prohibée, il est question, avant tout, de savoir précisément s'il y a ou non, d'après l'intention des parties, substitution prohibée.

On a encore voulu expliquer autrement la théorie de la jurisprudence. La question de savoir si telle disposition a, soit explicitement, soit implicitement, le sens d'une substi-

(1) Cass., 4 déc. 1865, D. 66, 1, 39. — 3 mai 1869, D. 69, 1, 255.

(2) V. notamment Cass. 15 juillet 1885. D. 86.1.289.

(3) V. notamment : Cass., 4 déc. 1865 précité (« il s'agit de faire respecter une loi d'ordre public dont, par une fausse interprétation... »). — 3 mai 1869 précité (« ce contrôle que la Cour de Cassation n'exerce que dans un but d'ordre public... »).

tution prohibée, est une question de droit, et non une simple question de fait. C'est confondre, selon nous, deux points que nous nous sommes efforcés de bien distinguer au début de ce chapitre. C'est confondre la pure interprétation des clauses, c'est-à-dire la recherche de l'intention véritable qu'elles recèlent, avec la qualification légale des clauses, c'est-à-dire l'attribution du caractère de substitution prohibée. Avant de dire : telle clause constitue une substitution prohibée, ce qui est bien répondre à une question de droit, le juge est appelé à dire : dans l'intention du testateur, telle expression cachait ou non l'intention d'imposer la charge de conserver et de rendre. Cela est simplement une question de fait. L'article 896 qu'on invoque, ne définit que la substitution prohibée, mais ne dit nullement ce qu'il faut entendre par charge de conserver, charge de rendre, et ce qui les différencie, par exemple, de la simple prière de conserver et rendre.

La véritable théorie qui devrait être admise en cette matière, comme en toute autre, ressort selon nous, d'un arrêt de cassation du 2 août 1880 (D. 80, 1, 451), qui décide d'une façon générale et absolue que « l'interprétation, fondée sur les termes et le rapprochement des clauses d'un testament et sur l'intention présumée de la testatrice, n'excède pas le pouvoir attribué aux juges du fond. » Et il a été statué ainsi dans une espèce où les termes du testament (« je désire »), quoique clairs et formels, avaient été interprétés contrairement à leur sens apparent par arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux, qu'a confirmé la Cour Suprême. Cet arrêt applique bien notre théorie à savoir, « qu'on doit avant tout rechercher si la volonté *du testateur* est certaine, et si elle est *clairement* (c'est-à-dire exactement) *exprimée*, en tenant compte de cette recherche de

« la connaissance ou de l'ignorance que le testateur avait du « style des actes et du langage du droit. » Oui, il n'y aurait plus lieu à interprétation, s'il était certain que l'intention de substituer se trouve clairement exprimée ; mais pour savoir précisément si cela existe, il faut d'abord rechercher, d'après les faits et circonstances de la cause, quelle a été cette pensée, c'est-à-dire qu'il faut interpréter.

*b) Transactions.* — La question relative à l'étendue des pouvoirs du juge en matière d'interprétation présente un intérêt particulier, en ce qui concerne les transactions, tant à cause des divergences qui ont existé sur ce point, au sein même de la Cour de Cassation, qu'à cause des motifs spéciaux invoqués en cette matière.

Et tout d'abord, en consultant la jurisprudence sur cette question, nous voyons que la Chambre des requêtes et la Chambre civile, pratiquaient au début deux systèmes tout à fait différents. La Chambre des requêtes, assimilant les transactions aux autres contrats, ne croyait avoir dans aucun cas, le droit de se livrer à leur appréciation (1). « La Cour de Cassation connaît de la qualification des contrats et non de l'interprétation des actes » disait M. l'avocat général Nicod au cours de conclusions, que la Cour adopta dans l'arrêt de 1835 cité en note. Au contraire, la Chambre civile, s'appuyant sur l'article 2052, auquel nous reviendrons d'ailleurs plus loin, se réservait exceptionnellement, en matière de transactions, le pouvoir d'apprécier, après les juges du fond, le sens et la portée de

(1) Req. 26 nov. 1828, D. 29, 1, 33. — Req. 24 nov. 1832, D. 33, 1, 141. — Req. 31 déc. 1835, S. 36, 1, 189 (Conclusions de l'avocat général Nicod). — Req. 20 juin 1841, S. 42, 1, 791 (observation du conseiller rapporteur).

ces conventions. Nous constatons d'ailleurs que la Chambre civile s'attribuait ce droit de contrôler l'interprétation dans tous les cas, même en présence de termes obscurs et douteux (1).

Mais bientôt la Chambre civile atténua ce que son système avait évidemment d'excessif, en ne se reconnaissant plus le pouvoir de contrôler l'interprétation d'une transaction, que lorsque celle-ci était conçue en termes clairs et précis, dont le juge du fond aurait dénaturé le sens sous prétexte d'interprétation (2). La Chambre des requêtes, elle aussi, revenant sur sa théorie, adopta la même distinction (3).

En sorte qu'on peut dire qu'actuellement les deux chambres de la Cour Suprême s'accordent à appliquer aux transactions la théorie générale de la jurisprudence en matière d'interprétation d'actes. Et si on prétend conclure de certaines décisions différentes, que l'ancien désaccord existe encore entre les deux Chambres, il faut expliquer ces différences, par cette circonstance que la Chambre civile considère comme des stipulations claires et précises, des dispositions que la Chambre des requêtes, dans des hypo-

(1) Ch. civ., 26 juillet 1823, D. *Rép.* V° Cassat. n° 1628. — 21 août 1832, *Pal. chr.* et même 21 nov. 1832, *Pal. chron.* (voir la note). — On pourrait se demander comment la Chambre des requêtes, repoussant tout pourvoi basé sur fausse interprétation, la Chambre civile avait encore à décider sur ces questions. C'est que la Chambre des requêtes renvoyait pour fausse qualification, un certain nombre de jugements devant la Chambre civile et celle-ci ne se bornant pas à considérer la qualification, pénétrait dans l'interprétation même.

(2) Ch. civ. cass., 21 janvier 1833, S. 35, 1. 105. — 6 juillet 1836, D. 36, 1, 408.

(3) Req. 31 déc. 1859, D. 60, 1, 26. — 25 avril 1860, D. 60, 1, 270. — 16 juin 1875, D. 77, 1, 71.

thèses analogues, proclame douteuses. On voit par là combien la distinction de Carré, relative et subjective comme elle l'est forcément, présente d'incertitudes et de dangers. Nous voyons par ces divergences qui existent au cœur d'une même juridiction, ce qu'ont d'exact les paroles de Boncenne ; « Ce qui est pour celui-ci une lumière « éblouissante, ne présente aux yeux de celui-là qu'un jour « vague et incertain ».

Mais cette lutte qui exista pendant quelque temps entre la Chambre des requêtes et la Chambre civile n'est pas la seule particularité qu'il y ait à relever, en matière de transaction, quant à la question qui nous occupe. En effet soit dans le système primitif de la Chambre civile, soit même dans celui qu'adopte actuellement la Cour de Cassation, on voit à la lecture des arrêts, que le pouvoir de contrôle soit absolu, soit restreint, que celle-ci se reconnaît est souvent basé sur l'article 2052. Aux termes de cet article, « *les transactions ont entre les parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort* », C'est, a-t-on dit assimiler la transaction à un jugement, et l'assimilation doit se faire notamment au point de vue de l'interprétation. Or quand il s'agit de l'interprétation d'un jugement, tout le monde admet que la Cour de Cassation a le droit de le contrôler, afin de faire respecter l'autorité de la chose jugée, dont l'observation rigoureuse intéresse l'ordre public tout entier. Dès lors l'interprétation de la transaction qui a aussi l'autorité de la chose jugée doit être également soumise au contrôle de la Cour Suprême.

En bonne logique cet argument n'aurait pas dû survivre à l'abandon par la Chambre civile de son système absolu. Il n'explique en aucune façon la distinction nouvelle, car si l'ordre public est intéressé à la bonne interprétation



des transactions, il doit en être ainsi, tant en présence d'expressions obscures, que de termes clairs. Et cependant les arrêts rendus sous l'empire du nouveau système ne manquent pas d'invoquer encore expressément l'article 2052 (1).

Et selon nous c'est complètement à tort que cet article intervient dans notre discussion, et il comporte les mêmes observations que celles que nous avons faites précédemment à l'occasion de l'article 1134. C'est qu'en effet l'article 2052 découle visiblement de l'article 1134. De même que ce dernier donne à la convention force de loi entre les parties, de même, et dans un sens identique, l'article 2052, prenant une convention particulière, la transaction, lui attribue entre les parties l'autorité de la chose jugée.... Mais dans ce dernier cas, comme dans le premier, la loi en s'exprimant ainsi n'entend pas assimiler la transaction au jugement à tous les points de vue, et notamment en ce qui touche les pouvoirs du juge interprète. C'est qu'il existe entre ces deux actes la même différence essentielle qu'entre la convention et la loi. La fausse interprétation d'une transaction, comme de toute convention, ne saurait léser que des intérêts privés, dont la Cour de Cassation n'est pas chargée de se préoccuper ; tandis que dans la fausse interprétation des jugements comme dans celle de la loi, ce qui est surtout en jeu, c'est l'intérêt général dont le législateur a confié la sauvegarde à la Cour Suprême.

Cette distinction ressort très nettement des observations de M. Mesnard, conseiller rapporteur, observations qui furent prises en considération par la Chambre des

(1) Ch. civ. 21 janvier 1835, S. 35, 1, 405. — 6 juillet 1836, D. 36, 1, 408. — 2 janvier 1839, S. 39, 1, 419. — 19 nov. 1851, D. 51, 1, 419. — 23 février 1892, *Pand. franç.*, Par. 93, 1, 400.

requêtes « N'admettez-vous pas que, de même que la « convention est la loi, mais seulement la loi des parties, « la transaction n'a l'autorité de la chose jugée qu'au « même titre et sous la même restriction... il ne s'ensuit « pas qu'une transaction marche de pair avec un juge-  
« gement (1) ».

La doctrine d'ailleurs paraît également réprouver l'emploi de l'article 2052, comme argument spécial à l'appui du système de la jurisprudence (2). Aussi doit-on, même en matière de transaction, admettre le principe absolu que M. l'avocat général Nicod posait dans ses conclusions : « La Cour de Cassation connaît de la qualification des contrats, mais non de l'interprétation des actes ». La distinction établie par la jurisprudence ne se justifie donc en aucune façon.

c) *Contrats de mariage*. — On a encore essayé d'expliquer cette distinction par l'idée de « l'ordre public » dans la matière du contrat de mariage.

Mais avant d'aborder cet argument, il importe, surtout ici, de bien retracer les limites entre l'interprétation proprement dite, et la qualification légale. Le juge, saisi d'une difficulté qui porte sur une convention matrimoniale, doit commencer par se demander si les clauses, écrites dans le contrat, ont eu en réalité le sens qu'elles ont en apparence, si l'expression est ou non conforme à l'intention véritable des parties. Puis, cette expression une fois reconnue vraie ou justement réformée, le juge décidera que les clauses, telles qu'elles sont, indiquent l'adop-

(1) Cass., 20 juin 1841, S. 42, 1, 791.

(2) V. notamment Troplong, *Des transactions*, n° 116. — Pont, *Des transactions*, n° 648. — Laurent, XXVIII, n° 391. — Mourlon, III, n° 1187.

tion de tel ou tel régime et doivent par suite entraîner tels ou tels effets. Il y a dans cette dernière appréciation, une qualification légale et une attribution des effets légaux qui tomberaient bien évidemment sous le contrôle de la Cour Suprême. Mais doit-il en être de même de la première qui constitue l'interprétation proprement dite ?

Conformément à notre théorie générale, nous répondons par la négative, et si actuellement la Cour de Cassation reprend en cette matière sa distinction ordinaire, il s'en faut que telle ait toujours été sa jurisprudence.

D'après certains auteurs (1) il y aurait eu entre les deux chambres de la Cour Suprême, en ce qui concerne l'interprétation du contrat de mariage, un désaccord identique à celui que nous avons relevé en matière de transaction. Mais nous croyons qu'il y a là une illusion provenant des modifications survenues dans la jurisprudence de la Cour de Cassation, dans l'espace de quelques années. La Chambre des requêtes a en effet consacré par de nombreux arrêts le pouvoir souverain appartenant aux juges du fond, dans l'interprétation des clauses d'un contrat de mariage, comme de toute autre convention (2). Il est vrai que nous trouvons dans la même question des arrêts de la Chambre civile où celle-ci se reconnaît, au contraire, un pouvoir de contrôle même en ce qui concerne l'appréciation des intentions (3). Mais remarquons le bien ces derniers arrêts n'interviennent que vers 1837. Nous ne trouvons pas, avant cette époque, de décisions de la

(1) Voy. notamment Dalloz. *Rép.* Vo Cass., nos 1623 et 1625.

(2) Req. 22 nov. 1820, *Pal. chr.* — 1<sup>er</sup> mars 1821, *Pal. chr.* — 7 nov. 1827, *Pal. chr.* — 16 nov. 1834, *Pal. chr.* — 18 déc. 1837, *Pal.* 1838, II, p. 86.

(3) Civ. Cass., 29 mai 1839, D. 39, 1, 219. — 12 août 1839, D. 39, 1, 319.

Chambre civile pouvant contredire celles de la Chambre des requêtes, qui sont citées en note. Ce n'est donc pas une division entre les deux sections de la Cour Suprême mais un changement dans la jurisprudence de cette juridiction, qu'il faut constater. Pendant un certain temps les pourvois pour fausse interprétation de clauses matrimoniales sont repoussés par la Chambre des requêtes. Puis celle-ci modifiant sa manière de voir la Chambre civile peut exercer et exerce en effet son contrôle.

Mais la Cour de Cassation n'a pas complètement abandonné son ancien système, et, adoptant la distinction de Carré, elle ne maintient le pouvoir souverain des juges interprètes que quand ceux-ci « ont déterminé la portée d'une stipulation dont le sens était douteux » (1). Par contre, elle renvoie devant la Chambre civile tous les jugements ou arrêts qui ont interprété un acte, malgré la clarté et la précision de ses termes.

Aussi, pouvons-nous dire que le contrat de mariage est soumis actuellement à la même distinction que les autres conventions, au point de vue de l'interprétation (2).

Mais les auteurs qui approuvent cette distinction, ne se bornent pas à l'expliquer ici par les raisons générales que nous avons développées plus haut. Ils invoquent en matière de conventions matrimoniales, un argument spécial que M. Dupin, Procureur général, formulait ainsi : « Les « contrats de mariage n'intéressent pas seulement les « époux, mais les tiers, la société et partant l'ordre public ;

(1) Req. 9 déc. 1856, D. 57, 1, 117. — Comp. Req. 2 février 1884, D. 84, 1, 423.

(2) Cass., 6 août 1888, D. 89, 1, 339. — 25 février 1888, D. 91, 1, 441. — 14 nov. 1890, *Pand. franç.*, Per. 91, 1, 73. — 24 nov. 1890, *Pand. franç.*, 91, 1, 425. — 19 nov. 1890, *Pand. franç.*, 91, 1, 159. — 15 avril 1891, *Pand. franç.*, 91, 1, 398.

« à ce titre, leur appréciation appartient à la Cour régulatrice » (1). Ces contrats, dit-on, ne font pas seulement la loi des parties, mais aussi celle des tiers notamment des créanciers des époux. Aussi les parties, qui président à la rédaction de leurs conventions matrimoniales, doivent éclairer ces tiers sur le sens et la portée qu'elles doivent avoir. Dès lors si les parties ont oublié quelque clause dérogatoire au droit commun, les juges ne doivent pas suppléer à leur silence. De même si une clause est rédigée en termes clairs et positifs, les parties prétendront vainement que leur intention allait au delà, le juge ne doit pas se préoccuper de cette intention ; car, dit-on, interpréter ce qui est clair, c'est encore suppléer, et d'ailleurs les tiers qui auraient été mis en garde par une obscurité apparente, ont pu au contraire, et à bon droit, s'en rapporter à une expression claire et formelle.

Cette participation des tiers aux effets des contrats de mariage, et la protection qui leur est due, ne sauraient être mises en doute. L'immutabilité des conventions matrimoniales, établie à cet effet, trouve d'ailleurs sa sanction dans la forme authentique, que la loi prescrit. Et nous avons dû convenir que ce caractère solennel restreignait considérablement les pouvoirs d'interprétation du juge, en ce qui concerne la méthode extensive ou supplétive. Il est évident que le juge ne pourrait, sous prétexte d'intention certaine

(1) Cass., 8 juin 1858, S. 58, 4, 417. — Il est d'ailleurs à remarquer que cet arrêt a été rendu sur une question de qualification de clauses (v. le 2<sup>e</sup> attendu) et non en matière d'interprétation proprement dite, et que par, suite, la formule employée par M. Dupin n'a pas été consacrée par la Cour dans sa généralité, mais seulement en ce qui concerne la qualification. Or, à ce point de vue, nous l'avons dit, la Cour de Cassation peut évidemment censurer l'appréciation des juges du fond,



des parties, ajouter une clause non exprimée, car celle-ci ne serait pas revêtue des formes exigées par la loi.

Mais, en ce qui touche l'interprétation purement déclarative, c'est-à-dire la recherche du sens exact qui doit être attaché à telle ou telle clause exprimée, le caractère solennel, l'immutabilité des conventions matrimoniales, en un mot l'intérêt des tiers impose-t-il au juge la même réserve ?

Nous ne le croyons pas. Ici la clause existe et dans les formes voulues : les tiers la connaissent. Qu'on ne nous dise pas que si elle est conçue en termes clairs, ces tiers ont dû s'en rapporter au sens apparent sans supposer qu'une intention contraire pouvait s'y cacher ! Toutes les fois qu'on est en présence d'une expression, quelle qu'elle soit, on ne doit pas, pour la bien connaître, s'attacher à son sens littéral, mais à la véritable intention qui y correspond (art. 1156). Il est évident que chacun doit se faire interprète des actes qui peuvent l'intéresser, avant de s'engager sous leur foi. Et d'ailleurs si l'on admet cette théorie on doit l'appliquer tant que le motif subsiste et dire qu'aucune interprétation ne pourrait être admise contre une expression qui, en fait, avait *paru* claire aux *tiers*. Mais on voit alors les difficultés pratiques qui surgissent, et difficultés très grandes, car il sera toujours facile aux tiers de dire et de prouver qu'une expression avait en soi une clarté suffisante.

Ainsi donc, comme le dit fort bien M. Labbé, « la loi « n'a pas retiré aux juges, à propos du contrat de mariage, « leurs pouvoirs ordinaires pour l'interprétation des clauses « exprimées dans la forme notariale ». Or, ajoute cet auteur, « si l'interprétation suppose un doute, celui-ci peut résulter « des circonstances et être très sérieux, sans que la lettre

« du contrat soit grammaticalement obscure ou ambiguë » (1).

La théorie de la jurisprudence actuelle, avec sa distinction, ne se justifie donc pas mieux en matière de contrat de mariage que pour toutes les autres conventions.

d) *Enregistrement*. — Enfin en matière d'enregistrement la Cour de Cassation, poussant à l'extrême l'idée de protection de l'ordre public, abandonne même, ici, sa distinction courante, et, entrant complètement dans l'examen des faits et des actes, elle se reconnaît un pouvoir absolu de contrôle sur les décisions judiciaires qui touchent aux questions d'enregistrement.

A l'origine, il est vrai, la jurisprudence, indécise, a hésité à se jeter dans cette voie qui faisait d'elle un 3<sup>e</sup> degré de juridiction, contrairement à son institution. C'est ainsi notamment que des arrêts contradictoires ont été rendus sur la même question, celle de savoir par exemple si les juges du fond décident ou non souverainement qu'il y a eu vente et non seulement projet de vente ou inversement (2). MM. Championnière et Rigaud constatent en 1841, qu'il existe sur la question « une déplorable incertitude » (3).

Aujourd'hui et depuis un certain temps la Cour de Cassation se prononce franchement, et s'attribue, d'une façon absolue, le droit de rechercher, après les juges du fond,

(1) Cass., 5 février 1873, S. 73, 4, 289 note.

(2) Un arrêt du 18 février 1829, *Pal. chr.*, décidait en faveur du pouvoir souverain des juges du fond. Un autre arrêt du 4 février 1839, *Pal.* 1839, 4, 245, accordait dans ce cas le droit de contrôle à la Cour de Cassation. Comp. également : dans le 1<sup>er</sup> sens, Req. 10 nov. 1824 *Pal. chr.* Dans le 2<sup>e</sup> sens, 10 mars 1858, D. 49, 4, 356.

(3) Championnière et Rigaud, *Droits d'enregistrement*, IV. N<sup>o</sup> 4025 *in fine*.

les intentions des parties, dont l'appréciation inexacte pourrait modifier la perception de droits fiscaux (1).

Cette dérogation grave, mais franche cette fois, au principe qui refuse l'examen des faits à la Cour Suprême, les arrêts (2) et la plupart des auteurs veulent l'expliquer par l'idée d'*ordre public* à laquelle seraient liées les questions d'enregistrement.

Et d'abord, pourrait-on dire en effet, dans la juste perception des droits fiscaux, se trouve engagé un véritable intérêt public, celui-ci se confondant avec l'intérêt de l'État. Or la Cour de Cassation a été instituée précisément pour protéger les intérêts généraux. Mais cet argument ne saurait être sérieusement opposé dans l'état de la jurisprudence actuelle, car il aurait pour conséquence naturelle de n'accorder à la Cour Suprême le droit de réviser l'interprétation des juges du fond, que dans le but d'*augmenter* la quotité des droits à percevoir par l'État. Le recours en cassation ne devrait donc pas être admis, quand il s'agirait pour la Cour de *réduire* le droit fiscal à payer par les particuliers, car son intervention aboutirait dans ce cas à protéger un intérêt purement privé précisément contre un intérêt général. Et cependant la doctrine, pas plus que la jurisprudence, n'admettent cette distinction ; et la Cour de Cassation se déclare puissante à

(1) Cass., 19 mai 1868, D. 68, 1, 305. — 14 février 1870, D. 78, 1, 394. — 28 janvier 1873, D. 73, 1, 307. — 29 juin 1887, *Pand. France* 87, 6, 34. — 29 juillet 1890, D. 91, 1, 54. Et remarquons qu'il ne faudrait pas voir dans un certain nombre d'arrêts de rejets la consécration du pouvoir souverain des juges du fond. Ces arrêts doivent être entendus en ce sens que la Cour suprême a reconnu, dans les espèces à elle soumises, que les tribunaux avaient fait une exacte appréciation des actes.

(2) V. notamment Cass. 21 février 1854 précité.

interpréter les actes en matière d'enregistrement, aussi bien contre l'État que contre les redevables (1). Et d'ailleurs, ainsi que le disent fort bien MM. Championnière et Rigaud. « La Cour Suprême n'a point à défendre l'intérêt du fisc ou celui des parties, mais seulement celui « de la loi » (2).

Aussi, la plupart des auteurs et des arrêts paraissent présenter l'argument sous une autre forme : La Cour de Cassation doit intervenir dans tous les cas en matière d'enregistrement, disent-ils, parce qu'en cette matière, une erreur dans l'interprétation, entraîne une véritable violation de la loi, en modifiant la nature ou la quotité du droit fixé par les lois fiscales (3). Mais il est facile de voir qu'il y a encore une méprise sur ce qu'on doit entendre par violation de la loi pouvant donner lieu à cassation. Il est bien certain que cette loi serait violée, et qu'il y aurait vraiment erreur de droit, donnant ouverture à cassation, si le juge, après avoir constaté l'existence des éléments d'une donation, par exemple, attribuait à cet acte les conséquences fiscales d'une vente ou inversement. Mais supposons que

(1) Ainsi dans l'arrêt du 29 juin 1887 (précité), la chambre civile ne rejette le pourvoi formé par Fourier contre l'enregistrement, que, « parce qu'il n'est pas établi que, dans l'espèce, le tribunal avait fait « une fausse appréciation des faits et documents de la cause » — et elle reconnaît expressément et sans distinguer que « en matière d'enregistrement la Cour de Cassation n'est pas liée par les interprétations des juges du fond ». Voir même un arrêt de Cassat., au profit d'un particulier contre l'enregistrement, 4 février 1839. *Journal Pal.* 1839, 4, 245.

(2) Championnière et Rigaud, *Droits d'enregistrement*, IV, n° 4025

(3) Comp. Tarbé, p. 63 et 64. — Huc, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, VII, p. 88. Charmont, *Rev. crit. de Légis. et de Jurisp.*, 1894, p. 77. — Comp. Cass., 29 juill. 1890. S. 91.1.183.

le juge ne croie pas devoir reconnaître, d'après les termes mêmes de l'acte, ou les faits de la cause, les éléments d'une donation dans un acte à lui soumis ; admettons même, ce qui d'ailleurs sera souvent bien difficile à prouver, que ce juge se soit trompé sur la véritable intention des parties qui était bien de faire une donation. Qu'y a-t-il de violé par cette décision ? Simplement la volonté des parties, la convention. Le juge décide qu'il y a une vente, et il en conclut que les droits à percevoir sont ceux d'une vente. Il ne commet aucune erreur de droit, il ne viole aucun texte de loi. C'est comme si, déclarant à tort que les parties ont entendu faire une vente, il décidait que le vendeur est tenu à les garantir.

Aussi à ces deux arguments, la plupart des auteurs qui approuvent la Cour de Cassation dans sa jurisprudence (1), en ajoutent un troisième tiré, disent-ils, de la tradition, et ils invoquent notamment l'autorité incontestable en cette matière, de l'ancien Procureur général Merlin. En effet, dans son *Répertoire*, cet auteur professe bien la même opinion que notre jurisprudence actuelle, et il cherche à l'expliquer tant bien que mal, par la théorie de la *Délégation des pouvoirs* (2). Mais, si l'on consulte les *Questions de Droit*, du même auteur, on y trouve l'aveu fait par lui que, « s'il avait adopté l'opinion qui précède, ce n'était « que par déférence pour la doctrine que M. le Président « Henrion de Pansey venait de publier. » Mais en même temps que Henrion de Pansey, Merlin a changé d'avis et a reconnu que les motifs par lui donnés n'avaient aucune

(1) Huc. *Commentaire théorique et pratique du Code civil*. VII, n° 88. — Charmont, *Revue critique de législation et de jurisprudence* 1894, p. 17.

(2) Merlin, *Répertoire, Enregistrement*, n° XIV.



valeur. Aussi conclut-il ainsi : « Il n'y a aucune distinction  
« entre les affaires qui intéressent le trésor public et les  
« affaires qui intéressent des particuliers, dans les dispo-  
« sitions des lois qui déterminent les ouvertures de cas-  
« sation, toutes s'accordent à dire qu'un jugement en der-  
« nier ressort ne peut être cassé que pour violation des  
« formes prescrites, à peine de nullité et pour contraven-  
« tion expresse aux lois.... » (1)

Nous remarquerons d'ailleurs que la jurisprudence belge a adopté cette solution, et elle accorde un pouvoir souverain aux juges du fond pour interpréter un contrat, même au point de vue des prescriptions fiscales (2).

*Conclusion.* — Ainsi donc rien ne justifiant la théorie actuelle de la jurisprudence, ni quant à sa distinction entre les termes clairs et ceux qui ne le sont pas, ni quant à l'exception qu'elle apporte en matière d'enregistrement, nous devons la repousser comme contraire à tous les principes.

Nous résumerons de la façon suivante toutes les critiques que nous avons adressées jusqu'ici à cette doctrine, en laissant de côté l'exception relative aux questions d'enregistrement, pour ne nous attacher qu'à la théorie générale basée sur la distinction de Carré. Cette théorie n'est pas admise parce que :

1<sup>o</sup> Elle ne se justifie *ni en droit, ni en fait*; a) en droit il nous a été impossible de lui reconnaître *aucun fondement juridique*, puisqu'elle n'admet pas l'application de l'article 1134, et que, d'autre part, elle ne peut s'expliquer ni

(1) Merlin, *Questions de droit*, V<sup>o</sup> Cassation, parag. 48, II<sup>o</sup>.

(2) Cass. 49 mars 1846, *Pasicrisie*, 1847, p. 230. — Cass., 2 juillet 1847, *Pasicrisie*, 1848, p. 117. — Cass., 4 janvier 1851, *Pasicrisie*, 1851, p. 157.

par l'idée d'un excès de pouvoir, ni par des considérations d'ordre public. En outre la distinction ne résulte d'aucun texte, et se trouve même en *contradiction avec l'article 1156* qui n'en comporte pas ; b) Nous avons démontré que la doctrine actuelle de la Cour de Cassation n'était même *pas justifiée en fait*, par la soi-disant nécessité d'éviter l'arbitraire du juge interprète.

2° Cette jurisprudence aboutit nécessairement en pratique à *méconnaître les principes juridiques* les plus graves : tantôt ceux qui servent de base à l'institution même de la Cour suprême et qui lui interdisent l'examen des faits et du fond du débat, — tantôt le fondement même du problème de l'interprétation, l'article 1156.

3° La distinction proposée par la jurisprudence est *arbitraire*, car « ce qui est pour celui-ci une lumière éblouissante ne présente aux yeux de celui-là qu'un jour vague » et incertain ».

4° Aussi est-elle d'une *application difficile* par suite de l'absence d'un critérium sûr.

5° Et en tous cas, elle aboutit en fait à sa *propre négation*, car elle donne en réalité, dans tous les cas, le dernier mot à la Cour de Cassation, qui reste seule juge du point de savoir si la convention est claire ou ne l'est pas. La distinction devient *illusoire*.

### § III. — Opinions de la doctrine.

Malgré ces nombreuses objections théoriques et pratiques, que soulève à juste titre la jurisprudence actuelle, en ce qui concerne les pouvoirs respectifs du juge interprète et de la Cour de Cassation, nous devons convenir

cependant que cette jurisprudence s'appuie sur l'autorité d'auteurs très considérables.

A. Nous regrettons surtout d'avoir à lutter contre l'opinion du savant auteur M. Huc, opinion très nettement formulée dans son récent ouvrage, et justifiée surtout par cette idée, qu'il est nécessaire de réprimer l'arbitraire des juges du fait (1).

Nous rencontrons dans l'ouvrage de M. Crépon sur le *Pourvoi en Cassation* une autre opposition non moins autorisée, mais qui nous surprend moins, cet auteur étant naturellement indiqué pour être l'écho de la doctrine admise par la Cour de Cassation, dont il est un des membres éminents (2).

B. Mais à ces quelques autorités et à la jurisprudence constante qu'ils approuvent, nous opposons la doctrine presque tout entière. C'est ainsi que nous citerons notamment MM. Duranton (3), Rivière (4), Demante et Colmet de Santerre (5), Aubry et Rau (6), Mourlon (7), Boitard et Glasson (8), qui posent sans aucune distinction le principe

(1) *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, VII, n° 88.

(2) *Pourvoi en cassation*, III, notamment nos 316, 319, 381. — Comp. Demolombe, XXIV, n° 388.

(3) Duranton, *Traité des obligations*, I, n° 318 « La violation même manifeste des dispositions d'un contrat, ne donne point ouverture à cassation, vu que la Cour de Cassation ne saurait être érigée en tribunal d'appel.

(4) Rivière, *Revue doctrinale des variations et des progrès de la jurisprudence de la Cour de Cassation*, page 29.

(5) Demante et Colmet de Santerre, V, n° 79 bis.

(6) Aubry et Rau, I, parag. 39 bis, et IV. parag. 346.

(7) Mourlon, *Répétitions sur le Code civil*, II, n° 1114.

(8) Boitard et Glasson, *Procédure civile*, II, page 200.

du pouvoir souverain des tribunaux en matière d'interprétation.

Nous avons déjà parlé de la lutte acharnée, livrée par Boncenne (1), à la théorie de Carré, qui n'est en somme que celle de la jurisprudence. Cette lutte nous l'avons également vue reprise par Labbé qui qualifie « d'arbitraire » la distinction admise par Carré, et reproduite par la jurisprudence (2). M. Chénon, dans son savant travail (3), a également pris parti en faveur de notre système. Il voit à regret la Cour de Cassation « s'aventurer jusque sur le « terrain défendu de l'examen des faits et constate que « dans ces cas-là, ses arrêts sont contradictoires et que sa « jurisprudence, trop souvent variable, montre aux yeux « les moins clairvoyants, qu'elle se sent hors de son « domaine ».

Notre éminent doyen de la Faculté de droit, M. Garsonnet, nous offre également l'appui d'une savante autorité, et dans son *Traité de procédure* (4) il paraît bien prendre parti pour la théorie que nous soutenons. « La « Cour de Cassation ne peut reviser l'interprétation qu'ont « donnée les premiers juges des actes produits devant « eux..... » M. Garsonnet ajoute il est vrai, « sauf lorsque ces juges auraient dénaturé, refait ces actes sous prétexte d'interprétation ». Mais aussitôt il explique ce qu'il entend par là : « Les juges sont même souverains pour constater « l'existence d'une obligation, mais ils ne le sont pas pour « dispenser le débiteur de l'exécuter, sous prétexte qu'il

(1) Boncenne, *Traité de procédure civile*, I, pages 484 et suiv.

(2) V. note sous cassat., 5 février 1873, S. 73, 1, 289.

(3) Chénon, *Origines, conditions... de la Cour de Cassation*, n° 51.

(4) Garsonnet, *Traité de procédure civile*, V, n° 1108.

« en résulterait pour lui un préjudice auquel il n'a pas  
« dû vouloir s'exposer ».

Enfin, nous citerons à l'appui de notre thèse, l'opinion très nette que M. Marcadé vient de reproduire dans la nouvelle édition de son ouvrage (1) : « Tant qu'il ne résulte pas de l'arrêt lui-même, que cet arrêt a mal interprété *tel ou tel texte de loi, fut-il clair comme le jour qu'il a mal interprété les conventions des parties, il n'y a qu'un mal jugé, car évidemment les conventions ne sont pas des lois.* La Cour Suprême paraît avoir souvent oublié ces principes. »

Les recueils de jurisprudence semblent également critiquer les arrêts qu'ils relatent. M. Labori, dans son *Répertoire encyclopédique de Droit*, trouve que la distinction admise par la Cour de Cassation est subtile et dangereuse.

La Cour Suprême elle-même, voit d'ailleurs le danger de son usurpation, ainsi que le prouve le nombre, de plus en plus rare, des cassations pour fausse interprétation de conventions claires et précises. La Cour devient de plus en plus facile pour trouver dans les clauses, une obscurité qui ait pu permettre aux juges du fond d'interpréter. C'est donc surtout au principe que tient la Cour de Cassation. Mais nous l'avons dit, c'est précisément ce principe qui est critiquable, tout autant, et peut-être plus encore que les conséquences qu'il peut entraîner.

Aussi, concluons-nous avec M. Dalloz (2) « qu'il serait préférable d'abandonner le système qui prétend distinguer entre les actes clairs et les actes obscurs,

(1) Marcadé, *Explication théorique et pratique du Code civil*, VI, n° 463.

(2) Dalloz, *Supplément*, V° Cassation, n° 346.



« pour s'en tenir à la doctrine à la fois si juridique et si  
« précise de l'arrêt du 22 novembre 1865 » qui prononce  
d'une façon absolue le pouvoir souverain des juges du  
fond en ce qui concerne l'interprétation des actes juridiques.

## CHAPITRE V

### DE L'INTERPRÉTATION LÉGALE

Nous avons déjà défini au Chapitre II ce qu'il fallait entendre exactement par ces mots « interprétation légale », en leur donnant un sens particulier, et distinct d'autres acceptions que leur attribue souvent le langage courant. Nous nous bornerons donc à en résumer la définition, C'est, avons nous dit, *l'interprétation que la loi donne par avance de certaines clauses douteuses, et pour lesquelles elle indique au juge la solution la plus plausible.*

Nous avons eu souvent l'occasion de parler des *règles légales* d'interprétation, qui, elles aussi sont des indications utiles, données par la loi au juge chargé d'apprécier le sens d'une expression ; et nous convenons qu'il existe entre celles-ci et les cas d'interprétation légale, une grande analogie : C'est toujours dans la loi que le juge puise ses principaux éléments d'appréciation, c'est toujours elle qui lui indique de quelle manière il faut interpréter de préférence. Et toutefois il existe entre les règles légales d'interprétation et les cas d'interprétation légale, une différence essentielle qu'il importe de relever et qui en fait deux matières bien distinctes.

On dit qu'il y a interprétation légale c'est-à-dire que la loi interprète par avance un acte, quand par exemple, supposant une expression conçue dans les termes qu'elle détermine, et qui peuvent présenter quelque doute, elle conclut que, par suite de la nature de l'acte ou de l'application d'une règle d'interprétation, les parties ont entendu attribuer à cette expression tel sens, telle portée. Ainsi prenons l'article 620 qui constitue un cas d'interprétation légale. Ce texte prévoit un cas particulier d'usufruit constitué à terme, qui aurait pu donner lieu à des difficultés. « *L'usufruit accordé jusqu'à ce qu'un tiers ait atteint un âge fixe dure jusqu'à cette époque, encore que le tiers soit mort avant l'âge fixé.* » Le législateur suppose une clause établissant un terme et conçue de la façon qu'il indique. Par exemple un testateur a légué l'usufruit d'un immeuble à *Primus* jusqu'à ce que *Secundus* ait atteint l'âge de 30 ans. Cette expression pourrait avoir deux sens ; le testateur a pu vouloir simplement indiquer un laps de temps, pendant lequel l'usufruit devrait durer. Ainsi si *Secundus* avait 20 ans au moment de l'ouverture du legs, c'est comme si le testateur avait dit : je lègue l'usufruit pour 10 ans. Il peut en effet avoir fait abstraction de la personne de *Secundus*, si bien que, celui-ci venant à mourir avant ses 30 ans, à 27 ans par exemple, l'usufruit n'en subsisterait pas moins pendant les 3 années qui restent à courir sur les 10 ans. Mais telle n'est pas la seule signification qu'on peut attribuer à cette clause. En effet le testateur a pu vouloir que l'usufruit dure jusqu'à ce que *Secundus* ait 30 ans, mais avec l'idée que cet usufruit devrait cesser si *Secundus* venait à mourir avant cet âge, et en effet supposons que *Secundus* soit le fils de *Primus*, il se peut que le testateur ait destiné l'usufruit

concedé à *Primus*, aux frais d'éducation et d'établissement de *Secundus*. De ces deux sens que comporte la clause prévue, lequel doit-on préférer ? Cela dépend évidemment des circonstances, mais dans le doute, la loi se prononce en faveur du premier, et elle suppose que le disposant « *non ad vitam respexit, sed ad certa temporum curricula* » c'est une présomption qu'elle établit, et elle en tire la conclusion. Ainsi qu'on le voit, par cet exemple, le législateur, dans les cas d'interprétation légale *fait lui-même le raisonnement complet qui constitue l'interprétation*. Il part d'un fait connu, une expression déterminée, pour en induire l'inconnu, c'est-à-dire la pensée qui correspond à cette expression. Il remplit alors presque entièrement l'office du juge, et à ce titre la portée de l'interprétation légale est excessivement étroite, car pour qu'il y ait lieu de l'appliquer il faut trouver réunies dans l'expression les conditions que la loi y suppose.

Au contraire, ainsi que nous l'avons vu précédemment, la règle légale d'interprétation est une simple indication de la *manière dont le juge doit s'y prendre* pour arriver à déduire *lui-même* la véritable intention des parties. Ici c'est le magistrat qui interprète vraiment. La loi ne lui indique pas la solution à laquelle il doit aboutir, elle se borne à lui enseigner les moyens d'y arriver. Elle lui dit par exemple : il est rationnel que lorsque les hommes agissent, ils entendent le faire utilement et en vue de produire un résultat quelconque ; aussi « lorsque une clause sera susceptible de deux sens, on devra plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet, que dans le sens avec lequel elle n'en aurait aucun... » (art. 1157) ou encore le législateur indique au juge qu'il trouvera dans l'usage un moyen généralement sûr de découvrir

l'intention qui a présidé à une expression obscure ou insuffisante.

On le voit par là même, la règle d'interprétation est d'une portée beaucoup plus générale que l'interprétation légale, et elle trouve son application dans des hypothèses qui peuvent être très différentes les unes des autres.

Nous résumerons la distinction qui vient d'être faite en disant qu'il y a interprétation par la loi, lorsqu'elle indique d'avance *quelle sera l'intention* présumée des parties quand elles se seront exprimées de telle ou telle façon. Au contraire il y a règle d'interprétation posé par la loi lorsque, sans supposer l'hypothèse spéciale, elle indique seulement *comment* le juge parviendra à découvrir cette intention, aussi il n'est pas étonnant de constater des cas d'interprétation légale faisant application d'une règle légale d'interprétation. Ainsi l'article 1023 est une application faite par la loi des règles qu'elle pose dans les articles 1157 et 1158.

Nous diviserons l'étude de l'interprétation légale en trois parties, portant sur les questions suivantes :

§ I. — Des principaux cas qui se rencontrent dans notre Code civil.

§ II. — Autorité de l'interprétation légale.

§ III. — Opportunité de ces cas d'interprétation légale.

**§ I. — Principaux cas d'interprétation légale contenus dans notre Code civil.**

Nous avons déjà eu l'occasion d'en noter un certain nombre, en parcourant l'étude des méthodes, et des règles d'interprétation que la loi, comme le juge, met en application. Aussi ne reviendrons nous pas sur ces textes, d'autant plus que nous ne tentons pas ici l'énumération



complète de tous les cas d'interprétation légale, nous voudrions seulement classer les dispositions de la loi qui s'y rapportent, afin d'en donner une idée générale.

A ce point de vue l'étude de ces dispositions montre que la loi qui interprète par avance les volontés, agit de trois façons différentes : tantôt elle se borne à constater le sens d'une expression, tantôt elle supplée au silence des parties en ajoutant quelque chose à cette expression, tantôt même, elle va jusqu'à créer de toutes pièces un acte juridique, en faisant résulter les volontés, d'un ensemble de faits ou même d'une abstention.

I. *Interprétation légale purement déclarative.* — Et d'abord, disons-nous, la loi, supposant une expression ou une clause d'un acte, conçue dans les termes qu'elle indique, et susceptible de faire naître des difficultés d'interprétation, la loi fixe le sens qui devra être attaché à cette expression ou à cette clause, comme étant celui que les parties sont présumées lui avoir attaché. On peut dire que, dans ce cas, l'interprétation est *purement déclarative*.

Nous avons déjà noté une application de cette hypothèse dans l'article 620 ; nous nous bornerons à y ajouter quelques autres exemples. C'est ainsi que la loi supposant dans un contrat de vente l'existence d'une clause ainsi conçue : « A défaut de paiement du prix dans le terme convenu, la vente sera résolue de *plein droit* » l'article 1656 décide que cette clause n'a pas autant d'énergie qu'on pourrait le croire au premier abord. La vente ne sera pas résolue, par cela seul que l'acheteur aura laissé passer le délai fixé sans payer ; autrement le sort du contrat dépendrait de sa volonté, ce qui serait contraire à l'intention des parties. Aussi, « l'acquéreur pourra néanmoins payer après l'expiration du délai, tant

« qu'il n'a pas été mis en demeure par une sommation  
« mais après cette sommation, le juge ne pourrait pas  
« lui accorder de délai ». Tel est le sens que l'article 1656  
attribue à la clause que nous avons indiquée plus haut.  
C'est encore ainsi que l'article 536 dispose que : « La vente  
« ou le don d'une maison avec tout ce qui s'y trouve,  
« ne comprend pas l'argent comptant ni les dettes ac-  
« tives et autres droits dont les titres peuvent être  
« déposés dans la maison ; tous les autres effets mobi-  
« liers y sont compris ». De même, les articles 1551,  
1552, 1805, 1883, prévoyant dans un acte une clause  
d'estimation, déterminent, d'après les circonstances, la  
signification que les parties ont vraisemblablement voulu  
lui attribuer. C'est ainsi notamment, que l'article 1551  
décide que l'estimation du mobilier dotal emporte vente  
au profit du mari, parce que la femme est censée l'avoir  
ainsi voulu, son intérêt le lui dictant. Au contraire, les  
immeubles, augmentant normalement de valeur par le bé-  
néfice du temps, et la femme ayant par suite intérêt à les  
conserver, il est à présumer que, par une clause d'estima-  
tion portant sur les immeubles dotaux, la femme n'a pas  
entendu les vendre. Nous trouvons encore d'autres  
exemples intéressants de la même interprétation déclara-  
tive, dans les articles 1498, 1500, 1511, 1513, 1529, 1530  
et autres, qui donnent le sens exact de quelques-unes des  
clauses modificatives ou exclusives de la communauté  
légale ; même interprétation encore dans l'article 1589 qui  
décide que la *promesse de vente* vaut vente, dans les ar-  
ticles 1628 et 1629 qui expliquent la clause portant que  
« le vendeur ne sera soumis à aucune garantie », dans  
l'article 1695 qui explique la clause « de garantie de la

solvabilité » en matière de cession de créance, etc., etc. (1).

Enfin nous trouvons dans le Code civil un certain nombre de définitions légales, c'est-à-dire de dispositions dans lesquelles le législateur, supposant que les parties ont employé certaines expressions, indique la signification qu'elles sont censées leur avoir attribuée, conformément à l'usage ordinaire de la langue ou aux principes de droit. C'est dans ce sens que les articles 533, 534 et 535 définissent les mots « *meubles, meubles meublants, biens meubles* » et déterminent les choses que le testateur ou les parties contractantes ont vraisemblablement voulu y comprendre. Il est vrai que, dans cette interprétation, la loi se trompe la plupart du temps et attribue ainsi aux parties une intention quelquefois opposée à celle qu'ils ont eue en réalité. Aussi nous verrons qu'en pratique, on tient bien peu de compte de ces articles 533 et suivants, et que même, en théorie, certains auteurs proposent de les mettre absolument de côté (2). — Nous trouvons également d'autres définitions, mais en général plus justes et d'ailleurs, nous le verrons, plus impératives dans les articles 1582 sur la « vente », 1709 et 1710 sur le « louage », 1832 sur la « société », 1875 « *sur le prêt* », 1984 sur le « *mandat* » etc... qui permettent de dire, que quand les parties ont employé tel ou tel de ces mots, quand l'une d'elles dit par exemple : « je vends, j'achète » elles ont voulu s'obliger à livrer une chose, à payer un prix.

*II° Interprétation légale supplétive.* — Le plus souvent la loi procède d'une autre façon dans son interpréta-

(1) Comp. art. 1215, 1431, 1438 al. 2, 1542 al. 1, 1988, etc.

(2) Aubry et Rau, parag. 164 *bis*. — Voir dans l'article 1754 une autre définition plus spéciale sur ce qu'il faut entendre par « réparations locatives ».

tion des volontés. Elle ne se borne pas à expliquer ce qui est exprimé, elle y ajoute des clauses que les parties y ont vraisemblablement sous-entendues, étant données les circonstances et la nature de l'acte qu'elles passaient.

Nous rappellerons notamment les applications que nous avons déjà rencontrées de cette idée dans la théorie de l'accessoire (art. 696, 1018, etc...); on en trouve d'ailleurs, d'autres exemples très importants dans les titres de la vente, du louage, de la société, etc., etc..., matières que la loi a expressément réglées, à cause de leur importance pratique, précisément pour suppléer au silence des parties, provenant soit d'un oubli, ou d'une négligence, soit de la rapidité avec laquelle doivent se faire les transactions commerciales. Le législateur a dit : Quand les parties feront une vente, il ne leur sera pas nécessaire de prévoir toutes les difficultés et de les prévenir par une clause spéciale. Nous allons faire ce travail nous-même et d'une façon générale. Pour y arriver d'ailleurs, nous suivrons ce que les parties auraient vraisemblablement convenu, dans la plupart des cas, étant donnée la nature même de l'acte. Et, par cela seul qu'elles n'auront rien stipulé dans leur acte spécial, elles seront censées s'être référées au modèle, au type général que nous leur proposons. C'est ainsi notamment qu'en matière de vente, dans le silence des parties, l'acheteur est présumé avoir stipulé la garantie (art. 1626) et telle garantie (art. 1630, 1696), avoir voulu en outre que la délivrance de la chose fut faite dans l'état (art. 1614), et au lieu (art. 1609) où elle se trouvait au moment de la vente, ainsi qu'aux frais du vendeur (art. 1608). Le vendeur est censé avoir stipulé que le prix devrait lui être payé au lieu et dans le temps où

doit se faire la délivrance (art. 1631) (1). Toutes les clauses de nature à établir ces obligations et à fixer ces droits, le législateur les sous-entend.

Quelquefois l'interprétation légale simplement supplétive est plus générale, et s'applique à tout contrat (2). Nous en avons un exemple très intéressant avec l'article 1184, qui sous-entend, dans les contrats synallagmatiques (3), une condition résolutoire tacite. La loi, interprétant, conformément à l'équité, la volonté des parties, suppose qu'elles sont tacitement convenues que si l'une d'entre elles n'exécute pas son engagement, l'autre aura le droit de demander la résolution du contrat.

Enfin il est deux grandes matières qui attestent du rôle considérable de la loi comme interprétant les volontés des parties et y suppléant au besoin. Nous voulons parler des dispositions qui sont renfermées dans les deux premiers titres et dans le cinquième du Livre III, et destinées à compléter, ou même à indiquer soit la volonté du *de cujus*, soit les intentions nées en vue d'établir la situation pécuniaire des époux.

(1) Comp. également : en matière de louage art. 1719 et suiv., 1728, 1729, 1744 et suiv., 1774, 1777, 1763, 1815, etc., en matière de société art. 1843, 1853, 1859, etc., etc.

(2) V. art. 1247 et 1248 qui sous-entendent des clauses relatives au lieu où doit être fait le paiement et celui à la charge de qui doivent être mis les frais qu'il nécessite. De même par l'art. 1287, la loi suppose que, dans toute obligation de faire, les parties ont sous-entendu une clause d'après laquelle le débiteur seul et non un tiers quelconque pourrait exécuter.

(3) Et même, d'après certains auteurs (M. Massigli) dans les contrats unilatéraux, malgré les expressions qu'emploient l'art. 1184. Comp. dans le même sens que l'art. 1184 : art. 953, 1610, 1654, 1978 et même les art. 351, 747, 766, qui établissent des droits de retour légal.



a) *Successions*. — Et d'abord, si nous prenons la matière des successions et des testaments, nous y trouvons de nombreux cas d'interprétation légale supplétive (1). En effet nous avons déjà dit que les règles de la succession *ab intestat* étaient applicables toutes les fois que le testateur n'y avait pas expressément dérogé. La loi permet à chacun de disposer de ses biens comme il l'entend, (sauf quelques réserves), mais elle ajoute que si on veut adopter telle ou telle forme de disposition, qualifier telle ou telle personne qu'elle prévoit, il est inutile de l'exprimer d'une façon formelle dans un testament. Voici un exemple. Dans un testament Paul a légué l'immeuble A à *Primus*. Et c'est tout, il ne parle pas de la dévolution de ses autres biens. Pour savoir à qui ceux-ci doivent être attribués, on complètera le testament par les dispositions de la loi sur la succession *ab intestat*, car il est bien vraisemblable que si le testateur a gardé le silence quant à ces biens, c'est qu'il entendait s'en rapporter à l'ordre légal des successions, parce que celui-ci correspond bien en effet à ses affections réelles.

b) *Contrat de mariage*. — Le titre V du livre III consacré au contrat de mariage renferme également de nombreux exemples d'interprétation légale supplétive. Telles

(1) Tels sont notamment les articles 745 à 774 qui règlent l'ordre légal des successions, l'art. 843 qui suppose sous entendue dans le legs fait à un héritier, la clause de rapport, les articles 870 et suiv., 1009, 1012 qui indiquent dans quelle proportion chaque successible héritier et légataire doit contribuer au paiement des dettes et charges de la succession, d'après l'intention présumée du testateur ; enfin, l'art. 1015, al. 2, qui sous-entend dans un certain legs (rente viagère ou pension d'aliments) une clause relative à la jouissance immédiate de ce legs nonobstant toute demande en délivrance.

sont les dispositions contenues dans la section V et relatives au régime de la communauté légale, qui sera applicable sur tous les points que les parties n'auront pas prévus expressément. Ainsi supposons un contrat de mariage qui, modifiant l'actif de la communauté par une clause de réalisation, exclue de cette communauté certains meubles déterminés. Que faudra-t-il décider relativement aux dettes, à l'administration de la communauté, à sa dissolution, tous points que le contrat de mariage ne prévoit pas ? On devra disons-nous, pour compléter le contrat, recourir aux articles 1421 et suivant, qui ont pour but précisément de suppléer au silence des parties.

D'autre part, le Code civil a prévu quelques-unes des clauses les plus usuellement employées pour modifier ou exclure la communauté légale et dans les articles qu'il y consacre on trouve non seulement la définition de ces clauses et le sens que les parties ont vraisemblablement voulu leur attribuer, en les employant sans les expliquer, (interprétation légale déclarative), mais aussi l'indication de certains effets que ces clauses devront entraîner lors que les parties les auront stipulées. Par cela seul que les époux ont adopté une clause de réalisation, ils sont censés avoir voulu par là, déroger implicitement aux règles de la communauté légale, pour tout ce qui est prévu dans la section II, et par exemple à l'article 1503 qui indique un mode spécial de liquidation. On peut dès lors considérer un certain nombre de dispositions contenues dans les sections relatives à la communauté conventionnelle comme des cas de véritable interprétation légale supplétive.

III. *Interprétation légale en l'absence de tout acte.* — Les dispositions relatives aux successions et testaments, et celles qui concernent le contrat de mariage, n'ont pas pour

seul but de suppléer à l'insuffisance d'un acte réellement intervenu. La loi n'a pas seulement voulu y indiquer les clauses *additionnelles* à sous-entendre dans les testaments et dans les contrats de mariage, complétant ainsi l'expression d'une volonté qui est du moins exprimée. Elle a été plus loin, en supposant, en *créant de toutes pièces* un acte qui n'a aucune existence réelle : elle interprète une volonté qui n'a jamais été manifestée matériellement (1).

a) *Succession légitime*. — Et d'abord le législateur a établi le « *testament présumé* de toute personne qui décéderait sans avoir valablement exprimé une volonté « différente ». — « Il fallait, ajoutait le conseiller d'État « Treilhard, suppléer à l'oubli, à la négligence de l'homme « que la mort aurait frappé avant qu'il eut disposé de « ses propriétés ».

Cette formule qui qualifie la succession *ab intestat* de testament présumé, est critiquée par quelques uns des meilleurs auteurs de la doctrine moderne (2). Ceux-ci pensent en effet que la succession *ab intestat*, loin d'être destinée à suppléer à un testament, loin d'être quelque chose de relativement accessoire, est au contraire le principe même de la dévolution héréditaire des biens. Ils posent en effet comme première règle : que les biens sont avant tout transmis par la loi et non par la volonté de l'homme. C'est la loi « organe des liens du sang » (Laurent) mais surtout dépositaire de l'ordre public qui

(1) Nous évitons d'employer les termes « interprétation créatrice » bien qu'ils rendent parfaitement notre pensée. Mais ils pourraient prêter à l'équivoque et laisser croire que nous voulons parler d'une interprétation créant non pas un acte, mais une volonté même, ce qui serait absurde.

(2) Toullier, II, 2, n° 152, p. 94. — Laurent, VIII, n° 484 et 510.

· règle l'ordre des successions, et si elle autorise l'homme à y déroger par testament, ce n'est qu'une simple tolérance d'ailleurs assez limitée (quotité disponible) (1). Cette doctrine ne fait guère que reproduire, mais sous une terminologie différente, l'ancienne théorie de Domat, pour qui, les droits de succession étaient d'ordre naturel et découlaient de la volonté divine (2). Ces deux théories refusent donc de voir, dans la succession légitime une interprétation légale de la volonté présumée de l'homme. Dans les dispositions qu'elle consacre à cette matière, la loi établit non pas ce que l'homme a vraisemblablement voulu, mais ce qu'il a *dû* vouloir, ce que son *devoir* lui imposait... En un mot la loi dit : « Voilà ce que l'homme devait faire, et comme il n'a pas dérogé expressément à son devoir, on doit s'en tenir à ce dernier qui est la règle.

Sans vouloir entrer dans la discussion de cette doctrine, nous croyons quant à nous, qu'à ce fondement du droit de succession, basé uniquement sur la loi ou sur la volonté divine qui l'impose comme un devoir, on doit préférer la théorie qui pose le principe contraire, à savoir que toute transmission de propriété dépend de la *volonté de l'homme*. Cette volonté est *expresse* dans les contrats et les testaments ; elle est *présumée* dans les successions *ab intestat* dans la communauté légale et, comme nous le verrons plus loin. — La succession légitime ne résulte

(1) Mais en passant, nous remarquerons que ce sont précisément ces dérogations que nous ne nous expliquons pas bien, car si les dispositions relatives à la succession *ab intestat* sont des règles d'ordre public proprement dites, comment admettre que la volonté de l'homme puisse y déroger. Et si on ne leur reconnaît pas ce caractère d'ordre public, comment expliquer que la loi les pose en principe, applicables sauf exception ?

(2) Domat, *Lois civiles. Des successions*. Préface IV.

donc que de l'interprétation de la volonté des défunts. « C'est ce que disait Grotius : « Les successions *ab intestat* sont fondées sur une *conjecture naturelle de la volonté du défunt*. Lorsque quelqu'un n'a pas déclaré sa volonté par testament, il n'y a aucune apparence qu'il ait prétendu laisser ses biens, après sa mort, au premier occupant. D'où il s'ensuit qu'on doit regarder les biens d'une telle personne comme revenant à celui à qui il y a le plus d'apparence qu'elle voulait qu'ils appartenissent après sa mort... (1) »

Ainsi donc un seul point de départ, une seule base à la transmission héréditaire, c'est la volonté de l'homme (2), volonté qui peut être exprimée dans un testament, mais volonté qui peut être également tacite. — Et la loi pour interpréter et réaliser cette volonté tacite, l'a présumée en s'appuyant sur les affections naturelles résultant des liens du sang. C'est en effet certainement sous l'inspiration de ces idées que notre succession *ab intestat* passa dans le Code civil, ainsi qu'en attestent les travaux préparatoires, dont nous reproduisons les passages très intéressants et très formels qui suivent « le législateur appelé à tracer un ordre de succession, dit Treilhard, doit se pénétrer de toutes les *affections naturelles et légitimes* : il dispose pour tout ceux qui meurent sans avoir

(1) Grotius, *De jure Belli*. (Traduction de Jean Barbeyrac. Ed. de 1724), livre II, ch. VII, parag. III.

(2) Et cette théorie concorde bien avec les idées romaines qu'ont toujours respectées religieusement et très souvent adoptées les rédacteurs du Code. En effet, à Rome la succession testamentaire était la règle : c'était la volonté de l'homme qui, avant tout, réglait la transmission des patrimoines (Ulpien, l. 120. D. 11, 14), et la succession *ab intestat* devait dès lors être réglée conformément à la volonté du testateur qu'elle devait suppléer.



« disposé. La loi présume qu'ils n'ont eu d'autres volonté  
 « que la sienne, elle *doit donc prononcer comme eût*  
 « *prononcé le défunt*, s'il eût pu ou eût voulu s'expli-  
 « quer. — Que chacun descende dans son propre cœur,  
 « il y trouvera gravé en caractères ineffaçables le vérita-  
 « ble ordre de succéder..... » (1)

Et nous remarquons en effet que cette idée de volonté présumée et d'affections probables domine tout l'ordre successoral établi par le Code. Ainsi il dit par exemple : Le premier appelé à succéder, sera le fils ou la fille du défunt, parce que, eu égard à ce qui a lieu d'une façon constante, c'est pour cet enfant que le défunt avait la plus grande affection, et c'est par suite en sa faveur qu'il aurait disposé, s'il avait testé. — De même encore si l'un de plusieurs enfants, venant à mourir, laisse des petits enfants au *de cujus*, la loi autorise ces petits enfants à prendre la place, le degré et les droits de leur père. En posant ce principe de la représentation, la loi satisfait les sentiments particuliers d'affection que les parents reportent naturellement sur les enfants de leur enfant décédé (2).

(1) Locré, X, page 178.

De même Chabot dit dans son rapport au tribunal que « celui-ci doit naturellement recueillir l'hérédité, pour lequel le défunt doit être présumé, avoir eu le plus d'affection, et le défunt doit être présumé avoir eu le plus d'affection pour celui avec lequel il était uni le plus étroitement par les liens du sang..... Il est conforme au vœu de la nature, de régler ainsi l'ordre des successions sur celui des affections. Sans doute la présomption que le défunt préférerait son parent le plus proche n'est pas toujours la vérité, surtout en ligne collatérale ; mais comme elle est la plus naturelle, la plus raisonnable, en un mot la plus vraisemblable, la loi ne devait pas en admettre d'autre lorsque le défunt avait gardé le silence. » (Locré, X, parag. 222). Comp. l'exposé des motifs de Bigot-Préameneu. (Locré, XI, page 354).

(2) V. « S'opposer à la représentation c'eût été, disait Treilhard,

Enfin la même tendance est bien manifeste dans les lois postérieures au Code. C'est ainsi que la loi de 1891, qui modifie l'article 767 du Code civil, réserve un droit de succession au conjoint survivant même en concurrence avec des enfants du *de cujus*, parce que la loi, presumant que celui-ci a une affection particulière pour son conjoint, aurait disposé en sa faveur s'il eut testé (1).

On dit, il est vrai, que l'ordre successoral est basé en grande partie sur l'idée de conservation des biens dans la famille, idée qui dominerait celle de volonté présumée (2). Et on pourrait peut être citer, à l'appui de cette affirmation, l'article 733 qui pose le principe de la fente entre les deux lignes paternelle et maternelle (3). Mais nous répondrons que cette idée dérive elle-même, sinon des sentiments d'affection, du moins de la volonté probable du défunt, si le législateur règle la dévolution des biens dans ce sens, et s'il ordonne la fente entre les deux lignes, lorsqu'il n'y a pas d'enfant, c'est qu'il pense, avec raison, que les hommes désirent généralement que les biens retournent aux parents de la ligne d'où ils provien-

« se trouver en contradiction avec la volonté présumée du défunt et  
« ses affections naturelles. »

(1) Et qu'on ne dise pas que cette modification même prouve que notre Code civil ne s'était pas inspiré, malgré les termes formels des discussions qui l'ont précédé, de la volonté présumée des défunts pour régler l'ordre successoral. Si le législateur de 1804 n'a pas fait du conjoint survivant un héritier légitime, c'est tout simplement qu'il s'était trompé dans l'appréciation des degrés d'affection. La loi de 1891 n'a fait que corriger cette erreur, et approuver le fondement que nous attribuons à la succession légitime et qui, selon nous, lui a certainement été attribué par les rédacteurs du Code civil.

(2) Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Des successions*, I, n° 414. — Demolombe, XIII, n° 317.

(3) Aubry et Rau, V, parag. 588.

ment. La notion de justice, qui doit-être présumée exister au fond de chaque individu, dicte cette solution. Il ne s'agit donc plus ici d'un principe d'ordre public ou plutôt d'ordre politique, comme dans les pays de coutume de notre ancien droit français, où la dévolution successorale était l'arme la plus puissante du régime féodal (1).

Si d'ailleurs la succession légitime est, ainsi que le constate la doctrine que nous combattons, complètement en corrélation avec les devoirs que l'homme doit remplir, il faut voir là, non pas un but recherché par la loi, mais un résultat qu'elle atteint forcément en interprétant précisément la volonté probable des hommes qui meurent *intestats*. Elle suppose que, comme cela a lieu habituellement, l'homme a entendu régler sa dévolution suivant sa conscience et son devoir. « Dans un doute, disait Grotius, « chacun est censé avoir voulu ce qui est le plus juste et « le plus honnête. »

Et toutefois on pourrait encore nous objecter que la succession *ab intestat*, telle qu'elle est réglée par la loi, loin d'être toujours conforme aux affections présumées du testateur, d'après les liens du sang, est souvent en opposition complète avec elles. Eten effet peut on dire notamment, la différence que le Code établit entre les droits successoraux des enfants naturels et ceux des enfants légitimes, ne correspond à aucune différence analogue, quant aux sentiments d'affection, la nature imprimant généralement dans le cœur des parents le même amour pour tous

(1) L'ordre des successions en effet, qui différerait suivant la nature et l'origine des biens, allait la plupart du temps à l'encontre des affections, même certaines, du *de cuius*. (Droit d'aînesse. — Privilège de masculinité.

leurs enfants, qu'ils soient nés ou non d'une union légitime.

Nous répondrons que les articles 757 et suivants, qui fixent les droits des enfants naturels à la succession de leur père ou de leur mère, sont en quelque sorte des dispositions exceptionnelles dictées par une idée d'ordre public et social. Et en effet les articles 760 et 908 interdisent aux enfants naturels de rien recevoir par donation ou par testament au delà de ce qui leur est accordé au titre des successions, et par là ils refusent au *de cujus* le droit de faire prévaloir, même expressément, une volonté contraire à l'ordre successoral établi par la loi. Aussi peut-on dire que, dans ce cas exceptionnel, nous sommes en présence de dispositions impératives de la loi, et non pas d'interprétation légale des volontés présumées du défunt.

Mais à part de très rares exceptions, il faut conclure, pensons-nous, que les dispositions du Code concernant la succession *ab intestat* sont un vrai testament tacite, basé sur les intentions présumées du défunt, et que par suite, elles constituent de véritables cas d'interprétation légale, intervenant en l'absence de tout acte juridique.

b) *Communauté légale*. — Si la loi donne un testament à ceux qui n'en ont pas, elle fournit également un contrat de mariage aux époux pauvres ou imprévoyants qui se marient sans avoir dressé acte notarié de leurs conventions matrimoniales. On peut dire qu'il y a toujours un contrat de mariage qui règle la situation pécuniaire des époux ; mais tantôt ce contrat est exprès, tantôt il est tacite (1) : « La base des deux communautés légale ou convention-

(1) Et en fait on peut dire que les contrats de mariage tacites sont les plus fréquents.

« nelle, dit M. Guillouard, est la même : *la volonté des parties*, volonté expresse dans un cas, volonté présumée « dans l'autre » (1).

Ainsi donc l'article 1393, qui dit, que le silence des époux doit être compris dans ce sens, qu'ils ont admis le régime de la communauté légale, cet article, disons nous, constitue bien certainement un cas d'interprétation légale (2).

Mais ne doit on pas aller plus loin, et dire que toutes les dispositions qui concernent la communauté légale sont également des cas d'interprétation légale ? Ne peut-on pas, en d'autres termes, soutenir que la loi a établi le régime de la communauté, telle qu'elle l'entend dans les articles 1400 à 1496, comme le contrat présumé des époux, précisément parce que c'est ce régime qui correspond le mieux à la volonté générale et probable des personnes contractant mariage ? Nous le croyons quant à nous, et voici pourquoi. Le régime de la communauté légale, qui cons-

(1) C'est dire que ce qu'on appelle la communauté légale n'est, en somme, qu'une communauté conventionnelle, puisqu'elle est fondée sur une convention, « Quoique la communauté soit appelée légale, » disait Dumoulin, ce n'est pas néanmoins la loi qui en est la cause « immédiate.... La cause immédiate qui produit et établit cette « communauté est une convention qui n'est pas à la vérité expresse « et formelle, mais qui est virtuelle et implicite... Cette communauté « n'est appelée légale que parce que les parties par cette convention « tacite s'en sont entièrement rapportées à la loi.

(2) Nous ne trouvons dans la doctrine qu'un seul auteur qui ne reconnaisse pas ce caractère d'interprétation légale à l'art. 1393. C'est M. Odier, I, n° 37. D'après lui, ce qui donne force au système de droit commun de la communauté légale, c'est non pas l'idée d'une convention particulière de deux particuliers, mais la seule force de la loi, expression de la volonté générale. Cette solution peut entraîner des conséquences difficiles à admettre notamment dans la matière du droit international privé. (V. Traité de M. Weiss. page 512 et suiv.).



titue un contrat pécuniaire entre époux, est celui qui répond le mieux au contrat qui régit l'association conjugale, quant aux personnes. « L'union des personnes, » dit l'Exposé des motifs, ne conduit elle pas à la société des « biens et la communauté des travaux, n'établit-elle pas la « communauté des bénéfices (1)? » Or il est probable que cette idée *naturelle* se trouve chez la plupart des hommes. Dès lors si la loi a dit : « La communauté sera le régime de droit commun » ce n'est pas directement et uniquement parce que c'est celui qui correspond le mieux avec l'union des personnes, (2) c'est parce que ce régime étant celui qui correspond le mieux avec l'union des personnes, il est à *présumer* que c'est lui qui vient naturellement à l'esprit de ceux qui se marient (3). Ce n'est qu'exceptionnellement

(1) Exposé des motifs du conseiller d'État Berlier, Locré XIII, page 275. — Comp. Rapport du tribun Duveyrier. Locré XIII page 312.

(2) Ce n'est pas. voulons-nous dire seulement parce que la loi considère ce régime comme préférable au point de vue de l'ordre public et social. Et en effet s'il y avait là une question d'ordre public, comment comprendrait-on que la loi autorisât les parties à y déroger librement par des conventions spéciales.

(3) « Comment méconnaître, disait le conseiller d'État Berlier, la « tendance de l'esprit national vers la communauté conjugale, quand « on voit que les stipulations de sociétés d'acquêts étaient devenues « très communes, même dans plusieurs ressorts soumis au régime « dotal... Le gouvernement croit avoir *répondu au vœu de la* « *nation* en lui présentant la communauté, non comme un système « absolu qu'il faille suivre, mais comme la loi qui régit les époux « quand ils ne l'ont pas exclue... » Toutefois, il faut bien l'avouer pour aller jusqu'au bout, dans son rôle unique d'interprétation légale de la volonté présumée des époux, et pour que cette interprétation fut complètement exacte, le législateur aurait dû établir en France deux régimes de droit commun correspondant aux deux tendances qui régnaient, différentes dans les pays de coutume et dans ceux

que ceux-ci penseront autrement, et alors ils le diront vraisemblablement. Quand ils auront gardé le silence, c'est qu'ils s'en seront rapportés à ce qui leur semble le plus *naturel*, et ce qu'il leur paraît dès lors inutile de dire. La loi ne fait alors que consacrer, dans des dispositions positives, ces intentions présumées.

Ce système n'est pas universellement reconnu. Si tout le monde admet que, par suite d'une interprétation légale, les parties mariées sans contrat sont censées s'en être référées au régime prévu par la loi, certains auteurs refusent de voir encore dans ce régime même, une autre série de cas d'interprétation légale : la loi d'après eux, aurait établi ce régime de droit commun, non pas sur les intentions probables des époux, mais en obéissant à une pensée d'ordre plus général, à une idée d'ordre social et public. Mais nous avons en faveur de notre théorie, l'autorité d'un grand nombre de nos auteurs modernes. Nous nous bornerons à reproduire un passage de Troplong qui résumera fort bien nos observations : « Sur « quelle base la loi s'est-elle fixée, pour faire de la communauté le régime légal des parties mariées sans contrat ? « D'une part sur l'usage le plus général : de l'autre sur le « *sentiment présumé dominant dans le cœur de ceux* « *qui ont contracté une société de toute la vie.* C'est « donc *la volonté qui explique et légitime la loi ; c'est*

de droit écrit. Mais l'idée d'unité qui a présidé à l'œuvre législative de notre Code civil empêchait qu'il en fut ainsi. Or il est plus probable que les époux qui se sont mariés sans contrat, c'est-à-dire généralement les époux incapables de pourvoir aux frais d'un acte notarié, aient eu l'intention d'établir entre-eux une communauté de biens, plutôt que d'adopter un régime de protection pour des biens qu'ils ne possèdent pas.

« aussi la volonté qui autorise son exécution..... » (1).

c) A côté de ces deux cas d'interprétation légale, intervenue en l'absence de tout acte juridique, et offrant aux hommes un testament et un contrat de mariage tout faits et conformes à leur intention probable, nous en trouvons d'autres encore, quoique moins énergiques. Par la succession légitime et la communauté légale (2), la loi déduit une volonté, du simple silence des parties. Dans les quelques cas que nous allons examiner brièvement, le législateur suppose toujours des intentions qui n'ont été manifestées sous aucune forme régulière. C'est encore lui qui, se basant sur la volonté présumée des parties, crée l'acte juridique même : mais dans ces cas, la volonté ressort, non plus du simple silence des époux ou du défunt, mais de certains faits qui, sans revêtir la forme d'un acte juridique, indiquent du moins une volonté tacite.

Nous en trouvons un curieux exemple dans la *tacite reconduction*. L'article 1738 dit en effet : « Si à l'expiration des baux écrits, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère un nouveau bail dont l'effet est réglé par l'article relatif aux locations faites par écrit ». Ainsi donc, la loi suppose un simple fait, celui pour le preneur d'être resté en possession sans y avoir été troublé par le bailleur, et de ce fait elle déduit la volonté de repasser un bail dans les mêmes conditions que le précédent

(1) Troplong, *Contrat de mariage*, I, n° 22. Comp. même ouvrage n° 301. — V. également dans ce sens : Laurent, XXI, n° 199.

(2) Il en serait d'ailleurs de même pour quelques autres cas, par exemple, l'art. 1643 qui, interprétant l'absence d'acceptation de la communauté par la femme divorcée ou séparée, pendant 3 mois et 40 jours, décide que par cette inaction, la femme sera censée avoir renoncé à la communauté.

(sauf au point de vue du terme). Et nous remarquerons, avec tous les auteurs, que la tacite reconduction est non pas la continuation de l'ancien bail, mais un nouveau bail que la loi crée par interprétation de la volonté tacite des parties (1).

On devrait également voir des cas identiques d'interprétation légale dans les dispositions de la loi relatives aux acceptations tacites. Ainsi, l'article 778 dit « qu'il y a acceptation de la succession quand l'héritier fait un acte qui suppose nécessairement son intention d'accepter, et qu'il n'aurait le droit de faire qu'en sa qualité d'héritier ». De même les articles 1454 et 1460 prévoient des cas d'acceptation tacite de la communauté par la femme. Dans tous ces cas, la loi crée une acceptation, c'est-à-dire un acte juridique, en interprétant une volonté que les parties n'ont pas exprimée, mais qui résulte d'autres faits ou actes émanant d'elles.

*Remarque.* — Nous terminerons par une remarque l'énumération des principaux cas d'interprétation légale. Ceux-ci constituent tous des présomptions légales, et à ce titre, ils sont de droit étroit, conformément à l'article 1350 alinéa 1, dont les termes restrictifs indiquent qu'il n'y a de présomptions légales qu'en vertu d'une disposition particulière de la loi. Aussi ne pourrait-on, ni pour cause d'identité de motifs, ni par suite de la similitude apparente entre deux expressions, ni même en vertu d'un argument *a fortiori*, étendre l'interprétation légale à des cas non prévus par la loi.

(1) Baudry-Lacantinerie, *Précis de Droit civil*, III, n° 700. — Comp. les art. 1739 et 1776.

**§ II. — Autorité de l'interprétation légale.**

Nous venons de constater de nombreux cas d'interprétation légale, nous devons maintenant déterminer quelle importance on doit leur reconnaître. Et cette question doit être étudiée à deux points de vue différents. D'abord il convient de rechercher si les parties ou le testateur sont liés par l'interprétation que la loi donne par avance de leur volonté. Puis nous devrions nous demander quelle influence l'interprétation légale doit produire sur la décision du juge.

1°. *Autorité de l'interprétation légale quand aux parties dont la volonté est présumée.* — Il nous suffira de remarquer que l'interprétation n'étant toujours que la recherche *de la volonté* probable des parties, ce que nous avons appelé interprétation légale, ne saurait, en aucune façon, prévaloir contre une volonté certaine et exprimée. Il serait contraire à tout principe de supposer aux hommes une intention autre que celle qu'ils ont manifestée. Les parties ne sont donc pas liées par les différents textes qui expliquent le sens de certaines clauses ou définissent certains mots. C'est ainsi que la signification donnée par la loi à la clause prévue dans l'article 620, n'est nullement imposée à ceux qui l'emploient (1). De même aussi la doctrine et la jurisprudence décident unanimement que les définitions des articles 533 et suivants, ne sont données qu'à titre d'exemples, et que les parties peuvent attacher aux expressions prévues par la loi, un tout autre sens. « En effet, dit Laurent, le législateur n'entend pas imposer

(1) V. Baudry-Lacantinerie, *Précis de Droit civil*, I, n° 139.1 — Laurent, VII, n° 56.



« ser sa volonté aux parties, il entend seulement déclarer  
« qu'elle est leur volonté, donc elles doivent être libres  
« de manifester une volonté contraire » (1). Et cette  
faculté pour les parties d'aller à l'encontre des dispositions  
interprétatives de la loi s'appliquerait tout aussi bien  
à l'interprétation légale supplétive (2), et à celle qui inter-  
vient en l'absence de tout acte juridique (3).

Ainsi donc pour conclure, les dispositions, par lesquelles  
la loi interprète d'avance la volonté des parties, n'ont  
aucun caractère impératif pour celles-ci. Et il est d'ailleurs  
impossible qu'il en soit autrement, car, comme nous le  
verrons plus loin, le législateur s'est souvent trompé en  
indiquant ainsi *a priori* les intentions les plus probables.

II<sup>o</sup> *Autorité de l'interprétation légale quant au juge  
chargé de déterminer la volonté des parties.* — Ce que  
nous venons de dire sur le rôle très restreint de l'inter-  
prétation légale eu égard aux contractants ou autres, pa-  
raît nous dicter la réponse à la question qui nous occupe  
maintenant. En effet, décider que les parties peuvent tou-  
jours aller à l'encontre d'une interprétation légale, c'est  
dire que leur volonté doit prévaloir sur celle que la loi  
leur prête présomptivement. Mais faut-il qu'ils aient mani-  
festé *expressément* cette volonté contraire, ou suffit-il

(1) Laurent, V. note 2.

(2) C'est ainsi notamment que l'art. 1627 dit que « les parties peu-  
« vent par des conventions particulières ajouter à l'obligation de  
« garantie de droit ou en diminuer l'effet ; elles peuvent même  
« convenir que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie. »

(3) Ainsi l'art. 1387 dit en termes exprès : « La loi ne régit l'asso-  
« ciation conjugale quant aux biens, qu'à défaut de conventions spé-  
« ciales que les époux peuvent faire comme ils le jugent à propos... »  
De même, l'art 1497, dit que « les époux peuvent modifier la com-  
munauté légale par toute espèce de conventions... »

que le juge puisse l'induire en interprétant judiciairement l'acte ou les faits et circonstances de la cause ? Toute la question est là.

Et selon nous il semble bien que la réponse ne doive faire aucun doute puisque, dans le cours de notre étude, nous nous sommes attachés à montrer que l'intention *tacite* doit prévaloir, même sur celle que révéleraient à tort les expressions d'un acte, prises dans leur sens littéral (art. 1156). Or il est bien certain que les dispositions légales interprétatives, qui ne reposent que sur une convention tacite, ne sauraient avoir plus de force que les termes mêmes de la convention expresse. Elles doivent donc s'effacer devant une volonté contraire tacite.

Et d'ailleurs, comment pourrait-on obliger le magistrat à s'en tenir exclusivement à l'interprétation légale, quand celle-ci est même, pratiquement, en contradiction avec l'intention probable et générale des parties. C'est qu'en effet, parmi les cas d'interprétation légale, il en est que l'on s'explique difficilement. Et d'abord les définitions données notamment par les articles 523 et suivants, sont en désaccord avec le sens que les parties attachent d'habitude aux expressions : « *meubles, effets mobiliers* etc. » (1). En effet, neuf fois sur dix, dans un testament qui porte : « Je lègue mes meubles..... » le testateur, à moins qu'il n'ait eu sous les yeux le Code au moment où il réglait ainsi la dévolution de ses biens, aura eu en vue tout autre chose que ne suppose la loi. Aussi certains auteurs proposent-ils de faire complètement abstraction de ces articles (2)

(1) Sauf peut-être une réserve à faire pour l'art. 535 qui paraît bien conforme à l'intention vraisemblable des parties.

(2) V. notamment G. Appert dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1878, p. 277.

Sans aller peut-être aussi loin, nous appliquerons simplement ici notre théorie générale, et nous dirons que toutes les fois qu'il apparaîtra au juge que les parties ont entendu le mot « *meuble* » dans un autre sens que celui qu'il reçoit de l'article 533, cette intention devra prévaloir sur la définition légale. Mais lorsque cette intention n'apparaîtra pas clairement, le juge devra revenir à la définition légale, car il est à présumer dans le doute, que les parties s'en sont référées au sens que la loi attribue à ces expressions (1). Nous remarquerons seulement, qu'en fait, l'interprétation contraire à celle de la loi, se produira très fréquemment, parce que la loi sur ce point est si peu en concordance avec la pratique, qu'elle-même abandonne ses définitions et leur sens restreint, dans toutes les dispositions où elle emploie le mot « meubles » (2).

Nous trouvons un autre cas d'interprétation légale contraire à l'intention ordinaire des parties, dans l'article 1045, duquel il résulte que, lorsqu'une chose, d'ailleurs susceptible d'être divisée, est par deux dispositions distinctes léguées à deux personnes, il n'y a pas lieu à accroissement, dans le cas où l'une des personnes ne recueillerait pas son legs. Ainsi, Paul lègue un champ à *Primus*, puis plus loin dans le même testament, il lègue ce même champ à *Secundus*. Supposons que *Secundus* meure avant *Primus* ou renonce au legs, la loi décide, par interprétation de la volonté du testateur, que *Primus* n'aura toujours que la moitié du champ. Presque tous les auteurs critiquent cet

(1) Besançon, 11 mars 1861. D. 61, 2, 160.

(2) V. notamment, art. 805, 823, 2101, 2119, 2279. — Aubry et Rau. II, parag. 164 bis, *in fine*. Demol. IX, n° 144. — D'après Laurent, l'interprétation donnée par l'art. 630, n'est pas conforme au sens naturel du legs conçu dans les termes qu'il pose. — Laurent VII, n° 55.

article 1045, comme ne correspondant pas exactement à l'intention probable du testateur (1). Aussi est-il heureux que le juge ne soit pas lié par ce texte et puisse corriger cette erreur, en se reportant aux véritables intentions.

Nous nous bornerons enfin à citer un troisième exemple d'interprétation légale allant à l'encontre de la volonté la plus probable des parties. C'est du moins ce que pensent certains auteurs, relativement à l'article 1589, qui dit que « *la promesse de vente vaut vente*. » Il nous paraît impossible, dit M. Appert, que deux personnes en usant « de ces singulières expressions : « Je promets d'acheter « tel objet pour tel prix. — Je promets de vous le vendre « pour ce prix », aient entendu faire une vente pure et « simple, sans cela elles auraient dit simplement, « Je « vends. — J'achète » une différence dans les termes « employés trahit nécessairement une nuance dans l'esprit, « laquelle doit se traduire par les conséquences pratiques. » (2) — Et cet auteur pense qu'il y a dans l'hypothèse prévue une simple vente conditionnelle. Sans vouloir discuter cette question très controversée, nous hésiterions quant à nous à donner une solution aussi catégori-

(1) Demolombe XXII, n° 376. — Aubry et Rau VII, par. 726, notes 37 et suiv. — Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, II, n° 665. — V. toutefois M. Colmet de Santerre qui essaie de justifier la décision de l'art. 1045, (t. IV, n° 199 bis). — G. Appert, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1878, p. 283.

(2) G. Appert, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1878, p. 281. — C'est également ce qu'avait dit le Tribunal d'Appel de Lyon dans ses observations. « S'ils eussent voulu un contrat invariable, ils auraient dressé un acte de vente formel; ils ne se seraient pas contentés d'une promesse. La vente et la promesse de vendre sont donc deux contrats différents. » Perret, IV, p. 181, 182.

que, et conformément à la théorie générale que nous avons émise plus haut, nous déciderions que c'est avant tout l'intention des parties telle, qu'elle résulte des faits et circonstances de la cause, qui doit décider s'il y a une véritable vente, ou simplement un projet de vente, ou une vente conditionnelle etc... Ainsi on pourrait concevoir qu'il y ait vente accomplie, comme le décide l'article 1589, si les expressions qu'il prévoit avaient été employées alors que l'objet de la vente n'était pas présent, ou que l'acheteur attendait l'argent qui d'ailleurs devait sûrement lui arriver (1).

Qu'il s'agisse d'ailleurs d'une de ces dispositions légales qu'on peut justement critiquer, ou au contraire d'une interprétation dans laquelle la loi a eu le sentiment exact de la volonté probable des parties (art. 1629 par ex.), dans tous les cas, nous appliquerons le même principe, à savoir que : le juge même en présence d'une expression prévue et définie par la loi, doit avant tout rechercher le sens que les parties lui ont réellement attribué, même d'une façon tacite (2).

Et toutefois nous devons apporter à cette règle deux exceptions d'ailleurs considérables. Il s'agit des deux interprétations légales que nous avons reconnues dans la succession légitime d'une part et dans la communauté d'autre part. Incontestablement, ces deux interprétations ne peuvent être contredites que par un testament ou un contrat de mariage revêtus des formes prescrites. Le juge

(1) On pourrait encore citer l'art. 843 qui, nous l'avons vu en étudiant l'art. 1157, interprète la volonté du défunt contrairement à ce qu'elle a dû être raisonnablement.

(2) Dans ce sens, Laurent, N, 515. — Demolombe, IX, n° 442. — Comp. par analogie, Cass., 9 mars 1841. S. 41, 1, 539.



ne pourrait donc pas aller à l'encontre de la volonté attribuée par la loi aux personnes mortes sans testament ou mariées sans contrat, sous ce prétexte que la volonté bien certaine de ces personnes était de se soumettre à un régime autre que la succession légitime ou la communauté légale.

Mais pourquoi donc cette double exception ? Elle résulte croyons-nous, du caractère solennel des testaments et des contrats de mariage. La loi dit « voilà la volonté présumée de ceux qui sont morts intestats ou mariés sans contrat. Mais je ne leur impose pas cette volonté, je la suppose seulement parce qu'en effet, elle répond généralement à la réalité. D'ailleurs si les parties ne veulent pas s'y conformer, elles peuvent y déroger : mais pour telles raisons particulières, elles devront le faire expressément, et mêmes dans certaines formes déterminées qui présentent des garanties spéciales ». Nous sommes donc prévenus et il est probable que quand nous ne voudrions pas du régime légal, nous ne nous bornerons pas à le laisser supposer, nous l'exprimerons valablement,

Cela ne veut pas dire qu'en fait, des volontés même certaines, évidentes, ne seront pas méconnues, et quelquefois pour cette seule raison que leurs auteurs n'auront pas employé les formes prescrites. Mais enfin du moment où la loi jugeait bon de poser le principe de la solennité (1), il était nécessaire quelle le sanctionnât d'une façon efficace et quelle sacrifiât au besoin quelques volontés.

Mais, à part ces deux cas exceptionnels, nous rentrons

(1) V. les excellentes raisons données : 1<sup>o</sup> par Laurent, XI, n<sup>o</sup> 93, quant à la solennité des testaments ; 2<sup>o</sup> par Guillouard (*Contrat de mariage*, I, par. 173) en ce qui concerne la solennité du contrat de mariage.

dans la règle générale, et le juge doit rechercher avant tout l'intention même tacite des parties. Est-ce donc à dire que les dispositions interprétatives de la loi n'auront aucune portée, que le juge en devra faire abstraction d'une façon absolue ? Nous ne le croyons pas. « Ces « dispositions, dit M. Appert, constituent l'usage écrit « dans une matière où l'usage est tout puissant. Ils formeront donc le point de départ des décisions doctrinales « ou judiciaires. Ils ont l'autorité qu'attribuaient au droit « romain les auteurs du *xviii*<sup>e</sup> siècle. C'est la *ratio scripta* « obligatoire quand elle est en conformité avec la pratique « de chaque jour et le bon sens. — Mais si les parties « (ou l'une d'elles) viennent dire au juge : on ne peut nous « prêter l'intention consignée dans le Code ; elle est « absurde et contraire à l'usage, le juge devra faire abstraction du texte. En un mot, nos articles lui fournissent « une présomption : mais celle-ci doit céder devant une « foule de considérations de fait, telles que la coutume du « pays, l'ignorance des parties, leur caractère, etc..., « etc... (1) » Ainsi donc, dans le doute absolu, les parties doivent être censées s'en être rapportées au sens proposé par la loi. « Le juge doit appliquer les définitions légales, à « moins qu'il ne soit clairement établi que les parties y ont « voulu déroger (2).

Mais ce caractère subsidiaire de l'interprétation légale, ce pouvoir pour le juge de faire prévaloir contre elle l'inten-

(1) G. Appert, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1879. p. 131. — V. dans ce sens un arrêt du 10 février 1873, S. 73,1, 357. « On devrait, en l'absence de renseignements précis sur l'intention de la testatrice, s'en tenir à la définition de l'art. 535. »

(2) Laurent, V, n° 515. — Dans le même sens, Demolombe, IX, n° 442.

tion même présumée des parties, est loin d'être reconnu par tous les auteurs. Un certain nombre d'entre eux, au contraire, prétendent que si l'on peut déroger *expressément* aux articles interprétatifs, ceux-ci ont du moins une certaine force impérative à l'égard du juge, en ce sens, qu'en l'absence d'une dérogation expresse (1), le juge ne pourrait que s'en référer à l'interprétation légale sans avoir le droit de rechercher quelle a pu être l'intention probable des parties. — Il est à présumer, dit-on, que l'auteur de l'acte a connu le sens attribué par la loi à ses expressions : « nul « n'étant censé ignorer la loi ». Si l'on n'a pas écarté l'interprétation légale, c'est qu'on a voulu l'accepter. » Mais le fondement de cette dernière règle, qui d'ailleurs n'est écrite dans aucun texte, prouve qu'elle n'a rien à voir dans notre matière. Pourquoi dit-on que « nul n'est censé ignorer la loi » ? C'est parce qu'on veut éviter qu'on puisse, sous prétexte d'ignorance, écarter des dispositions gênantes ; mais cela suppose précisément qu'il s'agit de dispositions imposées à l'homme dans un intérêt général (2). La maxime « nul n'est censé ignorer la loi » est le complément nécessaire à la sanction d'une disposition impérative. Or tout le monde est d'accord pour reconnaître que, comme nous l'avons dit (§ II. 1°), les décisions de la loi interprétative ne s'imposent pas aux parties, qui libres d'écarter cette loi, sont à plus forte raison libre de l'ignorer. Et en fait, c'est bien cette ignorance qui peut être considérée comme la règle. « Comment supposer, dit M. Appert, qu'un « paysan sans instruction aura dans son testament par « exemple, oublié les coutumes et la langue de son pays,

(1) Ou même tacite, mais s'induisant de l'acte même, et non des faits extrinsèques, (Dalloz, *Répert.* v° Biens, n° 216).

(2) Laurent, I, n° 24.

« pour se conformer à un article de loi qu'il n'a probablement jamais eu sous les yeux (1). »

Nous remarquerons, en terminant, qu'avec notre système qui reconnaît aux dispositions interprétatives un caractère purement subsidiaire, (simples indications proposées au juge), on doit refuser à la Cour de Cassation le droit de censurer une décision judiciaire qui aurait méconnu un de ces textes. — Il n'y a pas dans ce cas, violation de la loi proprement dite, il ne peut y avoir que violation de la volonté tacite des parties, c'est-à-dire violation du contrat. Or nous avons vu que cette dernière n'était pas une cause à cassation. Au contraire si on attribuait à ces dispositions interprétatives un caractère vraiment impératif, il conviendrait de reconnaître la compétence de la Cour de Cassation pour censurer les décisions contraires à cette loi.

### § III. — Fondement et opportunité de l'interprétation légale

La loi *pouvait-elle* en droit interpréter ainsi par avance les volontés humaines ? — Le *devait-elle* faire, c'est-à-dire était-il utile ou non qu'elle interprêtât ? Telles sont les deux questions qu'il nous reste encore à examiner.

I. *La loi pouvait-elle en droit interpréter par avance des volontés ?* — Le juge et la loi ont chacun leur rôle bien distinct et leurs attributions particulières. La loi, est définie, « l'ensemble des règles de conduite obligatoires pour tous les hommes » et on peut résumer son rôle

(1) G. Appert, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 18 .

en disant qu'elle doit avoir pour seul but le maintien de l'ordre dans la société et de la paix entre les hommes. Aussi, le législateur, soit qu'il commande, soit qu'il prohibe, soit enfin qu'il interprète des volontés, doit se maintenir toujours dans la sphère des règles générales, puisqu'il est seulement, l'organe de l'intérêt social et par conséquent d'intérêts généraux. La loi ne saurait dès lors avoir un caractère contingent. — Au contraire le juge, chargé de trancher un conflit qui s'élève au sujet d'intérêts particuliers, individuels, descend des régions élevées que doit occuper la loi, dans l'infinie variété des espèces. Il applique à des hypothèses concrètes les principes généraux et abstraits que le législateur doit se borner à poser. C'est qu'en effet il a seul dans la main tous les éléments de chaque espèce pratique, qui lui permettent de rechercher quel principe doit lui être attribué, quelle solution doit lui être donnée.

Et de même qu'il est « *défendu aux juges de prononcer « par voie de disposition générale et réglementaire, « sur les causes qui leur sont soumises.* » (Art. 5 Code civil), de même aussi, en bonne législation, la loi devrait s'abstenir le plus possible de prévoir des hypothèses. spéciales, et se borner à indiquer les principales règles générales qui permettront au juge de les résoudre. La loi s'est-elle toujours maintenue dans les limites de ces attributions en interprétant les volontés.

Selon nous la réponse à cette question comporte une distinction. On peut sans doute soutenir, dans une certaine mesure, que le législateur est resté à peu près dans son rôle, lorsqu'il a *suppléé* au silence partiel ou total des parties, en établissant des règles générales pour certaines catégories d'actes (vente, louage, contrat de ma-



riage, etc.) (1); mais il est bien évident par contre qu'il a abandonné ce rôle, en pénétrant dans les détails, lorsqu'il a envisagé, non plus tel ou tel genre de contrats, mais des hypothèses déterminées pour en tirer de véritables décisions d'espèces. C'est ce qui est arrivé quand la loi a défini certains termes, ou qu'elle a pris à parti certaines expressions plus ou moins obscures pour leur attribuer un sens spécial. M. Appert dit que « le législateur semble « avoir ici usurpé le rôle des jurisconsultes, des tribunaux, voire même des grammairiens. »

S'il est difficile d'excuser complètement cette erreur du législateur, il est du moins possible de se l'expliquer lorsqu'on songe au respect que les rédacteurs du Code ont toujours témoigné pour les traditions romaine ou coutumières. Or, ils trouvaient dans les compilations de Justinien une quantité innombrable d'hypothèses concrètes prévues par les jurisconsultes de différentes époques, et d'expressions particulière, par eux interprétées. De même nos coutumes

(1) Et toutefois, même sur ce point, il nous reste un certain doute, et on pourrait selon nous soutenir que la loi aurait dû *en droit*, s'abstenir de toute disposition interprétative de volonté, et que si l'on admet une sorte d'exception en matière d'interprétation supplétive, ce n'est qu'en considération de l'utilité considérable, presque de la nécessité qu'elle présentait *en fait*. Et en effet, qui dit interprétation d'une volonté, semble supposer que cette volonté qu'il faut examiner et scruter, a déjà existé réellement. Comment, d'après les purs principes, concevoir une *interprétation par avance* comme l'est forcément celle qui émane de la loi? Comment admettre une interprétation qui ne porte pas sur une volonté concrète? En outre, M. Appert, fait fort bien remarquer que « si la Cour entre dans la voie de « l'interprétation, il y aura toujours quant à la question de savoir où « il faut s'arrêter, un problème fort délicat qu'il paraît impossible » de résoudre par une formule précise et complète..... »

offraient un grand nombre de ces interprétations déclaratives. Les lois, de personnelles qu'elles furent au début, étant devenues territoriales, chaque tribunal se créa, pour chaque espèce, sa jurisprudence propre. Ces traditions, consignées par écrit, devinrent les coutumes qui étaient tantôt impératives, tantôt interprétatives de volonté. Les rédacteurs du Code civil s'inspirèrent du droit romain et des coutumes, dont ils suivirent trop fidèlement les procédés, sans s'apercevoir qu'ils méconnaissaient par là un des grands principes posés par la Révolution, celui de la séparation des deux pouvoirs, législatif et judiciaire.

II. *Utilité de l'interprétation légale.* Mais si la loi ne pouvait pas, soit dans tous les cas, soit seulement dans certains, interpréter les volontés sans qu'il y ait une sorte de confusion de pouvoirs, si son œuvre interprétative ne s'explique pas *en droit* pur du moins n'est-il pas possible de lui reconnaître une certaine utilité *en fait* ?

Cette utilité apparaît bien évidente en ce qui concerne les cas d'interprétation supplétive. Ceux-ci en effet remédieront à l'inexpérience juridique dans laquelle se trouvent forcément la grande majorité des hommes et qui les empêche de prévoir d'avance toutes les conséquences et les difficultés de droit, pouvant naître, par la suite à l'occasion de la volonté qu'ils expriment. D'ailleurs en supposant même qu'elles aient connu ces conséquences et ces difficultés, il se peut très bien qu'un oubli se soit glissé dans la rédaction d'un acte, et la loi fait œuvre utile en réparant par avance cet oubli. En outre cette interprétation légale supplée-t-elle à une fonction économique qu'il est impossible de lui méconnaître. Elle facilite la rapidité des transactions les plus usuelles en simplifiant l'expression de la pensée et en enfermant dans un seul mot toute une théorie. Enfin

on peut ajouter qu'elle diminue, dans une certaine mesure le nombre des procès, puisqu'elle supprime ceux qui auraient pu naître sur l'interprétation des clauses qu'elle sous entend.

Quant à l'interprétation légale qui intervient en l'absence de tout acte juridique et que nous avons constatée dans les matières de la succession légitime et de la communauté légale, son utilité devient une véritable nécessité. D'abord la loi devait éviter aux gens sans ressources et le plus souvent illettrés, les frais d'un acte, quelle rendait elle même plus onéreux ou plus difficile, en exigeant l'authenticité ou la rédaction de l'acte par son auteur même. D'autre part, la gravité des actes auxquels elle a rapport, empêchaient qu'en l'absence d'une expression formelle, la loi s'en remit au juge du soin de deviner les intentions du testateur ou des époux ; et pourtant il fallait bien régler la situation des patrimoines d'un *de cujus* surpris par la mort, ou d'époux mariés sans contrat.

Ces différentes fonctions de l'interprétation supplétive suffiraient pour la justifier en fait, si on lui refusait un fondement juridique. Mais en est il de même de l'interprétation purement déclarative ? Nous ne le croyons pas.

Et tout d'abord il est bien permis de considérer comme absolument inutiles les nombreux articles interprétatifs (art. 533 et suiv., 1045, 1589, 843 etc.), que nous avons critiqués plus haut, comme ne correspondant pas bien avec l'intention ordinaire des parties qui emploient les clauses prévues par le législateur.

En outre, et d'une façon générale, nous avons dit que l'interprétation légale ne s'imposait pas au juge et qu'elle n'était qu'une sorte de raison écrite, intervenant seulement quand elle était conforme au bon sens et à l'intention

réelle des parties. Mais alors était-il bien nécessaire ou même simplement utile que le législateur nous indiquât sa présence dans ces conditions ? Cela paraît tout au moins douteux. D'autant plus que cette préférence peut être appelée à disparaître, par suite de changements survenus dans le langage et dans les usages, changements qui mettront le législateur dans l'alternative, ou de rester en arrière et de devenir alors non seulement inutile mais contraire à la réalité, ou de se préoccuper à nouveau d'émettre une solution qui restera ce qu'était la précédente, un texte d'utilité douteuse. Les lois nécessaires et urgentes sont soumises à de trop longs retards, pour qu'on doive songer à élargir sans raison la mission du législateur. Le juge avec sa raison naturelle et sa connaissance des règles générales d'interprétation serait arrivé au même résultat que la loi.

Toutefois d'après Duranton, l'interprétation purement déclarative ne serait pas complètement inutile, car, dit-il « moins une loi laisse de latitude à l'arbitraire du juge, « moins elle livre de cas à ses doutes, à ses incertitudes, « plus elle est parfaite. » — Cette observation aurait sa valeur dans un système qui admettrait un caractère impératif à l'interprétation légale. Mais nous avons montré que ce système, inacceptable en principe, était très généralement repoussé par la doctrine et la jurisprudence,

Reste une autre explication qui consisterait à voir dans l'interprétation légale une cause possible de diminution des procès. Et telle est bien en effet l'idée qui paraît avoir guidé le législateur dans la rédaction de certains textes interprétatifs de volontés. Treilhard dit dans l'exposé des motifs sur le titre de la distinction des biens : « Il s'élevait « de grandes contestations sur l'acception des mots « meu-

« bles » « meubles meublant... » Quand ils étaient employés dans les actes, nous avons cru ne devoir pas laisser subsister une incertitude qui fut toujours très embarrassante pour les juges, et toujours ruineuse pour les plaideurs. Nous avons en conséquence fixé le sens précis de ces expressions (1). Mais en réalité, comme le remarque M. Laurent, ces définitions n'ont pas fait disparaître les procès, ainsi qu'en attestent les nombreux arrêts rendus en cette matière : « Il y en a plus sur les quatre articles qui devaient mettre fin aux controverses, que sur toutes les autres dispositions du titre I<sup>er</sup> ». Et d'ailleurs c'est une vérité, devenue banale, que les procès naissent bien plus souvent de la multiplicité que de l'absence des textes. Aussi, et en résumé, nous jugeons absolument inutile l'interprétation légale déclarative ; et comme, d'autre part, nous avons déjà reconnu qu'elle n'avait aucun fondement juridique, nous poserons en principe qu'elle devrait disparaître de toute bonne législation. Et, à ce point de vue, nous critiquerons le nouveau Code civil allemand, qui, sous la rubrique inexacte : *Règle d'interprétation*, établit en réalité, dans les articles 2066 et suivants, de nombreux cas d'interprétation légale déclarative.

Selon nous, d'ailleurs, la codification des matières relatives à l'interprétation des actes juridiques n'est pas seulement inutile et contraire aux principes ; elle est en outre une entrave certaine au progrès juridique. Chaque jour en effet la civilisation fait naître des besoins nouveaux, dont la satisfaction exige de nombreuses et fréquentes modifications dans la forme et dans la nature même des actes juridiques.

(1) Fenet, XI, p. 39.



Or quoi de plus opposé à ce développement juridique, qu'une codification fixe et impérieuse ? Quoi de plus propice au contraire, que la liberté, aussi large que possible, laissée au pouvoir d'interprétation du juge ? La jurisprudence a seule la souplesse nécessaire à cette œuvre de progrès, car, seule, elle peut se plier aux exigences et aux changements de la pratique,

Enfin l'interprétation des volontés humaines est une pure question de fait, qui ne saurait par suite être résolue *a priori* et d'une façon générale. Le juge peut seul, obéissant aux considérations les plus diverses, et pénétrant dans l'examen des circonstances concrètes, vaincre l'obscurité des termes, et révéler la véritable intention qui s'y cache,

## CONCLUSION

L'extension des pouvoirs du juge interprète est donc conforme tout à la fois, et à la notion même de l'interprétation avec les difficultés toutes de fait qu'elle comporte, et à sa fonction économique. Aussi, concluons-nous que; pour mettre fin aux controverses et même aux erreurs doctrinales que nous avons constatées, le législateur devrait, dans la réfection, d'ailleurs possible, de nos lois civiles, réserver expressément au juge interprète la plus grande liberté d'action, en l'autorisant à interpréter quand cela lui paraîtrait nécessaire et à se prononcer dans le sens qui lui semblerait le plus conforme à l'intention des parties, sans être lié, du reste, par aucun texte de loi. Il faudrait enfin faire échapper à la censure de la Cour Suprême toute décision interprétative des juges du fond, lorsque ceux-ci n'auraient employé que des moyens légaux pour parvenir à la découverte des volontés.

Vu : le doyen,  
GARSONNET

Vu : le Président de la thèse,  
ANDRÉ WEISS

Vu et permis d'imprimer,  
*Le vice-recteur de l'Académie de Paris,*  
GRÉARD

## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                     | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>INTRODUCTION</b> .....                                                                           |       |
| I. Position de la question. — Son importance et ses intérêts historique, théorique et pratique..... | 1     |
| II. Historique de la question en droit romain et dans notre ancien droit français.....              | 8     |
| III. Étendue de la question. — Plan général.....                                                    | 23    |
| <b>CHAPITRE I<sup>er</sup></b>                                                                      |       |
| <b>Quand y a-t-il lieu à interprétation?</b> .....                                                  | 23    |
| § I <sup>er</sup> . Que faut-il en droit pour qu'il y ait lieu à interprétation?                    | 25    |
| § II. Causes de contestations ou vices de l'expression.....                                         | 49    |
| § III. Applications du problème de l'interprétation.....                                            | 53    |
| <b>CHAPITRE II</b>                                                                                  |       |
| <b>Qui peut interpréter?</b> .....                                                                  | 66    |
| <b>CHAPITRE III</b>                                                                                 |       |
| <b>Comment se fait l'interprétation?</b> .....                                                      | 71    |
| <b>SECTION I. Méthodes d'interprétation</b> .....                                                   | 72    |
| § I <sup>er</sup> . Interprétation grammaticale.....                                                | 73    |
| § II. Interprétation logique.....                                                                   | 77    |
| I. Méthode extensive.....                                                                           | 79    |
| II. Méthode restrictive.....                                                                        | 84    |
| Stricte interprétation.....                                                                         | 88    |
| III. Méthode purement déclarative.....                                                              | 102   |
| <b>SECTION II. Règles d'interprétation</b> .....                                                    | 103   |
| § I <sup>er</sup> . Généralités.....                                                                | 104   |
| § II. Exposé des principales règles d'interprétation.....                                           | 112   |
| I. Règles relatives à l'interprétation grammaticale...                                              | 119   |
| II. Règles relatives à l'interprétation logique.....                                                | 126   |

|                                                                                   |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----|
| SECTION III. Difficultés relatives à la preuve, en matière d'interprétation ..... | 190 |
| APPENDICE. Questions de droit international privé.....                            | 203 |

## CHAPITRE IV

|                                                                                                                      |            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>Autorité de la décision du juge en matière d'interprétation .....</b>                                             | <b>213</b> |
| § I <sup>er</sup> . Théorie de l'interprétation souveraine des juges du fond.                                        | 216        |
| § II. Théorie courante de la distinction entre les conventions claires et précises et celles qui ne le sont pas..... | 219        |
| I. Théorie de M. Carré.....                                                                                          | 223        |
| II. Théorie de la jurisprudence.....                                                                                 | 226        |
| § III. Opinions de la doctrine.....                                                                                  | 259        |

## CHAPITRE V

|                                                                                 |            |
|---------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>De l'interprétation légale.....</b>                                          | <b>264</b> |
| § I. Principaux cas d'interprétation légale contenus dans notre Code civil..... | 267        |
| § II. Autorité de l'interprétation légale.....                                  | 287        |
| § III. Fondement et opportunité de l'interprétation légale.....                 | 296        |
| CONCLUSION.....                                                                 | 304        |











